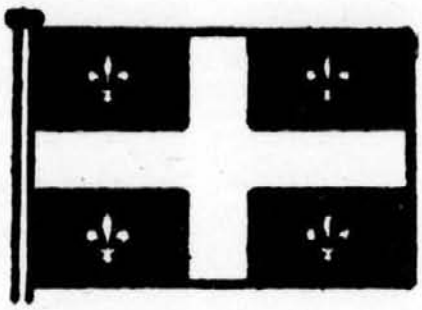

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 15 SEPTEMBRE 1962

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 15, 1962

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

L'Imprimeur de la Reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le ***mercredi*** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962. 59870 — 1-52-o

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on ***Wednesday***, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962. 59870 — 1-52-o

Lettres patentes

Alsol Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de juin 1962, constituant en corporation: Dame Barbara Joyce Garrett, épouse séparée de biens de David Charles Hopkins, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Dame Judith Elizabeth Selvey, épouse séparée de biens de Richard Edward Brown, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Marie LeBlanc, fille majeure et usant de ses droits, toutes trois secrétaires, de 1010 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Letters Patent

Alsol Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dame Barbara Joyce Garrett, wife separate as to property of David Charles Hopkins, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Dame Judith Elizabeth Selvey, wife separate as to property of Richard Edward Brown, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Marie LeBlanc, fille majeure et usant de ses droits, all three secretaries, of 1010, St. Catherine Street West, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Alsol Limited », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 90,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12652-62 — 1133/108

To carry on business as an investment company, under the name of "Alsol Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 90,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12652-62 — 1133/108

Anduca Electronics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1962, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, 63, chemin Banstead, Montréal-Ouest, Samuel H. Shriar, 315, St-Aubin, St-Laurent, Harvey Cooperstone, 3926, Carlton, Montréal, tous les trois avocats, et Sara Rosenstein, secrétaire, fille majeure, 3335, Linton, app. 10, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils d'électronique et de chimie, sous le nom de « Anduca Electronics Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 600 actions ordinaires de $10 chacune et 400 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12554-62 — 1133/47

Anduca Electronics Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray B. Spiegel, 63, Banstead Road, Montreal West, Samuel H. Shriar, 315, St. Aubin, St-Laurent, Harvey Cooperstone, 3926, Carlton, Montréal, all three advocates, and Sara Rosenstein, secretary, spinster of the full age of majority, 3335, Linton, apt. 10, Montreal, for the following purposes:

To deal in electronic equipment and chemical appliances, under the name of "Anduca Electronics Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 600 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12554-62 — 1133/47

L'Assistance Hypothécaire R.S. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1962, constituant en corporation: Jeannine Beaudoin, 322, rue St-Louis, Rita Lévesque, 307, rue Fabre, Liette Riopel, 185, rue Taché, toutes trois secrétaires, célibataires majeures et usant de leurs droits, et Louis Tellier, vendeur, 416, boulevard Manseau, tous quatre de Joliette, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « L'Assistance Hypothécaire R.S. Ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 6,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12544-62 — 1133/92

L'Assistance Hypothécaire R.S. Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jeannine Beaudoin, 322, St-Louis Street, Rita Lévesque, 307, Fabre Street, Liette Riopel, 185, Taché Street, all three secretaries, filles majeures, and in use of their rights, and Louis Tellier, salesman, 416, Manseau Boulevard, all four of Joliette, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "L'Assistance Hypothécaire R.S. Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and into 6,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12544-62 — 1133/92

Association des Contribuables de Chapais Inc.
Chapais Ratepayers Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

Association des Contribuables de Chapais Inc.
Chapais Ratepayers Association Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 28e jour de juin 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Léon Lavoie, Jacques, Lapointe, Raoul Laliberté, Raymond Gagnon mineurs, Jacques Martin, Guy Soumis, marchands, Paul Desrochers, mécanicien, Andrea Larochelle, opérateur de « hoist », Jean-Marc Trudel, entrepreneur, et Pierre Adams, ingénieur, tous dix de Chapais, pour les objets suivants:

Grouper en association les contribuables de la ville de Chapais et promouvoir les intérêts culturels, sociaux et économiques de ses membres, sous le nom de « Association des Contribuables de Chapais Inc.— Chapais Ratepayers Association Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Chapais, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12783-62 — 1131/139

Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Léon Lavoie, Jacques Lapointe, Raoul Laliberté, Raymond Gagnon, minors, Jacques Martin, Guy Soumis, merchants, Paul Desrochers, mechanic, Andrea Larochelle, hoist operator, Jean-Marc Trudel, contractor, and Pierre Adams, engineer, all ten of Chapais, for the following purposes:

To group into an association the ratepayers of the town of Chapais and to promote the cultural, social and economical interests of its members, under the name of "Association des Contribuables de Chapais Inc.— Chapais Ratepayers Association Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Chapais, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of june, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12783-62 — 1131/139

Association Sportive La Chaudière Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de juin 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Laurier Mercier, marchand, 243, 9e avenue, Charny, Maurice Carrier, agent d'assurance, 10e Avenue, Charny, et Henri Trépanier, cheminot, 555, 10e Avenue, Charny, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Association Sportive La Chaudière Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Charny, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12079-62 — 1133/129

Association Sportive La Chaudière Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Laurier Mercier, merchant, 243, 9th Avenue, Charny, Maurice Carrier, insurance agent, 10th Avenue, Charny and Henri Trépanier, railwayman, 555, 10th Avenue, Charny, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Association Sportive La Chaudière Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at Charny, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12079-62 — 1133/129

Bannantyne Printing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1962, constituant en corporation: Larry Flood, imprimeur, David Johnson, agent, et Jeannette L. Flood, secrétaire, fille majeure, tous trois de 5989, avenue Bannantyne, Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographes et autres commerces connexes ou semblables, sous le nom de « Bannantyne Printing Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5989, avenue Bannantyne, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12404-62 — 1129/97

Bannantyne Printing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Larry Flood, printer, David Johnson, agent, and Jeannette L. Flood, secretary, fille majeure, all three of 5989, Bannantyne Avenue, Verdun, for the following purposes:

To carry on business as printers, editors, stationers, lithographers, engravers, book-binders, librarians, type-founders and in other similar trades, under the name of "Bannantyne Printing Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5989, Bannantyne Avenue, Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12404-62 — 1129/97

Barclay Service Station Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de juin 1962, constituant en corporation: Jules Frémont, avocat, 2189, Bourbonnière, Jean-A. Martel, secrétaire, célibataire, 1279, avenue Maxfield, tous deux de Sillery, et Agnes J. Gordon, secrétaire, veuve de feu Robert H. T. Gordon, 481, Jean-Dequen, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter des taxis et un poste de service et de réparation, sous le nom de « Barclay Service Station Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12746-62 — 1133/109

Barclay Service Station Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jules Frémont, advocate, 2189, Bourbonnière, Jean-A. Martel, secretary, spinster, 1279, Maxfield Avenue, both of Sillery, and Agnes J. Gordon, secretary, widow of the late Robert H. T. Gordon, 481, Jean-Dequen, Ste-Foy, for the following purposes:

To own and operate taxis and service and repair station, under the name of "Barclay Service Station Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12746-62 — 1133/109

Barna Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1962, constituant en corporation: Zoltan Barna, vendeur, 3050, avenue Van Horne, Barnabas Vizkelety, avocat, 275, rue St-Jacques, tous deux de Montréal, et Bibiane Guy Piché, secrétaire, épouse de Marcel Piché, 1260, rue Bois-Franc, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nouveautés en ameublement de toutes descriptions, sous le nom de « Barna Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12742-62 — 1132/71

Barna Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Zoltan Barna, dealer, 3050, Van Horne Avenue, Barnabas Vizkelety, advocate, 275, St. James Street, both of Montreal, and Bibiane Guy Piché, secretary, wife of Marcel Piché, 1260, Bois-Franc, Street, St-Laurent, for the following purposes:

To deal in furniture novelties of every description, under the name of "Barna Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12742-62 — 1132/71

Battez L'Atout Inc.
Beat the Trump Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Pierre Dansereau, André Fabien et Rolland Blais, tous trois avocats, de 180, boulevard Dorchester, est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et conseillers en publicité, sous le nom de « Battez L'Atout Inc.— Beat the Trump Inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6664, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12852-62 — 1133/130

Battez L'Atout Inc.
Beat the Trump Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Dansereau, André Fabien and Rolland Blais, all three advocates, of 180, Dorchester Boulevard, East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as publicity agents and advisers, under the name of "Battez L'Atout Inc.— Beat the Trump Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 6664, St. Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12852-62 — 1133/130

Bel-Air Fences Ltd.
Clôtures Bel-Air Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1962, constituant en corporation: William James McQuillan, avocat, 2875, avenue Douglas, Montréal, George Norman Broderick, avocat, 5765, chemin Côte St-Antoine, Montréal, et Mlle Elsie Chappell, secrétaire, 4556 ouest, rue Ste-Catherine, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le négoce et le commerce de clôtures et de barrières de toutes sortes, sous le nom de « Bel-Air Fences Ltd.— Clôtures Bel-Air Ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12341-62 — 1133/34

Bel-Air Fences Ltd.
Clôtures Bel-Air Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: William James McQuillan, advocate, 2875, Douglas Avenue, Montreal, George Norman Broderick, advocate, 5765, Côte St-Antoine Road, Montreal, and Miss Elsie Chappell, secretary, 4556, St. Catherine Street, West, Westmount, for the following purposes:

To deal in and with fences and gates of all kinds, under the name of "Bel-Air Fences Ltd.— Clôtures Bel-Air Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,

535-o 12341-62 — 1133/34

Belle-Terre Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de juin 1962, constituant en corporation: Marcel Trudeau, 251, Victoria, Longueuil, Gérard Beaupré, 4860, avenue Melrose, Montréal, tous deux avocats, et Denise Cloutier, secrétaire, célibataire majeure, 4590, boulevard Pie IX, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Belle-Terre Limitée », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12657-62 — 1133/93

Belle-Terre Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Trudeau, 251, Victoria, Longueuil, Gérard Beaupré, 4860, Melrose Avenue, Montreal, both advocates, and Denise Cloutier, secretary, spinster of the full age of majority, 4590, Pie IX Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Belle-Terre Limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12657-62 — 1133/93

Best Ever Food Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1962, constituant en corporation: Harold Lande, avocat et conseil en loi de la Reine, 698, avenue Grosvenor, Westmount, Joseph Samuel Caplan, avocat et conseil en loi de la Reine, 4855, chemin de la Reine Marie, Montréal, et Mlle Rita Mahoney, secrétaire, 4007½ ouest, Dorchester, Westmount, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aliments et produits alimentaires, sous le nom de « Best Ever Food Products Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 5,000 actions privilégiées, catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,500 actions privilégiées, catégorie « B », d'une valur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Best Ever Food Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harold Lande, advocate and Queen's Counsel, 698, Grosvenor Avenue, Westmount, Joseph Samuel Caplan, advocate and Queen's Counsel, 4855, Queen Mary Road, Montreal, and Miss Rita Mahoney, secretary, 4007½, Dorchester West, Westmount, for the following purposes:

To deal in foods and food products, under the name of "Best Ever Food Products Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,500 common shares of a par value of $10 each, 5,000 class "A" preferred shares of a par value of $10 each and 2,500 class "B" preferred shares of a par vlue of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12803-62 — 1133/36

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12803-62 — 1133/36

Bilmor Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a écé accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juin 1962, constituant en corporation: Max S. Kaufman, 574, avenue Claremont, Westmount, Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Montréal, et Sudney B. Sederoff, 80, avenue Crestwood, Montréal-ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Bilmor Realties Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12568-62 — 1133/110

Bilmor Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max S. Kaufman, 574, Claremont Avenue, Westmount, Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80, Crestwood Avenue, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Bilmor Realties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12568-62 — 1133/110

Blue Bonnets Turf Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Jean Robert, gérant de ventes, 5005, MacDonald, Montréal, Clément Demers, comptable, 227, St-Jacques, La Prairie, Florent Riopel, caissier, 7328, Papineau, Montréal, Jacques Loubier, commis, 169, Tourangeau, Pont-Viau, et Marcel Phaneuf, commis, 8881, Clark, Montréal, pour les objets suivants:

Former et diriger des clubs sportifs, sous le nom de « Blue Bonnets Turf Limited », avec un capital total de $200,000, divisé en 200 actions de $1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

535-o 11896-62 — 1134/103

Blue Bonnets Turf Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Robert, sales manager, 5005, MacDonald, Montreal, Clément Demers, accountant, 227, St-Jacques, La Prairie, Florent Riopel, cashier, 7328, Papineau, Montreal, Jacques Loubier, clerk, 169, Tourangeau, Pont-Viau, and Marcel Phaneuf, clerk, 8881, Clark, Montreal, for the following purposes:

To form and direct sports clubs, under the name of "Blue Bonnets Turf Limited", with a total capital stock of $200,000, divided into 200 shares of $1,000 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

535 11896-62 — 1134/103

Boulangerie Toto Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1962, constituant en corporation: Henry Landry, Denis Landry et Henri Landry fils, tous trois boulangers, de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Faire le commerce de boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Boulangerie Toto Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Boulangerie Toto Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henry Landry, Denis Landry and Henri Landry, son, all three bakers, of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on a business as bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "Boulangerie Toto Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12385-62 — 1133/111

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12385-62 — 1133/111

Paul Bourget Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1962, constituant en corporation: Dame Béatrice Montpellier dit Beaulieu, veuve de Paul Bourget, fleuriste, 1265, boulevard O'Brien, Pierre Bourget, fleuriste, 1242, rue Bois-Francs, tous deux de St-Laurent, et Dame Jovette Bourget, ménagère, épouse séparée de biens de René Bélisle, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 561, 6e Rue, Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Paul Bourget Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1265, boulevard O'Brien, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12527-62 — 1133/74

Paul Bourget Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dame Béatrice Montpellier said Beaulieu, widow of Paul Bourget, florist, 1265, O'Brien Boulevard, Pierre Bourget, florist, 1242, Bois-Francs Street, both of St-Laurent, and Dame Jovette Bourget, housewife, wife separate as to property of René Bélisle, and duly authorized by him for these presents, 561, 6th Street, Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To carry on a business as florists, burserymen and seedsmen, under the name of "Paul Bourget Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and into 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 1265, O'Brien Boulevard, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12527-62 — 1133/74

Bouthillier Frères Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 19e jour de juin 1962, constituant en corporation: Marcel Trudeau, 251, rue Victoria, Longueuil, Gérard Beaupré, 4860, ave Melrose, Montréal, tous deux avocats, et Denise Cloutier, secrétaire, célibataire majeure, 4590, boulevard Pie IX, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie et chauffage, sous le nom de « Bouthillier Frères Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12658-62 — 1133/96

Bouthillier Frères Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Trudeau, 251, Victoria Street, Longueuil, Gérard Beaupré, 4860, Melrose Avenue, Montreal, both advocates, and Denise Cloutier, secretary, fille majeure, 4590, Pie IX Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as plumbing and heating contractors, under the name of "Bouthillier Frères Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12658-62 — 1133/96

Builders Fuel and Mortgage Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de juin 1962, constituant en corporation: Philippe Casgrain, Herbert Birkett McNally et Paul Frederick Dingle, tous trois avocats, 507, Place d'Armes, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et le négoce d'huiles à combustion et autres genres de combustibles et, en rapport avec icelui, exercer le commerce et le

Builders Fuel and Mortgage Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philippe Casgrain, Herbert Birkett McNally and Paul Frederick Dingle, all three advocates, of 507, Place d'Armes, Montreal, for the following purposes:

To deal in and with fuel oil and other types of fuel, and, in connection therewith, to deal in and with furnaces and heating appliances of

négoce de fournaises et de toutes sortes d'appareils de chauffage, sous le nom de « Builders Fuel and Mortgage Corp. », avec un capital total de $100,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $1 chacune et 970 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12295-62 — 1133/112

all kinds, under the name of "Builders Fuel and Mortgage Corp.", with a total capital stock of $100,000, divided into 3,000 common shares of $1 each and 970 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12295-62 — 1133/112

Cameo Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1962, constituant en corporation: Louis Luxenberg, administrateur, 7741, avenue Stuart, Clarence Rosenhek, avocat, 3435, rue Drummond, app. 91, tous deux de Montréal, et Marvin Rosenhek, avocat, 9, 4e Avenue, Dorval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Cameo Investments Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 90 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12792-62 — 1132/35

Cameo Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Luxenberg, executive, 7741, Stuart Avenue, Clarence Rosenhek, lawyer, 3435, Drummond Street, Apt. 91, both of Montreal, and Marvin Rosenhek, lawyer, 9, 4th Avenue, Dorval, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Cameo Investments Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $10 each and 90 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12792-62 — 1132/35

Caribe Holding Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1962, constituant en corporation: Brahm M. Eisenstat, avocat, 4635, avenue Clanranald, Montréal, Dame Ingrid Steinberg, secrétaire, veuve de Frank Steinberg, 3419, rue Shuter, app. 2, Montréal, et Lorna K. Richmond, secrétaire, fille majeure, 1117 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Caribe Holding Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 601, 1117 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12139-62 — 1129/48

Caribe Holding Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Brahm M. Eisenstat, advocate, 4635, Clanranald Avenue, Montreal, Dame Ingrid Steinberg, secretary, widow of Frand Steinberg, 3419, Shuter Street, Apt. 2, Montreal, and Lorna K. Richmond, secretary, spinster of the full age of majority, 1117, St. Catherine, Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Caribe Holding Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Suite 601, 1117, St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12139-62 — 1129/48

H. P. Carignan Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1962, constituant en corporation: Henri-Paul Carignan, courtier en assurance, Bécancourt, Dame Bernadette Dubois

H. P. Carignan Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri-Paul Carignan, insurance broker, Bécancourt, Dame Bernadette Dubois Carignan, housewife, un-

Carignan, ménagère, veuve non remariée de feu Anatole Carignan, Bécancourt, et René Blondin, notaire, St-Grégoire, tous trois du comté de Nicolet, pour les objets suivants:

Faire le commerce de courtiers en assurance, sous le nom de « H. P. Carignan Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 100 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et en 9,800 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Bécancourt, district judiciaire de Nicolet.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12804-62 — 1133/131

remarried widow of the late Anatole Carignan, Bécancourt, and René Blondin, notary, St-Grégoire, all tkree of the county of Nicolet, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "H. P. Carignan Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of a par value of $10 each, 100 preferred class "A" shares of a par value of $10 each and 9,800 preferred class "B" shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Bécancourt, judicial district of Nicolet.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12804-62 — 1133/131

Centre de Consultation Matrimoniale
Matronial Counselling Center

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Roméo Desjardins, 469, Strathcona, Montréal, Geoffroy Birtz, 176, Highfield, Mont-Royal, et Albert Gadbois, 234, Redfern, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Aider les foyers aux prises avec des difficultés matrimoniales, sous le nom de « Centre de Consultation Matrimoniale—Matrimonial Counselling Center ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 11646-62 — 1126/74

Centre de Consultation Matrimoniale
Matronial Counselling Center

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Roméo Desjardins, 469, Strathcona, Montreal, Geoffroy Birtz, 176, Highfield, Mount-Royal, and Albert Gadbois, 234, Redfern, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To assist in homes where there are matrimonial difficulties, under the name of "Centre de Consultation Matrimoniale — Matrimonial Counselling Center".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 11646-62 — 1126/74

Le Centre des Loisirs de Notre-Dame-de-la-Visitation de Havre Aubert, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Marc Poirier, garde-pêche, François Painchaud, agent, et Pauline Gallant, sténographe célibataire, tous trois de Havre-Aubert, Iles-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Le Centre des Loisirs de Notre-Dame-de-la-Visitation de Havre Aubert, Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Havre-Aubert, Iles-de-la-Madeleine, district judiciaire de Gaspé.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12534-62 — 1134/5

Le Centre des Loisirs de Notre-Dame-de-la-Visitation de Havre Aubert, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Marc Poirier, water-bailiff, François Painchaud, agent, and Pauline Gallant, stenographer, spinster, all three of Havre-Aubert, Iles-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "Le Centre des Loisirs de Notre-Dame-de-la-Visitation de Havre Aubert, Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited,is $10,000.

The head office of the corporation will be at Havre-Aubert, Iles-de-la-Madeleine, judicial district of Gaspé.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12534-62 — 1134/5

Guy Charron Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de juin 1962, constituant en corporation: Guy Charron, courtier d'assurances, Dame Solange Vaillant, ménagère, épouse séparée de biens dudit Guy Charron, tous deux de 1225, Cléroux, St-Laurent, et Jean Laverdure, agent d'assurances, 904, Wilfrid-Laurier, St-Martin, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurance, sous le nom de « Guy Charron Ltée », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12096-62 — 1133/37

Guy Charron Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Charron, insurance broker, Dame Solange Vaillant, housewife, wife separate as to roperty of the said Guy Charron, both of 1225, Cléroux, St-Laurent, and Jean Laverdure, insurance agent, 904, Wilfrid-Laurier, St-Martin, for the following purposes:

To carry on a business as insurance brokers, under the name of "Guy Charron Ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12096-62 — 1133/37

Cinepix Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de juin 1962, constituant en corporation: Robert Learmont Jamieson, 15, Westwood Drive, Pointe-Claire, John Maria Cerini, 4628, avenue Kensington, Montréal, tous deux conseils en loi de la Reine, et Ian Watson, 57, rue Colville, Howick, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de producteurs de vues animées et exploiter des studios de vues animées, sous le nom de « Cinepix Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5000, rue Wellington, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12777-62 — 1132/74

Cinepix Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Learmont Jamieson, 15, Westwood Drive, Pointe-Claire, John Maria Cerini, 4628, Kensington Avenue, Montreal, both Queen's Counsels, and Ian Watson, 57, Colville Street, Howick, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of motion picture producers, and to operate motion picture studios, under the name of "Cinepix Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 5000, Wellington Street, Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12777-62 — 1132/74

Cinq-Mars & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1962, constituant en corporation: Pierre Trahan, avocat, 2080, De Grand-Pré, Québec, Mme Annette Barakett Trahan, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Trahan, 2080, De Grand-Pré, Québec, et Eddy Giguère, avocat, 2825, Poitiers, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Commerce de spécialités médicales et de préparations pharmaceutiques et médicales de toutes sortes, sous le nom de « Cinq-Mars & Fils Limitée », avec un capital total de $20,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4522, Marquette, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12347-62 — 1130/67

Cinq-Mars & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Trahan, advocate, 2080, De Grand-Pré, Quebec, Mrs. Annette Barakett Trahan, housewife, wife separate as to property of the said Pierre Trahan, 2080 De Grand-Pré, Quebec, and Eddy Giguère, advocate, 2825, Poitiers, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on a business dealing in medical specialties and pharmaceutical and medical preparations of all kinds, under the name of "Cinq-Mars & Fils Limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 50 common shares of $100 each, and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4522, Marquette, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12347-62 — 1130/67

Club de Pêche et de Chasse de Joliette

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1962, constituant en corporation sans capital-actions le « Club de Pêche et de Chasse de Joliette », déjà constitué en corporation par un arrêté en conseil, en date du 20 juillet 1893, émis en vertu de la Loi régissant les clubs pour la protection du poisson et du gibier (Statuts refondus de Québec, 1888, article 5493), et les objets de la nouvelle corporation sont les suivants:

Grouper en association les propriétaires de résidences au Septième Lac dans la comté de Chertsey et promouvoir les intérêts culturels et sociaux de ses membres.

Le nom de ladite corporation est le « Club de Pêche et de Chasse de Joliette ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le bureau principal de la corporation est situé au Septième Lac dans le canton de Chertsey, district judiciaire de Montcalm.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21 août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12522-62 — 1133/85

Club de Pêche et de Chasse de Joliette

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: "Club de Pêche et de Chasse de Joliette", already incorporated by an Order in Council dated July 30, 1893, issued under the Act regulating Fish and Game Protection Clubs (Revised Statutes of Quebec, 1888, section 5493), and the objects of the new corporation are as follows:

To group together into an association the owners of residences at Septième Lac in the county of Chertsey, and to promote the cultural and social interests of its members.

The name of said corporation is "Club de Pêche et de Chasse de Joliette".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Septième Lac in the township of Chertsey, judicial district of Montcalm.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12522-62 — 1133/85

Club de Quilles Trans-Québec Inc.
Trans-Quebec Bowling Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1962, constituant en corporation: Jean-Paul Dansereau, avocat, 7783, DeMarillac, Montréal, Anita Boisvert, secrétaire, fille majeure, 6626, 21e Avenue, Rosemont, Montréal, et Monique Bellemare, réceptionniste, fille majeure, 2542, Beaubien, est, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter, établir et maintenir une ou des salles de quilles, bowling, billard ou autres jeux, sous le nom de « Club de Quilles Trans-Québec Inc. — Trans-Quebec Bowling Club Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12127-62 — 1129/126

Club de Quilles Trans-Québec Inc.
Trans-Quebec Bowling Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Dansereau, advocate, 7783, DeMarillac, Montreal, Anita Boisvert, secretary, fille majeure, 6626, 21st Avenue, Rosemount, Montreal, and Monique Bellemare, receptionist, fille majeure, 2542, Beaubien east, Montreal, for the following purposes:

To operate, establish and maintain one or several bowling alleys, pool or other game rooms, under the name of "Club de Quilles Trans-Québec Inc. — Trans-Quebec Bowling Club Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12127-62 — 1129/126

Club des 4 Saisons de Charlevoix Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Serge Gagné, médecin, 2769, rue Bourgeois, Québec, Fernand Lepage, employé de papeterie, Clermont, et Germain Boily, industriel, Baie-Saint-Paul, pour les objets suivants:

Procurer à ses membres, à leurs parents et amis, des loisirs tels que conférences, causeries, forum, théâtre, cinéma, lecture, sports intérieurs et extérieurs, sous le nom de « Club des 4 Saisons de Charlevoix Inc. ».

Club des 4 Saisons de Charlevoix Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Serge Gagné, physician, 2769, Bourgeois Street, Quebec, Fernand Lepage, stationery employee, Clermont, and Germain Boily, industrialist, Baie-Saint-Paul, for the following purposes:

To obtain for its members, their relatives and friends, recreations such as conferences, talks, forums, theatres, motion pictures, lectures, inside and outside sports, under the name of "Club des 4 Saisons de Charlevoix Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Aimé-des-Lacs, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 11861-62 — 1128/117

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Aimé-des-Lacs, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 11861-62 — 1128/117

Club Estérel

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Émé Lacroix, 1141, Dunraven, Maurice Mercure, 1581, Norway, tous deux de Mont-Royal, et Robert Langevin, 135, avenue Maplewood, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Grouper en association les résidents et propriétaires de résidences de la cité d'Estérel, sous le nom de « Club Estérel ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Estérel, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12505-62 — 1130/84

Club Estérel

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Émé Lacroix, 1141, Dunraven, Maurice Mercure, 1581, Norway, both of Mount Royal, and Robert Langevin, 135, Maplewood Avenue, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To group together into an association the residents and owners of residences in the city of Estérel, under the name of "Club Estérel".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Estérel, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12505-62 — 1130/84

Club Kinsmen Bellerive Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Thivierge, avocat, 459, Montée des Trente, Beloeil, Jean-Paul Dussault, gérant, 4369, Néo, Pierrefonds, et Laurent Wilson, gérant municipal, 5034, Coursol, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Favoriser l'adoption et l'application d'un idéal plus élevé dans le domaine social, commercial ou professionnel, sous le nom de « Club Kinsmen Bellerive Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 10570-62 — 1128/127

Club Kinsmen Bellerive Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incoporate as a corporation without share capital: Claude Thivierge, advocate, 459, Montée des Trente, Beloeil, Jean-Paul Dussault, manager, 4369, Néo, Pierrefonds, and Laurent Wilson, municipal manager, 5034, Coursol, Pierrefonds, for the following purposes:

To favour the adoption and application of a higher ideal in the social, commercial or professional fields, under the name of "Club Kinsmen Bellerive Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 10570-62 — 1128/127

Le Club Optimiste Champlain de Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de juin 1962, constituant en corporation sans capital-actions: G.-Gaston Beaulieu, gérant, 225, des Lilas, est, Jean-Bessette,

Le Club Optimiste Champlain de Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: G.-Gaston Beaulieu, manager, 225, des Lilas, East, Jean Bessette,

gérant, 412, de Beauville, Lucien Boulet, auditeur public acc., 1660, Hélène-Boulé, Dr Léo Lussier, médecin, 1405, 1ère avenue, Gaston Perrin, restaurateur, chemin St-Louis, Joseph Tremblay, gérant, 3235, Dumas, tous six de Québec, J.-Pierre Beltrami, gérant, 15, Place Giroux, Terrasse Bon-Air, J.-Marcel Fournier, architecte, 2774, Bridge Water, Eddy .Giguère, avocat, 2825, Poitiers, tous trois de Ste-Foy, et Fernand Giroux, industriel, 2130, Parc Gomin, Sillery, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « Le Club Optimiste Champlain de Québec Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera suite 706, 350, boulevard Charest, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12698-62 — 1131/87

manager, 412, de Beauville, Lucien Boulet, accredited public accountant, 1660, Hélène-Boulé, Dr. Léo Lussier, physician, 1405, 1st Avenue, Gaston Perrin, restaurateur, St. Louis Road, Joseph Tremblay, manager, 3235, Dumas, all six of Quebec, J.-Pierre Beltrami, manager, 15, Place Giroux, Terrasse Bon-Air, J.-Marcel Fournier, architect, 2774, Bridge Water, Eddy Giguère, advocate, 2825, Poitiers, all three of Ste-Foy, and Fernand Giroux, industrialist, 2130, Gomin Park, Sillery, for the following purposes:

To establish and direct a social club, under the name of "Le Club Optimiste Champlain de Québec Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at Suite 706, 350 Charest Boulevard, East, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12698-62 — 1131/87

Club Petit Caribou Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Auray de Grandmont, 193, rue Broadway, Shawinigan Falls, Claude de Grandmont, 4934, rue Adam, Montréal, tous deux chirurgiens-dentistes, et Jean Doré, ajusteur d'assurance, 966, rue Belleville, St-Vincent-de-Paul, pour les objets suivants:

Sport de la pêche, sous le nom de « Club Petit Caribou Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation sera 1208, rue Beaubien, est, chambre 106, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12623-62 — 1133/113

Club Petit Caribou Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Auray de Grandmont, 193, Broadway Street, Shawinigan Falls, Claude de Grandmont, 4934, Adam Street, Montreal, both dental surgeons, and Jean Doré, insurance adjuster, 966, Belleville Street, St-Vincent-de-Paul, for the following purposes:

The sport of fishing, under the name of "Club Petit Caribou Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation will be at 1208, Beaubien Street, East, room 106, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12623-62 — 1133/113

Club Social Opéra Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Michel Marchitello, manufacturier, 10151, Clark, Pascal Folco, gérant, 8808, Reims, et Dominique Dosti, gérant, 1445, Closse, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et conduire un club social, sous le nom de « Club Social Opéra Inc. ».

Le montant des immeubles que la corporation pourra détenir sera limité à $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal-Ouest, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12338-62 — 1131/106

Club Social Opéra Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Michel Marchitello, manufacturer, 10151, Clark, Pascal Folco, manager, 8808, Reims, and Dominique Dosti, manager, 1445, Clossé, all three of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a social club, under the name of "Club Social Opéra Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal-West, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12338-62 — 1131/106

Columbia Specialties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Jules Bédard, vendeur, 7435, Beaudelaire, Montréal, Claude Picard, avocat, 168, Notre-Dame est, Montréal, et Roger Picard, comptable, 1454, boulevard Rainville, Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, sous le nom de « Columbia Specialties Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7435, Beaudelaire, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

535-o 12828-62 — 1134/69

Columbia Specialties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jules Bédard, salesman, 7435, Beaudelaire, Montreal, Claude Picard, advocate, 168 Notre-Dame east, Montreal, and Roger Picard, accountant, 1454, Rainville Boulevard, Jacques-Carties, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, under the name of "Columbia Specialties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 7435, Beaudelaire, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

535 12828-62 — 1134/69

Le Comité d'Aide à l'Externat Classique de Sorel Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Robert, directeur de l'Externat Classique de Sorel, Sorel, Camille Huppé, comptable, 40, boulevard Couillard-Després, Sorel, et Paul-Émile Bibeau, marchand, 415, Montcalm, St-Joseph-de-Sorel, pour les objets suivants:

Favoriser l'établissement progressif du cours classique complet dans la cité de Sorel, sous le nom de « Le Comité d'Aide à l'Externat Classique de Sorel Incorporé ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12604-62 — 1133/132

Le Comité d'Aide à l'Externat Classique de Sorel Incorporé

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Marcel Robert, director of l'Externat Classique de Sorel, Sorel, Camille Huppé, accountant, 40 Couillard-Després Boulevard, Sorel, and Paul-Émile Bibeau, merchant, 415, Montcalm, St-Joseph-de-Sorel, for the following purposes:

To favor the progressive establishment of a complete classical course in the city of Sorel, under the name of "Le Comité d'Aide à l'Externat Classique de Sorel Incorporé".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12604-62 — 1133/132

Comité Paroissial de Ste-Thérèse de Lisieux

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de juin 1962, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé Armand Paris, prêtre, Lionel Bélanger, entrepreneur, L.-Roland Paradis, ingénieur, M. l'abbé Magella Marcoux, prêtre, Amédée Grenier, cultivateur, J.-Conrad Mottard, professeur, Joseph Tanguay, mécanicien, Joseph Lindsay, garagiste, Robert Fleury, boucher, Dame Lucien Giroux, ménagère, épouse commune en biens de Lucien Giroux, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, André Drapeau, employé civil, Alphonse Blouin, commis, et Alfred Lessard, mécanicien, tous treize de Ste-Thérèse-de-Lisieux, pour les objets suivants:

Poursuivre et promouvoir, par tous les organismes, institutions et méthodes appropriées, la formation physique, intellectuelle, morale et

Comité Paroissial de Ste-Thérèse de Lisieux

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Father Armand Paris, priest, Lionel Bélanger, contractor, L.-Roland Paradis, engineer, Rev. Father Magella Marcoux, priest, Amédée Grenier, farmer, J.-Conrad Mottard, professor, Joseph Tanguay, mechanic, Joseph Lindsay, garageman, Robert Fleury, butcher, Dame Lucien Giroux, housewife, wife common as to property of Lucien Giroux, and duly authorized by him for these presents, André Drapeau, civil employee, Alphonse Blouin, clerk, and Alfred Lessard, mechanic, all thirteen of Ste-Thérèse-de-Lisieux, for the following purposes:

To follow up and promote by all the organisms, institutions and appropriate methods, the physical, intellectual, moral and professional for-

professionnelle de la jeunesse de tous les milieux sociaux de la paroisse de Ste-Thérèse-de-Lisieux, sous le nom de « Comité Paroissial de Ste-Thérèse de Lisieux ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Ste-Thérèse-de-Lisieux, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12654-62 — 1133/99

mation of young folk in all social classes of the parish of Ste-Thérèse de Lisieux, under the name of "Comité Paroissial de Ste-Thérèse de Lisieux".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at Ste-Thérèse-de-Lisieux, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12654-62 — 1133/99

La Compagnie Chaffre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Georges-A. Pouliot, 2266, Chemin Seneca, Mont-Royal, Serge Desrochers, 732, avenue Wilder, Outremont, et Pierre M. Verdy, 2100, avenue Van Horne, app. 10, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de machines à coudre domestiques et industrielles, sous le nom de « La Compagnie Chaffre Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6586, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

535-o 12973-62 — 1134/133

La Compagnie Chaffre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing dated the 13th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges-A. Pouliot, 2266, Seneca Road, Mount Royal, Serge Desrochers, 732, Wilder Avenue, Outremont, and Pierre M. Verdy, 2100, Van Horne Avenue, apt. 10, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in domestic and industrial sewing machines, under the name of "La Compagnie Chaffre Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 6586, St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

535 12973-62 — 1134/133

La Compagnie de Gestion d'Hôtellerie Libar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1962, constituant en corporation: André Trotier, 1074, rue Belmont, Sillery, Guy Letarte, 2753, rue Valcourt, Ste-Foy, et Thomas W. Brown, 1165, avenue Belvédère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « La Compagnie de Gestion d'Hôtellerie Libar Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 40 actions ordinaires de $100 chacune et en 5,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 796, rue St-Joseph, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

535-o 13031-62 — 1134/96

La Compagnie de Gestion d'Hôtellerie Libar Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Trotier, 1074, Belmont Street, Sillery, Guy Letarte, 2753, Valcourt Street, Ste-Foy, and Thomas W. Brown, 1165, Belvédère Avenue, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "La Compagnie de Gestion d'Hôtellerie Libar Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 40 common shares of $100 each and 5,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 796, St. Joseph Street, East, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

535 13031-62 — 1134/96

Continental Galleries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de juin 1962, constituant en corporation: Michael Stewart Mather, avocat, 63, avenue

Continental Galleries Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Stewart Mather, advocate, 63, Cedar Avenue,

des Cèdres, Pointe-Claire, Margaret Irene Stewart et Kathleen Mary Higgins, secrétaires, célibataires, 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de peintures, sculptures, et autres œuvres d'art, sous le nom de « Continental Galleries Inc. », avec un capital total de $50,100, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 50 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1450, rue Drummond, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12631-62 — 1132/39

Crédit La Vérendrye Ltée
La Vérendrye Credit Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Dr Fernand Doyon, chirurgien-dentiste, Bernard David, financier, Hilaire Boissé, courtier en assurances, Marc Lavigne, notaire, Michel Perron, Léo Vanasse, Amédée Lachevrotière, tous trois industriels, Marcel Baril, commerçant, tous huit de La Sarre, Julien Viens, industriel, Amos, Arthur J. E. Child, financier, 402, rue Bate Crescent, Saskatoon, province de Saskatchewan, Marcel Cinq-Mars, avocat, Alex Leclerc, comptable agréé, René Vanasse, garagiste, Léopold Regaudie, financier, tous quatre de Rouyn, et Roland Bourcier, industriel, Val-d'Or, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement, de prêt, de gestion et de portefeuille, sous le nom de « Crédit La Vérendrye Ltée — La Vérendrye Credit Corporation Ltd. », avec un capital total de $1,950,000, divisé en 250,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de $5 chacune, 100,000 actions classe « B » d'une valeur au pair de $5 chacune et en 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12837-62 — 1133/114

H. J. Delisle Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1962, constituant en corporation: Roger Delisle, marchand, 663, rue Québec, Mme Jacqueline Audet Delisle, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roger Delisle, 663, rue Québec, et Jean-Paul Lévêque, comptable, 154, Victoria, app. 4, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de chaussures, sous le nom de « H. J. Delisle Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Pointe-Claire, Margaret Irene Stewart and Kathleen Mary Higgins, secretaries, spinsters, of 1155, Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To deal in paintings, sculptures and other works of art, under the name of "Continental Galleries Inc.", with a total capital stock of $50,100, divided into 100 common shares of a par value of $1 each and 50 preferred shares of a par value of $1,000 each.

The head office of the company will be at 1450, Drummond Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12631-62 — 1132/39

Crédit La Vérendrye Ltée
La Vérendrye Credit Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dr. Fernand Doyon, dental surgeon, Bernard David, financier, Hilaire Boissé, insurance broker, Marc Lavigne, notary, Michel Perron, Léo Vanasse, Amédée Lachevrotière, all three industrialists, Marcel Baril, trader, all eight of La Sarre, Julien Viens, industrialist, Amos, Arthur J. E. Child, financier, 402, Bate Crescent Street, Saskatoon, province of Saskatchewan, Marcel Cinq-Mars, advocate, Alex Leclerc, chartered accountant, René Vanasse, garageman, Léopold Regaudie, financier, all four of Rouyn, and Roland Bourcier, industrialist, Val-d'Or, for the following purposes:

To carry on business as an investment, loan, management and holding company, under the name of "Crédit La Vérendrye Ltée — La Vérendrye Credit Corporation Ltd.", with a total capital stock of $1,950,000, divided into 250,000 class "A" shares of a nominal value of $5 each, 100,000 class "B" shares of a par value of $5 each and 8,000 preferred shares of a par value of $25 each.

The head office of the company will be at La Sarre, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12837-62 — 1133/114

H. J. Delisle Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Delisle, merchant, 663 Quebec Street, Mrs. Jacqueline Audet Delisle, housewife, wife separate as to property of the said Roger Delisle, 663 Quebec Street, and Jean-Paul Lévêque, accountant, 154, Victoria Street, apt. 4, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as footwear merchants, under the name of "H. J. Delisle Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12655-62 — 1133/94

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12655-62 — 1133/94

Delrose Realties Inc.
Les Immeubles Delrose Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de juin 1962, constituant en corporation: Roger Binette, courtier en immeubles, 2620, rue Rosemère, Duvernay, George Edding, courtier en immeubles, 140, Lansdowne, St-Bruno, et Albert Langevin, avocat, 49, avenue Maplewood, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Delrose Realties Inc.—Les Immeubles Delrose Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2620, rue Rosemère, Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12520-62 — 1131/46

Delrose Realties Inc.
Les Immeubles Delrose Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Binette, real estate broker, 2620, Rosemere Street, Duvernay, George Edding, real estate broker, 140, Lansdowne, St-Bruno, and Albert Langevin, advocate, 49, Maplewood Avenue, Outremount, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction, under the name of "Delrose Realties Inc.—Les Immeubles Delrose Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2620, Rosemere Street, Duvernay, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22ne day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12520-62 — 1131/46

Derme Carbon Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de juin 1962, constituant en corporation: Raymond Langlois, 400, rue St-Hubert, Pont-Viau, Derme Véronneau, 80, Des Cèdres, Duvernay, tous deux agents, et Nicole de Rozier, secrétaire, célibataire, 1175, Seigneur-Lussier, St-Vincent-de-Paul, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de monuments, et faire affaires comme tailleurs de pierres, sous le nom de « Derme Carbon Limitée », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400, rue St-Hubert, Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12688-62 — 1133/115

Derme Carbon Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Langlois, 400, St-Hubert, Pont-Viau, Derme Véronneau, 80, Des Cèdres, Duvernay, both agents, and Nicole de Rozier, secretary, fille majeure, 1175, Seigneur-Lussier, St-Vincent-de-Paul, for the following purposes:

To carry on business dealing in monuments and to operate as stone-cutters, under the name of "Derme Carbon Limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 400, St-Hubert Street, Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12688-62 — 1133/115

Robert Desroches Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de juin 1962, constituant en corporation: Marcel Nichols, avocat, 2, avenue des Lilas, Drummondville-Ouest, Gaétane Gaudet, 701, rue St-Pierre, Drummondville, et Mme Lucille Desmarais Allie, épouse contractuellement séparée de biens de Lucien Allie, 15, 7e Avenue, Drummondville, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Robert Desroches Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Nichols, advocate, 2 des Lilas Avenue, Drummondville-West, Gaétane Gaudet, 701, St-Peter Street, Drummondville, and Mrs. Lucille Desmarais Allie, wife contractually separate as to property of Lucien Allie, 15, 7th Avenue, Drummondville, the latter two secretaries, for the following purposes:

Faire le commerce de vente de tous produits provenant de l'imprimerie ou d'un atelier de photogravure, sous le nom de « Robert Desroches Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 100 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et en 3,800 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10930, rue Cobourg, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12680-62 — 1133/133

To carry on a business dealing in the sale of all products originating from printing or from a photoengraving shop, under the name of "Robert Desroches Inc." with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $10 each, 100 preferred class "A" shares of a par value of $10 each and into 3,800 preferred class "B" of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 10930, Cobourg, Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12680-62 — 1133/133

Domaine de Ripon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Jacques Trudeau, agent d'assurances, 194, rue Fortin, Pont-Viau, Gaston Mongeau, comptable, 12, avenue des Cèdres, et Ginette Côté, secrétaire, fille majeure, 24, rue Lecompte, ces deux derniers de Ste-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Domaine de Ripon Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ripon, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12086-62 — 1134/7

Domaine de Ripon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Trudeau, insurance agent, 194, Fortin Street, Pont-Viau, Gaston Mongeau, accountant, 12 des Cèdres Avenue, and Ginette Côté, secretary, fille majeure, 24 Lecompte Street, the two latter of Ste-Thérèse, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction, under the name of "Domaine de Ripon Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 36,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Ripon, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12086-62 — 1134/7

Domaine Lac Mondor Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1962, constituant en corporation: Bruno Pateras, avocat, 11818, rue Frigon, Carmen Galileo, étudiant en droit, 9252, rue Clark, tous deux de Montréal, et Albert Malouf, avocat et conseil en loi de la Reine, 1100, Marlboro, Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Domaine Lac Mondor Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et 380 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7200, rue Hutchison, chabre 301, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12625-62 — 1133/58

Domaine Lac Mondor Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Pateras, advocate, 11818, Frigon Street, Carmen Galileo, law-student, 9252, Clark Street, both of Montreal, and Albert Malouf, advocate and Queen's Counsel, 1100, Marlboro, Mount Royal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Domaine Lac Mondor Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $10 each and 380 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 7200, Hutchison Street, Suite 301, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12625-62 — 1133/58

Duguet Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Duguet Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de juin 1962, constituant en corporation: Georges Duguet, entrepreneur, Dame Mona Williamson Duguet, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Georges Duguet, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 5525, Bélanger, Montréal, et Guy Girard, notaire, 328, Outremont, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'administration et de gestion (holding), sous le nom de « Duguet Construction Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 4,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12650-62 — 1133/118

bearing date the 19th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges Duguet, contractor, Dame Mona Williamson Duguet, housewife, wife contractually separate as to property of the said Georges Duguet, and duly authorized by him for these present purposes, both of 5525, Bélanger Street, Montreal, and Guy Girard, notary, 328, Outremont, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as an administration and holding company, under the name of "Duguet Construction Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each, 4,000 preferred shares class "A" of a par value of $10 each and into 4,000 preferred shares class "B" of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12650-62 — 1133/118

Dunhill Men's Wear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de juin 1962, constituant en corporation: Dov Kravetz, avocat, 4777, Maplewood, Christine Apostolakis, 3203, Laurier, et Dorothy Wittrup, 1455, rue Towers, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tailleurs, sous le nom de « Dunhill Men's Wear Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12745-62 — 1132/42

Dunhill Men's Wear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dov Kravetz, advocate, 4777, Maplewood, Christine Apostolakis, 3203, Laurier, and Dorothy Wittrup, 1455, Towers Street, the latter two secretaries, spinsters, of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of tailors, under the name of "Dunhill Men's Wear Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12745-62 — 1132/42

J. G. Duquette Assurances Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1962, constituant en corporation: Claude Béland, 2870, rue Glencoe, René Roy, 12170, James, et Louis-A. Toupin, 6100, rue Viau, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurances, sous le nom de « J. G. Duquette Assurances Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 370 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ormstown, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12561-62 — 1133/59

J. G. Duquette Assurances Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Béland, 2870, Glencoe Street, René Roy, 12170, James, and Louis-A. Toupin, 6100, Viau Street, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "J. G. Duquette Assurances Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $1 each and 370 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ormstown, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12561-62 — 1133/59

E. T. Transport (Ayer's Cliff 1962) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de juin 1962, constituant en corporation: Cecil Norrie, entrepreneur, Claude Norrie, mécanicien, et Patricia Norrie (Sanderson), secrétaire, épouse séparée de biens dudit Claude Norrie, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous trois de Ayer's Cliff, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de transportation, sous le nom de « E. T. Transport (Ayer's Cliff 1962) Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ayer's Cliff, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12242-62 — 1133/128

E. T. Transport (Ayer's Cliff 1962) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Cecil Norrie, contractor, Claude Norrie, mechanic, and Patricia Norrie (Sanderson), secretary, wife separate as to property of the said Claude Norrie, and duly authorized by him for the purpose of these presents, all three of Ayer's Cliff, for the following purposes:

To do business in the field of transport, under the name of "E. T. Transport (Ayer's Cliff 1962) Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ayer's Cliff, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12242-62 — 1133/128

Eastern Exports Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de juin 1962, constituant en corporation: Gabriel Richard, maître-traiteur, 8057, Durocher, Normand Guillot, agent, 516, rue Sherbrooke, est, et Denise Cloutier, secrétaire, célibataire majeure, 4590, Pie IX, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de bois de construction, sous le nom de « Eastern Exports Limited », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12390-62 — 1133/100

Eastern Exports Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gabriel Richard, master-caterer, 8057, Durocher, Normand Guillot, agent, 516 Sherbrooke Street, East, and Denise Cloutier, secretary, fille majeure, 4590, Pie IX, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in lumber, under the name of "Eastern Exports Limited", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12390-62 — 1133/100

Ego Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1962, constituant en corporation: Hilliard Ginsberg, avocat, 3459, rue Drummond, Montréal, Bernard Gardner, avocat, 412, Northcote Rd., Rosemère, et Anne Zifkin, secrétaire, célibataire, 4840, rue Bourret, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un restaurant et/ou salon à cocktails, sous le nom de « Ego Enterprises Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12367-62 — 1130/87

Ego Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hilliard Ginsberg, advocate, 3459, Drummond Street, Montreal, Bernard Gardner, advocate, 412, Northcote Rd., Rosemère, and Anne Zifkin, secretary, spinster, 4840, Bourret Street, Montreal, for the following purposes:

To operate a restaurant and/or cocktail lounge, under the name of "Ego Enterprises Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montral, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12367-62 — 1130/87

Embassy Leisure Wear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Embassy Leisure Wear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juin 1962, constituant en corporation: George Whelan, 201, Sherbrooke, Beaconsfield, Morton Bessner, 1775, Boudrias, St-Laurent, et Kenneth McGurk, 4935, chemin de la Reine-Marie, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, articles de mercerie, articles et accessoires vestimentaires, sous le nom de « Embassy Leisure Wear Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 10,000 actions privilégiées, catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 8,000 actions privilégiées, catégorie « B », d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12566-62 — 1133/40

bearing date the 13th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Whelan, 201, Sherbrooke, Beaconsfield, Morton Bessner, 1775, Boudrias, St-Laurent, and Kenneth McGurk, 4935, Queen Mary Road, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in clothing, haberdashery, wearing apparel and accessories, under the name of "Embassy Leisure Wear Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each, 10,000 class "A" preferred shares of a par value of $10 each and 8,000 class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12566-62 — 1133/40

Les Entreprises A.G.P. Tremblay Inc.
A.G.P. Tremblay Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1962, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, C.R., avocat, 426, Champagneur, Outremont, Maurice Martel, C.R., avocat, 406, Champagneur, Outremont, et Jean-Marc Poulin, avocat, 242, Colbert, Repentigny, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises A.G.P. Tremblay Inc. — A.G.P. Tremblay Enterprises Inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12769-62 — 1133/60

Les Entreprises A.G.P. Tremblay Inc.
A.G.P. Tremblay Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent bearing date the 29th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri-Paul Lemay, Q.C., advocate, 426 Champagneur, Outremount, Maurice Martel, Q.C., advocate, 406, Champagneur, Outremount, and Jean-Marc Poulin, advocate, 242, Colbert, Repentigny, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Les Entreprises A.G.P. Tremblay Inc. — A.G.P. Tremblay Enterprises Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12769-62 — 1133/60

Les Entreprises Lan-Vin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Raymond Lanciault, gérant, Yvon Vincent, gérant, et Dewey Zaor, avocat, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Entreprises Lan-Vin Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur nominale de $50 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12175-62 — 1134/26

Les Entreprises Lan-Vin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Lanciault, manager, Yvon Vincent, manager, and Dewey Zaor, advocate, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction, under the name of "Les Entreprises Lan-Vin Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 600 common shares of a nominal value of $50 each and 100 preferred shares of a nominal value of $100 ecah.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12175-62 — 1134/26

1174 Fort Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Jack B. Bobrove, 5615, avenue Cork, Arthur Bronstein, 5703, avenue Elridge, tous deux avocats, de Côte-St-Luc, et Max Bernfeld, avocat et conseil en loi de la Reine, 4635, avenue Clanranald, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de démolisseurs, constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de « 1174 Fort Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de juillet 1962.

Le Sous-secretaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

535 13029-62 — 1134/138

1174 Fort Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jack B. Bobrove, 5615, Cork Avenue, Arthur Bronstein, 5703, Elridge Avenue, both advocates, of Côte-St-Luc, and Max Bernfeld, advocate and Queen's Counsel, 4635, Clanranald Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of demolishers, builders and general contractors, under the name of "1174 Fort Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each and 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

535-o 13029-62 — 1134/138

Fashion Promotions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1962, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, 5710, Wolsely, Côte-St-Luc, Dorothy Gunston, secrétaire, fille majeure, 3422, rue Stanley, Montréal, et Jay Rumanek, étudiant, 1905, St-Germain, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tissus et de produits de tissus, sous le nom de « Fashion Promotions Inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 25,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12785-62 — 1133/25

Fashion Promotions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Shuster, advocate, 5710, Wolsely, Côte-St-Luc, Dorothy Gunston, secretary, fille majeure, 3422, Stanley Street, Montreal, and Jay Rumanek, student, 1905, St. Germain, St-Laurent, for the following purposes:

To deal in fabrics and fabric products, under the name of "Fashion Promotions Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 25,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12785-62 — 1133/25

La Fédération des Oeuvres de Loisirs du Diocèse de Ste-Anne-de-la-Pocatière

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de juin 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Janine Morin, secrétaire, Jules Blanchet, avocat, 13, de l'Anse, M. l'abbé Gaétan Guimont, prêtre-vicaire, tous trois de Montmagny, M. l'abbé Rénald Landry, prêtre, travailleur social, Venance Pelletier, directeur des sports, Serge Dumont, professeur, 117, Amyot, tous trois de Rivière-du-Loup, Ls-Armand Lemieux, maître de poste, de L'Islet, Marcellin Leclerc, courtier d'assurances, Lucien Normand, industriel, tous deux de St-Jean-Port-Joli, Irénée Morrissette, surintendant Quebec Power, de St-Pascal, et M. l'abbé Fernand Lord, prêtre, travailleur social, de La Pocatière, pour les objets suivants:

Promouvoir la création de nouvelles associations ou oeuvres de loisirs dans les limites du diocèse de Ste-Anne-de-la-Pocatière, sous le nom de « La Fédération des Oeuvres de Loisirs du Diocèse de Ste-Anne-de-la-Pocatière ».

La Fédération des Oeuvres de Loisirs du Diocèse de Ste-Anne-de-la-Pocatière

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Janine Morin, secretary, Jules Blanchet, advocate, 13 de l'Anse, Father Gaétan Guimont, priest-vicar, all three of Montmagny, Father Rénald Landry, priest, social worker, Venance Pelletier, sports director, Serge Dumont, professor, 117 Amyot, all three of Rivière-du-Loup, Ls-Armand Lemieux, postmaster, of L'Islet, Marcellin Leclerc, insurance broker, Lucien Normand, industrialist, both of St-Jean-Port-Joli, Irénée Morrissette, superintendent Quebec Power, of St-Pascal, and Father Fernand Lord, priest, social worker, La Pocatière, for the following purposes:

To promote the creation of new associations or recreational centers within the limits of the diocese of Ste-Anne-de-la-Pocatière, under the name of "La Fédération des Oeuvres de Loisirs du Diocèse de Ste-Anne-de-la-Pocatière".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $30,000.

Le siège social de la corporation sera à Ste-Anne-de-la-Pocatière, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12596-62 — 1132/45

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $30,000.

The head office of the corporation will be at Ste-Anne-de-la-Pocatière, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12596-62 — 1132/45

La Ferme Ste-Louise Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1962, constituant en corporation: Jeannine Beaudoin, 322, St-Louis, Liette Riopel, 185, Taché, et Rita Lévesque, 307, rue Fabre, toutes trois secrétaires, célibataires majeures et usant de leurs droits, de Joliette, pour les objets suivants:

Commerce de produits alimentaires, sous le nom de « La Ferme Ste-Louise Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,800 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,200 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de Ste-Béatrix, comté de Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12543-62 — 1133/50

La Ferme Ste-Louise Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jeannine Beaudoin, 322, St-Louis, Liette Riopel, 185, Taché, and Rita Lévesque, 307, Fabre Street, all three secretaries, spinsters of the full age of majority and in use of their rights, of Joliette, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "La Ferme Ste-Louise Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,800 common shares of $10 each and 2,200 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be in the parish of Ste-Béatrix, county of Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12543-62 — 1133/50

Ferronnerie Submer Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Guy Lafrenière, pompier, 6310, 3e avenue, Rosemont, Abraham Cohen, avocat, 4358, avenue Harvard, et Yvon Kingsley, vendeur, 4800, rue Ontario, est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'articles de quincaillerie et d'articles de sport, sous le nom de « Ferronnerie Submer Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

535-o 12964-62 — 1134/137

Ferronnerie Submer Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Lafrenière, fireman, 6310, 3rd Avenue, Rosemount, Abraham Cohen, advocate, 4358, Harvard Avenue, and Yvon Kingsley, salesman, 4800, Ontario Street, east, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in hardware and sports articles under the name of "Ferronnerie Submer Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

535 12964-62 — 1134/137

Frenette Assurances Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Maurice Frenette, 1061, 2e avenue, Verdun, Zotique Frenette, 60, 6e avenue, ville de St-Pierre, tous deux courtiers d'assurances, et Gaétan Chabot, avocat, 99, avenue du Chalet, ville de St-Pierre, pour les objets suivants:

Frenette Assurances Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Frenette, 1061, 2nd Avenue, Verdun, Zotique Frenette, 60, 6th Avenue, town of St-Pierre, both insurance brokers, and Gaétan Chabot, advocate, 99, du Chalet Avenue, town of St-Pierre, for the following purposes:

Faire affaires dans le domaine de l'assurance, sous le nom de « Frenette Assurances Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de St-Pierre, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12854-62 — 1133/140

To carry on business in the field of insurance, under the name of "Frenette Assurances Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be in the town of St-Pierre, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12854-62 — 1133/140

G. M. Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1962, constituant en corporation: Max Slapack, 5562, avenue Glencrest, Côte-St-Luc, Gregory Charlap, 2990, avenue Soissons, Montréal, et Arthur Shulman, 3445, avenue Ridgewood, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en immeubles et agents à commission, sous le nom de « G. M. Enterprises Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 9,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12540-62 — 1133/49

G. M. Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Slapack, 5562, Glencrest Avenue, Côte-St-Luc, Gregory Charlap, 2990, Soissons Avenue, Montreal, and Arthur Shulman, 3445, Ridgewood Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as real estate brokers and commission agents, under the name of "G. M. Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 9,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12540-62 — 1133/49

Granby Painter's Supply Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Roger Savard, avocat, 3565, boulevard Toupin, St-Laurent, Colombe Cousineau, 158, boulevard Lévesque, Pont-Viau, et Françoise Savard, 4219, Décarie, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles de quincaillerie, sous le nom de « Granby Painter's Supply Inc. », avec un capital total de $6,000, divisé en 600 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12619-62 — 1134/8

Granby Painter's Supply Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Savard, advocate, 3565, Toupin Boulevard, St-Laurent, Colombe Cousineau, 158, Lévesque Boulevard, Pont-Viau, and Françoise Savard, 4219, Décarie, Montreal, the two latter secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on business dealing in hardware articles, under the name of "Granby Painter's Supply Inc.", with a total capital stock of $6,000, divided into 600 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12619-62 — 1134/8

J. Raymond Gravel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de juin 1962, constituant en corporation: J.-Raymond Gravel, entrepreneur général, 3023, Jacques-Amyot, Hélène Lavoie, secrétaire, fille majeure, 879, Cartier, tous deux de Québec, et Claude Boileau, b. com. 1, s. c., comptable, 95, Myrand, nord, Ste-Foy, pour les objets suivants:

J. Raymond Gravel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorportting: J.-Raymond Gravel, general contractor, 3023, Jacques-Amyot, Hélène Lavoie, secretary, fille majeure, 879, Cartier, both of Quebec, and Claude Boileau, B. COM., L.S.C., accountant, 95, Myrand north, Ste-Foy, for the following purposes:

Faire le commerce d'entrepreneurs en construction et en plomberie, sous le nom de « J. Raymond Gravel Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3023, rue Jacques-Amyot, Québec, district judiciaires de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12685-62 — 1133/81

To carry on business as contractors in building and plumbing, under the name of "J. Raymond Gravel Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3023, Jacques-Amyot Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12685-62 — 1133/81

High Plains Holding Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnie sde Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1962, constituant en corporation: George C. MacDonald, Paul Dingle, Vincent F. Lefebvre, tous trois avocats, Donald N. Byers, Errol K. McDougall, Austin Johnson, tous trois avocats et conseils en loi de la Reine, et James T. Lumsden, gérant de bureau, tous les sept de 507, Place d'Armes, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la conseruction, sous le nom de « High Plains Holding Co. Ltd. », avec un capital total de $6,000, divisé en 600 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5165 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12667-62 — 1133/120

High Plains Holding Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George C. MacDonald, Paul Dingle, Vincent F. Lefebvre, all three advocates, Donald N. Byers, Errol K. McDougall, Austin Johnson, all three advocates and Queen's Counsels, and James T. Lumsden, office manager, all seven of 507, Place d'Armes, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "High Plains Holding Co. Ltd.", with a total capital stock of $6,000, divided into 600 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5165, Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12667-62 — 1133/120

J. R. Houle Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de juin 1962, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, 3510, Northcliffe, André Perreault, 4353, Girouard, et G. Harold Pickel, 4835, Grosvenor, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « J. R. Houle Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12681-62 — 1131/13

J. R. Houle Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy-E. Boisvert, 3510, Northcliffe, André Perreault, 4353, Girouard, and G. Harold Pickel, 4835, Grosvenor, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction, under the name of "J. R. Houle Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2 000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12681-62 — 1131/13

Ideal Transport Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1962, constituant en corporation: Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, Hilliard Ginsberg, 3459, rue Drummond, Montréal, tous deux avocats, Anne Zifkin, 4840, rue Bourret, et Myrna

Ideal Transport Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Gardner, 412, Northcote Road, Rosemère, Hilliard Ginsberg, 3459, Drummond Street, Montreal, both advocates, Anne Zifkin, 4840, Bourret Street, and Myrna Zabitsky, 5571,

Zabitsky, 5571, rue Woodbury, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pierre calcaire, produits de carrières, fertiliseurs, bois et produits en bois, et faire affaires comme expéditeurs et propriétaires et conducteurs de camions et d'automobiles, sous le nom de « Ideal Transport Co. Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1905, rue Bercy, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12699-62 — 1132/12

Les Immeubles Desmarteaux Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1962, constituant en corporation: François Desmarteau, rentier, 922, Marie-Victorin, Aimé Racicot, cultivateur, 666, Marie-Victorin, et Théodore Van Der Meerschen, administrateur, 720, Charles-Lussier, tous trois de Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Immeubles Desmarteaux Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 380 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12028-62 — 1131/14

Industrial Concrete Floor Finishing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1962, constituant en corporation: Michel Arcaro, entrepreneur, 7750, Delorimier, Edmondo Arcaro, étudiant, 7750, Delorimier, et Giuseppe Bertone, mécanicien, 2118, Tillemont, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fabrication et de finition de planchers de ciment et de tous autres genres de planchers; faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Industrial Concrete Floor Finishing Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12468-62 — 1131/15

Jaymar Upholstering Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Woodbury Street, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To deal in limestone, quarry products, fertilizer, lumber and lumber products, and to carry on the business of shippers and of owners and operators of trucks and automobiles, under the name of "Ideal Transport Co. Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1905, Bercy Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12699-62 — 1132/12

Les Immeubles Desmarteaux Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Desmarteau, annuitant, 922, Marie-Victorin, Aimé Racicot, farmer, 666, Marie-Victorin, and Théodore Van Der Meerschen, administrator, 720, Charles-Lussier, all three of Boucherville, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction, under the name of "Les Immeubles Desmarteaux Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 380 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Boucherville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12028-62 — 1131/14

Industrial Concrete Floor Finishing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michel Arcaro, contractor, 7750, Delorimier, Edmondo Arcaro, student, 7750, Delorimier, and Giuseppe Bertone, mechanic, 2118, Tillemont, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business making and finishing cement floors and all other types of floors; to act as general building contractors, under the name of "Industrial Concrete Floor Finishing Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12468-62 — 1131/15

Jaymar Upholstering Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1962, constituant en corporation: George Reinitz, fabricant, Eleanor Schwartz Reinitz, ménagère, épouse séparée de biens dudit George Reinitz, tous deux de 1471, Louis Crescent, Chomedey, Nick Sebastien, fabricant, et Shirley (Borrow) Sebastien, ménagère, épouse séparée de biens dudit Nick Sebastien, ces deux derniers de 5760, Davies, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles, articles d'ébénisterie et toutes sortes d'accessoires de ménage, fournitures et appareils, sous le nom de « Jaymar Upholstering Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12856-62 — 1134/9

bearing date the 5th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Reinitz, manufacturer, Eleanor Schwartz Reinitz, housewife, wife separate as to property of the said George Reinitz, both of 1471, Louis Crescent, Chomedey, Nick Sebastien, manufacturer, and Shirley (Borrow) Sebastien, housewife, wife separate as to property of the said Nick Sebastien, the latter two of 5760 Davies, Montreal, for the following purposes:

To fabricate and deal in furniture, woodwork and all kinds of household articles, furnishing and equipment, under the name of "Jaymar Upholstering Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12856-62 — 1134/9

Krasnow Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Leo Rosentzveig, avocat, 4805, chemin Circle, Montréal, Stanley Taviss, avocat, 7115, Fielding, Montréal, William Levitt, avocat, 5020, St. Kevin, Montréal, et Manuel Shacter, avocat, 7, troisième avenue, Dorval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles vestimentaires et de bijoux, sous le nom de « Krasnow Industries Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12871-62 — 1134/1

Krasnow Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Leo Rosentzveig, advocate, 4805, Circle Road, Montreal, Stanley Taviss, advocate, 7115, Fielding, Montreal, William Levitt, advocate, 5020, St-Kevin, Montreal, and Manuel Shacter, advocate, 7, Third Avenue, Dorval, for the following purposes:

To deal in clothing and jewellery, under the name of "Krasnow Industries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12871-62 — 1134/1

Lanro Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, Carole Sinclair, et Cécile Trudeau, secrétaires, célibataires, tous trois de 1155 ouest, Boulevard Dorchester, chambre 2601, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Lanro Holdings Ltd. », avec un capital total de $500,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 4,990 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Rolland, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12841-62 — 1134/10

Lanro Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1962, have been issued by the Lieutennt-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Monet, advocate, Carole Sinclair and Céline Trudeau, secretaries, spinsters, all three of 1155, Dorchester Boulevard West, Room 2601, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Lanro Holdings Ltd.", with a total capital stock of $500,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 4,990 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Mont-Rolland, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12841-62 — 1134/10

Lanshire Manufacturing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juin 1962, constituant en corporation: Saul Morris, notaire, 4852, Isabella, Isidore Buller, 454 ouest, rue Jarry, tous deux de Montréal, et Max M. Teitelbaum, 2022, rue Ward, St-Laurent, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de textiles, produits et sous-produits d'iceux, sous le nom de « Lanshire Manufacturing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400, avenue Atlantic, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12582-62 — 1133/76

Lanshire Manufacturing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Saul Morris, notary, 4852, Isabella, Isidore Buller, 454, Jarry Street West, both of Montreal, and Max M. Teitelbaum, 2022, Ward Street, St-Laurent, the latter two advocates, for the following purposes:

To deal in textile and textile products and by-products of all kinds, under the name of "Lanshire Manufacturing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 400, Atlantic Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12582-62 — 1133/76

Ernest Leclerc Meubles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1962, constituant en corporation: Ernest Leclerc, commerçant, Lac-Mégantic, Marc Duclos, comptable, Sherbrooke, et Bernard Boisclair, comptable, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Ernest Leclerc Meubles Inc. », avec un capital total de $40,000, visié en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lac-Mégantic, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12438-62 — 1130/52

Ernest Leclerc Meubles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ernest Leclerc, trader, Lake Megantic, Marc Duclos, accountant, Sherbrooke, and Bernard Boisclair, accountant, Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Ernest Leclerc Meubles Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Lake Megantic, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12438-62 — 1130/52

Lefran Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1962, constituant en corporation: Peter Robert David MacKell, 1112, Elgin Terrace, Montréal, William Tetley, 112, avenue Cornwall, Mont Royal, et Charles A. Phelan, 1780, chemin Dumfries, Mont Royal tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Lefran Holdings Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12523-62 — 1132/107

Lefran Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Peter Robert David MacKell, 1112, Elgin Terrace, Montreal, William Tetley, 112, Cornwall Avenue, Mount Royal, and Charles A. Phelan, 1780, Dumfries Road, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Lefran Holdings Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12523-62 — 1132/107

Legault Électrique Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de juin 1962, constituant en corporation: Denise Cloutier, secrétaire, fille majeure, 4590, boulevard Pie IX, Montréal, Marcel Trudeau, avocat, 251, rue Victoria, Longueuil, et Gérard Beaupré, avocat, 4860, avenue Melrose, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de meubles, d'accessoires électriques, domestiques, commerciaux, industriels ou autres, sous le nom de « Legault Électrique Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12499-62 — 1133/102

Legault Électrique Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Denise Cloutier, secretary, fille majeure, 4590, Pie IX Boulevard, Montreal, Marcel Trudeau, advocate, 251, Victoria Street, Longueuil, and Gérard Beaupré, advocate, 4860, Melrose Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture, electrical, domestic, commercial, industrial or other accessories, under the name of "Legault Électrique Inc.", with a total capital stock of $40,000, dividde into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12499-62 — 1133/102

Lido Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Normand Duval, Serge Morin et Claire Barrette, célibataire majeure, tous trois avocats, de 10, St-Jacques, ouest, ch. 409, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Lido Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 215, rue Guèvremont, Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12770-62 — 1133/61

Lido Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Normand Duval, Serge Morin, and Claire Barrette, fille majeure, all three advocates, of 10, St. James Street, West, room 409, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Lido Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and into 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 215, Guèvremont Street, Sorel, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12770-62 — 1133/61

La Ligue des Propriétaires de la Ville du Lac Sergent Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Oscar Côté, marchand, 640, St-Cyrille, ouest, Paul-Eugène Drolet, régisseur, 48, Royal-Roussillon, Maurice Leclerc, plombier, 271, Christophe-Colomb, Joseph Lacouline, fonctionnaire provincial, 1007, des Laurentides, Josaphat Ménard, employé de la Compagnie de Téléphone Bell, 259, Christophe-Colomb, Jerry Simpson, débardeur, 1665, boulevard Benoît XV, Paul Germain, fonctionnaire provincial, 126, Aberdeen, et Henri Bélanger, comptable, 155, Aberdeen, tous huit de Québec, pour les objets suivants:

Grouper en association les propriétaires de résidences et de chalets d'été situés dans la ville du Lac-Sergent, sous le nom de « La Ligue des Propriétaires de la Ville du Lac Sergent Inc. ».

La Ligue des Propriétaires de la Ville du Lac Sergent Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Oscar Côté, merchant, 640, St-Cyrille Street, West, Paul-Eugène Drolet, manager, 48, Royal-Roussillon, Maurice Leclerc, plumber, 271, Christophe-Colomb, Joseph Lacouline, provincial civil servant, 1007, des Laurentides, Josaphat Ménard, employee of the Bell Telephone Company, 259, Christophe-Colomb, Jerry Simpson, stevedore, 1665, Benoît XV Boulevard, Paul Germain, provincial civil servant, 126, Aberdeen, and Henri Bélanger, accountant, 155, Aberdeen, all eight of Quebec, for the following purposes:

To group together into an association the owners of residences and summer cottages situated in the town of Lac-Sergent, under the name of "La Ligue des Propriétaires de la Ville du Lac Sergent Inc.".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

535-o 12764-62 — 1132/68

The amount to which the value of the annual income of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

535 12764-62 — 1132/68

Loisirs de Disraëli Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-Émile Gagnon, bijoutier, Dr Richard Dubreuil, médecin, et Henri Beaudoin, commis de bureau, tous trois de Disraëli, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Loisirs de Disraëli Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Disraëli, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 10701-62 — 1116/33

Loisirs de Disraëli Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Paul-Émile Gagnon, jeweller, Dr. Richard Dubreuil, physician, and Henri Beaudoin, office clerk, all three of Disraëli, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center under the name of "Loisirs de Disraëli Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Disraëli, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 10701-62 — 1116/33

Loisirs de la Paroisse St Jean-Baptiste Marie Vianney

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Gilbert Biron, vendeur, 21, Laramée, J.-Baptiste Laramée, rentier, 142, boulevard St-Jean-Baptiste, Marc Lagacé, optométriste, 153, St-Jean-Baptiste, Roland Laframboise, assembleur, 105, carré St. Patrick, et Armand Cyr, soudeur, 139, St-Jean-Baptiste, tous cinq de St-Jean-Baptiste-Marie-Vianney, pour les objets suivants:

Organisation de loisirs, sous le nom de « Loisirs de la Paroisse St Jean-Baptiste Marie Vianney ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera au sous-sol de l'église de la paroisse de St-Jean-Baptiste-Marie-Vianney, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12300-62 — 1131/65

Loisirs de la Paroisse St Jean-Baptiste Marie Vianney

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gilbert Biron, salesman, 21, Laramée, J.-Baptiste Laramée, annuitant, 142, St-Jean-Baptiste Boulevard, Marc Lagacé, optometrist, 153, St-Jean-Baptiste, Roland Laframboise, assembler, 105, Carré St. Patrick, and Armand Cyr, welder, 139, St-Jean-Baptiste, all five of St-Jean-Baptiste-Marie-Vianney, for the following purposes:

Organization of recreational centers, under the name of "Loisirs de la Paroisse St Jean-Baptiste Marie Vianney".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be in the basement of the parish church of St-Jean-Baptiste-Marie-Vianney, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12300-62 — 1131/65

Loisirs de St-Basile de Portneuf

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Caron,

Loisirs de St-Basile de Portneuf

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Joseph Caron

gérant de manufacture, Lucien Proulx, gérant de vente, René Lavallée, entrepreneur, Claude Mercure, employé de bureau, Maurice Leclerc, opérateur, Bernard Thibault, ingénieur, tous six de St-Basile Village, François Piché, meunier, St-Basile Centre, Albert Delage, électricien, St-Basile Station, et Jean-Yves Bédard, professeur, St-Basile, rang Ste-Anne, pour les objets suivants:

Organisation de loisirs, sous le nom de « Loisirs de St-Basile de Portneuf ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Basile, comté de Portneuf, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12541-62 — 1131/66

factory manager, Lucien Proulx, sales manager, René Lavallée, contractor, Claude Mercure, office employee, Maurice Leclerc, operator, Bernard Thibault, engineer, all six of St-Basile Village, François Piché, miller, St-Basile Centre, Albert Delage, electrician, St-Basile Station, and Jean-Yves Bédard, professor, St-Basile, Ste-Anne range, for the following purposes:

The organization of recrational centers, under the name of "Loisirs de St-Basile de Portneuf".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at St-Basile, county of Portneuf, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12541-62 — 1131/66

Loisirs St-Casimir Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Tessier, gérant de magasin, Guy Dussault, comptable, Gérard Jobin, licencié en sciences commerciales, Jérôme Germain, transport routier, et J.-Augustin Lacoursière, directeur de fenérailles, tous cinq de St-Casimir, pour les objets suivants:

Organiser des oeuvres de loisirs dans l'intérêt de la population de la paroisse de St-Casimir, comté de Portneuf, sous le nom de « Loisirs St-Casimir Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Casimir, comté de Portneuf, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12780-62 — 1132/14

Loisirs St-Casimir Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Guy Tessier, store manager, Guy Dussault, accountant, Gérard Jobin, graduate in Commercial Science, Jérôme Germain, carrier, and J.-Augustin Lacoursière, funeral director, all five of St-Casimir, for the following purposes:

To organise recreational centers in the interest of the population of the parish of St-Casimir, county of Portneuf, under the name of "Loisirs St-Casimir Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at St-Casimir, county of Portneuf, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12780-62 — 1132/14

Loisirs St-Damase Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de juin 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Rosaire Malo, camionneur, Raymond Ménard, gérant de bureau, et Guy Gingras, menuisier, tous trois de St-Damase, comté de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Organisation de loisirs, sous le nom de « Loisirs St-Damase Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $15,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Damase, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12306-62 — 1133/51

Loisirs St-Damase Inc.

Notine is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Rosaire Malo, trucker, Raymond Ménard, office manager, and Guy Gingras, joiner, all three of St-Damase, county of St-Hyacinthe, for the following purposes:

Organization of recreations, under the name of "Loisirs St-Damase Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $15,000.

The head office of the corporation will be at St-Damase, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12306-62 — 1133/51

Maltais Auto Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1962, constituant en corporation: J.-Vincent Fleury, avocat, 804, rue Dufour, est, J.-Ernest Girard, comptable, 85, rue Harvey, et Yvette Gobeil, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 86, rue Morin, ouest, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines leurs accessoires et parties, et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Maltais Auto Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à l'Isle Maligne, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12427-62 — 1134/28

Maltais Auto Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Vincent Fleury, advocate, 804, Dufour Street, East, J.-Ernest Girard, accountant, 85, Harvey Street, and Yvette Gobeil, secretary, fille majeure, in use if her rights, 86, Morin Street, West, all three of Alma, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, motors, machines, their accessories and spare parts, and to carry on business as garagemen, under the name of "Maltais Auto Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Isle Maligne, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12427-62 — 1134/28

Masse Équipement Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de juin 1962, constituant en corporation: Julien Chouinard, 420, avenue Lemesurier, Québec, Maurice Jacques, 451, de Beauville, Ste-Foy, tous deux avocats, Marie-Ange Landry, secrétaire, fille majeure, 65, rue St-Louis, Québec, Maurice Masse, commerçant, 341, 51e Rue, ouest, Charlesbourg, et Mme Kathleen White Sylvestre, secrétaire, épousé séparée de biens de Guy Sylvestre, 5½, Christie, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de réfrigération, de ventilation et de climatisation de l'air, sous le nom de « Masse Équipement Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 341, 51e Rue, ouest, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12743-62 — 1132/17

Masse Équipement Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Julien Chouinard, 420, Lemesurier Avenue, Quebec, Maurice Jacques, 451, de Beauville, Ste-Foy, both advocates, Marie-Ange Landry, secretary, fille majeure, 65, St-Louis Street, Quebec, Maurice Masse, trader, 341, 51st Street, West, Charlesbourg, and Mrs. Kathleen White Sylvestre, secretary, wife separate as to property of Guy Sylvestre, 5½, Christie, Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of apparatus or systems for refrigeration, ventilation and air conditioning, under the name of "Masse Équipement Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 341, 51st Street, West, Charlesbourg, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12743-62 — 1132/17

Aimé Mignault Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Alfred Leclerc, comptable, 165, 15e rue, Noranda, Marivette Létourneau, secrétaire, fille majeure, 56, rue Taschereau, est, Rouyn, et Julienne Pilon, secrétaire, fille majeure, 169, rue Mgr Latulipe, Rouyn, pour les objets suivants:

Commerce d'instruments, d'appareils ou d'accessoires de musique, sous le nom de « Aimé Mignault Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 8,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune.

Aimé Mignault Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alfred Leclerc, accountant, 165, 15th Street, Noranda, Marivette Létourneau, secretary, fille majeure, 56, Taschereau Street east, Rouyn, and Julienne Pilon, secretary, fille majeure, 169, Mgr Latulipe Street, Rouyn, for the following purposes:

To deal in musical instruments, apparatus or accessories, under thename of "Aimé Mignault Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 8,000 common shares of a par value of $5 each.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12809-62 — 1133/123

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12809-62 — 1133/123

Miller Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1962, constituant en corporation: Allan B. Frank, Henry L. Silverstone, avocats, et Henry S. Pesner, syndic, tous trois de 4 est, rue Notre-Dame, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Miller Investment Corp. », avec un capital total de $75,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées, catégorie « A », de $1 chacune et 146 actions privilégiées, catégorie « B », de $500 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12279-62 — 1133/24

Miller Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Allan B. Frank, Henry L. Silverstone, advocates, and Henry S. Pesner, trustee, all three of 4 Notre-Dame East, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Miller Investment Corp.", with a total capital stock of $75,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 1,000 class "A" preferred shares of $1 each and 146 class "B" preferred shares of $500 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12279-62 — 1133/24

Mobilier de Laboratoire Incorporée
Laboratory Furniture Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Philippe Pothier, avocat, Michel Pothier, avocat, et Simone Turner, secrétaire, fille majeure, tous trois de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles en métal, en bois ou en matière plastique ou minérale à l'usage des laboratoires, écoles ou de toutes autres institutions d'enseignement, de recherches, d'expertise, sous le nom de « Mobilier de Laboratoire Incorporée — Laboratory Furniture Incorporated », avec un capital total de $150,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12842-62 — 1134/30

Mobilier de Laboratoire Incorporée
Laboratory Furniture Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philippe Pothier, advocate, Michel Pothier, advocate, and Simone Turner, secretary, fille majeure, all three of St-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business dealing in metal furniture, in wood or in plastic or mineral for use in laboratories, schools or in any other teaching institutions for research, survey, under the name of "Mobilier de Laboratoire Incorporée — Laboratory Furniture Incorporated", with a total capital stock of $150,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $100 each and into 500 preferred shares of a par vlaue of $100 each.

The head office of the company will be at St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12842-62 — 1134/30

Mobilier H. P. L. Ltée
H. P. L. Furniture Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de juin 1962, constituant en corporation: Maurice Habel, gérant, Bernard Papineau, comptable, Étienne Lapierre, dessinateur, tous trois de Victoriaville, Aurélien Noël, comptable, Montréal, et Jean Moisan, avocat, Arthabaska, pour les objets suivants:

Mobilier H. P. L. Ltée
H. P. L. Furniture Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Habel, manager, Bernard Papineau, accountant, Étienne Lapierre, draughtsman, all three of Victoriaville, Aurélien Noël, accountant, Montreal, and Jean Moisan, advocate, Arthabaska, for the following purposes:

Faire le commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Mobilier H. P. L. Ltée — H. P. L. Furniture Ltd. », avec un capital total de $200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arthabaska, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12730-62 — 1131/24

To carry on a business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Mobilier H. P. L. Ltée — H. P. L. Furniture Ltd.", with a total capital stock of $200,000, divided into 10,000 common shares of $10 each and into $10,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Arthabaska, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12730-62 — 1131/24

Mont Mékinac Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1962, constituant en corporation: Robert Desaulniers, St-Roch-de-Mékinac, Roger Moisan, 1491, 2ième Avenue, Grand' Mère, J.-Alexandre Moisan, 30, 3ième Avenue, Grand'Mère, tous trois commerçants, et Jules-P. Desaulnier, agent d'immeubles, 70, chemin Laurentide, Grand'Mère, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Mont Mékinac Inc. », avec un capital total de $140,000, divisé en 1,400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2525, route 19, St-Roch-de-Mékinac, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12357-62 — 1130/95

Mont Mékinac Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Desaulniers, St-Roch-de-Mékinac, Roger Moisan, 1491, 2nd Avenue, Grand'Mère, J.-Alexandre Moisan, 30, 3rd Avenue, Grand'Mère, all three traders, and Jules-P. Desaulniers, real estate agent, 70, Laurentide Road, Grand'Mère, for the following purposes:

To carry on business as hotel keepers, under the name of "Mont Mékinac Inc.", with a total capital stock of $140,000, divided into 1,400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2525, Route 19, St-Roch-de-Mékinac, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12357-62 — 1130/95

Morton's Departmental Stores Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de juin 1962, constituant en corporation: Lou Tannenbaum, avocat, Mildred Dishell, secrétaire, célibataire, et Beverley Woolgar, secrétaire, célibataire, tous trois de 210 ouest, rue St-Jacques, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin à rayons, sous le nom de « Morton's Departmental Stores Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions, categorie « A », d'une valeur au pair de $10 chacune, 1,000 actions, catégorie « B », d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées, d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12734-62 — 1133/135

Morton's Departmental Stores Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lou Tannenbaum, advocate, Mildred Dishell, secretary, spinster, and Beverley Woolgar, secretary, spinster, all three of 210, St. James Street, West, Montreal, for the following purposes:

To operate a departmental store, under the name of "Morton's Departmental Stores Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 class "A" shares of a par value of $10 each, 1,000 class "B" shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of June, 1962.

RAYXOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12734-62 — 1133/135

Motel Claude Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1962, constituant en corporation: Jean Teasdale, restaurateur, Deauville, Léandre Lachance, gérant d'une compagnie d'assurances, 64, rue Morris, Sherbrooke, et

Motel Claude Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Teasdale, restaurant-owner, Deauville, Léandre Lachance, insurance company manager, 64 Morris, Street, Sherbrooke, and Georges-Henri Leblanc,

Georges-Henri Leblanc, comptable agréé, 475, rue King, est, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Motel Claude Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 800 actions ordinaires de $50 chacune et en 400 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Deauville, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12399-62 — 1131/26

chartered accountant, 475, King Street east, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as innkeepers, under the name of "Motel Claude Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 800 common shares of $50 each and 400 preferred shares of $50 each.

The head office of the compagny will be at Deauville, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12399-62 — 1131/26

Mountcrest Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juin 1962, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, 5710, Wolsely, Côte-St-Luc, Margaret Gunston, Dorothy Gunston, toutes deux secrétaires, filles majeures, 3422, rue Stanley, Montréal, et Judith Lis Shuster, épouse séparée de biens dudit Abraham Shuster, 5710, Wolsely, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de « Mountcrest Construction Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune 1,000 actions privilégiées, première catégorie, d'une valeur au pair de $1 chacune et 8,000 actions privilégiées, deuxième catégorie, d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12567-62 — 1133/52

Mountcrest Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Shuster, advocate, 5710, Wolsely, Côte-St-Luc, Margaret Gunston, Dorothy Gunston, both secretaries, filles majeures, of 3422, Stanley Street, Montreal, and Judith Lis Shuster, wife separate as to property of the said Abraham Shuster, 5710, Wolsely, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "Mountcrest Construction Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each, 1,000 first preferred shares of the par value of $1 each and 8,000 second preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12567-62 — 1133/52

Mount Royal Air Services (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de juin 1962, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, avocat, 3445, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, Jack Shayne, avocat, 125, ave. Dorval, Dorval, Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, 1815, de Boucherville, St-Bruno, et Gemma McConnie, secrétaire, fille majeure, 6580, De Vimy, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'aéronefs, sous le nom de « Mount Royal Air Services (Quebec) Ltd. », avec un capital total de $250,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 chacune et 200,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12776-62 — 1132/123

Mount Royal Air Services (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Seymour Machlovitch, advocate, 3445, Côte-des-Neiges Road, Montreal, Jack Shayne, advocate, 125, Dorval Avenue, Dorval, Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, 1815, de Boucherville, St. Bruno, and Gemma McConnie, secertary, fille majeure, 6580, de Vimy, Montreal, for the following purposes:

To deal in flying machines of all kinds, under the name of "Mount Royal Air Services (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of $250,000, divided into 50,000 common shares of $1 each and 200,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12776-62 — 1132/123

Muni Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Muni Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de juin 1962, constituant en corporation: Jean Benoit, inspecteur, 4460, rue des Artisans, St-Léonard-de-Port-Maurice, Damien Gauthier, professionnel de Golf, 5050, des Mélèzes, Montréal, et Edmond Rochette, maître de cour, 2539, Desjardins, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement, sous le nom de « Muni Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12656-62 — 1133/103

bearing date the 19th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Benoit, inspector, 4460, des Artisans Street, St-Léonard-de-Port-Maurice, Damien Gauthier, golf professional, 5050, des Mélèzes, Montreal, and Edmond Rochette, yardmaster, 2539, Desjardins, Montreal, for the following purposes:

To carry on an investment company, under the name of "Muni Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 500 proferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12656-62 — 1133/103

North American Manufacturers Agents Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de juin 1962, constituant en corporation: E. Michael Berger, 5030, avenue Glencairn, Montréal, Donald Kujan, 8060, avenue Seine, ville d'Anjou, tous deux avocats, et Lana Switzer, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 4665, avenue Carlton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et leurs sous-produits, et importer, exporter, acheter, vendre, et faire affaires, dans les articles de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs gazeuses, livres et périodiques, peintures, oeuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de « North American Manufacturers Agents Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12750-62 — 1132/20

North American Manufacturers Agents Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: E. Michael Berger, 5030, Glencairn Avenue, Montreal, Donald Kujan, 8060, Seine Avenue, town of Anjou, both advocates, and Lana Switzer, secretary, fille majeure et usant de ses droits, 4665, Carlton Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur textiles, glass and by-products of same, and to import, export, buy, sell, and deal in haberdashery, food product, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "North American Manufacturers Agents Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12750-62 — 1132/20

Nov-Tex Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1962, constituant en corporation: Marcus Jacob Wiesenfeld, avocat, 6191, chemin Côte St-Luc, Hampstead, Carl Rosen, avocat, 4815, Fulton, Montréal, et Joseph Drazin, administrateur, 6722, de Vimy, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tissus et produits de tissus, sous le nom de « Nov-Tex Co. », avec un capital total de $50,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et 480 actions privilégiées de $100 chacune.

Nov-Tex Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcus Jacob Wiesenfeld, advocate, 6191, Côte St-Luc Road, Hampstead, Carl Rosen, advocate, 4815, Fulton, Montreal, and Joseph Drazin, executive, 6722, de Vimy, Montreal, for the following purposes:

To deal in fabrics and fabric products, under the name of "Nov-Tex Co.", with a total capital stock of $50,000, divided into 200 common shares of $10 each and 480 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 55 ouest, avenue Mont Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12684-62 — 1131/125

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Rivière-au-Renard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Bernard Bourget, comptable, Jacques Plourde, garagiste, et Armand Cotton, journalier, tous trois de Rivière-au-Renard, pour les objets suivants:

Organisation de loisirs, sous le nom de « L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Rivière-au-Renard Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Rivière-au-Renard, district judiciaire de Gaspé.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12873-62 — 1133/104

L'Oeuvre des Terrains de Jeu de St-Anselme

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Louis-Dollard Garant, médecin, Irénée Couture, gérant de meunerie, et Hervé Sylvain, gérant de Caisse Populaire, tous trois de St-Anselme, pour les objets suivants:

Organiser les loisirs des enfants, des jeunes gens et des jeunes filles, sous le nom de « L'Oeuvre des Terrains de Jeu de St-Anselme ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Anselme, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12590-62 — 1134/33

Optimist Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de juin 1962, constituant en corporation: Eugène Mercure, 605, Fontainebleau, Jean-Guy Lavallée, 2640, Daudet, tous deux industriels, et Madeleine Carbonneau Lefebvre, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Claude Lefebvre, 600, Fontainebleau, tous trois de Duvernay, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at 55, Mount Royal Avenue West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12684-62 — 1131/125

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Rivière-au-Renard Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Bernard Bourget, accountant, Jacques Plourde, garageman, and Armand Cotton, day labourer, all three of Rivière-au-Renard, for the following purposes:

To organize recreational centers, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Rivière-au-Renard Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Rivière-au-Renard, judicial district of Gaspé.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12873-62 — 1133/104

L'Oeuvre des Terrains de Jeu de St-Anselme

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Louis-Dollard Garant, physician, Irénée Couture, mill manager, and Hervé Sylvain, Caisse Populaire manger, all three of St-Anselme, for the following purposes:

To organize recreational centers for children, young boys and girls, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeu de St-Anselme".

The amount to which rhe value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at St-Anselme, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12590-62 — 1134/33

Optimist Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Eugène Mercure, 605, Fontainebleau, Jean-Guy Lavallée, 2640, Daudet, both industrialists and Madeleine Carbonneau Lefebvre, secretary, wife contractually separate as to property of Claude Lefebvre, 600 Fontainebleau, all three of Duvernay, for the following purposes:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Optimist Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 605, Fontainebleau, Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12376-62 — 1133/63

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Optimist Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 605, Fontainebleau, Duvernay, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12376-62 — 1133/63

Orleans Hardware Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 3782, avenue Kent, Daniel Kingstone, 4985, avenue Iona, tous deux avocats, Shirlee Simon, secrétaire, fille majeure, 1460, Van Horne, et Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, 6427, MacDonald, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et le négoce de quincaillerie, appareils électriques, de construction, d'exploitation minière, de bûcherons, de navires, et de toutes sortes de machinerie et outillage, sous le nom de « Orleans Hardware Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12823-62 — 1133/136

Orleans Hardware Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving L. Adessky, 3782, Kent Ave., Daniel Kingstone, 4985, Iona Avenue, both advocates, Shirlee Simon, secretary, fille majeure, 1460, Van Horne, and Rhoda Cohen, secretary, fille majeure, 6427, MacDonald, all four of Montreal, for the following purposes:

To deal in and with hardware, electrical supplies, building supplies, mining supplies, lumbermen's supplies, ship supplies, machinery and equipment of all kinds, under the name of "Orleans Hardware Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12823-62 — 1133/136

Lucien Paré & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1962, constituant en corporation: Roland Paré, commerçant, Marc Paré, technicien en télévision, et Thérèse Paré, commis, fille majeure, tous trois de St-Marc-des-Carrières, pour les objets suivants:

Commerce d'articles et de marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et leurs sous-produits, sous le nom de « Lucien Paré & Fils Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune, 600 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Marc-des-Carrières, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12282-62 — 1133/26

Lucien Paré & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Paré, tradesman, Marc Paré, television technician, and Thérèse Paré, clerk, fille majeure, all three of St-Marc-des-Carrières, for the following purposes:

To carry on business dealing in articles and merchandise made wholly or in part of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and their by-products, under the name of "Lucien Paré & Fils Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each, 600 preferred shares class "A" of $10 each and into 3,000 preferred shares class "B", of $10 each.

The head office of the company will be at St-Marc-des-Carrières, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12282-62 — 1133/26

Franz Patella Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Franz Patella Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1962, constituant en corporation: Edward G. Tannage, avocat et conseil en loi de la Reine, André Valiquette, avocat, et Jeannette Desjardins, sténographe, fille majeure, tous trois de 159 ouest, rue Craig, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de « Franz Patella Incorporated », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,800 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 120 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12360-62 — 1132/126

Les Pétroles de Marsoui Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Guy des Rivières, Gabriel Gaudry et Jacques Lapointe, tous trois avocats et conseils en loi de la Reine, de 71, rue St-Pierre, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de gazoline, d'huile brute, d'huile à chauffage, d'huile crue, de l'essence et du gaz naturel et leurs sous-produits, sous le nom de « Les Pétroles de Marsoui Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Marsoui, district judiciaire de Gaspé.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12849-62 — 1134/13

Pinsark Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première pastie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettrse patentes, en date du 27e jour de juin 1962, constituant en corporation: Max S. Kaufman, C.R., 574, avenue Claremont, Westmount, Oscar Respitz, 4945, avenue Glencairn, Montréal, et Sydney B. Sederoff, 80, avenue Crestwood, Montréal Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de textiles, matières fibreuses, tissus et matières synthétiques de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Pinsark Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12753-62 — 1131/127

Pioneer Adventure Camp Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

bearing date the 1st day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edward G. Tannage, advocate and Queen's Counsel, André Valiquette, advocate, and Jeannette Desjardins, stenographer, unmaried and of the full age of majority, all three of 159, Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Franz Patella Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,800 common shares of the par value of $10 each and 120 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12360-62 — 1132/126

Les Pétroles de Marsoui Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy des Rivières, Gabriel Gaudry and Jacques Lapointe, all three advocates and Queen's Counsel, of 71, St. Peter Street, Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in gazoline, crude oil, fuel oil, petrol and natural gas and their by-products, under the name of "Les Pétroles de Marsoui Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Marsoui, judicial district of Gaspé.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12849-62 — 1134/13

Pinsark Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max S. Kaufman, Q.C., 574, Claremont Avenue, Westmount, Oscar Respitz, 4945, Glencairn Avenue, Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80, Crestwood Avenue, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To deal in textiles, fibred materials, fabrics and synthetic materials of every kind and description, under the name of "Pinsark Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12753-62 — 1131/127

Pioneer Adventure Camp Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de juillet 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Harold Christian Wilson, vendeur, Mme Florence Jervelund Wilson, commis de bureau, épouse contractuellement séparée de biens dudit Harold Christian Wilson, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 9, avenue Riverview, LaSalle, et Louis Van Stratum, chauffeur de fournaise, 95, Camille, ville St-Pierre, pour les objets suivants:

Développer l'initiative, la confiance en soi et l'assurance par l'expérience du campement en plein air, sous le nom de « Pioneer Adventure Camp Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de $40,000.

Le siège social de la corporation sera 9, avenue Riverview, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 11904-62 — 1133/106

bearing date the 3rd day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Harold Christian Wilson, salesman, Mrs. Florence Jervelund Wilson, office clerk, wife contractually separate as to property of the said Harold Christian Wilson, and duly authorized by him for the purposes of these presents, both of 9, Riverview Avenue, LaSalle, and Louis Van Stratum, heat treater, 95, Camille, town of St-Pierre, for the following purposes:

To develop initiative, self-reliance and self-confidence by use of outdoor camp skills, under the name of "Pioneer Adventure Camp Association".

The amount so which the value of the immoable property which the corporation may possess, is to be limited, is $40,000.

The head office of the corpporation will be at 9, Riverview Avenue, LaSalle, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 11904-62 — 1133/106

Place Jeanne d'Arc Holding Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de juin 1962, constituant en corporation: Moe Ackman, 3128, 3e Rue, Chomedey, Irwin Gliserman, 5719, Brookside, Côte-St-Luc, et Sidney Cutler, 6255, Place Northcrest, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagistes, sous le nom de « Place Jeanne d'Arc Holding Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées, catégorie « A », d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées, catégorie « B », d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12613-62 — 1132/21

Place Jeanne d'Arc Holding Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Moe Ackman, 3128, 3rd Street, Chomedey, Irwin Gliserman, 5719, Brookside, Côte-St-Luc, and Sidney Cutler, 6255, Northcrest Place, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To do business as garage-keepers, under the name of "Place Jeanne d'Arc Holding Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each, 3,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each and 3,600 class "B" preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12613-62 — 1132/21

Polyphane Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1962, constituant en corporation: William Cross, ingénieur en chimie, 4230, avenue Benny, app. 11, Montréal, Patricia Irene Browne Cross, ménagère, épouse séparée de biens dudit William Cross, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 4230, avenue Benny, app. 11, Montréal, et Léo A. Saint-Pierre, avocat, 132 ouest, rue St-Jacques, # 714, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits chimiques, ainsi que des matières en plastique ou caoutchouc de toutes sortes, sous le nom de « Polyphane Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Polyphane Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: William Cross, chemical engineer, 4230, Benny Avenue, apt. 11, Montreal, Patricia Irene Browne Cross, housewife, wife separate as to property of the said William Cross, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 4230, Benny, Avenue, apt. 11, Montreal, and Leo A. Saint-Pierre, lawyer, 132, St. James Street, West, # 714, Montreal, for the following purposes:

To deal in chemicals, and in plastic of rubber substances of all kinds, under the name of "Polyphane Inc.", with a total capital sock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferre shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 11778-62 — 1125/63

Prelco Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1962, constituant en corporation: De St-Denys Prévost, 204, 15e Avenue, Richelieu, Aubert Prévost, 37, rue St-Pierre, Chambly, et William John Lees, 1550, 3e Rue, Richelieu, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Exercer les négoces et commerces de fabricants d'aluminium, fondeurs, aciéristes, manufacturiers du bronze, transformateurs du bronze et de l'acier, manufacturier de fer-blanc, manufacturiers et fondeurs de bronze et de fer dans toutes leurs spécialités respectives, sous le nom de « Prelco Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 60 actions ordinaires de $100 chacune et 40 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Richelieu, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 11696-62 — 1132/109

Prestige Enterprises Ltd.
Les Entreprises Prestige Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de juin 1962, constituant en corporation: Maurice Brunet, 385, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, Laurent Lavoie, 14871, boulevard Gouin, ouest, Ste-Geneviève, tous deux entrepreneurs, et René Prégent, gérant, 46A, 2e Avenue, nord, Roxboro, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Prestige Enterprises Ltd. — Les Entreprises Prestige Ltée », avec un capital total de $45,000, divisé en 900 actions ordinaires de $10 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 11654, boulevard Gouin, ouest, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12659-62 — 1133/75

Quality Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de juin 1962, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, 315, St-Aubin, Saint-Laurent, Murray B. Spiegel, 63, chemin Banstead,

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 11778-62 — 1125/63

Prelco Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: De St-Denys Prévost, 204, 15th Avenue, Richelieu, Aubert Prévost, 37, St-Pierre Street, Chambly, and William John Lees, 1550, 3rd Street, Richelieu, all three businessmen, for the following purposes:

To carry on the trades or businesses of aluminium manufacturers, iron-masters, steel makers, brass manufacturers, brass and steel converters, tin-plate manufacturers and brass and iron founders in all their respective branches, under the name of "Prelco Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 60 common shares of $100 each and 40 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Richelieu, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 11696-62 — 1132/109

Prestige Enterprises Ltd.
Les Entreprises Prestige Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Brunet, 385, Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, Laurent Lavoie, 14871, Gouin Boulevard, West, Ste-Geneviève, both contractors and René Prégent, manager, 46A, 2nd Avenue, North, Roxboro, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Prestige Enterprises Ltd. — Les Entreprises Prestige Ltée", with a total capital stock of $45,000, divided into 900 common shares of $10 each and into 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 11654, Gouin Boulevard, West, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12659-62 — 1133/75

Quality Furniture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel H. Shriar, 315, St. Aubin, Saint-Laurent, Murray B. Spiegel, 63, Banstead Road, Montreal West,

Montréal-Ouest, et Harvey M. Cooperstone, 3926, Carlton, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et toutes descriptions de nouveautés en ameublement sous le nom de « Quality Furniture Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donnée au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12629-62 — 1131/131

Rapid Messenger Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1962, constituant en corporation: Brahm M. Eisenstat, avocat, 4635, avenue Clanranald, Ingrid Steinberg, secrétaire, veuve de Eugene Steinberg, 3419, rue Shuter, app. 2, et Kathleen Pyves, secrétaire, épouse séparée de biens de R. L. Pyves, 5161, avenue Walkley, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un service de messagerie et de livraison, sous le nom de « Rapid Messenger Service Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1117 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, dsistrict judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 11956-62 — 1127/92

Regenex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Marcel Renaud, comptable, 5540, place d'Aiguillon, Montréal, Jean-Pierre Goyer, avocat, 917, Tait, St-Laurent, et Claudette Chouinard, secrétaire, célibataire majeure, 1465, Filion, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Regenex Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 880, boulevard Décarie, chambre 6, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

535-o 12916-62 — 1134/91

Renfrew Realties International Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1962, constituant en

and Harvey M. Cooperstone, 3926, Carlton, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture novelties of every description, under the name of "Quality Furniture Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12629-62 — 1131/131

Rapid Messenger Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Brahm M. Eisenstat, advocate, 4635, Clanranald Avenue, Ingrid Steinberg, secretary, widow of Eugene Steinberg, 3419, Shuter Street, Apt. 2, and Kathleen Pyves, secretary, wife separate as to property of R. L. Pyves, 5161, Walkley Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a messenger and delivery service, under the name of "Rapid Messenger Service Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1117, St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 11956-62 — 1127/92

Regenex Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Renaud, accountant, 5540, d'Aiguillon Place, Montreal, Jean-Pierre Goyer, advocate, 917, Tait, St-Laurent, and Claudette Chouinard, secretary, fille majeure, 1465, Filion, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on business dealing in food products, under the name of "Regenex Inc." with a total capital stock of $20,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 1,500, preferred shares of $10 each.

The head office of the compagny will be at 880, Décarie Boulevard, Room 6, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

535 12916-62 — 1134/91

Renfrew Realties International Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph

corporation: Joseph Riwash, courtier en immeubles, 5775, avenue Darlington, Montréal, Irving Brown, courtier en immeubles, 6 est, boulevard St-Joseph, Montréal, Sylvia Kogan, secrétaire, fille majeure, 5624, McMurray, Côte-St-Luc, et Shirley Schaffer, commis, fille majeure, 1081, St-Viateur, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie immobilière, sous le nom de « Renfrew Realties International Corporation », avec un capital total de $2,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12214-62 — 1131/133

Restaurant Le Métropolitain Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Denise Cloutier, secrétaire, célibataire majeure, 4590, boulevard Pie IX, Montréal, Marcel Trudeau, 251, rue Victoria, Longueuil, et Gérard Beaupré, 4860, avenue Melrose, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Le Métropolitain Inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

535-o 12542-62 — 1135/2

Ritz Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1962, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, avocat et conseil en loi de la Reine, 4300, Western, Westmount, Benjamin J. Greenberg, avocat, 5510, Robinson, Côte-St-Luc, Mary Watt, 1408, Stephens, Verdun, et Rhona Langsner, 5758, Plantagenet, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Ritz Holdings Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 19,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12510-62 — 1132/108

Saga Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Riwash, realtor, 5775, Darlington Avenue, Montreal, Irving Brown, realtor, 6, St. Joseph Boulevard East, Montreal, Sylvia Kogan, secretary, fille majeure, 5624, McMurray, Côte-St-Luc, and Shirley Schaffer, clerk, fille majeure, 1081, St. Viateur, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Renfrew Realties International Corporation", with a total capital stock of $2,000, divided into 2,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12214-62 — 1131/133

Restaurant Le Métropolitain Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Denise Cloutier, secretary, spinster of the full age of majority, 4590, Pie IX Boulevard, Montreal, Marcel Trudeau, 251, Victoria Street, Longueuil, and Gérard Beaupré, 4860, Melrose Avenue, Montreal, the two latter advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-owners, under the name of "Restaurant Le Métropolitain Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

535 12542-62 — 1135/2

Ritz Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis H. Rohrlick, advocate and Queen's Counsel, 4300, Western, Westmount, Benjamin J. Greenberg, advocate, 5510, Robinson, Côte-St-Luc, Mary Watt, 1408, Stephens, Verdun, and Rhona Langsner, 5758, Plantagenet, Montreal, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Ritz Holdings Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 19,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12510-62 — 1132/108

Saga Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de juin 1962, constituant en corporation: Marcel Nichols, avocat, 2, avenue des Lilas, Drummondville-Ouest, Gaétane Gaudet, secrétaire, célibataire, 701, rue St-Pierre, et Dame Lucille Desmarais Allie, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Lucien Allie, ces deux derniers de Drummondville, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers financiers, comme agence de renseignements sur la situation financière de toute personne, compagnie, société ou institution quelconque, sous le nom de « Saga Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 480, rue St-Jean, Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12679-62 — 1133/124

bearing date the 20th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Nichols, advocate, 2, des Lilas Avenue, Drummondville-West, Gaétane Gaudet, secretary, fille majeure, 701, St-Peter Street, and Dame Lucille Desmarais Allie, secretary, wife contractually separate as to property of Lucien Allie, the latter two of Drummondville, for the following purposes:

To act as financial counsellors, as an information agency on the financial situation of any person, company, society or institution whatsoever, under the name of "Saga Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and into 9,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 480, St. John Street, Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12679-62 — 1133/124

St-Michel Chairs & Tables Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Jean Marcoux, 10503, Olympia, Pierre Desmarais, 8369, de l'Épée, tous deux avocats, et François Hogue, notaire, 10217, Verville, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « St-Michel Chairs & Tables Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12768-62 — 1133/127

St-Michel Chairs & Tables Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Marcoux, 10503, Olympia, Pierre Desmarais, 8369, de l'Épée, both advocates, and François Hogue, notary, 10217, Verville, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "St-Michel Chairs & Tables Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12768-62 — 1133/127

Les Saltimbanques

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de juin 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Marc Beauregard, 6211, rue Lennox, app. D-12, Montréal, Paul Carrière, 960, Bord-du-Lac, Dorval, et Guy Pépin, 1078, rue Collège, St-Vincent-de-Paul, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Grouper des comédiens dans le but de présenter gratuitement du théâtre amateur et autres spectacles pour fins éducatives et de divertissements, sous le nom de « Les Saltimbanques ».

Le montant auquel sera limitée la valeur des biens immobiliers de la corporation sera de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12727-62 — 1131/135

Les Saltimbanques

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Marc Beauregard, 6211, Lennox Street, Apt. D-12, Montreal, Paul Carrière, 960, Bord-du-Lac, Dorval, and Guy Pépin, 1078, College Street, St-Vincent-de-Paul, all three advocates, for the following purposes:

To group comedians together for the purpose of giving free amateur theatrical shows and other spectacles for educational and amusement purposes, under the name of "Les Saltimbanques".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12727-62 — 1131/135

Satinwood Finishers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Moshe Cohen, administrateur, 32, chemin Cressy, Hampstead, Jack Paskell, administrateur, 42, chemin Cressy, Hampstead, et Janusz Zawisza, gérant, 4289 ouest, Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de contreplaqués, laque, bois de placage, colles à placage, pâtes et peintures, et tous articles articles et matériaux dont la fabrication requiert l'usage du contreplaqué, des laques, du bois de placage, de la colle de placage, des pâtes et de la peinture, sous le nom de « Satinwood Finishers Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et 800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

535 12978-62 — 1135/4

Satinwood Finishers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Moshe Cohen, executive, 32, Cressy Road, Hampstead, Jack Paskell, executive, 42, Cressy Road, Hampstead, and Janusz Zawisza, manager, 4289, Dorchester West, Montreal, for the following purposes:

To deal in plywood, shellac, veneer, veneer glues, pastes and paints, and all articles and materials in the manufacture whereof plywood, shellac, veneer, veneer glues, pastes and paints are used, under the name of "Satinwood Finishers Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 200 common shares of $10 each and 800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

535-o 12978-62 — 1135/4

Seaway Realties Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1962, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, C.R., avocat, 4300, Western, Westmount, Benjamin, J. Greenberg, avocat, 5510, Robinson, Côte-St-Luc, Mary Watt, 1408, Stephens, Verdun, Gabrielle Martin, 121, Elgin Drive, Châteauguay, et Yvonne Burns, 178, 5e Avenue, LaSalle, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, d'hypothèques, de construction et d'immeubles, sous le nom de « Seaway Realties Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 11076-62 — 1118/129

Seaway Realties Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis H. Rohrlick, Q.C., advocate, 4300, Western, Westmount, Benjamin J. Greenberg, advocate, 5510, Robinson, Côte-St-Luc, Mary Watt, 1408, Stephens, Verdun, Gabrielle Martin, 121, Elgin Drive, Châteauguay, and Yvonne Burns, 178, 5th Avenue, LaSalle, the latter three secretaries, spinsters of the legal age of majority, for the following purposes:

To carry on the business of an investment, mortgage, construction and realty company, under the name of "Seaway Realties Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 11076-62 — 1118/129

Sherbrooke Lanes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Joyce Breslow, secrétaire, épouse séparée de biens de Michael Breslow, 3440, Decelles, app. 109, Montréal, Ethel Saunders, secrétaire, épouse séparée de biens de Frank Saunders, 5150, Décarie, app. 6, Montréal, et Lorna Richmond, secrétaire, fille majeure, 1468, Bishop, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des allées de quilles, sous le nom de « Sherbrooke Lanes Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune et 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Sherbrooke Lanes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joyce Breslow, secretary, wife separate as to property of Michael Breslow, 3440, Decelles, Apt. 109, Montreal, Ethel Saunders, secretary, wife separate as to property of Frank Saunders, 5150, Décarie, Apt. 6, Montreal, and Lorna Richmond, secretary, spinster of the full age of majority, 1468, Bishop, Montreal, for the following purposes:

To operate bowling alleys, under the name of "Sherbrooke Lanes Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of $1 each and 250 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

535 12993-62 — 1134/122

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

535-o 12993-62 — 1134/122

Shipshaw Loisirs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Paradis, préposé aux achats, 665, Pasteur, Jonquière, Claude Raymond, comptable, 229, St-Antoine, Arvida, Dollard Tremblay, comptable, 152, St-Antoine, Chicoutimi, Yvon Caron, commis de bureau, 27, Laval, Kénogami, et Alfred Gauthier, paiemaître, 91, Maisonneuve, Jonquière, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « Shipshaw Loisirs Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $15,000.

Le siège social de la corporation sera à Shipshaw, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12876-62 — 1134/2

Shipshaw Loisirs Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Paradis, buyer, 665, Pasteur, Jonquière, Claude Raymond, accountant, 229, St-Antoine, Arvida, Dollard Tremblay, accountant, 152, St-Antoine, Chicoutimi, Yvon Caron, office clerk, 27, Laval, Kenogami, and Alfred Gauthier, paymaster, 91, Maisonneuve, Jonquière, for the following purposes:

To establish and direct a social club, under the name of "Shipshaw Loisirs Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $15,000.

The head office of the corporation will be at Shipshaw, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12876-62 — 1134/2

Sineil Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de juin 1962, constituant en corporation: Abraham Feiner, Albert Marcus, et Isidore R. Prazoff, tous trois avocats, 491, Carré Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et la construction, sous le nom de « Sineil Development Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12754-62 — 1132/22

Sineil Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Feiner, Albert Marcus and Isidore R. Prazoff, all three advocates, of 491, Victoria Square, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Sineil Development Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12754-62 — 1132/22

Société d'Expansion Financière Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-pouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1962, constituant en corporation: Guy Gagnon, 400, avenue Outremont, Outremont, Guy Marcotte, 5080, boulevard Pie IX, Montréal, et Claude Tellier, 5642, Woodbury, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents de garantie, de gestion et de surveillance financière et administrative, sous le nom de « Société d'Expansion Financière Ltée », avec un capital total de

Société d'Expansion Financière Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Gagnon, 400, Outremont Avenue, Outremont, Guy Marcotte, 5080, Pie IX Boulevard, Montreal, and Claude Tellier, 5642, Woodbury, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on a business as guarantee, management and financial and administrative agents, under the name of "Société d'Expansion Financière Ltée", with a total capital stock of $250,000,

$250,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 225,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12914-62 — 1133/126

divided into 25,000 common shares of $1 each and into 225,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12914-62 — 1133/126

Les Spécialités J. P. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Pierre Fortier, comptable agréé, Guy LeBrun, avocat, et Micheline LeBrun, secrétaire, fille majeure, tous trois de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Les Spécialités J. P. Inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 280, rue Thibeau, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12911-62 — 1134/61

Les Spécialités J. P. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Fortier, chartered accountant, Guy LeBrun, advocate, and Micheline LeBrun, secretary, fille majeure, all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Les Spécialités J. P. Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 3,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 280, Thibeau Street, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12911-62 — 1134/61

Standard Smoked Meats Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juin 1962, constituant en corporation: Lazarus L. Tinkoff, 5117, avenue Lacombe, Donald W. Seal, 5790, avenue Northmount, Philip Shaposnick, 6600, avenue Merton, et Rossalie Bevis, fille majeure, tous quatre avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de viande, volaille et produits de viande de toute description, sous le nom de « Standard Smoked Meats Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12569-62 — 1132/111

Standard Smoked Meats Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lazarus L. Tinkoff, 5117, Lacombe Avenue, Donald W. Seal, 5790, Northmount Avenue, Philip Shaposnick, 6600, Merton Avenue, and Rossalie Bevis, fille majeure, all four advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in meat, poultry and meat products of every description, under the name of "Standard Smoked Meats Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12569-62 — 1132/111

Super Speed Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de juin 1962, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, 394, avenue Hawthorne, Longueuil, Jeanne Le Sieur, 10537, Berri, et Laurence Ostigny, 6250, 44e Avenue, Rosemont, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce du transport, sous le nom de « Super Speed Transport Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Super Speed Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Corbeil, advocate, 394, Hawthorne Avenue, Longueuil, Jeanne Le Sieur, 10537, Berri, and Laurence Ostigny, 6250, 44th Avenue, Rosemount, the latter two secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a transportation business, under the name of "Super Speed Transport Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each, and into 5,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Clarenceville, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12647-62 — 1134/39

The head office of the company will be at Clarenceville, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12647-62 — 1134/39

Texbern of Canada (1962) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Max Coblentz, avocat, Ruth Coblentz, teneur de livres, célibataire, tous deux de 4392, avenue Isabella, Montréal, Samuel Royce Altrows, avocat, 484, rue McGill, Montréal, et Helene Josephs, secrétaire, célibataire, 4655, avenue Bourret, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tissus et de vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Texbern of Canada (1962) Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 180,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1449, rue St-Alexandre, chambre 703, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12885-62 — 1135/5

Texbern of Canada (1962) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Coblentz, advocate, Ruth Coblentz, book-keeper, spinster, both of 4392, Isabella Avenue, Montreal, Samuel Royce Altrows, advocate, 484, McGill, Street, Montreal, and Helene Josephs, secretary, spinster, 4655, Bourret Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in fabrics and clothing and wearing apparel of every sort, under the name of "Texbern of Canada (1962) Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 180,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 1449, St. Alexander Street, room 703, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12885-62 — 1135/5

J. P. Therrien (1962) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de juin 1962, constituant en corporation: Claude Simard, avocat, 7255, des Érables, Gaston Boudreault, avocat, 3448, Iberville, et Mme Monique Wilson, secrétaire, épouse séparée de biens de Claude Wilson, 2660, Robitaille, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de magasin général, sous le nom de « J. P. Therrien (1962) Ltée », avec un capital total de $200,000, divisé en 200,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12689-62 — 1134/64

J. P. Therrien (1962) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Simard, avocate, 7255, des Érables, Gaston Boudreault, advocate, 3448, Iberville and Mrs. Monique Wilson, secretary, wife separate as to property of Claude Wilson, 2660, Robitaille, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general grocery store, under the name of "J. P. Therrien (1962) Ltée", with a total capital stock of $200,000, divided into 200,000 shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12689-62 — 1134/64

Toro Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1962, constituant en corporation: Ralph Torontour, marchand, 5714, rue Darlington, Clara Torontour, administratrice, veuve, 6590, Trans Island, Isidore Torontour, administrateur, 5788, avenue Hudson, Michael Greenblatt, avocat et conseil en loi de la Reine, 3682, The Boulevard, et Reuben Resin, avocat, 5510, avenue Robinson, tous cinq de Montréal, pour les objets suivants:

Toro Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ralph Torontour, merchant, 5714, Darlington Street, Clara Torontour, executive, widow, 6590, Trans Island, Isidore Torontour, executive, 5788, Hudson Avenue, Michael Greenblatt, advocate and Queen's Counsel, 3682, The Boulevard, and Reuben Resin, advocate, 5510, Robinson Avenue, all five of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de textiles, mercerie, articles vestimentaires, nouveautés, dispositifs de ménage, ustensiles de cuisine et en général tous articles faits de métal, aluminium, verre, plastique, bois ou caoutchouc, sous le nom de « Toro Sales Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12501-62 — 1132/27

To deal in textiles, dry goods, wearing apparel, novelties, household appliances, kitchen ustensils and generally all articles made out of metal, aluminium, glass, plastic, wood or rubber, under the name of "Toro Sales Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretaty, this 28th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12501-62 — 1132/27

Transport Nadon Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de juillet 1962, constituanç en corporation: Étienne Nadon, marchand, Fabreville, Richard La Charité, 149, rue St-Eustache, et Vincent Drouin, 237, 9e Avenue, ces deux derniers avocats, de St-Eustache, pour les objets suivants:

Faire le commerce du transport, sous le nom de « Transport Nadon Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Fabreville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12818-62 — 1134/16

Transport Nadon Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Étienne Nadon, merchant, Fabreville, Richard La Charité, 149, St-Eustache Street, and Vincent Drouin, 237, 9th Avenue, the two latter advocates, of St-Eustache, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Transport Nadon Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Fabreville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12818-62 — 1134/16

Trans-Quebec Adjustment Ltd.
Ajustement Trans-Québec Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1962, constituant en corporation: Henri Généreux, ajusteur, 530, Grande-Côte, Rosemère, Laurent Leduc, teneur de livres, 8396, Les Reaux, ville d'Anjou, et Claudette Côté, sténographe, célibataire, 1500, Stanley, app. 1035, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'ajusteurs d'assurances, ajusteurs d'avaries, estimateurs, inspecteurs, investigateurs, courtiers et agents, sous le nom de « Trans-Quebec Adjustment Ltd.— Ajustement Trans-Québec Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4169, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 11779-62 — 1132/112

Trans-Quebec Adjustment Ltd.
Ajustement Trans-Québec Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri Généreux, adjustor, 530, Grand-Côte, Rosemère, Laurent Leduc, book-keeper, 8396, Les Reaux, town of Anjou, and Claudette Côté, stenographer, spinster, 1500, Stanley, apt. 1035, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance adjustors, average adjustors, appraisers, inspectors, investigators, brokers and agents, under the name of "Trans-Quebec Adjustment Ltd.— Ajustement Trans-Québec Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4169, St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, ths 5th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 11779-62 — 1132/112

Trans-Quebec Oil Inc.
Trans-Québec Huile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en

Trans-Quebec Oil Inc.
Trans-Québec Huile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

date du 12e jour de juin 1962, constituant en corporation: Claude Béland, 2870, rue Glencoe, Louis-A. Toupin, 6100, rue Viau, et René Roy, 12170, rue James Morrice, Bordeaux, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce des huiles, graisses, pétroles, et leurs produits, et du gaz naturel, sous le nom de « Trans-Quebec Oil Inc. — Trans-Québec Huile Inc. », avec un capital de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $5 chacune et en 380 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12560-62 — 1133/78

Trans-St-Laurent Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Laurent-P. Bolduc, avocat, 2056, chemin Ste-Foy, Monique Lacroix, secrétaire, 444, St-Mathias, tous deux de Québec, et Mme Georgette Savard, secrétaire, épouse séparée de biens de Robert Savard, 33, rang Ste-Geneviève, Loretteville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport, sous le nom de « Trans-St-Laurent Transport Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baie-Comeau, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

535-o 12929-62 — 1134/123

A. Tremblay Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1962, constituant en corporation: Adrien Tremblay, voyageur de commerce et marchand, Dame Laurette Houde, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Adrien Tremblay, et Guy Renaud, comptable agréé, tous trois de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles, moteurs, machines, leurs accessoires et parties, et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « A. Tremblay Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacne.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12269-62 — 1133/54

Turgeon & Frère Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la Province of Quebec, incorporating: Claude Béland, 2870, Glencoe Street, Louis-A. Toupin, 6100, Viau Street, and René Roy, 12170 James Morrice Street, Bordeaux, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in oil, grease, petroleum, and their products, and in natural gas, under the name of "Trans-Quebec Oil Inc.— Trans-Québec Huile Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $5 each and 380 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12560-62 — 1133/78

Trans-St-Laurent Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laurent-P. Bolduc, advocate, 2056, Ste-Foy Road, Monique Lacroix, secretary, 444, St-Mathias, both of Quebec, and Mrs. Georgette Savard, secretary, wife separate as to property of Robert Savard, 33, Ste-Geneviève range, Loretteville, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Trans-St-Laurent Transport Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 100 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Baie-Comeau, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

535 12929-62 — 1134/123

A. Tremblay Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adrien Tremblay, commercial traveller and merchant, Dame Laurette Houde, housewife, wife contractually separate as to property of the said Adrien Tremblay, and Guy Renaud, chartered accountant, all three of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, motors, machines, their parts and accessories, and to act as garagemen, under the name of "A. Tremblay Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12269-62 — 1133/54

Turgeon & Frère Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of June, 1962, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de juin 1962, constituant en corporation: Benoit Turgeon, commerçant, Mme Thérèse Lemelin Turgeon, ménagère, épouse commune en biens dudit Benoit Turgeon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de chemin de la plage Southière, Magog, et Louis-Philippe Galipeau, avocat, 739, Main, ouest, Magog, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'épicerie, sous le nom de « Turgeon & Frère Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12320-62 — 1133/138

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Benoit Turgeon, tradesman, Mrs. Thérèse Lemelin Turgeon, housewife, wife common as to property of the said Benoit Turgeon, and duly authorized by him for these purposes, both of beach road Southière, Magog, and Louis-Philippe Galipeau, advocate, 739, Main, West, Magog, for the following purposes:

To carry on a grocery business, under the name of "Turgeon & Frère Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Magog, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12320-62 — 1133/138

Union Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1962, constituant en corporation: Sydney Phillips, 5616, avenue Palmer, Côte-St-Luc, Norman N. Genser, 4850, Côte-St-Luc, et Françoise Ollivier, fille majeure, 3281, Forest Hill, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Union Holdings Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 12069-62 — 1132/28

Union Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, insorporating: Sydney Phillips, 5616, Palmer Avenue, Côte-St-Luc, Norman N. Genser, 4850, Côte St-Luc, and Françoise Ollivier, unmarried, of the full age of majority, 3281, Forest Hill, the latter two of Montreal, all three attorneys, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Union Holdings Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 1,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 12069-62 — 1132/28

W. E. S. Signs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Raymond Eric Parsons, 60, avenue Chesterfield, Westmount, James Hugessen, 41, avenue Thornhill, Westmount, et Michael Kevin Smyth, 1861, avenue Kenora, Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'enseignes électriques, enseignes lumineuses, enseignes peinturées et enseignes néon ou toutes autres enseignes, sous le nom de « W. E. S. Signs Inc. », avec un capital total de $500, divisé en 5 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera chambre 1300, 507, Place d'Armes, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 11850-62 — 1125/85

W. E. S. Signs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Eric Parsons, 60, Chesterfield Avenue, Westmount, James Hugessen, 41, Thornhill Avenue, Westmount, and Michael Kevin Smyth, 1861, Kenora Avenue, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in electrical signs, illuminated signs, painted signs and neon signs or any others, under the name of "W. E. S. Signs Inc.", with a total capital stock of $500, divided into 5 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Suite 1300, 507, Place d'Armes, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 11850-62 — 1125/85

Avis divers

Loi du courtage immobilier

Règlements faits en vertu de l'article 18 de la Loi du courtage immobilier

SECTION 1

Interprétation

1° Les dispositions interprétatives de la Loi du courtage immobilier s'appliquent aux présents règlements.

SECTION 2

Les qualités requises de toute personne qui sollicite un permis ou un certificat d'inscription ou un renouvellement, les conditions qu'elle doit remplir

2° Toute personne qui sollicite un permis de courtier ou de vendeur, un renouvellement ou un certificat d'inscription et, dans le cas d'une société ou corporation, les associés, les officiers et les directeurs, ainsi que le réprésentant aux fins de la Loi du courtage immobilier doivent:

a) résider dans la province de Québec depuis au moins un an;

b) être âgés d'au moins vingt et un ans; mais dans le cas d'une demande de permis de vendeur, la Commission peut n'exiger qu'un minimum de dix-huit ans lorsqu'elle juge, après enquête, que le requérant remplit les autres conditions exigées;

c) établir, à la satisfaction de la Commission, leur probité, leur solvabilité, leur compétence et toute autre qualification que la Commission juge essentielle à la négociation d'une opération immobilière;

d) avoir une connaissance jugée suffisante par la Commission, de la Loi du courtage immobilier et des règlements édictés sous son empire, ainsi que des lois connexes, de la pratique du courtage immobilier et de l'éthique professionnelle régissant les personnes qui accomplissent des opérations immobilières;

3° Toute personne qui sollicite un permis de courtier, ou le représentant d'une société ou corporation aux fins de la Loi du courtage immobilier, doit avoir agi comme vendeur dans la province de Québec pendant au moins un an dans les cinq années précédant la demande et doit avoir effectué un minimum de quinze opérations immobilières par année.

Il est cependant loisible à la Commission de délivrer un permis lorsqu'elle juge que le requérant et le représentant d'une société ou corporation remplissent les autres conditions requises et ont les connaissances pour l'obtention d'un permis.

4° Une personne qui est déjà habilitée à accomplir des opérations immobilières dans une autre province ou un autre pays, ne peut obtenir un permis de courtier ou de vendeur ou un certificat d'inscription dans la province.

SECTION 3

Les états financiers et renseignements qu'elle doit produire

5° Toute personne qui sollicite un permis de courtier ou un certificat d'inscription doit produire avec sa demande;

a) un état financier récent contenant tous les renseignements et pièces à l'appui que la Commission requiert;

b) une photo récente ou lorsque le requérant est une société ou corporation, une photo de chacun

Miscellaneous Notices

Real Estate Brokerage Act

Regulations enacted pursuant to section 18 of the Real Estate Brokerage Act

SECTION 1

Interpretation

1. The interpretative provisions of the Real Estate Brokerage Act shall apply to the regulations herein.

SECTION 2

The qualifications required from any person applying for a permit or registration certificate or a renewal, the conditions such person must comply with

2. Every person applying for a broker's permit or salesman's permit, a renewal or a registration certificate and, in the case of a partnership or corporation, the partners, officers or directors, as well as the representative for the purposes of the Real Estate Brokerage Act must:

a) have resided in the Province of Quebec since at least one year;

b) be of at least twenty-one years of age; in the case of an application for a salesman's permit however, the Commission may require a minimum of eighteen years when it is satisfied, upon investigation, that the applicant fulfills all the other requirements;

c) establish, to the satisfaction of the Commission, their honesty, solvency, competence and any other qualification which the Commission deems essential to negotiate a real estate transaction;

d) have knowledge considered sufficient by the Commission of the Real Estate Brokerage Act and of the regulations thereunder, as well as of related legislation, of the practice of real estate brokerage and of professional ethics governing persons carrying out real estate transactions;

3. Every person applying for a broker's permit, or the representative of a partnership or corporation for the purposes of the Real Estate Brokerage Act, just have acted as a salesman in the Province of Quebec for at least a year during the last five years preceding the application and have carried out a minimum of fifteen real estate transactions per year.

The Commission may however issue a permit whenever it considers that the applicant or the representative of a partnership or corporation fulfills all the other requirements and has the required knowledge for the obtaining of a permit.

4. A person qualified to carry out real estate transactions in another province or another country may not obtain a broker's permit or a salesman's permit or a registration certificate in the Province.

SECTION 3

Financial statements and information to be submitted

5. Every person applying for a broker's permit or a registration certificate shall submit with its application:

a) a recent financial statement containing all the information and supporting evidence as the Commission may require;

b) a recent photograph, or if the applicant is a partnership or corporation, a photograph of

des associés, ou, selon le cas, des officiers et directeurs ainsi que du représentant de la société ou corporation aux fins de la Loi du courtage immobilier.

6° Lors d'une demande de permis de courtier, de certificat d'inscription ou de renouvellement, la Commission peut exiger, aux frais du requérant, un état financier préparé par un comptable dont elle approuve le choix.

Elle peut également, aux frais du requérant ou détenteur, exiger un état financier préparé par un tel comptable en tout temps après la délivrance de ce permis ou de ce certificat.

7° La Commission peut, en tout temps, exiger de toute personne qui sollicite ou a obtenu un permis de courtier ou de vendeur ou un certificat d'inscription, les renseignements et documents qu'elle juge utiles.

SECTION 4

Les modalités du cautionnement qu'elle doit fournir ou le dépôt qui peut en tenir lieu

8° Toute personne qui sollicite un permis de courtier ou de vendeur ou un certificat d'inscription doit, avec sa demande, fournir un cautionnement pour le temps que fixe la Commission, au montant prescrit par l'article 5 de la Loi du courtage immobilier.

Ce cautionnement est fourni au moyen d'un dépôt en espèces entre les mains de la Commission, par police de garantie d'une compagnie autorisée à se porter caution judiciaire en vertu de la Loi des compagnies de garantie, ou de toute autre manière que détermine la Commission.

Lorsque le cautionnement est fait au moyen d'un dépôt en espèces, le montant en est transmis par la Commission au ministre des finances de la province, qui le garde en fidéicommis.

SECTION 5

Les examens qu'elle doit subir

9° Toute personne qui sollicite un certificat d'inscription, un permis de courtier ou de vendeur ou le représentant d'une société ou corporation aux fins de la Loi du courtage immobilier, doit subir un examen écrit sur les principes et la pratique du courtage immobilier et sur tout autre sujet connexe déterminé par la Commission et il doit obtenir un pourcentage minimum de 75 points.

La Commission peut, lorsqu'elle le juge nécessaire, faire subir un tel examen aux associés, directeurs ou officiers d'une société ou corporation lorsque le requérant est une société ou corporation.

10° Les dispositions de l'article 9 s'appliquent à toute demande de renouvellement lorsque la Commission le juge nécessaire.

11° La Commission peut exempter le requérant qui accomplissait des opérations immobilières avant le 1er décembre 1962, de subir un examen écrit ou n'exiger de lui qu'un examen oral.

12° Un candiat qui échoue à un examen ne peut bénéficier d'une reprise avant qu'un délai de quinze jours ne soit écoulé depuis la date de l'examen où il a subi son échec.

Un candidat qui échoue à deux examens consécutifs n'a pas le droit de se représenter avant un an à compter de la date de l'examen où il a subi son dernier échec.

13° La Commission fixe la date et la durée de chaque examen et l'endroit où il a lieu.

each of the partners, or, if applicable, of its officers and directors as well as of the representative of the partnership or corporation for the purposes of the Real Estate Brokerage Act.

6. Whenever application is made for a broker's permit, a registration certificate or a renewal, the Commission may require a financial statement prepared, at the expense of the applicant, by an accountant approved by the Commission.

The Commission may also require a financial statement prepared by such an accountant, at the expense of the applicant or holder, at any time after the permit or certificate has been issued.

7. The Commission may require, at any time, from any person applying for or having obtained a broker's permit or a salesman's permit or a registration certificate, the information and documents which it considers pertinent.

SECTION 4

The terms of the security to be furnished or the deposit which may be made in lieu thereof

8. Every person applying for a broker's permit or a salesman's permit or a registration certificate shall, with its application, furnish security for the time set by the Commission and in the amount prescribed under section 5 of the Real Estate Brokerage Act.

Such security may consist in a deposit in cash in the hands of the Commission, or in a guarantee policy issued by a company authorized to act as judicial surety under the Guarantee Companies Act or in such other manner as the Commission may determine.

When security is furnished by means of a cash deposit, the amount thereof is forwarded by the Commission to the Minister of Finance of the Province, who shall hold the same in trust.

SECTION 5

The examinations every person must undergo

9. Every person applying for a registration certificate, a broker's permit or a salesman's permit or the representative of a partnership or corporation for the purposes of the Real Estate Brokerage Act, must undergo a written examination on the principles and practice of real estate brokerage and on any related subject as determined by the Commission and such person must obtain a minimum percentage of 75 points.

The Commission, whenever it deems it necessary, may require, if the applicant is a partnership or a corporation, that the partners, directors or officers of such partnership or corporation submit to such an examination.

10. The provisions of paragraph 9 shall apply to applications for renewal whenever the Commission so determines.

11. The Commission may exempt an applicant carrying out real estate transactions before December 1, 1962, from undergoing a written examination or may require only an oral examination.

12. A candidate who fails an examination may not have the benefit of a supplemental examination until fifteen days following the date of the examination which he has failed.

A candidate who fails an examination twice consecutively may not have the benefit of a supplemental examination until one year following the date of the examination which he last failed.

13. The time, the duration and the place where each examination will be held are determined by the Commission.

14° Les honoraires d'admission à un examen ou à une reprise sont de $5.00.

SECTION 6

Les honoraires qu'elle doit verser

15° Les honoraires exigibles pour un permis de courtier, de vendeur ou un certificat d'inscription ou pour leur renouvellement, sont les suivants:

a) pour un permis de courtier ou un certificat d'inscription de constructeur	$100.00 *par année;*
b) pour un permis de vendeur	25.00 *par année;*
c) pour chaque remise en vigueur d'un permis de vendeur en vertu de l'article 6 de la Loi du courtage immobilier	10.00

16° Le requérant doit transmettre à la Commission, avec sa demande, un chèque, un mandat de poste ou un bon de poste, payable au ministre des finances de la province de Québec, en paiement des honoraires visés à l'article 15 des présents règlements.

SECTION 7

La forme des demandes de permis et certificats et la durée des permis et certificats

17° Une demande pour un permis de courtier, un certificat d'inscription de constructeur ou pour un renouvellement, doit être faite suivant la formule « A » et une demande pour un permis vendeur ou pour un renouvellement doit être faite suivant la formule « B ».

Les permis et les certificats revêtent la forme déterminée par les formules suivantes:

formule 1: permis de courtier, s'il s'agit d'un individu;

formule 2: permis de courtier, s'il s'agit d'une société ou d'une corporation;

formule 3: permis de vendeur;

formule 4: certificat d'inscription, s'il s'agit d'un individu;

formule 5: certificat d'inscription, s'il s'agit d'une société ou d'une corporation.

18° Tout permis de courtier ou de vendeur et tout certificat d'inscription peuvent être renouvelés d'année en année si la Commission juge que les détenteurs sont dans les conditions requises pour l'obtention d'un permis de courtier ou de vendeur ou d'un certificat d'inscription.

19° Lorsqu'un permis de courtier ou de vendeur ou un certificat d'inscription est accordé dans les trois mois précédant la date d'expiration de tel permis ou de tel certificat d'inscription, les honoraires visés aux paragraphes « *a* » et « *b* » de l'article 15 des présents règlements sont réduits de moitié.

SECTION 8

La délivrance du permis de courtier à un syndic ou liquidateur ou à l'exécuteur testamentaire ou aux héritiers d'un détenteur décédé, mais seulement pour le temps requis pour permettre la vente ou liquidation du commerce

20° 1. Quand un courtier qui détient un permis décède, la Commission peut:

a) accorder au syndic ou liquidateur, à l'exécuteur testamentaire ou aux héritiers du détenteur décédé, un permis de courtier pour une période de six mois, avec des pouvoirs limités à la vente ou liquidation du commerce;

14. A fee in the amount of $5.00 shall be required for each examination or supplemental examination.

SECTION 6

Fees required

15. The following fees will be required for a broker's permit, a salesman's permit or a registration certificate or any renewal thereof:

a) in the case of a broker's permit or a builder's registration certificate:	$100.00 *per annum;*
b) in the case of salesman's permit:	25.00 *per annum;*
c) for every reinstatement of a salesman's permit as provided under section 6 of the Real Estate Brokerage Act:	10.00

16. The fees payable under paragraph 15 of the present regulations shall be remitted, with every application to the Commission, by cheque, money order or postal order, to the order of the Minister of Finance of the Province of Quebec.

SECTION 7

The form of applications for permits and certificates and their duration

17. Applications for brokers' permits, builders' registration certificates or renewals thereof shall be made pursuant to Form "A" and applications for salesmen's permits or renewals thereof shall be made pursuant to Form "B".

The wording of the permits and certificates shall be as shown in the following forms:

Form 1: broker's permit, applicable to an individual;

Form 2: broker's permit, applicable to a partnership or corporation;

Form 3: salesman's permit;

Form 4: registration certificate, applicable to an individual;

Form 5: registration certificate, applicable to a partnership or corporation.

18. Every broker's or salesman's permit and every registration certificate may be renewed from year to year, provided the Commission considers that the holders thereof fulfill the conditions required for the obtaining of a broker's or salesman's permit or of a registration certificate.

19. Whenever a broker's or salesman's permit or a registration certificate is granted within the three months preceding the expiration date of such permit or registration certificate, the fees contemplated under section 15, paragraphs "*a*" and "*b*" are reduced by one half.

SECTION 8

The issue of a broker's permit to a trustee or liquidator or to the testamentary executor or to the heirs of a deceased holder, but only for the time required to enable the sale or liquidation of the business

20. 1. In the event of the death of a registered broker, the Commission may:

a) grant a broker's permit to the trustee or liquidator, the testamentary executor or the heirs of the deceased holder for a period of six months, with powers restricted to the sale or winding up of the business;

b) exempter le requérant de subir un examen écrit pour l'obtention d'un tel permis.

2. Si la vente ou liquidation du commerce n'est pas terminée dans le délai de six mois, il est loisible à la Commission de prolonger la durée du permis.

3. Le vendeur détenteur d'un permis qui est à l'emploi du courtier détenteur au moment de son décès, est considéré comme vendeur du syndic ou du liquidateur, de l'exécuteur testamentaire ou de l'héritier qui détient le permis visé au paragraphe « *a* » du présent article.

SECTION 9

La tenue des registres, comptes et dossiers des courtiers et constructeurs inscrits et leur inspection par la Commission

21° Tout courtier ou constructeur inscrit tient:

a) un livre contenant les comptes en fiducie sur lesquels il inscrit tous les montants qu'il reçoit dans le cours de ses affaires pour le compte d'autrui et tous les déboursés imputables à ces montants;

b) un livre dans lequel il inscrit pour chaque opération immobilière les détails prescrits par la formule 6 annexée aux présents règlements.

22° La Commission peut, lorsqu'elle le juge nécessaire, procéder à l'inspection des registres, comptes et dossiers des courtiers et constructeurs inscrits.

Elle peut aussi autoriser par écrit toute personne à faire pour elle telle inspection.

SECTION 10

Les occupations ou professions que peut exercer un courtier, un constructeur inscrit ou un vendeur

23° Les courtiers et les vendeurs qui ont leur principale place d'affaires dans une cité ou ville dont la population dépasse 25,000 habitants ou dans un rayon de 25 milles des limites de ladite cité ou ville, ne peuvent exercer une occupation ou une profession autre que celle de courtier ou de vendeur.

Les constructeurs inscrits ne peuvent exercer une occupation autre que celle de constructeur et de courtier dans les limites prévues par la Loi du courtage immobilier.

SECTION 11

Les renseignements et documents qu'un courtier, un constructeur inscrit ou un vendeur doit fournir aux parties à toute opération immobilière

24° Tout document ayant pour objet de confier à un courtier, à un vendeur ou à un constructeur inscrit l'accomplissement d'une opération immobilière, doit être rédigé et signé en duplicata.

Le courtier, vendeur ou constructeur inscrit remet l'un des duplicata à la personne qui l'a signé et dépose l'autre dans ses archives.

25° Un mandat en vertu duquel l'accomplissement d'une opération immobilière est confié en exclusivité à un courtier, à un constructeur inscrit ou à vendeur, doit contenir une disposition à l'effet qu'il expire à une date fixe et déterminée.

26° Le courtier, vendeur ou constructeur inscrit doit délivrer, sans délai, à chacune des parties à l'opération immobilière qu'il accomplit, une copie

b) exempt the applicant from undergoing a written examination for the issue of such a permit.

2. If the sale or winding up of the business is not completed within the delay of six months, the Commission may extend the duration of the permit.

3. A salesman holder of a permit who is employed by a registered broker at the time of the death of the latter, is deemed to be a salesman for the trustee or liquidator, or for the testamentary executor or heir who holds the permit contemplated by paragraph "*a*" of the present section.

SECTION 9

The manner of keeping the books, accounts and records of brokers and registered builders and their inspection by the Commission

21. Every broker and every registered builder shall maintain:

a) a register containing the trust accounts in which he will enter all amounts received in the course of his transactions for the account of others and all disbursements chargeable to such accounts;

b) a register in which he will enter in respect to each real estate transaction the particulars required by Form 6 annexed to the ragulations herein.

22. Whenever the Commission deems it necessary, it may examine all books, accounts and records of brokers and of registered builders.

The Commission may also authorize in writing any person to conduct such inspections on its behalf.

SECTION 10

Occupations or professions which a broker, registered builder or salesman may engage in

23. Brokers and salesmen having their principal place of business in a city or town whose population exceeds 25,000 inhabitants or within a radius of 25 miles of such city or town, may not engage in any occupation or profession other than that of broker or salesman.

Registered builders may not engage in any occupation other than that of builder or broker within the limits prescribed under the Real Estate Brokerage Act.

SECTION 11

The information and documents which a broker, registered builder or salesman must furnish to the parties to any real estate transaction

24. Every document purporting to entrust to a broker, salesman or registered builder the carrying out of a real estate transaction, shall be drawn up and signed in duplicate.

The broker, salesman or registered builder shall deliver one copy to the person signing such document and will retain the other copy in his records.

25. Any appointment of an exclusive agency for the accomplishment of a real estate transaction in favour of a broker, registered builder or salesman, shall contain a stipulation to the effect that it will expire on a fixed and predetermined date.

26. The broker, salesman or registered builder must deliver, without delay, to each of the parties to the real estate transaction which he under-

dûment signée de tout document constatant l'acceptation d'une offre relative à une opération immobilière.

SECTION 12

La publicité des courtiers et constructeurs inscrits

27° Le courtier qui fait de la publicité relativement à une opération immobilière qu'il accomplit, doit indiquer dans cette publicité son nom et sa qualité de courtier.

Le nom du courtier et sa qualité d'employeur doivent être indiqués clairement dans toute publicité relative à une opération immobilière dans laquelle le nom du vendeur est mentionné.

28° Il est défendu à tout courtier ou vendeur de placer sur la propriété d'autrui une enseigne portant les mots « à vendre » ou « à louer » ou tous autres au même effet, sans le consentement du propriétaire ou de son mandataire.

Formule A

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU QUÉBEC

Demande de permis de courtier ou de certificat d'inscription de constructeur en vertu de la Loi du courtage immobilier

Date de la demande.....19....

Conformément à la Loi du courtage immobilier,

.....

(nom du requérant)

ci-après appelé le « requérant », demande à la Commission.....

(Écrie, selon le cas, « un permis de

.....

courtier » ou, s'il s'agit d'un constructeur,

.....en vertu de ladite loi, jusqu'au

« d'être inscrit »)

30 novembre 19.... et en vue d'obtenir tel permis ou telle inscription, le soussigné fait les déclarations suivantes:

1. Nom sous lequel le requérant fera affaires...

.....

.....

2. Adresse ou siège social du requérant.....

.....

.....Tél. no.....

Bureau principal dans la province.....

(adresse)

.....Tél. no.....

Succursales.....Tél. no.....

(adresse)

3. Adresse pour fins de signification dans la province de Québec.....

.....

4. Dans le cas d'une société ou d'une corporation,

a) le nom et la résidence de la personne que la société ou la corporation désigne pour la représenter aux fins de la Loi du courtage immobilier avec mention du nombre d'années de résidence continue dans la province.....

.....

.....

.....

b) le nom, l'adresse et la fonction des associés, officiers et directeurs, avec mention du nombre d'années de résidence continue dans la province.....

.....

.....

.....

.....

takes, a signed copy of every document establishing the acceptance of an offer respecting such real estate transaction.

SECTION 12

Advertising by brokers and registered builders

27. Any broker who advertises regarding any real estate transaction which he undertakes, shall disclose his name and his capacity as a broker in any such announcement.

The name of the broker and his capacity as employer shall be stated distinctly in any advertising concerning a real estate transaction in the course of which the name of a salesman is mentioned.

28. It is forbidden for any broker or salesman to display on the property of another any sign bearing the words "for sale" or "to let" or similar language, except with the express permission of the owner or his agent.

Form A

QUEBEC SECURITIES COMMISSION

Application for a broker's permit or a builder's registration certificate under the Real Estate Brokerage Act

Date of application.....19....

In compliance with the Real Estate Brokerage Act.....

(name of applicant)

hereinafter called the "applicant", hereby applies to the Commission.....

(mention, as the case may be,

.....

"a broker's permit" or, if a builder, "to be registered")

under the said Act, until 30th November 19.... and for the purposes of obtaining such a permit or registration, the undersigned makes the following statements:

1. Name under which the applicant will carry on business.....

.....

2. Adress or head office of applicant.....

.....Tel. no.....

Chief place of business in the Province.....

(address)

.....Tel. no.....

Branch offices.....Tel. no.....

(address)

3. Address for purposes of service in the Province of Quebec.....

.....

4. If the applicant is a partnership or corporation,

a) the name and residence of the individual appointed by the partnership or corporation as its representative under the Real Estate Brokerage Act, stating number of years of uninterrupted residence in the Province.....

.....

.....

.....

b) names, addresses and duties of partners, officers and directors, stating number of years of uninterrupted residence in the Province.....

.....

.....

.....

.....

5. Dans le cas d'un individu requérant, le nombre d'année de résidence continue dans la province .....

.....

6. *a*) nom et adresse des banques où le requérant a

1° un compte: .....

.....

.....

2° un crédit ouvert .....

.....

.....

b) nom et adresse de la banque ou de la compagnie de fidéicommis dans laquelle le requérant tient un ou plusieurs comptes « en fiducie » pour y déposer rexclusivement l'argent reçu dans l'exercice de ses affaires pour le compte d'autrui.

.....

.....

.....

7. Le requérant ou, dans le cas d'une société ou d'une corporation, les associés officiers ou directeurs ainsi que le représentant de ladite société ou corporation aux fins de la Loi du courtage immobilier

a) ont-ils déjà accompli des opérations immobilières dans la province ou ailleurs et détenaient-ils une licence ou un permis à cette fin ? (Préciser la nature et le nombre des opérations immobilières accomplies pendant une année durant la période des cinq années précédant la présente requête.)

.....

.....

b) ont-ils déjà été l'objet d'un refus, de la suspension ou de la révocation d'un tel permis ou d'une telle licence dans la province ou ailleurs ? (Indiquer le nom de l'état ou de la province qui a refusé, suspendu ou révoqué la licence ou le permis.)

.....

.....

c) ont-ils été admis, refusés ou suspendus comme membres d'une association de courtiers en immeubles dans la province ou ailleurs ? (Dans l'affirmative, indiquer le nom de ces associations, ainsi que la date de cette admission, de ce refus ou de cette suspension.)

.....

.....

d) sont-ils ou ont-ils déjà été des associés, officiers ou directeurs d'une société ou corporation qui

1° détient ou a détenu une licence ou un permis lui permettant d'accomplir des opérations immobilières dans la province ou ailleurs ? (Dans l'affirmative, indiquer le nom et le siège social de cette société, de cette corporation et s'il y a lieu, le nom de l'état ou de la province qui a accordé la licence ou le permis.)

.....

.....

2° a déjà été l'objet d'un refus, de la suspension ou de la révocation d'un tel permis ou d'une telle licence dans la province ou ailleurs ? (Indiquer le nom de l'état ou de la province qui a refusé, suspendu ou révoqué la licence ou le permis.)

.....

.....

5. If the applicant is an individual, number of years of uninterrupted residence in the Province .....

.....

6. *a*) name (s) and address (es) of bank (s) where applicant has

1. a bank account .....

.....

.....

2. credit available .....

.....

.....

b) name and address of the bank or trust company where applicant maintains one or several trust accounts restricted to deposit of moneys received in the course of his (its) business for the account of others .....

.....

.....

.....

7. The applicant, or if a partnership or corporation, the partners, officers or directors of the applicant, and also the representative of the partnership or corporation under the Real Estate Brokerage Act:

a) have they carried out real estate transactions in the Province or elsewhere and held a license or permit for such purposes ? (State nature and number of real estate transactions within a year during the five year period preceding the present application.)

.....

.....

.....

b) have they ever suffered a refusal, suspension or cancellation of such a permit or license in the Province or elsewhere ? (Mention name of State or Province where license or permit denied, suspended or cancelled.)

.....

.....

.....

c) have they ever been admitted, refused or suspended from membership of real estate brokers association in the Province or elsewhere ? (In the affirmative, mention name or names of such associations, also date of admission, refusal or suspension.)

.....

.....

.....

d) are they or have they ever been partners, officers or directors of a partnership or corporation

1. holding or having held a license or permit enabling it to carry out real estate transactions in the Province or elsewhere ? (In the affirmative, mention name and head office of the partnership or corporation and, if applicable, the name of the State or Provinc issuing the license or permit.)

.....

.....

.....

2. having ever suffered a denial, suspension or cancellation of such a permit or license in the Province or elsewhere ? (Mention name of State or Province having denied, suspended or cancelled the license or permit.)

.....

.....

.....

3° a été admise, refusée ou suspendue comme membre d'une association de courtiers en immeubles dans la province ou ailleurs? (Dans l'affirmative, indiquer le nom de ces associations ainsi que la date de cette admission, de ce refus ou de cette suspension.)

.....

8. Le requérant, ou s'il s'agit d'une société ou corporation, chacun des associés et des officiers ainsi que le représentant aux fins de la Loi du courtage immobilier doivent dans le questionnaire suivant indiquer leur nom et leur fonction actuelle et, pour la période comprenant les quinze années précédant la présente demande, donner les détails requis:

a) Nom.....

.....

.....

.....

b) Fonction.....

.....

.....

c) Nom sous lequel ils font ou ont fait affaires (s'il y a lieu indiquer la raison sociale et son adresse ou le nom et l'adresse des corporations dont ils ont été ou sont les officiers et directeurs.)

.....

.....

.....

d) Nature du commerce.....

e) S'ils ont été employés, nature de l'emploi

.....

f) Nom et adresse des employeurs avec indication de la période d'emploi

.....

.....

.....

.....

g) Résidence pendant chaque période.....

.....

9. Le requérant ou, s'il s'agit d'une société ou corporation, chacun des associés et des officiers ainsi que le représentant aux fins de la Loi du courtage immobilier doivent inscrire le nom, l'adresse et l'occupation de deux personnes, ainsi que le nom et l'adresse d'une banque à qui la Commission pourra demander des références.

.....

.....

.....

10. Si le requérant est une corporation:

a) la date de la constitution en corporation

.....

b) la loi en vertu de laquelle elle a été constituée.....

.....

c) sa capitalisation:

	Autorisées	Émises	Payées
Actions ordinaires			
Autres valeurs mobilières			

d) Énumérer ci-dessous les noms et adresses des propriétaires desdites valeurs mobilières émises et présentement en circulation, en indiquant en regard de chacun, le nombre d'actions détenues par la personne en question dans chaque catégorie d'actions, ainsi que la valeur nominale des autres valeurs.

e) Y a-t-il d'autres personnes ou corporations qui possèdent des intérêts quelconques dans les affaires de la corporation requérante. (Dans l'affirmative, donner tous les détails dans chaque cas.)

.....

3. ever admitted to or denied membership or suspended from an association of real estate brokers in the Province or elsewhere? (In the affirmative, mention name (s) of such association (s), also dates of admittance, denial or suspension.)

.....

8. The applicant, or if a partnership or corporation, each of the partners, officers and directors, as well as the representative under the Real Estate Brokerage Act, shall, in replying to the questionnaire below, give their name and present duties and, in respect to the period covering the last fifteen years preceding the present application, state in detail:

a) Name.....

.....

.....

.....

b) Duties.....

.....

.....

c) Name under which they are or were carrying on business (if applicable, give trade name and address or name and address of corporation of which they were or are officers or directors.)

.....

.....

.....

d) Nature of business.....

e) If as employees, nature of employment..

.....

f) Names and addresses of employers, stating period of employment

.....

.....

.....

.....

g) Residence during each period.....

.....

9. The applicant, or if a partnership or corporation, each of the partners and officers as well as the representative under the Real Estate Brokerage Act, must give the names, addresses and occupations of two individuals, also the name and address of a bank from whom the Commission may require references.

.....

.....

.....

10. If the applicant is a corporation:

a) the date of incorporation.....

b) the Act under which it was incorporated

.....

.....

c) its capitalization:

	Authorized	Issued	Paid-up
Common shares			
Other securities			

d) List hereunder names and addresses of owners of said securities issued and presently outstanding, indicating in respect to each the number of shares held by each person within each class of shares, as well as the nominal value of the other securities.

e) Are there any other individuals or corporations having an interest of any nature in the affairs of the corporation applicant? (In the affirmative, give particulars in each instance.)

.....

f) Sont annexés à cette demande et considérés comme en faisant partie, des affidavits par les détenteurs d'au moins 75% des valeurs de chaque catégorie énumérées au paragraphe « *c* » ci-dessus, lesquels déclarent sous serment qu'ils sont les propriétaires réels et bénéficiaires desdites valeurs.

11. Si le requérant est un individu ou une société
a) dans le cas d'une société, indiquer la part de chaque associé dans le capital de la société et sa quote-part des bénéfices....
.....
b) y a-t-il quelques personnes ou corporations qui possèdent un intérêt quelconque dans les affaires du requérant, de la société ou des associés et dont l'intérêt n'a pas été révélé dans la présente demande? (Dans l'affirmative, donner tous les détails dans chaque cas.)
.....
c) sont annexés à cette demande et considérés comme en faisant partie un ou des affidavits par le ou les détenteurs d'au moins 75% du capital du requérant, lesquels déclarent sous serment qu'ils sont les propriétaires réels et bénéficiaires dudit capital.

12. Le requérant ou, dans le cas d'une société ou corporation, les associés, officiers ou directeurs, ainsi que le représentant aux fins de la Loi du courtage immobilier
a) ont-ils déjà été accusés, ont-ils subi un procès ou ont-ils été condamnés pour un acte criminel ou une infraction au Canada ou ailleurs? (Dans l'affirmative, donner la nature de l'accusation, la date du jugement et l'endroit où il a été prononcé.)
.....
b) ont-ils été déclarés en faillite ou ont-ils fait une cession volontaire de leurs biens en faveur de leurs créanciers? (Dans l'affirmative, donner le nom du syndic et s'il y a eu libération, en indiquer la date.)
.....
c) ont-ils déjà été associés, officiers ou directeurs d'une société ou corporation qui a fait une telle déclaration de faillite ou une session de ses biens? (Dans l'affirmative, donner le nom du syndic et s'il y a eu libération, en indiquer la date.)
.....
.....

13. Un jugement résultant d'une poursuite en dommages-intérêts et relatif à une opération immobilière a-t-il été prononcé
a) contre le requérant, ou, dans le cas d'une société ou corporation requérante, contre les associés, officiers ou directeurs ou le représentant aux fins de la Loi du courtage immobilier?.....
.....
.....
b) contre une société ou corporation dont ils sont ou ont été les associés, officiers ou directeurs? (Dans l'affirmative, donner la date du jugement et le nom du tribunal qui l'a rendu en dernier ressort.)
.....

14. Cette société ou corporation ou ces mêmes personnes sont-elles parties à une procédure actuellement en cours au Canada ou ailleurs? (Dans l'affirmative, donner les détails.)
.....

f) Attached hereto and deemed to be part of the within application, are affidavits by the holders of at least 75% of each class of secutiries referred to in "*c*" above, said holders certifying under oath that they are the true and beneficial owner of said securities.

11. If the applicant be an individual or a partnership
a) if a partnership, state share of each partner in the capital of the partnership and his share in the profits.....
.....
b) do any persons or corporations own a share of any nature whatsoever in the business of the applicant, the partnership or the partners and whose interest has not been disclosed heretofore in the present application? (In the affirmative, give full particulars in each instance.)
.....
c) attached hereto and deemed to be part of the within application is/are (an) affidavit (s) by the holder (s) of at least 75% of the applicant's capital, certifying under oath their true and beneficial ownership in said capital.

12. The applicant, or if a partnership or corporation, the partners, officers or directors, as well as the representative under the Real Estate Brokerage Act
a) have they ever been charged, stood trial or been convicted of a criminal offense or of an infraction in Canada or elsewhere? (In the affirmative, state nature of charge, date of judgment and place where rendered.)
.....
b) have they ever been adjudged bankrupt or have they made a voluntary assignment of their assets in favour of their creditors? (If the affirmative, give the date, name of trustee and if discharged, the date of discharge.)
.....
c) have they ever been partners, officers or directors of a partnership or corporation adjudged bankrupt or having made a voluntary assignment of its assets? (In the affirmative, give name of partnership or corporation, date, name of trustee and if discharged, mention the date of discharge.)
.....

13. Has a judgment arising out of a suit in damages and relating to a real estate transaction ever been rendered
a) against the applicant or, if the applicant be a partnership or corporation, against the partners, officers or directors or the representative under the Real Estate Brokerage Act? (In the affirmative, give the date of the judgment and the name of the court of last resort.).....
.....
b) against a partnership or corporation of which they are or were partners, officers or directors? (In the affirmative, give date of judgment and the name of the court of last resort.)
.....

14. Is any such partnership or corporation or any such person a party to any litigation pending in Canada or elsewhere? (If in the affirmative, give particulars)
.....

15. Le requérant ou, dans le cas d'une société ou corporation, les associés, officiers ou directeurs qui s'occuperont activement des opérations immobilières de la société ou corporation, ainsi que le représentant de ladite société ou corporation aux fins de la Loi du courtage immobilier, doivent remplir le questionnaire suivant:

a) Nom au complet.....
b) Adresse résidentielle.....
c) Fonction.....
d) Lieu de naissance.....
e) Date de naissance.....
f) Nationalité.....
g) Sexe.....
h) Marié ou célibataire.....
i) Taille.....
j) Poids.....
k) Couleur des yeux.....
l) Moustache.....
m) Marques distinctives.....

16. Annexer à la présente demande deux exemplaires d'une photographie du requérant ou, s'il s'agit d'une société ou corporation, d'une photographie de chacun des associés et officiers, ainsi que du représentant aux fins de la Loi du courtage immobilier; cette photographie doit être récente, prise de face, mesurer 2" x 2" et chaque exemplaire doit porter à l'endos la date de la photographie et la signature *a*) du requérant s'il s'agit d'un individu, *b*) de tous les associés s'il s'agit d'une société, *c*) de la personne concernée et de deux directeurs s'il s'agit d'une corporation.

17. Si le permis est accordé, le requérant ou le représentant de la société ou corporation requérante a-t-il l'intention d'exercer à plein temps son occupation de courtier?

Daté à.....
Ce.....

Signatures:

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

N.B. Cette demande doit être signée par:
a) le requérant lui-même s'il s'agit d'un individu;
b) chaque associé, si le requérant est une société;
c) s'il s'agit d'une corporation, par tous ses officiers et directeurs.

AFFIDAVIT

(Par un individu qui est le requérant, ou par l'un des associés ou officiers du requérant, selon le cas)

Canada
Province de Québec

Concernant une demande de
.....
(nom du requérant)
pour un permis de courtier ou une inscription de constructeur en vertu de la Loi du courtage immobilier.

Je.....étant dûment assermenté, déclare et dis:

1. Je suis ( ) le requérant
( ) l'un des associés du requérant
( ) le du requérant

15. The applicant or, if a partnership or a corporation, the partners, officers or directors who will engage actively in the real estate operations of the partnership or corporation, as well as the representative of the said partnership or corporation under the provisions of the Real Estate Brokerage Act, will complete the following questionnaire:

a) Full name.....
b) Residential address.....
c) Duties.....
d) Place of birth.....
e) Date of birth.....
f) Nationality.....
g) Sex.....
h) Married or single.....
i) Height.....
j) Weight.....
k) Colour of eyes.....
l) Moustache.....
m) Distinguishing marks.....

16. Attached hereto are two copies of a photograph of the applicant and if it be a partnership or a corporation, two copies of a photograph of each of the partners, officers and directors, as well as that of the representative under the Real Estate Brokerage Act; all such photographs must be recent, full face, 2" x 2" and each copy thereof must bear on the reverse the date thereof and the signature of *a*) the applicant, if he is an individual, *b*) of all the partners if it is a partnership, *c*) of the person concerned and of two directors if the applicant is a corporation.

17. If the prmit is granted, does the applicant, if an individual, or the representative of the partnership or corporation applicant intend to devote all his time to his occupation as a broker?

Dated at.....
This.....

Signatures:

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

N.B. This application should be signed by:
a) the applicant in person, if an individual;
b) each partner, if a partnership;
c) if a corporation, by all the officers and directors.

AFFIDAVIT

(By the applicant, if an individual, or by one of the partners or officers of the applicant, as the case may be)

Canada
Province of Quebec

In the matter of an application on behalf of
.....
(name of applicant)
for a broker's permit or a builder's registration under the Real Estate Brokerage Act.

I the undersigned.....
being duly sworn, do depose and say:

1. I am ( ) the applicant
( ) a partner of the applicant
( ) the of the applicant

2. Tous les renseignements mentionnés dans la demande annexée sont vrais.

Et j'ai signé

.....

Assermenté devant moi
à.....
ce.....jour
de.....19....

.....

Nota]re, juge de paix, ou commissaire de la Cour Supérieure pour le district de.....

Formule B

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU QUÉBEC

Demande de permis de vendeur en vertu de la Loi du courtage immobilier

Date de la demande.....19....
Conformément aux dispositions de la Loi du courtage immobilier.....

(nom du requérant)

.....

ci-après appelé le « requérant », demande à la Commission un permis de vendeur et, à cette fin, fait les déclarations suivantes:

1. Nom du courtier ou du constructeur inscrit pour qui le requérant sera vendeur:.....
   .....
   adresse.....
   numéro de téléphone.....
2. Nom du requérant.....
   adresse de sa résidence principale.....
   .....
   numéro de téléphone.....
3. Adresse de ses autres résidences, s'il y a lieu
   .....
   .....
4. Nombre d'années de résidence continue dans la province.....
5. Le requérant:
   a) a-t-il déjà accompli des opérations immobilières dans la province ou ailleurs et détenait-il une licence ou un permis à cette fin? (Dans l'affirmative, donner quelques détails).....
   b) a-t-il déjà été l'objet d'un refus, de la suspension ou de la révocation d'un tel permis ou d'une telle licence dans la province ou ailleurs? (Indiquer le nom de l'état ou de la province qui a refusé, suspendu ou révoqué la licence ou le permis)
   c) a-t-il été admis, refusé ou suspendu comme membre d'une association de courtiers en immeubles dans la province ou ailleurs? (Dans l'affirmative, indiquer le nom de ces associations ainsi que la date de cette admission, de ce refus ou de cette suspension)
   d) est-il ou a-t-il déjà été un associé, officier ou directeur d'une société ou corporation qui:
      1° détient ou a détenu une licence ou un permis lui permettant d'accomplir des opérations immobilières dans la province ou ailleurs? (Dans l'affirmative, indiquer le nom et le siège social de cette société ou corporation et, s'il y a lieu, le nom de l'état ou de la province qui a accordé la licence ou le permis)
      2° a déjà été l'objet d'un refus, de la suspension ou de la révocation d'un tel permis ou d'une telle licence dans la

2. All the particulars appearing in the within application are true.

And I have signed

.....

Sworn to before me
at.....
This.....day.....
of.....19....

.....

Notary, Justice of the Peace, or Commissioner of oaths of the Superior Court for the district of
.....

Form B

QUEBEC SECURITIES COMMISSION

Application for a permit as a salesman under the Real Estate Brokerage Act

Date of application.....19....
In compliance with the provisions of the Real Estate Brokerage Act.....

(name of applicant)

.....

hereinafter referred to as the applicant, hereby applies to the Commission for a salesman's permit until 30th November 19.... and for such purpose makes the following statements:

1. Name of the broker or registered builder for whom the applicant desires to be a salesman:
   .....
   address:.....
   telephone number:.....
2. Full name of applicant.....
   main residential address.....
   .....
   telephone number.....
3. Other residential addresses, if applicable.
   .....
   .....
4. Number of years of uninterrupted residence in the Province.....
5. Has the applicant:
   a) heretofore carried out any real estate transactions within the Province or elsewhere and did he hold a permit or licence for such purpose? (In the affirmative, give particulars).....
   b) ever suffered a refusal, suspension or cancellation of such a permit or licence within the Province or elsewhere? (Specify the name of the State or Province where the permit or licence was refused, suspended or cancelled)
   c) been admitted to, denied or suspended from membership of an association of real estate brokers in the Province or elsewhere? (In the affirmative, state name or names of such association (*s*), also the date of such admission, refusal or suspension.)
   d) ever been or is he a partner, officer or director of a partnership or corporation which:
      1. holds or did hold a license or a permit enabling it to carry on real estate transactions in the Province or elsewhere? (In the affirmative, state name and head office of such partnership or corporation and, if applicable, the name of the State or the Province where license or permit issued.)
      2. has been refused such a permit or license or had its registration or license suspended or cancelled in the Province

province ou ailleurs? (Indiquer le nom de l'état ou de la province qui a refusé, suspendu ou révoqué le permis ou la licence)

3° a été admise, refusée ou suspendue comme membre d'une association de courtiers en immeubles, dans la province ou ailleurs? (Dans l'affirmative, indiquer le nom de ces associations ainsi que la date de cette admission, de ce refus ou de cette suspension)

6. Le requérant doit, pour la période comprenant les quinze années précédant la présente demande, répondre au questionnaire suivant:
   a) Nom sous lequel il fait ou a fait affaires: (s'il y a lieu indiquer la raison sociale et son adresse ou le nom et l'adresse des corporations dont il a été ou est un officier ou directeur)
   b) Nature du commerce:
   c) S'il a été employé, nature de l'emploi;
   d) Nom et adresse des employeurs, avec indication de la période d'emploi:
   e) Résidence pendant chaque période:
7. Le requérant a-t-il déjà été connu ou identifié sous un nom différent de celui sous lequel il fait la présente demande ou a-t-il fait affaires sous un autre nom? (Répondre oui ou non. Dans l'affirmative, donner tous les détails dans chaque cas)
8. Le requérant doit inscrire le nom, l'adresse et l'occupation de deux personnes ainsi que le nom et l'adresse d'une banque à qui la Commission pourra demander des références:
9. Le requérant:
   a) a-t-il déjà subi un procès, été accusé, ou été condamné pour un acte criminel ou une infraction au Canada ou ailleurs? (Dans l'affirmative, donner la nature de l'accusation, la date du jugement et l'endroit ou il a été prononcé)
   b) a-t-il déjà été déclaré en faillite ou a-t-il fait une cession volontaire de ses biens en faveur de ses créanciers? (Dans l'affirmatife, donner le nom du syndic et s'il y a eu libération en indiquer la date)
   c) a-t-il déjà été un associé, officier ou directeur d'une société ou corporation qui a fait une telle déclaration de faillite ou une cession de ses biens? (Dans l'affirmative, donner le nom du syndic et s'il y a eu libération en indiquer la date)
10. Un jugement résultant d'une poursuite en dommages-intérêts et relatif à une opération immobilière a-t-il été prononcé contre le requérant ou contre une société ou corporation dont il est ou a été un associé, officier ou directeur? (Dans l'affirmative, donner la date du jugement et le nom du tribunal qui l'a rendu en dernier ressort)
11. Y a-t-il une procédure actuellement en cours au Canada ou ailleurs contre le requérant ou une société ou corporation dont il est l'un des associés, officiers ou directeurs?
12. Description détaillée du requérant:
    Nationalité.....
    Date de naissance.....
    Lieu de naissance.....
    Sexe.....
    Marié ou célibataire.....
    Taille.....
    Poids.....
    Teint.....
    Couleur des yeux.....
    Couleur des cheveux.....
    Moustache.....
    Marques distinctives.....

or elsewhere? (Give name of State or Province where permit or license refused, suspended or cancelled.)

3. has been admitted, denied or suspended from membership of an association of real estate brokers in the Province or elsewhere? (In the affirmative, state name or names of such association (s), also date (s) of admission, refusal or suspension.)

6. The applicant must, for the period covering the fifteen years preceding the appliction herein, provide the following information:
   a) Name under which he carries on or did carry on business; (if applicable, state trade name and its address or the name (s) and address (es) of corporation (s) of which he was or is an officer or director);
   b) Nature of business;
   c) If employed, nature of employment;
   d) Name (s) and address (es) of employer (s), stating period of employment;
   e) Residence during each period;
7. Has the applicant ever been known or identified under a name other than the one under which he is applying herein or has he ever carried on business under a different name? (Answer "yes" or "no". In the affirmative, give full particulars in each case).
8. The applicant must give the names, addresses and occupations of two individuals, also the name and address of a bank, from whom the Commission may require references.
9. Has the applicant:
   a) stood trial, been charged or convicted in respect to a criminal offence or an infraction in Canada or elsewhere? (In the affirmative, state nature of charge, date of judgment and place where latter rendered).
   b) ever been declared bankrupt or made a voluntary assignment of his assets in favour of his creditors? (In the affirmative, state name of trustee and if discharge obtained, give date).
   c) ever been a partner, officer or director of a partnership or corporation declared bankrupt or having made a voluntary assignment of its assets? (In the affirmative, give name of trustee and if discharge obtained, give date).
10. Has a judgment arising out of a law suit for damages and in respect to a real estate transaction ever been rendered against the applicant or against a partnership or corporation of which he is or was a partner, officer or director? (In the affirmative, give date of judgment and name of court of last resort adjudicating upon the matter).
11. Is there any law suit pending in Canada or elsewhere against the applicant or a partnership or corporation of which he is one of the partners, officers or directors?
12. Detailed description of applicant:
    Nationality.....
    Date of birth.....
    Place of birth.....
    Sex.....
    Married or single.....
    Height.....
    Weight.....
    Complexion.....
    Colour of eyes.....
    Colour of hair.....
    Moustache.....
    Distinguishing marks.....

13. Annexer deux exemplaires d'une photographie récente prise de face; cette photographie doit mesurer 2" x 2" et chaque exemplaire doit porter à l'endos la date de la photographie et la signature du requérant ainsi que celle du courtier ou du constructeur inscrit ou de leur représentant.
14. Si le permis est accordé, le requérant a-t-il l'intention d'exercer à plein temps son occupation de vendeur ?

Daté à.....
ce.....jour de.....19....
.....
(signature du requérant)

AFFIDAVIT

Canada
Province de Québec

Concernant une demande de
.....
(nom du requérant)
pour un permis comme vendeur en vertu de la Loi du courtage immobilier

Je soussigné,.....étant dûment
(nom du requérant)
assermenté, déclare et dis:

1. Je suis le requérant;
2. Tous les renseignements mentionnés dans la demande annexée sont vrais.

Et j'ai signé

.....
Assermenté devant moi à.....
ce.....jour de.....19....
.....
Notaire, juge de paix, ou commissaire de la Cour supérieure pour le district de.....
.....

ATTESTATION QUI DOIT ÊTRE SIGNÉE PAR LE COURTIER OU LE CONSTRUCTEUR INSCRIT POUR QUI LE REQUÉRANT SERA VENDEUR

Je certifie que.....qui sollicite
(nom du requérant)
un permis de vendeur sera employé par.....
.....
(nom du courtier ou du constructeur inscrit)

Après enquête, je certifie que le requérant a les qualités nécessaires pour obtenir un permis de vendeur et que les renseignements contenus dans la demande annexée sont vrais, au meilleur de ma connaissance.

Daté à.....
ce.....jour de.....19....
.....
(signature du courtier, du constructeur inscrit ou de l'officier régulièrement autorisé)

Formule 1

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU QUÉBEC

Loi du courtage immobilier
Permis de courtier

Nous certifions que notre Commission permet à
.....
d'agir comme courtier conformément à la Loi du courtage immobilier. Ce permis expire le 30 novembre 19.... à moins qu'il ne soit suspendu ou révoqué avant cette date.
Montréal, le.....

13. Attach two copies of a recent photograph, full face; such photograph to measure 2" x 2" and each copy must bear on the reverse the date on which photograph was taken and the signature of the applicant as well as that of the broker or registered builder or their representative.
14. If permit is issued, does the applicant intend to devote all his time to his occupation as salesman ?

Dated at.....
This.....day of.....19....
.....
(signature of applicant)

AFFIDAVIT

Canada
Province of Quebec

In the matter of
.....
(name of applicant)
for a permit as salesman under the Real Estate Brokerage Act

I the undersigned.....,
(name of applicant)
being duly sworn, do depose and say:

1. I an the applicant herein;
2. All the particulars stated in the within application are true.

And I have signed

.....
Sworn to before me at.....
This.....day of.....19....
.....
Notary, Justice of the Peace or Commissioner of oaths for the Superior Court, district of
.....

ATTESTATION WHICH MUST BE SIGNED BY THE BROKER OR REGISTERED BUILDER FOR WHOM THE APPLICANT WILL BE A SALESMAN

I certify that.....
(name of applicant)
who is applying for a salesman's permit will be employed by.....
(name of broker or registered builder)

Having made enquiries, I certify that the applicant has the necessary requisites to obtain a salesman's permit and that the information contained in the within application is true, to the best of my knowledge.

Dated at.....
this.....day of.....19....
.....
(signature of broker, registered builder or officer duly authoized)

Form 1

QUEBEC SECURITIES COMMISSION

Real Estate Brokerage Act
Broker's permit

We certify that our Commission authorizes....
.....
to act as a broker pursuant to the provisions of the Real Estate Brokerage Act. This permit will expire on 30th November 19...., unless it is suspended or cancelled prior to that date.
Montreal.....

Formule 2

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU QUÉBEC

Loi du courtage immobilier
Permis de courtier

Nous certifions que notre Commission permet à .....
d'agir comme courtier conformément à la Loi du courtage immobilier. Ce permis expire le 30 novembre 19.... à moins qu'il ne soit suspendu ou révoqué avant cette date.

Monsieur.....a été nommé représentant aux fins de la Loi du courtage immobilier.

Montréal, le.....

Form 2

QUEBEC SECURITIES COMMISSION

Real Estate Brokerage Act
Broker's permit

We certify that our Commission authorizes....
.....
to act as a broker pursuant to the provisions of the Real Estate Brokerage Act. This permit will expire on 30th November 19...., unless it is suspended or cancelled prior to that date.

Mr.....
has been appointed representative under the provisions of the Real Estate Brokerage Act.

Montreal,.....

Formule 3

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU QUÉBEC

Loi du courtage immobilier
Permis de vendeur

Nous certifions que notre Commission permet à .....
d'agir comme vendeur conformément à la Loi du courtage immobilier pour.....

(courtier) ou pour.....(constructeur « inscrit »). Ce permis expire le 30 novembre 19.... à moins qu'il ne soit suspendu ou révoqué avant cette date.

Montréal, le.....

Form 3

QUEBEC SECURITIES COMMISSION

Real Estate Brokerage Act
Salesman's permit

We certify that our Commission authorizes....
.....
to act as a salesman pursuant to the provisions of the Real Estate Brokerage Act for and on behalf of.....
(broker) or for and on behalf of.....
(registered builder). This permit will expire on 30th November 19...., unless it is suspended or cancelled prior to that date.

Montreal,.....

Formule 4

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU QUÉBEC

Loi du courtage immobilier
Certificat d'inscription

Nous certifions que notre Commission a inscrit dans ses registres....., constructeur, conformément à la Loi du courtage immobilier. Ce certificat d'inscription expire le 30 novembre 19.... à moins que l'inscription ne soit suspendue ou révoquée avant cette date. En conséquence, il peut donc agir comme courtier en vertu de ladite Loi.

Montréal, le.....

Form 4

QUEBEC SECURITIES COMMISSION

Real Estate Brokerage Act
Registration certificate

We certify that our Commission has inscribed in its records the name of....., a builder, pursuant to the provisions of the Real Estate Brokerage Act. This registration certificate will expire on 30th November 19...., unless said registration is suspended or cancelled prior to that date. He may, therefore, act as a broker under the provisions of the aforesaid Act.

Montreal,.....

Formule 5

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU QUÉBEC

Loi du courtage immobilier
Certificat d'inscription

Nous certifions que notre Commission a inscrit dans ses registres....., constructeur, conformément à la Loi du courtage immobilier. Ce certificat d'inscription expire le 30 novembre 19.... à moins que l'inscription ne soit suspendue ou révoquée avant cette date. En conséquence, il peut donc agir comme courtier en vertu de ladite Loi.

Monsieur.....a été nommé représentant aux fins de la Loi du courtage immobilier.

Montréal, le.....

Form 5

QUEBEC SECURITIES COMMISSION

Real Estate Brokerage Act
Registration certificate

We certify that our Commission has inscribed in its records the name of....., builder; pursuant to the provisions of the Real Estate Brokerage Act. This registration certificate will expire on 30th November 19...., unless said registration is suspended or cancelled prior to that date. They may, therefore, act as a broker under the provisions of the aforesaid Act.

Mr.....
has been appointed representative under the provisions of the Real Estate Brokerage Act.

Montreal,.....

Formule 6

INSCRIPTION PRESCRITES POUR UNE OPÉRATION IMMOBILIÈRE

Opération No.....
Nom du courtier ou du constructeur inscrit.....
.....
Date de l'opération immobilière.....
Nature de l'opération immobilière.....
.....
a) vente.....
b) location.....
c) hypothèque.....
d) échange.....
e) .....
Description de l'immeuble suffisante pour l'identifier.....
.....
.....
Nom et adresse du propriétaire de l'immeuble
.....
.....Téléphone.....
Nom et adresse du mandant et de l'autre partie à l'opération immobilière.....
.....
.....Téléphone.....
Nom et adresse du notaire instrumentant.....
.....
.....Téléphone.....
Prix convenu entre les parties.....
.....
Dépôt reçu.....
Montant de la rémunération du courtier ou du constructeur inscrit.....
Nom de la personne qui paie cette rémunération
.....
Montant de la rémunération du vendeur.....
.....
.....
(Signature du courtier, du constructeur inscrit ou du vendeur)

CETTE PARTIE DE LA FORMULE DOIT ÊTRE COMPLÉTÉE PAR LE COURTIER OU LE CONSTRUCTEUR INSCRIT

Montant du dépôt reçu (date).....
.....
Montant déposé au « compte en fiducie » pour le compte du mandant, dans une banque à charte, une banque d'épargne de Québec ou dans une compagnie de fidéicommis; nom et adresse de la banque ou de la compagnie de fidéicommis concernée et la date du dépôt.....
.....
Déboursés imputables à ce montant.....
.....
Montant remis à l'autre partie au contrat.....
.....
Date de la transmission au mandant de l'état du « compte en fiducie ».....
.....
Montant déposé au compte du courtier ou du constructeur inscrit (date).....
.....
Montant remis au mandant (date).....
.....
Rémunération payée au vendeur (date).....
.....
Date de l'acte notarié.....
no. des minutes.
535-o

Form 6

PRESCRIBED ENTRIES IN RESPECT TO A REAL ESTATE TRANSACTION

Transaction No.....
Name of broker or registered builder.....
.....
Date of real estate transaction.....
Nature of real estate transaction.....
.....
a) sale.....
b) lease.....
c) hypothec.....
d) exchange.....
e).....
Sufficient description of perperty for identification purposes.....
.....
.....
Name and address of owner of immoveable.....
.....
.....Telephone.....
Name and address of principal and of the other party to the real estate transaction.....
.....
.....Telephone.....
Name and address of notary receiving the deed
.....
.....Telephone.....
Amount agreed to between the parties.....
.....
Deposit received.....
Amount of the remuneration of the broker or of the registered builder.....
Name of the person paying the remuneration..
.....
Amount of the vendor's remuneration.....
.....
.....
(signature of broker, registered builder or salesman)

THIS SPACE IN THE FORM TO BE COMPLETED BY THE BROKER OR THE REGISTERED BUILDER

Amount of deposit received (date).....
.....
Amount deposited in a "trust account" to the credit of the principal, in a chartered bank, a savings bank in Quebec or in a trust company; name and address of the bank or trust company concerned and date of deposit.....
.....
Disbursements chargeable to the above amount
.....
Amount remitted to the other party to the agreement.....
Date of transmission to the principal of the statement *re* "trust account".....
.....
Amount deposited to the credit of the broker or registered builder (date).....
.....
Amount remitted to principal (date).....
.....
Remuneration paid to salesman (date).....
.....
Date of notarial deed.....
minute no.....
535-o

Village de Thurso

Avis est par les présentes donné que la corporation municipale du village de Thurso adressera une requête à l'honorable lieutenant-gouverneur en conseil, demandant l'érection de son territoire en municipalité de ville. Le nom de la municipalité projeté de ville sera le suivant: « Ville de Thurso ». Le territoire actuel de la municipalité du village de Thurso, comté de Papineau, division d'enregistrement de Papineau, province de Québec, comprenant en référence au cadastre officiel dudit village, les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes:

Partant du point d'intersection de la rive gauche de la rivière Outaouais avec la ligne ouest du lot 26; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: ladite ligne ouest du lot 26 traversant un petit lac et la ligne ouest du lot 27; le côté sud de la rue de La Reine en allant vers l'ouest jusqu'au prolongement de la ligne ouest du lot 310; ledit prolongement et ladite ligne se prolongeant dans la ligne ouest du lot 312 (emprise de chemin de fer du Canadien Pacifique) et allant vers le nord jusqu'à la ligne nord du lot 310; la ligne nord des lots 310, 309, 42 et 307, la dernière prolongée dans un chemin public jusqu'à la ligne nord du lot 29; la ligne nord des lots 29 et 28; la ligne est du lot 28 se prolongeant dans la ligne est du lot 312 (emprise du chemin de fer du Canadien Pacifique) traversant la rue de la Reine et allant vers le sud jusqu'à la ligne sud du lot 28; la ligne est du lot 1 prolongée dans la rivière Outaouais jusqu'à la ligne interprovinciale Québec-Ontario; ladite ligne interprovinciale Québec-Ontario en allant vers le sud-ouest jusqu'au prolongement de la ligne ouest du lot 26; ledit prolongement jusqu'au point de départ;

À cette fin un recensement a été ordonné par le conseil et la population se chiffre à 3,421 âmes en date du 10 juin 1962.

La municipalité de la ville de Thurso sera érigée en ville sous l'empire de la Loi des cités et villes.

Signé à Thurso, district de Hull, province de Québec, ce 7e jour de septembre 1962.

Le Maire,
RODOLPHE PELLETIER.
Le Secrétaire-trésorier,
605-37-2-o EDMOND BOULERICE.

Village of Thurso

Notice is hereby given that the municipal corporation of the village of Thurso will submit a request to the Honourable the Lieutenant-Governor in Council, requesting the erection of its territory into a town municipality. The name of the planned town will be as follows: "Town of Thurso". The present territory of the municipality of the village of Thurso, county of Papineau, registry division of Papineau, Province of Quebec, comprising, with reference to the official cadaster of said village, the lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, railroad right of way, rivers, waterways or parts of the same enclosed within the following boundaries:

Starting at the point of intersection of the left bank of the Outaouais River with the west line of lot 26; thence, successively, the following lines and demarcations: the said west line of lot 26 crossing a small lake and the west line of lot 27; the south side of de la Reine street going towards the west as far as the extension of the west line of lot 310; the said extension and the said line extending to the west line of lot 312, (Canadian Pacific railway right of way) and going towards the north as far as the north line of lot 310; the north line of lots 310, 309, 42 and 307, the latter extended along the public road as far as the north line of lot 29; the north line of lots 29 and 28; the east line of lot 28 extending to the east line of lot 312 (Canadian Pacific railway right of way) crossing de la Reine street and going towards the south as far as the south lien of lot 28; the east line of lot 1 extended on the Outaouais River as far as the Quebec-Ontario interprovincial boundary line; the said Quebec-Ontario interprovincial boundary line going towards the south-west as far as the extension of the west line of lot 26; the said extension as far as the starting point;

For this purpose a census was ordered to be taken by the council, and the population is numbered at 3,421 souls as of June 10, 1962.

The municipality of the town of Thurso will be erected into a town under the authority of the Cities and Towns Act.

Signed at Thurso, district of Hull, Province of Quebec, this 7th day of September, 1962.

RODOLPHE PELLETIER,
Mayor.
EDMOND BOULERICE,
605-37-2 *Secretary-treasurer*.

Cité de Québec

Nous donnons avis public que le 6 juillet 1962, la charte de la cité de Québec a été modifiée de façon à accorder à la cité les pouvoirs de réglementation contenus à l'article 27 du bill 212, dont voici le texte:

« La cité a autorisé pour décréter par règlement que les rues et chemins publics ouverts à la circulation avant le premier mai 1962 dans les limites de la cité et indiqués comme tels aux plan et livre de renvoi officiels du bureau d'enregistrement du district de Québec avant le premier janvier 1962 et non taxés depuis au moins trois ans avant la sanction de la présente loi, sont censés être des rues, ruelles et chemins publics et la propriété de la cité sur toute leur superficie, et toute réclamation et droit d'action de propriété du fonds de terrain ou de l'assiette est absolument éteint et prescrit s'il n'a pas été exercé par une action intentée devant une cour de justice compétente dans l'année de la sanc-

City of Quebec

We hereby give public notice that on July 6, 1962, the charter of the city of Quebec has been amended so as to grant to the city power to adopt by laws in conformity with article 27 of bill 212, the text of which is hereinafter cited:

"The city is authorized to order by by-law that the streets and public roads, open to traffic before the first of May 1962 within the limits of the city and indicated as such on the official plan and book of reference of the registry office of the district of Quebec before the first of January 1962, and not taxed for at least three years before the sanction of this act, shall be deemed to be public streets, lanes and roads and the property of the city for their whole extent, and every claim and right of action for the ownership of the land or roadbed shall be absolutely extinguished and prescribed, if it has not been exercised by suit brought before a court of competent jurisdiction within one year

tion de la présente loi dont le présent article sera publié une fois par mois pendant une période de dix mois en français dans un journal français quotidien et en anglais dans un journal quotidien anglais du district de Québec, ainsi qu'à deux reprises dans la *Gazette officielle de Québec*, à intervalle de six mois. »

Le présent avis vous est donné suivant les exigeances de ladite loi.

Les Procureurs de la cité de Québec,
PELLETIER, GODBOUT,
606-37-2-o LECLERC & BROCHU.

from the sanction of this act, this section of which must be published once a month during a period of ten months, in a French, in a daily French newspaper and in English in a daily English newspaper of the district of Quebec and also twice in the *Quebec Official Gazette*, at an interval of six months."

The present notice is given according to the prescription of the above mentioned law.

PELLETIER, GODBOUT,
LECLERC & BROCHU,
606-37-2 *Attorneys of the city of Quebec.*

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1424

Québec, le 30 août 1962.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'enregistrement de certains véhicules automobiles destinés au service public sur des terrains privés.

ATTENDU QUE l'article 4 du Code de la Route, chapitre 142, Statuts refondus de Québec, 1941, oblige toute personne qui possède un véhicule automobile dans la Providence à l'enregistrer immédiatement;

ATTENDU QUE l'article 68, paragraphe 1, sous-paragraphe A du Code de la Route, chapitre 142, Statuts refondus de Québec, 1941, autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à modifier les honoraires payables pour l'enregistrement de tout véhicule automobile, établir de nouveaux taux et faire des règlements nouveaux à leur sujet;

ATTENDU QU'il existe certaines catégories de véhicules appartenant à des particuliers ou à des compagnies de transport par Air, Mer ou Terre et employés uniquement pour le transport public de fret, de marchandises et de passagers ailleurs que sur les chemins publics;

ATTENDU QUE ces véhicules sont destinés exclusivement au service public, sur des terrains privés et que même certains d'entre eux ne circulent qu'à l'intérieur des entrepôts;

ATTENDU QUE si les dispositions de la Loi sont suivies les propriétaires de ces véhicules doivent les enregistrer suivant les dispositions de l'arrêté en conseil No 125 du 10 février 1949;

ATTENDU QU'il est d'intérêt public de déterminer un prix spécial pour les honoraires d'enregistrement payables par une personne ou une compagnie possédant et détenant dans la province un véhicule automobile de la nature décrite plus haut.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre des transports et communications:

QUE les honoraires d'enregistrement exigibles en vertu du Code de la Route, chapitre 142, Statuts refondus de Québec, 1941, pour les véhicules automobiles destinés au service public et employés uniquement sur les chemis privés des propriétaires et qui ne sont pas destinés à circuler sur les chemins publics, soient fixés à un taux fixe de deux dollars et cinquante ($2.50) l'unité, plaques incluses.

JACQUES PRÉMONT,
563-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1424

Quebec, August 30, 1962.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the registration of certain automotive vehicles destined for public service on private lands.

WHEREAS section 4 of the Highway Code, Chapter 142, Revised Statutes of Quebec, 1941, obliges every person owning a motor vehicle in the Province to register it immediately;

WHEREAS, section 68, paragraph 1, sub-paragraph A of the Highway Code, chapter 142, Revised Statutes of Quebec, 1941, authorizes the Lieutenant-Governor in Council to alter the fees payable for the registration of all automotive vehicles, to establish new rates and to make new by-laws with respect thereto;

WHEREAS there exists certain categories of vehicles belonging to individuals or to Air, Sea or Land transportation companies and used solely for public transportation of freight, merchandise and passengers elsewhere than on public roads;

WHEREAS these vehicles are destined only for public service, on private lands and that even some of them only circulate within the warehouses;

WHEREAS if the provisions of the Act are followed, the owners of these vehicles must registered them according to the provisions of Order in Council No. 125, dated February 10, 1949;

WHEREAS it is in the public interest to determine a special price for the registration fees payable by one person or by a company owning and holding, in the Province, a motor vehicle of the type described above.

IT HAS BEEN ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Department of Transportation and Communications:

THAT the registration fees required in virtue of the Highway Code, chapter 142, Revised Statutes of Quebec, 1941, for motor vehicles destined for public service and used solely on private roads of the owners, and which are not destined to circulate on public roads, be fixed at a set rate of two dollars and fifty cents ($2.50) per unit, license plates includes.

JACQUES PRÉMONT,
563 *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1454
Section « A »

Québec, le 6 septembre 1962.
Présent: le lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux établissements commerciaux dans la ville de Rimouski et un rayon de trois (3) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de la ville de Rimouski, rendue obligatoire par le décret numéro 1721 du 16 décembre 1948 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 juillet 1962;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1721, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe « *a* » de l'article III est remplacé par le suivant:

« III. *Heures de travail: a)* Les heures de commencement et de cessation du travail dans tous les établissements commerciaux assujettis au présent décret sont les suivantes:

1. *Pour les magasins de gros, quincailleries, matériaux de construction et les magasins de meubles:*

Lundi, mardi, mercredi et jeudi: de 8 a.m. à 6 p.m.;
Vendredi: de 8 a.m. à 10 p.m.;
Samedi: de 8 a.m. à midi.

2. *Pour tous les autres magasins:*

Lundi: de 1 p.m. à 6 p.m.;
Mardi, mercredi et jeudi: de 8 a.m. à 6 p.m.;
Vendredi: de 8 a.m. à 10 p.m.;
Samedi: de 8 a.m. à 6 p.m.

Cependant, du 15 juin au 31 août, les heures mentionnées à l'alinéa 1° s'appliquent à tous les magasins.

3. En dehors des heures mentionnées ci-haut, un salarié ne peut travailler à la vente au comptoir ou par téléphone, et un employeur ou un employeur professionnel ne peut faire travailler un salarié à la vente au comptoir ou par téléphone. »

2° L'alinéa suivant est ajouté à l'article VI:

« Cependant, si la Toussaint, l'Épiphanie, l'Immaculée Conception tombent un vendredi, les heures de travail pourront être prolongées jusqu'à 10 p.m. la veille, excepté les magasins de gros, quincilleries, matériaux de construction, où la cessation de travail sera à 6 p.m. »

3° Les item suivants sont ajoutés dans l'échelle de salaires apparaissant à l'article VII:

« *Manoeuvre:*	*Par semaine*	*Par heure*
Travailleur non qualifié	$48.00	$1.10
Travailleur qualifié (s'il y a secteur industriel dans l'établissement)	55.00	1.20»

C. LARICHELIÈRE,
566-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1454
Section "A"

Quebec, September 6, 1962.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to commercial establishments in the town of Rimouski and a radius of three (3) miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act, (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to commercial establishments in the town of Rimouski, rendered obligatory by decree number 1721 of December 16, 1948 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to amend the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 7, 1962;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1721, be amended as follows:

1° Paragraph "*a*" of article III is replaced by the following:

"III. *Hours of work: a)* The starting and finishing times in all commercial establishments governed by the present decree shall as follows:

1. *In wholesale stores, hardware, building materials and furniture stores:*

Monday, Tuesday, Wenesday and Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;
Friday: 8:00 a.m. to 10:00 p.m.;
Saturday: 8:00 a.m. to 12:00 (noon).

2. *In all other stores:*

Monday: 1:00 p.m. to 6:00 p.m.;
Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;
Friday: 8:00 a.m. to 10:00 p.m.;
Saturday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.

However, from June 15 to August 31, the hours mentioned in subparagraph 1, apply to all stores.

3. Outside the hours above mentioned, no employee shall do sales work at the counter or telephone, and no employer or professional employer shall cause an employee to do sales work at the counter or telephone."

2° The following sub-paragraph is added to article VI:

"However, when All Saints Day, Epiphany Day, Immaculate Conception Day fall on a Friday, hours may be worked until 10:00 on the day before the holiday with the exception of wholesale stores, hardware and building materials stores or establishments where work shall cease at 6:00 p.m."

3° The following items are added in the scale of wages appearing in article VII:

"*Labourer:*	*Per week*	*Per hour*
Common worker	$48.00	$1.10
Skilled worker (if trade work is carried out in the establishment)	55.00	1.20"

C. LARICHELIÈRE,
566-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1454

Section « B »

Québec, le 6 septembre 1962.

Présent: le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 523 du 11 mai 1955 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil, certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 juillet 1962;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulés contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 523, soit modifié comme suit:

1° L'article VI-C est amendé en biffant le titre « Augmentations » et en le remplaçant par le titre « Augmentations à compter du 16 novembre 1957. »

2° L'article VI-D suivant est ajouté:

« VI-D. *Augmentation additionnelle:* Tous les salariés auront droit à une augmentation de 7% en plus de leur salaire réel au 30 juin 1962. »

3° L'article VII est remplacé par le suivant:

« VII. *a) Taux minima pour le travail à la semaine:* L'échelle suivante de salaires minima s'applique aux salariés ci-après énumérés, et ces salariés doivent travailler sur une base horaire ou hebdomadaire seulement; ils ne doivent pas travailler sur une base de travail à la pièce.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1454

Section "B"

Quebec, September 6, 1962.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the Ladies' Cloak and Suit Industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act, (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the Ladies' Cloak and Suit Industry in the Province of Quebec, rendered obligatory by decree number 523 of May 11, 1955 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council, some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 28, 1962;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 523, be amended as follows:

1. Article VI-C is amended by striking out the title "Increases" and substituting therefor the title "Increases effective November 6, 1957."

2. The following article VI-D is added:

"VI-D. *Additional increase:* All employees shall be entitled to an increase of 7% in addition to their actual wages as at June 30, 1962."

3. Article VII is replaced by the following:

"VII. *a) Minimum ratesf or week work:* The following minimum scale of wages shall apply to the employees hereinafter enumerated, and such employees shall work on an hourly or week work basis only, and such employees shall not work on a piece-work basis.

Semaine de travail — Classe « A » — Week work — Class "A"

	Par semaine Per week	*Par heure Per hour*
Coupeur très compétent — Full skilled cutter	$73.12	$ 1.95
Coupeur moins compétent — Semi-skilled cutter	57.00	1.52
Coupeur de garnitures — Trimmer	59.25	1.58
Tailleur de fourrure — Fur tailor	60.75	1.62
Aide-tailleur de fourrure — Assistant fur tailor	46.87	1.25
Faufileur à la machine — Machine baster	47.87	1.25
Faufileur à la main — Hand baster	46.87	1.25
Opérateur de machine spéciale — Special machine operator	46.87	1.25
Poseur de boutons — Button sewer	31.50	0.84
Ouvrier général — General hand	31.50	0.84
Examinateur — Examiner	31.50	0.84

Semaine de travail — Classe « B » — Week work — Class "B"

Coupeur très compétent — Full skilled cutter	58.50	1.56
Coupeur moins compétent — Semi-skilled cutter	45.00	1.20
Assortisseur — Sorter	33.00	0.88
Coupeur de garnitures — Trimming cutter or trimmer	45.00	1.20
Opérateur de machine à poser les collets de fourrure — Fur collar machine operator	49.12	1.31
Faufileur à la machine — Machine baster	37.12	0.99
Faufileur à la main — Hand baster	37.12	0.99
Opérateur de machine spéciale — Special machine operator	37.12	0.99
Préposé à la couture des boutons — Button sewer	31.12	0.83
Employé général — General hand	31.12	0.83
Examinateur — Examiner	31.12	0.83

b) Taux minima pour travail à la pièce: Les salariés des métiers ci-dessous peuvent travailler sur une base de travail à la pièce ou à la semaine mais, dans un cas comme dans l'autre, l'échelle de salaire suivante s'applique:

b) Minimum rates for piece work: Workers in the crafts enumerated below may work on a piece or week-work basis but, in either event, the following scale of wages shall apply:

Travail à la pièce - Classe « A » — Piece work - Class "A"

	Par semaine Per week	*Par heure Per hour*
Opérateur compétent — Skilled operators (male)	$73.12	$ 1.95
Opératrice compétente — Skilled operators (female)	59.62	1.59
Ouvrier, ouvrière de section — Section operator (Male and female)	73.12	1.95
Presseur de dessus — Top presser	73.12	1.95
Presseur à la machine — Machine presser	73.12	1.95
Sous-presseur — Under Presser	69.75	1.86
Presseur de morceaux — Piece presser	55.87	1.49
Opérateur moins compétent — Semi-skilled operator (male)	57.00	1.52
Opératrice moins compétente — Semi-skilled operator (female)	52.50	1.40
Faiseur de jupes — Skirt maker	46.87	1.25
Faiseur de doublures — Lining maker	46.87	1.25
Finisseur — Finisher	46.87	1.25

Les taux à la pièce doivent être fixés de façon que les salariés des métiers ci-haut mentionnés reçoivent au moins les taux horaires ci-dessus. Les taux à la pièce sont les mêmes pour les salariés des deux sexes. »

Piece-work rates must be fixed to yield to the employees in the above crafts the above minimum hourly rates. Piece-work rates shall be the same for male and female employees.

Travail à la pièce - Classe « B » — Piece work - Class "B"

Opérateur compétent — Skilled operator (male)	$51.00	$ 1.36
Opératrice compétente — Skilled operator (female)	51.00	1.36
Presseur de dessus et presseur-finisseur — Top presser and off presser	58.50	1.56
Sous presseur et presseur de morceaux — Under presser and piece presser	45.00	1.20
Opérateur moins compétent — Semi-skilled operator (male)	43.87	1.17
Opératrice moins compétente — Semi-skilled operator (female)	43.87	1.17
Faiseur de doublures — Lining maker	37.12	0.99
Finisseur — Finisher	37.12	0.99
Faiseur de garnitures — Trimming maker	32.25	0.86

Les taux à la pièce doivent être fixés de façon que les salariés des métiers ci-haut mentionnés reçoivent au moins les taux horaires ci-dessus. Les taux à la pièce sont les mêmes pour les salariés des deux sexes. »

Piece work rates must be fixed to yield to the employees in the above crafts the above minimum hourly rates. Piece work rates shall be the same for male and female employees."

4° L'article IX est remplacé par le suivant:

« IX. *Apprentissage: 1. Vêtements de la Classe « A »:* Le nombre des apprentis ne doit pas dépasser cinq pour cent (5%) de celui des ouvriers employés dans tout établissement.

a) Apprentis-opérateurs et presseurs: Un apprenti-opérateur et presseur est un commençant et doit être rémunéré conformément à l'échelle suivante:

4. Article IX will be replaced by the following:

"IX. *Apprenticeship:* 1. *Class "A"* garments: Apprentices are limited to five per cent (5%) in number of the workers employed in any establishment.

a) Apprentice operators and pressers: An apprentice operator or presser is a beginner and shall work under the following schedule:

Classe « A » — Class "A"

Apprentis opérateurs et presseurs — Apprentice operators and pressers

Premier trimestre — First 3 months	$32.62	$ 0.87
Après 3 mois — End of 3 months	36.37	0.97
Après 6 mois — End of 6 months	39.75	1.06
Après 9 mois — End of 9 months	43.50	1.16
Après 12 mois — End of 12 months	46.87	1.25
Après 15 mois — End of 15 months	49.87	1.33
Après 18 mois — End of 18 months	52.50	1.40
Après 21 mois — End of 21 months	57.00	1.52
Après 24 mois — End of 24 months	60.75	1.62
Après 27 mois — End of 27 months	64.12	1.71
Après 30 mois — End of 30 months	67.12	1.79
Après 33 mois — End of 33 months	69.75	1.86
Après 36 mois — End of 36 months	73.12	1.95

b) Apprentis-tailleurs de fourrure: Un apprenti-tailleur de fourrure est un commençant et doit être rémunéré à l'échelle suivante:

b) Apprentice fur tailor: An apprentice fur tailor is a beginner and shall work under the following schedule:

Apprenti-tailleurs de fourrures — Apprentice fur tailors

Premier trimestre — First 3 months	$32.62	$ 0.87
Après 3 mois — End of 3 months	36.37	0.97

	Par semaine Per week	Par heure Per hour
Après 6 mois — End of 6 months	$39.75	$ 1.06
Après 9 mois — End of 9 months	43.50	1.16
Après 12 mois — End of 12 months	46.87	1.25
Après 15 mois — End of 15 months	49.87	1.33
Après 18 mois — End of 18 months	52.50	1.40
Après 21 mois — End of 21 months	57.00	1.52
Après 24 mois — End of 24 months	60.75	1.62

c) *Apprentis-faiseurs de jupes, faiseurs de doublures, finisseurs, faufileurs à la machine, faufileurs à la main et opérateurs de machine spéciale:* Les apprentis-faiseurs de jupes, faiseurs de doublures, finisseurs, faufileurs à la machine, faufileurs à la main et opérateurs de machine spéciale doivent être rémunérés conformément à l'échelle suivante:

c) *Apprentice skirt makers, lining makers, finishers, machine basters, hand basters, and special machine operators:* Apprentice skirt makers, lining makers, finishers, machine basters, hand basters and special machine operators shall work under the following schedule:

Apprentis-faiseurs de jupes, faiseurs de doublures, finisseurs, faufileurs à la machine, faufileurs à la main et opérateurs de machine spéciale
Apprentice skirt makers, lining makers, finishers, machine basters, hand basters and special machine operators

Premier trimestre — First 3 months	$26.25	0.70
Après 3 mois — End of 3 months	28.50	0.76
Après 6 mois — End of 6 months	31.50	0.84
Après 9 mois — End of 9 months	33.75	0.90
Après 12 mois — End of 12 months	36.75	0.98
Après 15 mois — End of 15 months	39.37	1.05
Après 18 mois — End of 18 months	41.62	1.11
Après 21 mois — End of 21 months	44.62	1.19
Après 24 mois — End of 24 months	46.87	1.25

d) *Apprentis-coupeurs et coupeurs de fournitures:* Un apprenti-coupeur et coupeur de fournitures est un commençant et il doit travailler jusqu'à sa qualification comme coupeur très compétent selon l'échelle suivante:

d) *Apprentice cutters and trimmers:* An apprentice cutter and trimmer is a beginner and shall work until graduation into the craft of a full-skilled cutter under the following schedule:

Apprentis-coupeurs et coupeurs de fournitures — Apprentice cutters and trimmers

Premier trimestre — First 3 months	$32.62	$ 0.87
Après 3 mois — End of 3 months	35.25	0.94
Après 6 mois — End of 6 months	37.87	1.01
Après 9 mois — End of 9 months	40.50	1.08
Après 12 mois — End of 12 months	43.50	1.16
Après 15 mois — End of 15 months	45.75	1.22
Après 18 mois — End of 18 months	48.37	1.29
Après 21 mois — End of 21 months	51.00	1.36
Après 24 mois — End of 24 months	53.62	1.43
Après 27 mois — End of 27 months	56.25	1.50
Après 30 mois — End of 30 months	58.87	1.57
Après 33 mois — End of 33 months	61.50	1.64
Après 36 mois — End of 36 months	64.12	1.71
Après 39 mois — End of 39 months	66.75	1.78
Après 42 mois — End of 42 months	69.37	1.85
Après 45 mois — End of 45 months	72.00	1.92
Après 48 mois — End of 48 months	73.12	1.95

Le « Bureau des examinateurs » garde sous observation chaque coupeur moins compétent et coupeur de garnitures pour une période minimum de quatre (4) années et décide s'il doit être classifié comme coupeur très compétent.

Lorsque le « Bureau des examinateurs » juge qu'un candidat est qualifié comme coupeur très compétent, conformément à la définition du métier apparaissant au présent décret, tel candidat est promu au métier de coupeur très compétent et rémunéré tel que prévu dans le décret.

Le « Bureau des examinateurs » peut aussi déterminer que le candidat, quoique n'étant pas assez qualifié pour devenir un coupeur très compétent, est suffisamment qualifié pour obtenir une augmentation de son taux actuel de salaire et ledit bureau détermine tel nouveau taux en conséquence.

The "board of examiners" shall examine each semi-skilled cutter and trimmer employed in the industry for a period of at least four (4) years and shall determine his ability to become a full-skilled cutter.

If the "board of examiners" finds the applicant qualified under the definition of full-skilled cutter, as contained in the definitions of crafts herein, such applicant shall be promoted to the craft of full-skilled cutter and be paid the minimum rate as provided for in the decree.

The "board of examiners" may also determine that the applicant, although not fully qualified to become a full-skilled cutter, is sufficiently qualified to obtain an increase over his present rate of pay, and shall determine such increased rate accordingly.

En tout temps après cette période, le candidat peut demander au Bureau des examinateurs d'être promu à la classe de coupeur très compétent et le bureau des examinateurs doit prendre telle requête en considération conformément aux dispositions ci-haut.

e) Apprentis-poseurs de boutons, ouvriers généraux et examinateurs: Les apprentis-poseurs de boutons, ouvriers généraux et examinateurs terminent leur apprentissage à l'expiration de douze (12) mois et doivent être rémunérés d'après l'échelle suivante, calculée et fixée conformément aux dispositions du décret, à savoir:

At any future time, the applicant may apply to the "board of examiners" for graduation into the class of full-skilled cutter and the "board of examiners" shall forthwith deal with such request on the aforesaid basis.

e) Apprentice button-sewers, general hands and examiners: Apprentice button-sewers, general hands and examiners shall complete their apprenticeship at the end of twelve (12) months and shall work under the following schedule, also computed and fixed in conformity with the provisions of the decree, namely:

Apprentis-poseurs de boutons, ouvriers généraux et examinateurs
Apprentice button-sewers, general hands and examiners

	Par semaine *Per week*	*Par heure* *Per hour*
Premier trimestre — First 3 months	$26.25	$ 0.70
Après 3 mois — End of 3 months	27.37	0.73
Après 6 mois — End of 6 months	28.50	0.76
Après 9 mois — End of 9 months	30.37	0.81
Après 12 mois — End of 12 months	31.50	0.84

f) L'apprentissage des métiers d'aide-opérateur, faiseur de doublures, faiseur de jupes, faufileur à la machine et opérateur de machine spéciale, doit être terminé à la fin de la deuxième année et, dans le cas de l'opérateur, à la fin de la troisième année, peu importe si un apprenti a été employé dans un ou plusieurs de ces métiers consécutivement ou concurremment. Après ces périodes, l'apprenti a droit au taux minimum prévu dans le décret pour le métier dans lequel il travaille.

f) All apprenticeship in the crafts of assistan operator, lining maker, skirt maker, machine baster and special machine operator must be completed at the end of the second year and, in the case of the operator, at the end of the third year, irrespective as to whether or not such apprentice was employed in one or more of the aforementioned crafts consecutively or concurrently, after which time an apprentice shall be entitled to the full minimum herein provided for the respective craft in which such apprentice is actually performing work.

g) L'apprentissage des métiers de tailleur de fourrure, aide travailleur de fourrure, finisseur et faufileur à la main, doit être terminé à la fin de la deuxième année, peu importe si un apprenti a été employé dans un ou plusieurs de ces métiers consécutivement ou concurremment. Après ces périodes, l'apprenti a droit au taux minimum prévu dans le décret pour le métier dans lequel il travaille.

g) All apprenticeship in the crafts of fur tailor, assistant fur tailor, finisher and hand baster, shall be completed at the end of the second year, irrespective as to whether or not such apprentice was employed in one or more of the aforementioned crafts consecutively or concurrently, after which time an apprentice shall be entitled to the full minimum herein provided for the respective craft in which such apprentice is actually performing work.

h) L'apprentissage des métiers de presseur de dessus, sous-presseur et presseur à la machine doit être terminé à la fin de la troisième année, peu importe si un apprenti a été employé dans un ou plusieurs de ces métiers consécutivement ou concurremment. Après cette période, l'apprenti a droit au taux minimum prévu dans le décret pour le métier dans lequel il travaille.

h) All apprenticeship in the crafts of top-pressers, underpressers and machine pressers shall be completed at the end of the third year, irrespective as to whether or not such apprentice was employed in one or more of the aforementioned crafts consecutively or concurrently, after which time an apprentice shall be entitled to the full minimum provided for the respective craft in which such apprentice is actually performing work.

i) L'apprentissage des métiers de coupeur très compétent, coupeur moins compétent et coupeur de garnitures, doit être terminé à la fin de la quatrième année, peu importe si un apprenti a été employé dans un ou plusieurs de ces métiers consécutivement ou concurremment. Après cette période, l'apprenti a droit au taux minimum prévu dans le décret pour le métier dans lequel il travaille.

i) All apprenticeship in the crafts of full-skilled cutter, semi-skilled cutter and trimmer must be completed at the end of the fourth (4) year, irrespective as to whether or not such apprentice was employed in one or more of the aforementioned crafts consecutively or concurrently, after which time an apprentice shall be entitled to the full minimum rate herein provided for the respective craft in which such apprentice is actually performing work.

j) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'Enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

j) Apprentices who have attended a school under the Specialized Schools Act shall receive a credit in proportion to the duration of their studies and the result of their examinations.

2° *Vêtements de la classe « B »:* Un apprenti est un commençant qui n'a jamais été employé pour exécuter une opération régis par le décret.

2. *Class "B" Garments:* An apprentice is a beginner who has never been employed as a worker performing any of the operations covered by the decree.

a) *Un apprenti opérateur qualifié sur machine à coudre – du sexe masculin ou féminin* devient opérateur qualifié après trois (3) ans; il est rémunéré comme suit:

a) *An apprentice skilled sewing machine operator, male and female* shall graduate in three (3) years and shall be paid as follows:

Classe « B » — Class "B"

Apprenti opérateur qualifié sur machine à coudre – du sexe masculin ou féminin
Apprentice skilled sewing machine operator – male and female

	Par semaine Per week	*Par heure Per hour*
Premier trimestre — First 3 months	$26.25	$ 0.70
Après 3 mois — End of 3 months	29.25	0.78
Après 6 mois — End of 6 months	32.25	0.86
Après 9 mois — End of 9 months	35.25	0.94
Après 12 mois — End of 12 months	38.25	1.02
Après 15 mois — End of 15 months	41.25	1.10
Après 18 mois — End of 18 months	43.87	1.17
Après 21 mois — End of 21 months	45.37	1.21
Après 24 mois — End of 24 months	46.50	1.24
Après 27 mois — End of 27 months	47.62	1.27
Après 30 mois — End of 30 months	48.75	1.30
Après 33 mois — End of 33 months	49.87	1.33
Après 36 mois — End of 36 months	51.00	1.36

b) *Un apprenti faiseur de garnitures* (opération de la machine à coudre) devient qualifié après un an et demi (1½); il est rémunéré comme suit:

b) *An apprentice trimming maker* (*sewing machine operator*) shall graduate in one and a half (1½) years and shall be paid as follows:

Apprenti faiseur de garnitures (opération de la machine à coudre)
Apprentice trimming maker (sewing machine operator)

Premier trimestre — First 3 months	$26.25	$ 0.70
Après 3 mois — End of 3 months	27.37	0.73
Après 6 mois — End of 6 months	28.50	0.76
Après 9 mois — End of 9 months	29.62	0.79
Après 12 mois — End of 12 months	30.75	0.82
Après 15 mois — End of 15 months	31.50	0.84
Après 18 mois — End of 18 months	32.25	0.86

c) *Un apprenti coupeur compétent* devient qualifié en quatre (4) années, il est rémunéré comme suit:

c) *An apprentice skilled cutter* shall graduate in four (4) years and shall be paid as follows:

Apprenti coupeur compétent — Apprentice skilled cutter

Premier trimestre — First 3 months	$26.25	$ 0.70
Après 3 mois — End of 3 months	28.12	0.75
Après 6 mois — End of 6 months	30.00	0.80
Après 9 mois — End of 9 months	31.50	0.84
Après 12 mois — End of 12 months	33.00	0.88
Après 15 mois — End of 15 months	34.50	0.92
Après 18 mois — End of 18 months	36.00	0.96
Après 21 mois — End of 21 months	37.50	1.00
Après 24 mois — End of 24 months	39.00	1.04
Après 27 mois — End of 27 months	40.50	1.08
Après 30 mois — End of 30 months	42.00	1.12
Après 33 mois — End of 33 months	43.50	1.16
Après 36 mois — End of 36 months	45.00	1.20
Après 39 mois — End of 39 months	48.37	1.29
Après 42 mois — End of 42 months	51.75	1.38
Après 45 mois — End of 45 months	55.12	1.47
Après 48 mois — End of 48 months	58.50	1.56

d) *Un apprenti assortisseur* (chambre de coupage) est qualifié après un (1) an; il est rémunéré comme suit:

d) *An apprentice sorter* (Cutting Room) shall graduate in one (1) year and shall be paid as follows:

Apprenti assortisseur (chambre de coupage) — Apprentice sorter (cutting room)

Premier trimestre — First 3 months	$26.25	$ 0.70
Après 3 mois — End of 3 months	28.12	0.75
Après 6 mois — End of 6 months	30.00	0.80
Après 9 mois — End of 9 months	31.50	0.84
Après 12 mois — End of 12 months	33.00	0.88

e) *Un apprenti opérateur moins compétent du sexe masculin ou féminin* devient qualifié après un an et demi (1½); il est rémunéré comme suit:

e) *An apprentice semi-skilled operator male and female* shall graduate in one and a half (1½) years and shall be paid as follows:

Apprenti opérateur moins compétent du sexe masculin ou féminin
Apprentice semi-skilled operator male and female

	Par semaine Per week	*Par heure Per hour*
Premier trimestre — First 3 months	$26.25	$ 0.70
Après 3 mois — End of 3 months	29.25	0.78
Après 6 mois — End of 6 months	32.25	0.86
Après 9 mois — End of 9 months	35.25	0.94
Après 12 mois — End of 12 months	38.25	1.02
Après 15 mois — End of 15 months	41.25	1.10
Après 18 mois — End of 18 months	43.87	1.17

f) Un apprenti opérateur de machine à poser les collets devient qualifié en deux (2) ans; il est rémunéré comme suit:

f) An apprentice fur collar Machine operator shall graduate in two (2) years and shall be paid as follows:

Apprenti opérateur de machine à poser les collets — Apprentice fur collar machine operator

Premier trimestre — First 3 months	$26.25	$ 0.70
Après 3 mois — End of 3 months	29.25	0.78
Après 6 mois — End of 6 months	32.25	0.86
Après 9 mois — End of 9 months	35.25	0.94
Après 12 mois — End of 12 months	38.25	1.02
Après 15 mois — End of 15 months	41.25	1.10
Après 18 mois — End of 18 months	43.87	1.17
Après 21 mois — End of 21 months	46.50	1.24
Après 24 mois — End of 24 months	49.12	1.31

g) Un apprenti coupeur moins compétent devient qualifié après trois (3) ans; il est rémunéré comme suit:

g) An apprentice semi-skilled cutter shall graduate in three (3) years and shall be paid as follows:

Apprenti coupeur moins compétent — Apprentice semi-skilled cutter

Premier trimestre — First 3 months	$26.25	$ 0.70
Après 3 mois — End of 3 months	28.12	0.75
Après 6 mois — End of 6 months	30.00	0.80
Après 9 mois — End of 9 months	31.50	0.84
Après 12 mois — End of 12 months	33.00	0.88
Après 15 mois — End of 15 months	34.50	0.92
Après 18 mois — End of 18 months	36.00	0.96
Après 21 mois — End of 21 months	37.50	1.00
Après 24 mois — End of 24 months	39.00	1.04
Après 27 mois — End of 27 months	40.50	1.08
Après 30 mois — End of 30 months	42.00	1.12
Après 33 mois — End of 33 months	43.50	1.16
Après 36 mois — End of 36 months	45.00	1.20

h) Un apprenti coupeur de garniture devient qualifié en trois (3) ans; il est rémunéré comme suit:

h) An apprentice trimming cutter or trimmer shall graduate in three (3) years and shall be paid as follows:

Apprenti coupeur de garniture — Apprentice trimming cutter or trimmer

Premier trimestre — First 3 months	$26.25	$ 0.70
Après 3 mois — End of 3 months	28.12	0.75
Après 6 mois — End of 6 months	30.00	0.80
Après 9 mois — End of 9 months	31.50	0.84
Après 12 mois — End of 12 months	33.00	0.88
Après 15 mois — End of 15 months	34.50	0.92
Après 18 mois — End of 18 months	36.00	0.96
Après 21 mois — End of 21 months	37.50	1.00
Après 24 mois — End of 24 months	39.00	1.04
Après 27 mois — End of 27 months	40.50	1.08
Après 30 mois — End of 30 months	42.00	1.12
Après 33 mois — End of 33 months	43.50	1.16
Après 36 mois — End of 36 months	45.00	1.20

i) Un apprenti sous-presseur et presseur de morceaux devient qualifié en deux (2) ans; il est rémunéré comme suit:

i) An apprentice under presser and piece presser shall graduate in two (2) years and shall be paid as follows:

Apprenti sous-presseur et presseur de morceaux — Apprentice under presser and piece presser

Premier trimestre — First 3 months	$26.25	$ 0.70
Après 3 mois — End of 3 months	28.87	0.77
Après 6 mois — End of 6 months	31.50	0.84
Après 9 mois — End of 9 months	33.75	0.90
Après 12 mois — End of 12 months	36.00	0.96

	Par semaine Per week	Par heure Per hour
Après 15 mois — End of 15 months	38.25	1.02
Après 18 mois — End of 18 months	40.50	1.08
Après 21 mois — End of 21 months	42.75	1.14
Après 24 mois — End of 24 months	45.00	1.20

j) *Un apprenti presseur de dessus et presseur-finisseur* (*à la main ou à la vapeur*) devient qualifié en trois (3) ans; il est rémunéré comme suit:

j) *An apprentice top presser and off presser* (*by hand or steam machine*) shall graduate in three (3) years and shall be paid as follows:

Apprenti presseur de dessus et presseur-finisseur (*à la main ou à la machine à vapeur*)
Apprentice top presser and off presser (*by hand or steam machine*)

Premier trimestre — First 3 months	$26.25	$ 0.70
Après 3 mois — End of 3 months	28.87	0.77
Après 6 mois — End of 6 months	31.50	0.84
Après 9 mois — End of 9 months	33.75	0.90
Après 12 mois — End of 12 months	36.00	0.96
Après 15 mois — End of 15 months	38.25	1.02
Après 18 mois — End of 18 months	40.50	1.08
Après 21 mois — End of 21 months	42.75	1.14
Après 24 mois — End of 24 months	45.00	1.20
Après 27 mois — End of 27 months	48.37	1.29
Après 30 mois — End of 30 months	51.75	1.38
Après 33 mois — End of 33 months	55.12	1.47
Après 36 mois — End of 36 months	58.50	1.56

k) *Un apprenti faufileur à la machine, opérateur de machine spéciale, faiseur de doublures, finisseur et faufileur à la main* devient qualifié en deux (2) ans; il est rémunéré comme suit:

k) *An apprentice machine baster, special machine operator, lining maker, finisher and hand baster* shall graduate in two (2) years and shall be paid as follows:

Apprenti faufileur à la machine, opérateur de machine spéciale, faiseur de doublures, finisseur et faufileur à la main
Apprentice machine baster, special machine operator, lining maker, finisher and hand baster

Premier trimestre — First 3 months	$26.25	$ 0.70
Après 3 mois — End of 3 months	27.75	0.74
Après 6 mois — End of 6 months	29.25	0.78
Après 9 mois — End of 9 months	30.75	0.82
Après 12 mois — End of 12 months	32.25	0.86
Après 15 mois — End of 15 months	33.75	0.90
Après 18 mois — End of 18 months	34.87	0.93
Après 21 mois — End of 21 months	36.00	0.96
Après 24 mois — End of 24 months	37.12	0.99

l) *Un apprenti employé général, couseur de boutons et examinateur* devient qualifié en un (1) an; il est rémunéré comme suit:

l) *An apprentice general hand, button sewer and examiner* shall graduate in one (1) year and shall be paid as follows:

Apprenti employé général, couseur de boutons et examinateur
Apprentice general hand, button sewer and examiner

Premier trimestre — First 3 months	$26.25	$ 0.70
Après 3 mois — End of 3 months	27.75	0.74
Après 6 mois — End of 6 months	28.87	0.77
Après 9 mois — End of 9 months	30.00	0.80
Après 12 mois — End of 12 months	31.12	0.83

m) Le nombre d'apprentis à l'emploi de chaque employeur classé comme manufacturier de vêtements de la classe « B » ne doit pas dépasser 15% du nombre total de salariés dans chaque métier.

n) Le nombre total d'apprentis dans un établissement ne doit jamais dépasser 15% du nombre de salariés des métiers ci-haut mentionnés. »

m) Apprentices are limited to 15% of the total number of workers in each craft employed by each employer classified as a class "B" garment manufacturer.

n) At no time shall the total number of apprentices in any one shop exceed 15% of the number of employees engaged in the above described crafts."

5° L'article XV est remplacé par le suivant:

« XV. *Jours de fête payés:* 1. Tous les employeurs doivent accorder à leurs employés qui ont travaillé dans l'industrie pendant une année (1), les jours de fêtes suivants:

Le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, le jour de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions-de-Grâces et le jour de Noël, et doivent les payer pour ces jours de la façon suivante:

5. Article XV will be replaced by the following:

"XV. *Statutory holidays with pay:* 1. All employers shall grant to their employees who have been employed in the industry for one (1) year, the following statutory holidays:

New Year's Day, Good Friday, Confederation Day (July 1), Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day; and shall pay their employees for each such holiday as follows:

a) Travailleurs à la pièce: Une journée de rémunération au taux minimum fixé dans le décret pour le métier concerné.

b) Salariés payés à l'heure ou à la semaine: Une journée de rémunération au taux que reçoivent régulièrement tels salariés.

Tout salarié dont la durée d'emploi pour un ou plusieurs employeurs est inférieure à trois mois (3) à la date de l'un ou l'autre des jours de fête ci-haut mentionnés doit recevoir de chacun de ces employeurs, comme rémunération pour le jour de fête, un montant égal au treizième du salaire d'une journée de travail, tel qu'établi ci-dessus, pour chaque semaine d'emploi pendant ladite période de trois (3) mois. Cette rémunération doit également être versée lors de la cessation de l'emploi.

2. Le droit d'un salarié à telle rémunération ne doit pas être affecté par une absence due à la maladie ou par un arrêt de travail (lay off); Il n'est pas affecté non plus dans les cas où un jour de fête statutaire tombe un samedi ou un dimanche ou pendant la période annuelle de vacances.

3. Un salarié peut s'absenter tout autre jour de fête, sans rémunération.

4. Tous les établissements doivent rester fermés les jours de fête ci-haut mentionnés.

5. Aucun employeur ne sera obligé d'accorder le jour d'Actions-de-Grâces comme congé statutaire durant toute période antérieure au 1er juillet 1963. »

C. LaRichelière,
566-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

a) To piece-workers: One day's pay at the minimum rate fixed in the decree for the respective craft of each employee;

b) To employees who are paid by the hour or by the week: One day's pay at the actual rate payable to such employee.

Each employee who has been employed by one or more employers for a period of less than three (3) months preceding any of the foregoing statutory holidays, shall be entitled to receive from each of such employers for such statutory holiday an amount equal to one-thirteenth of one day's pay as above defined, for each week worked for such employer or employers during the said three (3) month period. Such payment shall likewise be made by each employer upon severance of employment.

2. The right of an employee to pay, as aforesaid, shall not be affected by his absence due to illness or to lay-off to the fact that any statutory holiday falls on a day during the annual vacation period, or on a Saturday or Sunday.

3. An employee may absent himself from work on any other holiday, without pay.

4. All establishments shall be closed on the above mentioned holidays.

5. No employer shall be obliged to grant Thanksgiving Day as a statutory holiday during any period prior to July 1, 1963."

C. LaRichelière,
566-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1454

Section « C »

Québec, le 6 septembre 1962.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des corrections au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la Construction dans le district électoral de Duplessis.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE la Section « A » de l'arrêté en conseil numéro 1325 du 16 août 1962, ayant modifié le décret numéro 2218 du 9 novembre 1961, relatif à l'industrie et aux métiers de la Construction dans le district électoral de Duplessis, soit corrigée en remplaçant, à l'article I, les paragraphes « *k* » et « *l* » par les suivants:

« *k*) Les mots « hommes de ligne sous tension » désignent tout salarié qui travaille sur des fils porteurs de courant à haute tension.

l) Les mots « hommes de ligne hors tension » désignent tout salarié travaillant sur des fils non porteurs de courant. »

C. LaRichelière,
566-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1454

Section "C"

Quebec, September 6, 1962.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING some corrections to the decree relating to the construction industry and trades in the electoral district of Duplessis.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT Section "A" of Order in Council number 1325 of August 16, 1962, amending the decree number 2218 of November 9, 1961, relating to the construction industry and trades in the electoral district of Duplessis, be corrected by replacing, in article I, paragraph "*k*" and "*l*" by the following:

"*k*) The words "lineman (live wire)" mean an employee who works on high voltage (current carrying) lines.

l) The words "lineman (dead wire)" mean an employee who works on dead (non-current carrying) lines."

C. LaRichelière,
566-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Compagnies autorisées à faire des affaires

Alliance et Gestion Commerciale

Avis est donné que la compagnie « Alliance et Gestion Commerciale », compagnie à fonds social étrangère constituée en vertu des lois de France, a été autorisée à faire affaires dans la province de

Companies Licensed to do Business

Alliance et Gestion Commerciale

Notice is hereby given that "Alliance et Gestion Commerciale", an extra-provincial company incorporated under the laws of France, has been licensed to carry on business in the

Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal de ladite compagnie dans la province, aux fins de recevoir les significations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est monsieur Jacques Thomachot, de la cité de Montréal.

Le principal bureau d'affaires de la compagnie dans la province sera au numéro 467, avenue Querbes, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 40-62 — 1136/68

Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the company in the Province for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. Jacques Thomachot, of the city of Montreal.

The principal office of the said company in the Province will be at number 467, Querbes Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 40-62 — 1136/68

A. W. Homme Ltd.

Avis est donné que « A. W. Homme Ltd. », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des lois de la province de la Saskatchewan, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. William Desmond Thomas, avocat, de la cité de Montréal.

Le siège social de ladite compagnie dans la province sera établi à 505 ouest, boulevard Dorchester, en ladite cité et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 39-62 — 1136/135

A. W. Homme Ltd.

Notice is hereby given that "A. W. Homme Ltd.", an extra-provincial company incorporated in virtue of the Laws of the Province of Saskatchewan, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. William Desmond Thomas, advocate, of the city of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 505, Dorchester Boulevard, West, in the said city and judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 39-62 — 1136/135

Patricia Silver Mines Limited

Avis est donné que la compagnie « Patricia Silver Mines Limited », a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. Edmond Jacques Courtois, de chambre 1300, 507, Place d'Armes, en la cité de Montréal.

Le siège social de ladite compagnie dans la province sera établi à chambre 1300, 507, Place d'Armes, en ladite cité et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 4-62 — 1137/2

Patricia Silver Mines Limited

Notice is hereby given that "Patricia Silver Mines Limited", has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company, is Mr. Edmond Jacques Courtois, of Suite 1300, 507, Place d'Armes, in the city of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at Suite 1300, 507, Place d'Armes, in the said city, and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 4-62 — 1137/2

Chartes — Abandon de

Le Service des Loisirs St-Nicolas d'Ahuntsic

Prenez avis que la corporation « Le Service des Loisirs St-Nicolas d'Ahuntsic », demandera au Procureur général, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 5 septembre, 1962.

Les Producteurs de la Corporation,
PARENT, GADBOIS et ALARY.

536-o

Charters — Surrender of

Le Service des Loisirs St-Nicolas d'Ahuntsic

Take notice that "Le Service des Loisirs St-Nicolas d'Ahuntsic", will apply to the Attorney General for leave to surrender its charter.

Montreal, September 5, 1962.

PARENT, GADBOIS et ALARY,
Attorneys for the Corporation.

536

Les Immeubles Wellington Inc.

Avis est donné, conformément à la Loi des Compagnies de Québec, que la compagnie « Les Immeubles Wellington Inc. », une corporation incorporée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Sherbrooke, demandera au Procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Sherbrooke, ce 6e jour de septembre, 1962.

Le Secrétaire,
556-o CHARLES LEBLANC.

Les Immeubles Wellington Inc.

Notice is hereby given that "Les Immeubles Wellington Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Sherbrooke, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Sherbrooke, this 6th day of September, 1962.

CHARLES LEBLANC,
556-o *Secretary.*

United Auto Parts (Granby) Ltd

Avis est par les présentes donné que « United Auto Parts (Granby) Ltd », une corporation dûment incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social et principale place d'affaires en la cité de Granby, province de Québec, Canada, demandera la permission au secrétaire de la province de Québec d'abandonner sa charte suivant les dispositions de ladite loi.

Daté à Montréal, ce 8e jour d'août 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
567-o YVAN BEAUSÉJOUR.

United Auto Parts (Granby) Ltd

Notice is hereby given that "United Auto Parts (Granby) Ltd", a corporation duly incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office and principal place of business in the city of Granby, Province of Quebec, Canada, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the said act.

Dated at Montreal, this 8th day of August, 1962.

YVAN BEAUSÉJOUR,
567-o *Secretary-Treasurer.*

United Auto Parts of Quebec Limited

Avis est par les présentes donné que « United Auto Parts of Quebec Limited », une corporation dûment incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social et principale place d'affaires en la cité de Québec, province de Québec, Canada, demandera la permission au secrétaire de la province de Québec d'abandonner sa charte suivant les dispositions de ladite loi.

Daté à Montréal, ce 8e jour d'août 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
568-o YVAN BEAUSÉJOUR.

United Auto Parts of Quebec Limited

Notice is hereby given that "United Auto Parts of Quebec Limited", a corporation duly incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office and principal place of business in the city of Quebec, Province of Quebec, Canada, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the said act.

Dated at Montreal, this 8th day of August, 1962.

YVAN BEAUSÉJOUR,
568-o *Secretary-Treasurer.*

United Auto Parts (St. Hyacinthe) Ltd

Avis est par les présentes donné que « United Auto Parts (St. Hyacinthe) Ltd », une corporation dûment incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social et principale place d'affaires en la cité de St. Hyacinthe, province de Québec, Canada, demandera la permission au secrétaire de la province de Québec d'abandonner sa charte suivant les dispositions de ladite loi.

Daté à Montréal, ce 8e jour d'août 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
569-o YVAN BEAUSÉJOUR.

United Auto Parts (St. Hyacinthe) Ltd

Notice is hereby given that "United Auto Parts (St. Hyacinthe) Ltd", a corporation duly incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office and principal place of business in the city of St. Hyacinthe, Province of Quebec, Canada, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the said act.

Dated at Montreal, this 8th day of August, 1962.

YVAN BEAUSÉJOUR,
569-o *Secretary-Treasurer.*

United Auto Parts (Victoriaville) Ltd

Avis est par les présentes donné que « United Auto Parts (Victoriaville) Ltd », une corporation dûment incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social et principale place d'affaires en la cité de Victoriaville, province de Québec, Canada, demandera la permission au secrétaire de la province de Québec d'abandonner sa charte suivant les dispositions de ladite loi.

Daté à Montréal, ce 8e jour d'août 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
570-o YVAN BEAUSÉJOUR.

United Auto Parts (Victoriaville) Ltd

Notice is hereby given that "United Auto Parts (Victoriaville) Ltd", a corporation duly incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office and principal place of business in the city of Victoriaville, Province of Quebec, Canada, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the said act.

Dated at Montreal, this 8th day of August, 1962.

YVAN BEAUSÉJOUR,
570-o *Secretary-Treasurer.*

Compagnies dissoutes

Greater Montreal Enterprises & Real Estate Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27, de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Greater Montreal Enterprises & Real Estate Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 22 décembre 1955.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 août 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 13565-55

J A F Inc.

Avis est donné qu'en vertu dde la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27, de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « J A F Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 20 octobre 1955.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 août 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 12645-55

Placements Verville Inc. Verville Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27, de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Placements Verville Inc. — Verville Investments Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 30 novembre 1959.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 août 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 16458-59

S. B. Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27, de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la

Companies Dissolved

Greater Montreal Enterprises & Real Estate Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27, of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Greater Montreal Enterprises & Real Estate Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated December 22, 1955.

Notice is also given that from and after August 30, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 4, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 13565-55

J A F Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27, of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "J A F Inc.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated October 20, 1955.

Notice is also given that from and after August 30, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 4, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 12645-55

Placements Verville Inc. Verville Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27, of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Placements Verville Inc. — Verville Investments Inc.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 30, 1959.

Notice is also given that from and after August 30, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 4, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 16458-59

S. B. Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27, of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "S. B.

charte de la compagnie « S. B. Realties Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 10 février 1959.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 août 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 10745-59

Realties Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 10, 1959.

Notice is also given that from and after August 30, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 4, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 10745-59

St. Lawrence Accessories & Automotive Parts Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27, de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « St. Lawrence Accessories & Automotive Parts Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 18 mai 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 août 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o 3833-48

St. Lawrence Accessories & Automotive Parts Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27, of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "St. Lawrence Accessories & Automotive Parts Ltd.", incorporated under said Part, I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated May 18, 1948.

Notice is also given that from and after August 30, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 4, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535 3833-48

Divers
Compagnies

Les Escholiers Griffonneurs

Extrait du règlement No 2 des règlements généraux de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés par les directeurs et approuvés par les membres lors d'une assemblée tenue le 2, 3 et 4 novembre 1961, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de 3 à 13:

« Conseil Exécutif de L.E.G. — Le Conseil Exécutif de L.E.G., élu, constitué et agissant conformément aux statuts (statuts, Article 5) se compose d'un Président, d'une Vice-Présidente, d'un Vice-Président, d'un secrétaire, d'un trésorier et du directeur régional de chaque région, les directeurs régionaux sont au nombre de 8. »

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
JACQUES DE MONTIGNY.

537-o 11149-61

Les Escholiers Griffonneurs

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 22 août 1962, approuvé les règlements généraux (numéro 1 à 20 incl.) de « Les Escholiers Griffonneurs », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

537-o 11149-61

Miscellaneous
Companies

Les Escholiers Griffonneurs

Excerpt of by-law No. 2 of the general by-laws of the above mentioned corporation as adopted by the directors and approved by the members at a meeting held on the November 2, 3 and 4, 1961, concerning the increase in the number of the directors from 3 to 13:

"Executive Council of L.E.G. — The Executive Council of L.E.G., elected, incorporated and acting in accordance with the statutes (statutes, Article 5) is composed of a President, of a Vice-President, (female), of a Vice-President, (male), of a secretary, of a treasurer and of a regional director from each region, the regional directors are eight in number."

Certified true copy.

JACQUES DE MONTIGNY,
Secretary.

537 11149-61

Les Escholiers Griffonneurs

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on August 22, 1962, approved the general by-laws (Numbers 1 to 20 incl.) of "Les Escholiers Griffonneurs", and such, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act,

Given at the office of the Provincial Secretary, the 30th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

537 11149-61

Les Éditions du Jour Inc.

Règlement No 4

Un règlement qui porte à vingt le nombre des directeurs de la compagnie « Les Éditions du Jour Inc. »,

« Qu'il soit et il est fait, passé et décrété comme un règlement de la compagnie « Les Éditions du Jour Inc. », ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est augmenté de trois (3) à cinq (5);

2° Que l'article (*a*) de la section 3 du règlement No 1 de la compagnie soit et il est amendé en rayant le mot trois et en le remplaçoant par le mot cinq. »

Copie certifiée du règlement No 4 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 16e jour d'avril 1962 et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie « Les Éditions du Jour Inc. », tenue le 16 avril 1962 par les actionnaires de la compagnie.

Le Secrétaire,
GUY HÉBERT.

557-o 11543-61

Les Éditions du Jour Inc.

By-law No. 4

A by-law which increases to five the number of directors of "Les Éditions du Jour Inc.".

"Be it and it is hereby made, passed and decreed as a by-law of "Les Éditions du Jour Inc.", what follows:

1. That the number of directors of the company be and it is increased from three (3) to five (5);

2. That section (*a*) of section 3 of by-law No. 1 of the company be and it is hereby amended by striking out the word three and replacing it by the word five."

Certified copy of by-law No. 4 duly adopted at a meeting of the directors held on the 16th day of April, 1962, and approved at a special general meeting of "Les Éditions du Jour Inc.", held on April 16, 1962 by the Company's shareholders.

GUY HÉBERT,
Secretary.

557 11543-61

Inspiration Mining and Development Company, Limited

Règlement No 41

Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de la compagnie comme suit:

« 1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de sept (7) à douze (12) de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de douze (12).

2° Que quatre (4) directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Que tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement No 41. »

Je, soussigné, secrétaire de « Inspiration Mining and Development Company, Limited », certifie par les présentes que ce qui précède est une vraie copie conforme d'un extrait du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'administration de la compagnie, tenue le 27e jour de juillet 1962, à laquelle assemblée un quorum était présent, et que tel règlement fut dûment approuvé par le vote d'au moins les deux-tiers (2/3) en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale dûment convoquée et tenue le 30e jour d'août 1962.

En foi de quoi j'ai signé et apposé le sceau corporatif de ladite compagnie à Montréal, Québec, ce 30e jour d'août 1962.

J. M. FORBES.

Assermenté devant moi à la cité de Montréal, en la province de Québec, ce 30e jour d'août 1962.

Le Commissaire de la Cour Supérieure dans et pour le district de Montréal,
(Sceau) MARIE K. MACDONALD.

558 1888-34

Inspiration Mining and Development Company, Limited

By-law No. 41

Be it and it is hereby enacted as a by-law of the company as follows:

"1. That the number of directors of the company be and it is hereby increased from seven (7) to twelve (12) so that the board of directors of the company shall thereafter be composed of twelve (12).

2. That four (4) directors shall constitute a quorum in any meeting of the board of directors.

3. That all prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law No. 41."

I, the undersigned, Secretary of "Inspiration Mining and Development Company, Limited", do hereby certify that the foregoing is a true and exact extract from the minutes of a meeting of the board of directors of the company, held on the 27th day of July, 1962, at which meeting a quorum was present, and that such by-law was duly approved by the vote of at least two-thirds (2/3) in value of the shares represented by the shareholders present at s apecial general meeting duly called and held on the 30th day of August, 1962.

In witness whereof I have hereunto set my hand and affixed the corporate seal of the said company at Montreal, Quebec, this 30th day of August, 1962.

J. M. FORBES.

Sworn to before me at the city of Montreal, in the Province of Quebec, this 30th day of August, 1962.

A Commissioner of the Superior Court in and for the district of Montreal.
(Seal) MARIE K. MACDONALD,

558-o 1888-34

The King Edward Park and Amusement Company

Règlement No 25

augmentant le nombre de directeurs.

« Qu'il soit et il est décrété comme un règlement de « The King Edward Park and Amuse-

The King Edward Park and Amusement Company

By-law No. 25

increasing the number of Directors.

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "The King Edward Park and Amuse-

ment Company », ci-après nommée « la compagnie »), ce qui suit:

1° Que le nombre des membres du conseil d'administration de la compagnie soit et il est augmenté de 18 à 19.

2° Que les règlements de la compagnie soient et ils sont amendés pour se conformer au précédent ».

Copie certifiée du règlement No 25 dûment adopté à une assemblée du conseil d'administration tenue le 30 mai 1962, et sanctionné à l'assemblée générale annuelle et spéciale de la compagnie tenue le 27 juin 1962, par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à l'assemblée.

Le Secrétaire,
ANDRÉ CHARRON.

559 10052-58

ment Company", (hereinafter called "the Company"), as follows:

1. The number of the board of directors of the company be and it is hereby increased from 18 to 19.

2. The by-laws of the company be and they are hereby amended to accord with the foregoing."

Certified copy of by-law No. 25 duly adopted at a meeting of the board of directors held on May 30, 1962, and sanctioned at the annual and special general meeting of the company held on June 27, 1962 by the shareholders holding between themselves 100% of the shraes represented at the meeting.

ANDRÉ CHARRON,
Secretary.

559-o 10052-58

The Montreal Jockey Club

Règlement No 30

augmentant le nombre de directeurs.

« Qu'il soit et il est décrété comme un règlement de « The Montreal Jockey Club » (ci-après nommée « la compagnie »), ce qui suit:

1° Que le nombre des membres du conseil d'administration de la compagnie soit et il est augmenté de dix-huit à dix-nuef.

2° Que les règlements de la compagnie soient et ils sont amendés pour se conformer au précédent. »

Copie certifiée du règlement No 30 dûment adopté à une assemblée du conseil d'administration tenue le 30 mai 1962, et sanctionné à l'assemblée générale annuelle et spéciale de la compagnie tenue le 27 juin 1962, par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à l'assemblée.

Le Secrétaire,
ANDRÉ CHARRON.

560 4121-09

The Montreal Jockey Club

By-law No. 30

increasing the number of directors.

"Be it enacted and it is hereky enacted as a by-law of "The Montreal Jockey Club", (hereinafter called the "Company") as follows:

1. The number of the board of directors of the company be and it is hereby increased from eighteen to nineteen.

2. The by-laws of the company be and they are hereby amended to accord with the foregoing."

Certified copy of by-law No. 30 duly adopted at a meeting of the board of directors held on May 30, 1962, and sanctioned at the annual and special general meeting of the company held on June 27, 1962, by the shareholders holding between themselves 100% of the shares represented at the meeting.

ANDÉ CHARRON,
Secretary.

560-o 4121-09

Mt-Royal Jockey Club Inc.

Règlement No 9

augmentant le nombre de directeurs.

« Qu'il soit et il est décrété comme un règlement de « Mt-Royal Jockey Club Inc. », (ci-après nommée « la compagnie »), ce qui suit:

1° Que le nombre des membres du conseil d'administration de la compagnie soit et il est augmenté de 18 à 19.

2° Que les règlements de la compagnie soient et ils sont amendés pour se conformer au précédent. »

Copie certifiée du règlement No 9 dûment adopté à une assemblée de conseil d'administration tenue le 30 mai 1962, et sanctionné à l'assemblée générale annuelle et spéciale de la compagnie tenue le 27 juin 1962, par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à l'assemblée.

Le Secrétaire,
ANDRÉ CHARRON.

561 732-10

Mt-Royal Jockey Club Inc.

By-law No. 9

increasing the number of directors.

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Mt-Royal Jockey Club Inc.", (hereinafter called "the Company"), as follows:

1. The number of the board of directors of the company be and it is hereby increased from 18 to 19.

2. The by-laws of the company be and they are hereby amended to accord with the foregoing."

Certified copy of by-law No. 9 duly adopted at a meeting of the board of directors held on May 30, 1962, and sanctioned at the annual and special general meeting of the company held on June 27, 1962, by the shareholders holding between themselves 100% of the shares represented at the meeting.

ANDRÉ CHARRON,
Secretary.

561-o 732-10

Quebec Structure & Metal Inc.

Règlement No 6

concernant un changement dans le nombre des directeurs.

« Il est par la présente décrété que le nombre des directeurs de la compagnie qui était de trois soit porté à neuf. »

Quebec Structure & Metal Inc.

By-law No. 6

concerning a change in the number of directors.

"It is hereby decreed that the number of directors of the company which was three be increased to nine."

Je, soussigné Raymond Desjardins, secrétaire de « Quebec Structure & Metal Inc. », certifie, par la présente, que le règlement ci-haut portant de trois à neuf le nombre des directeurs de la compagnie a été dûment adopté par les directeurs de ladite compagnie lors d'une assemblée spéciale tenue le 7 juin 1962 et confirmé et ratifié par les actionnaires de ladite compagnie réunis en assemblée spéciale le 7 juin 1962.

Le Secrétaire,
RAYMOND DESJARDINS.

562-o 11176-55

I, the undersigned, Raymond Desjardins, secretary of "Quebec Structure & Metal Inc.", do hereby certify that the above by-law changing the number of directors of the company from three to nine was duly adopted by the directors of said company at a special meeting held on June 7, 1962, and confirmed and ratified by the shareholders of said company reunited at a special meeting on June 7, 1962.

RAYMOND DESJARDINS,
Secretary.

562 11176-55

Institut Alie Incorporé

Règlement numéro 5

« Qu'il soit décrété, et il est par les présentes décrété comme un règlement de la compagnie « Institut Alie Incorporé », (ici nommée la compagnie), ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de trois à neuf de manière que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de neuf directeurs;

2° Que cinq directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration;

3° Que tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui sont par les présentes amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement. »

Certifié comme étant un extrait véritable du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'administration de la compagnie, tenue le 20e jour d'août 1962, lequel règlement a été passé à l'unanimité par le conseil d'administration et confirmé, ratifié à l'unanimité à une assemblée spéciale des actionnaires dûment tenue le même jour.

Le Secrétaire,
RÉMI GOULET.

571-o 11338-57

Institut Alie Incorporé

By-law number 5

"Be it enacted, and it is hereby enacted as a by-law of "Institut Alie Incorporé", herein called the "company" as follows:

1. That the number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to nine, so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of nine directors;

2. That five directors shall constitute a quorum a any meeting of the board of directors;

3. That all prior hy-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified to be a true extract of the minutes of a meeting of the board of directors of the company, held on 20th day of August, 1962, which by-law was unanimously passed by the board of directors and unanimously confirmed and ratified at a special shareholders' meeting duly held the same day.

RÉMI GOULET,
Secretary.

571-o 11338-57

Metrocan Leasing Limited

Règlement douze

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Metrocan Leasing Limited », ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, augmenté de 4 à 9, de sorte qu'à l'avenir, le conseil d'administration de la compagnie sera composé de 9 directeurs.

2° Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont amendés, modifiés et revisés, de manière à donner effet à ce règlement. »

Vraie copie certifiée du règlement No 12 de « Metrocan Leasing Limited », passé par les directeurs de « Metrocan Leasing Limited », à une assemblée, le 8e jour d'août 1962, et ratifié, sanctionné et confirmé par les actionnaires de ladite compagnie, le même jour.

(Sceau) *Le Président,*
JOHN J. PEPPER.

572 14460-60

Metrocan Leasing Limited

By-law twelve

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Metrocan Leasing Limited", as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from 4 to 9 so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of 9 directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified true copy of by-law No. 12 of "Metrocan Leasing Limited", passed by the directors of "Metrocan Leasing Limited", at a meeting on the 8th day of August, 1962, and ratified, sanctioned and confirmed by the shareholders of the said company on the same day.

(Seal) JOHN J. PEPPER,
President.

572-o 14460-60

Société Professionnelle des Gradués en Administration Hospitalière Inc.

Extrait du règlement No 2 de la corporation ci-haut mentionnée, tel qu'approuvé par les membres le 26 mars 1962, concernant l'augmentation du nombre des directeurs:

Société Professionnelle des Gradués en Administration Hospitalière Inc.

Extract of by-law No. 2 of the above-mentioned corporation, as approved by the members on March 26, 1962, concerning the increasing of the number of directors:

Règlement No 2

« Il est proposé et unanimement résolu que:

Le nombre des administrateurs soit augmenté et porté de 3 à 10. »

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
MICHEL DUBREUIL.

573-o 10299-62

Société Professionnelle des Gradués en Administration Hospitalière Inc.

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 5 juin 1962, approuvé le règlement No 1, la première partie du règlement No 2 et le règlement No 3 de la « Société Professionnelle des Gradués en Administration Hospitalière Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

573-o 10299-62

Superior Window Company Ltd.

Règlement No 7

« Il est décrété à titre de règlement de « Superior Window Company Ltd. », ce qui suit:

Le nombre des directeurs est augmenté de trois (3) à sept (7). »

Copie fidèle du règlement No 7 dûment adopté par les directeurs à une assemblée tenue le 9 août 1962 et approuvé par au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin et tenue le même jour.

L'Assistant-secrétaire,
(*Signé*) GUILLAUME GEOFFRION.

574-o 49065-53

Jos. Charlebois & Cie Limitée
Jos. Charlebois & Co. Limited

augmentation du nombre des directeurs.

Le règlement No III des règlements généraux de la compagnie concernant le nombre des membres du conseil d'administration, tel que modifié aux assemblées des actionnaires tenues respectivement les 26 mars 1947 et 30 août 1949 et fixant le nombre des directeurs à 3, a été rescindé à l'unanimité par tous les directeurs en assemblée le 10 juillet 1962 et remplacé par un nouveau règlement No III. Le nouveau règlement a été sanctionné à l'unanimité par tous les actionnaires en assemblée le 17 juillet 1962 et se lit comme suit:

« Les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil d'administration de six (6) membres élus pour un (1) an par les actionnaires à l'assemblée générale annuelle. »

9 août 1962.

Le Secrétaire,
RENÉ BARRIÈRE.

581-o 1491-44

By-law No. 2

"It has been proposed and unanimously resolved that:

The number of directors be increased from 3 to 10."

Certified true copy.

MICHEL DUBREUIL,
Secretary.

573 10299-62

Société Professionnelle des Gradués en Administration Hospitalière Inc.

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on June 5, 1962, approved the by-law No. 1, the first part of by-law No. 2 and by-law No. 3 of "Société Professionnelle des Gradués en Administration Hospitalière Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 8th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

573 10299-62

Superior Window Company Ltd.

By-law No. 7

"Be it and it is hereby enacted as by-law of "Superior Window Company Ltd.", as follows:

The number of directors of the company is increased from three (3) to seven (7)."

Certified true copy of by-law No. 7 duly adopted at a meeting held on August 9, 1962, and approved by at least two-thirds in value of the shares represented at a special general meeting called for such purpose and held on the same day.

(*Signed*) GUILLAUME GEOFFRION,
Assistant-Secretary.

574-o 49065-53

Jos. Charlebois & Cie Limitée
Jos. Charlebois & Co. Limited

increasing the number of directors.

The by-law No. III of the general by-laws of the company, concerning the number of members on the board of directors, as amended at meetings of the shareholders held respectively on March 26, 1947 and August 30, 1949, and fixing the number of directors at 3, has been unanimously rescinded by all the directors at a meeting held on July 10, 1962, and replaced by a new by-law No. III. The new by-law was unanimously sanctioned by all the shareholders at a meeting on July 17, 1962, and roads as follows:

"The affairs of the company will be managed by a board of directors composed of six (6) members elected for one (1) year by the shareholders at an annual general meeting."

August 9, 1962.

RENÉ BARRIÈRE,
Secretary.

581 1491-44

Sièges sociaux

J. W. McAlister Co. of Canada Ltd.

(*Loi des compagnies à fonds social étrangères*)

Avis est donné que, par nouvelle procuration datée du 20e jour d'août 1962, dont copie a été

Head Offices

J. W. McAlister Co. of Canada Ltd.

(*Extra-Provincial Companies Act*)

Notice is hereby given that, by new power of attorney dated the 20th day of August, 1962, a

transmise au secrétaire de la province, le siège social dans la province de Québec de « J. W. McAlister Co. of Canada Ltd. », une compagnie dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, ci-haut mentionnée, a été changé de 901, carré Victoria, en la cité de Montréal, à chambre 2601, 1155 ouest, boulevard Dorchester, en ladite cité et dans le district judiciaire de Montréal, M. Gerald McCarthy, chambre 2601, 1155 ouest, boulevard Dorchester, en la cité de Montréal, demeurant l'agent principal de ladite compagnie en la province de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535 424-58

copy of which has been transmitted to the Provincial Secretary, the head office in the Province of Quebec of "J. W. McAlister Co. of Canada Ltd.", a company duly authorized to carry on business in the said Province, in virtue of the provisions of the above-mentioned Extra-Provincial Companies Act, has been changed from 901, Victoria Square, in the city of Montreal, to Suite 2601, 1155, Dorchester Boulevard West, in the said city and in the judicial district of Montreal, Mr. Gerald McCarthy, of Suite 2601, 1155, Dorchester Boulevard West, in the city of Montreal, remaining the chief agent of the said company in the Province of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535-o 424-58

Immeubles Bourget Inc.

Avis est donné que la compagnie « Immeubles Bourget Inc. », constituée en corporation par la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, par lettres patentes en date du vingt-huitième jour de mai 1962, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi sondit siège social et sa principale place d'affaires au numéro 60 ouest, rue St-Jacques, chambre 801.

Montreal, ce 30e jour d'août 1962.

Le Secrétaire,
PIERRE LANGELIER.

538-o

Immeubles Bourget Inc.

Notice is given that the company "Immeubles Bourget Inc.", incorporated by Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the twenty-eighth day of May, 1962, and having its head office in the city of Montreal, has established its head office and its main place of business at number 60, St-James Street, West, room 801.

Montreal, this 30th day of August, 1962.

PIERRE LANGELIER,
Secretary.

538

Les Entreprises Someca Ltée
Someca Enterprises Ltd

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Someca Ltée — Someca Enterprises Ltd », constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 juin 1962 a établi son bureau chef au numéro 58, de la rue L. H. Desjardins à Terrebonne, district de Terrebonne, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau chef.

Donné à Terrebonne, ce 20e jour de juillet 1962.

Le Secrétaire,
HENRI DUMAS.

539-o

Les Entreprises Someca Ltée
Someca Enterprises Ltd

Notice is given that the company "Les Entreprises Someca Ltée — Someca Enterprises Ltd", incorporated by letters patent dated June 26, 1962, has established its head office at number 58 L. H. Desjardins Street, at Terrebonne, district of Terrebonne, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Terrebonne, this 20th day of July, 1962.

HENRI DUMAS,
Secretary.

539

Montreal West Taxi Ltd

Avis est donné que la compagnie « Montreal West Taxi Ltd », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 avril 1962 et ayant son bureau chef en la cité et district de Montréal, a établi son bureau au numéro 798 de la rue Vachon en la cité de Lasalle, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau chef.

Donné à Ville St-Pierre, ce 2 août 1962.

LÉO PAUL AUBRY.

540-o

Montreal West Taxi Ltd

Notice is hereby given that "Montreal West Taxi Ltd", incorporated by letters patent dated April 10, 1962, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at number 798, Vachon Street in the city of Lasalle, district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at the town of St-Pierre, on August 2, 1962.

LÉO PAUL AUBRY.

540

La compagnie du chemin de fer
Alma & Jonquières

Avis est donné que « La compagnie du chemin de fer Alma & Jonquières », constituée en corporation en vertu de la Loi (3 Geo. V, ch. 85) de la province de Québec et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé, jusqu'à ce jour, au numéro 1155, rue Metcalfe l'a transporté au numéro 1, Place Ville-Marie, dans ladite cité.

The Alma & Jonquières
Railway Company

Notice is hereby given that "The Alma & Jonquières Railway Company", incorportaed in the Province of Quebec by Special Act of the Quebec Legislature (3 Geo. V, Ch. 85) and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to today at 1155 Metcalfe Street, has moved it to 1 Place Ville-Marie, in the said city.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 1er jour de septembre 1962.

Le Président,
541-o J. B. WHITE.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 1st day of September, 1962.

J. B. WHITE,
541-o *President.*

Aluminium Fiduciaries Limited

Avis est donné que « Aluminium Fiduciaries Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi (3 Ed. VII, ch. 103) de la province de Québec et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé, jusqu'à ce jour, au numéro 1155, rue Metcalfe l'a transporté au numéro 1, Place Ville-Marie, dans ladite cité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 1er jour de septembre 1962.

Le Président,
542-o HOLBROOK R. DAVIS.

Aluminium Fiduciaries Limited

Notice is hereby given that "Aluminium Fiduciaries Limited", incorporated in the Province of Quebec by Sgecial Act of the Quebec Legislature (3 Ed. VII, Ch. 103) and having its head office in the city of Montreal, hwere its office was situated up to today at 1155, Metcalfe Street, has moved it to 1 Place Ville-Marie, in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 1st day of September, 1962.

HOLBROOK R. DAVIS,
542-o *President.*

Saguenay-Kitimat Company

Avis est donné que « Saguenay-Kitimat Company », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 28 mai 1937, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé, jusqu'à ce jour, au numéro 1155, rue Metcalfe l'a transporté au numéro 1, Place Ville-Marie, dans ladite cité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 1er jour de septembre 1962.

Le Président,
543-o J. B. WHITE.

Saguenay-Kitimat Company

Notice is hereby given that "Saguenay-Kitimat Company", incorporated by letters patent under part one of the Quebec Companies' Act, on the 28th day of May, 1937, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to today at 1155, Metclafe Street, has moved it to 1 Place Ville-Marie, in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 1st day of September, 1962.

J. B. WHITE,
543-o *President.*

Forces Motrices du Saguenay Ltée

Avis est donné que « Forces Motrices du Saguenay Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 8 juillet 1924, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé, jusqu'à ce jour, au numéro 1155, rue Metcalfe l'a transporté au numéro 1, Place Ville-Marie, dans ladite cité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 1er jour de septembre 1962.

Le Président,
544-o N. S. CRERAR.

Saguenay Power Company, Ltd.

Notice is hereby given that "Saguenay Power Company, Ltd.", incorportaed by letters patent under part one of the Québec Companies' Act, on the 8th day of July, 1924, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to today at 1155, Metcalfe Street, has moved it to 1 Place Ville-Marie, in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 1st day of September, 1962.

N. S. CRERAR,
544-o *President.*

Saguenay Terminals Limited

Avis est donné que « Sagueny Terminals Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi (4 Ed. VII, ch. 86) de la province de Québec et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé, jusqu'à ce jour, au numéro 1155, rue Metcalfe l'a transporté au numéro 1, Place Ville-Marie, dans ladite cité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Saguenay Terminals Limited

Notice is hereby given that "Saguenay Terminals Limited", incorporated in the Province of Quebec by Special Act of the Quebec Legislature (4 Ed. VII, Ch. 86) and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to today at 1155, Metcalfe Street, has moved it to 1 Place Ville-Marie, in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Donné à Montréal, ce 1er jour de septembre 1962.

Le Président,
545-o J. B. WHITE.

Given at Montreal, this 1st day of September, 1962.

J. B. WHITE,
545-o *President.*

Sherbrooke Auto Radiateur Inc.

Avis est donné que: « Sherbrooke Auto Radiateur Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 23 juillet 1962 et ayant son principal siège social à Sherbrooke, Province de Québec, a établi son bureau au: 828 est, rue King, Sherbrooke.

À comgter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Daté à Sherbrooke, ce 13e jour d'août, 1962.

Le Président,
546-o DAVID CYR.

Sherbrooke Auto Radiateur Inc.

Notice is hereby given that: "Sherbrooke Auto Radiateur Inc.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, on the 23rd day of July 1962, and having its head office in the Province of Quebec, at Sherbrooke, has established its office at 828, King Street East.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Sherbrooke, this 13th day of August, 1962.

DAVID CYR,
546-o *President.*

Alpha Holdings Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Alpha Holdings Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes, le 14e jour de février 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal, où jusqu'à ce jour son bureau était situé à 1470, rue Peel, l'a transporté à l'adresse suivante: Chambre M-25, 1455, rue Peel, Montréal, P.Q.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
547 E. LEO KOLBER.

Alpha Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Alpha Holdings Ltd.", incorporated by letters patent on the 14th day of February, 1958, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to today at 1470, Peel Street, has moved it to the following address: Suite M-25, 1455, Peel Street, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

(Seal) E. LEO KOLBER,
547-o *Secretary.*

Benson Holdings Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Benson Holdings Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes, le 31e jour de janvier 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal, où jusqu'à ce jour, son bureau était situé 1470, rue Peel, l'a transporté à l'adresse suivante: Chambre M-25, 1455, rue Peel, Montréal, P.Q.

À comgter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
548 E. LEO KOLBER.

Benson Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Benson Holdings Ltd.", incorporated by letters patent on the 31st day of January, 1958, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to today at 1470, Peel Street, has moved it to the following address: suite M-25, 1455, Peel Street, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

(Seal) E. LEO KOLBER,
548-o *Secretary.*

Meteor Development Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Meteor Development Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes, le 31e jour de janvier 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal où jusqu'à ce jour, son bureau était situé 1470, rue Peel, l'a transporté à l'adresse suivante: Chambre M-25, 1455, rue Peel, Montréal, P.Q.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
549 BELLA LECHTER.

Meteor Development Ltd.

Notice is hereby given that "Meteor Development Ltd.", incorporated by letters patent on the 31st day of January, 1958, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to today at 1470, Peel Street, has moved it to the following address: Suite M-25, 1455, Peel Street, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

(Seal) BELLA LECHTER.
549-o *Secretary.*

Shore Holdings Corporation

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Shore Holdings Corporation », constituée en corporation par lettres patentes, le 12e jour de février 1958, et ayant son siège social en la cité

Shore Holdings Corporation

Notice is hereby given that "Shore Holdings Corporation", incorporated by letters patent on the 12th day of February, 1958, and having its head office in the city of Montreal, where its

de Montréal, où jusqu'à ce jour, son bureau était situé à 1470, rue Peel, l'a transporté à l'adresse suivante: Chambre M-25, 1455, rue Peel, Montréal, P.Q.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
550 M. GREENSTONE.

Les Soeurs des Sacrés-Coeurs de Jésus et de Marie

Règlement No 21

concernant le changement de bureau principal.

« Le bureau principal de la corporation « Les Soeurs des Sacrés-Coeurs de Jésus et de Marie », est transporté de Senneterre où il était auparavant à Amos au numéro 244, de la rue Principale-Nord. »

Copie certifiée du règlement no 21 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le vingt-troisième jour d'avril 1962 et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale de la corporation, tenue le vingt-sixième jour d'avril 1962.

La Secrétaire,
(*Signé*) Sr MARIE-LOUISE DE ST. JOSEPH.
551-o 30-62

Iron and Metal Incorporated

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Iron and Metal Incorporated », un corps pplitique et incorporé, dûment constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, par lettres patentes émises le 5e jour de décembre 1952, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, où jusqu'à ce jour, son bureau était situé à 1010 ouest, rue Ste-Catherine, l'a transporté à 1420 ouest, rue Sherbrooke.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné et signé en la cité de Montréal, province de Québec, Canada, à compter du 1er jour de juin 1962.

(Sceau)
553 MARVIN E. GOLDBLATT.

Paul Poupart Inc.

Avis est donné que la compagnie « Paul Poupart Inc. », constituée en corporation par lettres patentes selon la première partie de la loi des compagnies de Québec, en date du 1er jour de février 1962 et ayant son bureau principal dans la ville de Pierrefonds, district de Montréal, a établi sa principale place d'affaires au numéro 1017, Rive Boisée, ville de Pierrefonds, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Pierrefonds, ce 5e jour de septembre 1962.

Le Président,
554-o J. PAUL POUPART.

Les Fournitures Électriques Frontenac Inc. Frontenac Electrical Supplies Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Fournitures Électriques Frontenac Inc. — Frontenac Electrical Supplies Inc. » constituée en corpo-

office was situated up to today at 1470, Peel Street, has moved it to the following address: Suite M-25, 1455, Peel Street, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

(Seal) M. GREENSTONE,
550-o *Secretary.*

Les Soeurs des Sacrés-Coeurs de Jésus et de Marie

By-law No. 21

concerning change of head office.

The head office of the corporation "Les Soeurs des Sacrés-Coeurs de Jésus et de Marie", is transferred from Senneterre where it was heretofore to Amos, number 244, Principale-Nord Street".

Certified copy of by-law No. 21, duly adopted at a meeting of the directors held on the twenty-third day of April, 1962, and approved unanimously at a special general meeting of the corporation, held on the twenty-sixth day of April, 1962.

(*Signed*) Str MARIE-LOUISE DE ST. JOSEPH,
Secretary.
551 30-62

Iron and Metal Incorporated

Notice is hereby given that "Iron and Metal Incorporated", a body politic and corporate, duly incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent granted on the 5th day of December 1952, and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, where its office was situated up to to-day at 1010, St. Catherine Street West has moved it to 1420, Sherbrooke Street West.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered, by the company, as being its head office.

Given and signed at the city of Montreal, Province of Quebec, Canada, as of the 1st day of June 1962.

(Seal)
553-o MARVIN E. GOLDBLATT.

Paul Poupart Inc.

Notice is hereby given that "Paul Poupart Inc.", incorporated under the provisions of the Quebec Companies' Act, on the 1st day of February 1962 and having his head office in the town of Pierrefonds, district of Montreal, has established his head office at 1017, Rive Boisée, town of Pierrefonds.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at town of Pierrefonds, this 5th day of september 1962.

J. PAUL POUPART,
554-o *President.*

Les Fournitures Électriques Frontenac Inc. Frontenac Electrical Supplies Inc.

Notice is hereby given that "Les Fournitures Électriques Frontenac Inc.—Frontenac Electrical Supplies Inc.", company incorporated by letters

ration par lettres patentes en date du 7e jour de juin 1962 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 4404, rue Frontenac.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 31e jour de juillet 1962.

(Sceau) *Le Secrétaire,*

555-o JEAN CLERMONT.

Industrial Concrete Floor Finishing Co. Ltd.

Avis est donné qu'« Industrial Concrete Floor Finishing Co. Ltd. », a été constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes en date du 7 juin 1962.

Le siège social de la compagnie est situé à 7750, rue Delorimier, Montréal, et constitue également son principal bureau.

Montreal, ce 10 septembre 1962.

Le Secrétaire,

577-o BERNARD M. DESCHÊNES.

Jurihome Inc.

Avis est donné que la compagnie « Jurihome Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises le 12 mai 1961, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, ayant son bureau principal à 1569, rue St-Hubert, à Montréal, province de Québec, jusqu'à aujourd'hui, l'a transporté à 1595, rue St-Hubert, à Montréal, district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 28e jour d'août 1962.

Le Secrétaire,

578-o JEAN-PAUL DANSEREAU.

Montreal Offset Printing Inc.
L'Imprimerie Offset de Montréal Inc.

Avis est donné que la compagnie « Montreal Offset Printing Inc.—L'Imprimerie Offset de Montréal Inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 18 juin 1962, et ayant son bureau principal dans les cité et district de Montréal, province de Quebec, a établi son bureau au 635 ouest, boulevard Dorchester, chambre 605, Montréal, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 6e jour de septembre 1962.

Le Président,

579-o PIERRE PELADEAU.

Quad Development Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Quad Development Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, a transporté son siège social de 333 est, rue Craig, Montréal, à 4755, rue Van Horne, Montréal.

Montréal, 7 septembre 1962.

L'Assistant-Secrétaire,

580 C. D. HOY.

---

patent on the 7th day of June, 1962, and having its head office in the city of Montreal, has established its offices at 4404, Frontenac street.

From and after the date of this notice, the said offices shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 31st day of July, 1962.

(Seal) JEAN CLERMONT,

555-o *Secretary.*

Industrial Concrete Floor Finishing Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Industrial Concrete Floor Finishing Co. Ltd.", was incorporated in the Province of Quebec by letters patent dated June 7, 1962.

The head office of the company is situated at 7750, Delorimier Street, Montreal, and constitutes also its head office.

Montreal, September 10, 1962.

BERNARD M. DESCHÊNES,

577 *Secretary.*

Jurihome Inc.

Notice is hereby given that "Jurihome Inc.", incorporated by letters patent issued on May 12, 1961, in virtue of Part I of the Quebec Companies Act, section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, having its head office at 1569, St-Hubert Street, in Montreal, Province of Quebec, until today, has moved it to 1595, St. Hubert Street, in Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 28th day of August, 1962.

JEAN-PAUL DANSEREAU,

578 *Secretary.*

Montreal Offset Printing Inc.
L'Imprimerie Offset de Montréal Inc.

Notice is hereby given that "Montreal Offset Printing Inc.— L'Imprimerie Offset de Montréal Inc.", incorporated by letters patent issued on June 18, 1962, and having its head office in the city and district of Montreal, province of Quebec, has established its office at 635, Dorchester Boulevard west, Room 605, Montreal, district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 6th day of September, 1962.

PIERRE PELADEAU,

579 *President.*

Quad Development Ltd.

Notice is hereby given that "Quad Development Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, has moved its head office from 333, Craig Street East, Montreal, to 4755, Van Horne Street, Montreal.

Montreal, September 7, 1962

C. D. HOY,

580-o *Assistant-Secretary.*

Army, Navy and Air Force Veterans in Canada

Avis est donné que la compagnie « Army, Navy and Air Force Veterans in Canada », Quebec Unit No. 33 constituée en corporation en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 12 janvier 1934, a établi son bureau au numéro 1090, de la rue Raymond Casgrain à Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 11e jour de septembre 1962.

Le Secrétaire,
E. POTVIN.

598-o

Army, Navy and Air Force Veterans in Canada

Notice is given that the company "Army, Navy and Air Force Veterans in Canada", Quebec Unit No. 33, incorporated under Part Three of the Quebec Companies Act dated January 12, 1934, has established its office at number 1090, Raymond Casgrain Street, in Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 11th day of September, 1962.

E. POTVIN,
Secretary.

598

Demande à la Législature

Marie Germaine Lucie Sénécal

Avis est par les présentes donné que « François-Xavier Mousseau », ingénieur, et son épouse Germaine Laporte, tous deux de la ville de Boucherville, district de Montréal, présenteront une requête à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi validant l'adoption de Marie Germaine Lucie Sénécal, fille légitime de Marcel Sénécal et d'Angelina Simard.

Montréal, P.Q., le 22 août 1962.

Les Procureurs des requérants,
HOWARD, CATE, OGILVY, BISHOP,
COPE, PORTEOUS & HANSARD.

445-35-4-o

Application to Legislature

Marie Germaine Lucie Sénécal

Notice is hereby given that "François-Xavier Mousseau", engineer, and his wife Germaine Laporte, both of the town of Boucherville, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act validating their adoption of Marie Germaine Lucie Sénécal, legitimate daughter of Marcel Sénécal and Angelina Simard.

Montreal, P.Q., August 22, 1962.

HOWARD, CATE, OGILVY, BISHOP,
COPE, PORTEOUS & HANSARD,
Attorneys for the petitioners.

445-35-4-o

Liquidation — Avis de

General Automatic Laundry Co. Inc.

District de Montréal, province de Québec, dans l'Affaires de la liquidation de: « General Automatic Laundry Co. Inc. », un corps politique et incorporé, dûment constitué en corporation conformément à la Loi, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, Intimé.

Avis aux créanciers et actionnaires

S'il vous plaît prenez avis que le 19 juillet 1961, un ordre de liquidation a été émis contre la compagnie ci-dessus nommée, en vertu des dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, S.R.Q. 1941, chapitre 278, et le soussigné dûment nommé liquidateur.

Le Liquidateur,
S. B. FREED, C.A.

552

Winding up Notices

General Automatic Laundry Co. Inc.

District of Montreal, province of Quebec, in the matter of the winding up of: "General Automatic Laundry Co. Inc.", a body politic and corporate, duly incorporated according to law, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, respondent.

Notice to the creditors and shareholders

Please take notice that on July 19, 1961 a Winding-Up Order was issued against the above-named company under the Provisions of the Winding-Up act of the Province of Quebec, R.S.Q. 1941, chapter 278, and the undersigned duly appointed liquidator.

S. B. FREED, C.A.,
Liquidator.

552-o

Ministère des Affaires municipales

Cité d'Arvida

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil No 1436 du 30 août 1962 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 243 du conseil

Department of Municipal Affairs

City of Arvida

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 1436, dated August 30, 1962, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve the by-law No. 243 of

municipal de la cité d'Arvida, moins l'article 17 qui a été biffé par ledit conseil dans une résolution en date du 26 juin 1962 et par une résolution du conseil municipal du canton de Chicoutimi, comté de Chicoutimi, le 27 juillet 1962, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité du canton de Chicoutimi, comté de Chicoutimi, et annexé à la cité d'Arvida.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire, situé dans le canton de Chicoutimi, comté de Chicoutimi, comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: Partant du sommet de l'angle ouest du lot 14-B rang XIII sud-ouest, chemin Sydenham; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: En suivant les limites actuelles de la cité d'Arvida, la ligne nord-ouest du rang XIII sud-ouest, chemin Sydenham jusqu'à la ligne nord-est du lot 12-B dudit rang; la ligne nord-est dudit lot; la ligne nord-ouest du rang XII sud-ouest, chemin Sydenham en allant vers le nord-est jusqu'au côté nord-est de l'emprise du chemin de fer Roberval-Saguenay (chemin de fer de la Baie des Ha ! Ha !); puis laissant les limites actuelles de la cité d'Arvida, ledit côté nord-est dudit droit de voie à travers les lots 8-B et 9-A rang XII sud-ouest, chemin Sydenham jusqu'à la ligne séparative des rangs XI sud-ouest, chemin Sydenham et XII sud-ouest, chemin Sydenham; cette dernière ligne en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne séparative des lots 18-B et 19-A du rang XII sud-ouest, chemin Sydenham; ladite ligne séparative desdits lots; la ligne séparative des rangs XII sud-ouest, chemin Sydenham et XIII sud-ouest, chemin Sydenham en allant vers le nord-est jusqu'à la ligne séparative des lots 14-B et 15 du rang XIII sud-ouest, chemin Sydenham et enfin ladite ligne séparative desdits lots 14-B et 15 jusqu'au point de départ.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
564-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Cité de Joliette

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil No 1436 du 30 août 1962 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 643 du conseil municipal de la cité de Joliette, tel que modifié par ledit conseil dans une résolution adoptée le 2 avril 1962, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité du village de Saint-Pierre, comté de Joliette, et annexé à la cité de Joliette.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité du village de Saint-Pierre, comté de Joliette, comprenant une partie des lots 419, 420 et 421 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, ruelles, cours

the municipal council of the city of Arvida, less section 17 which was struck out by said council in a resolution dated June 26, 1962, and by a resolution of the municipal council of the township of Chicoutimi, county of Chicoutimi, on July 27, 1962, and to decree that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in said by-law and described below be detached from the municipality of the township of Chicoutimi, county of Chicoutimi, and annexed to the city of Arvida.

The territory is the following:

A territory, situated in the township of Chicoutimi, county of Chicoutimi, comprising, with reference to the official cadaster of the parish of Chicoutimi, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, railway rights of way, waterways of parts of the same enclosed within the following boundaries, to wit: Starting at the summit of the west corner of lot 14-B, range XIII southwest, Sydenham road; thence, successively, the following lines and demarcations: Following the present boundaries of the city of Arvida, the northwest line of range XIII southwest, Sydenham road as far as the northeast line of lot 12-B on said range; the northeast line of said lot; the northwest line of range XII southwest, Sydenham road going towards the northeast as far as the northeast side of the Roberval-Saguenay railway right of way (Baie des Ha ! Ha ! Railroad); then, leaving the present limits of the city of Arvida, the south northeast side of said right of way across lots 8-B and 9-A, range XII southwest, Sydenham road as far as the line separating ranges XI southwest, Sydenham road and XII southwest Sydenham road; the latter line going towards the southwest as far as the line separating lots 18-B and 19-A on range XII southwest, Sydenham road; the said line separating said lots; the line separating ranges XII southwest, Sydenham road and XIII southwest, Sydenham road going towards the northeast as far as the line separating lots 14-B and 15 on range XIII, southwest, Sydenham road, and, finally, the said line separating said lots 14-B and 15 as far as the starting point.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
564 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

City of Joliette

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 1436, dated August 30, 1962, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 643 of the municipal Council of the city of Joliette, as amended by said Council in a resolution adopted on April 2, 1962, and to decree that, from and after the date of publication of the present notice, the territory mentioned in said by-law and described below, be detached from the municipality of the village of Saint-Pierre, county of Joliette, and annexed to the city of Joliette.

The territory is the following:

A territory presently forming part of the municipality of the village of Saint-Pierre, county of Joliette, comprising a part of lots 419, 420 and 421 in the official cadaster of the parish of Saint-Paul and their present and future subdivisions as well as the roads, streets, lanes,

d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: Partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots 418 et 419 avec une ligne perpendiculaire au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 220; ladite ligne perpendiculaire originant en un point dudit prolongement à une distance de 300 pieds mesurée dans ledit prolongement au sud-ouest du côté sud de l'emprise du chemin de fer Ottawa Canadian Northern Quebec; de là, successivement, les lignes suivantes: Suivant la limite actuelle de la cité de Joliette dans la ligne perpendiculaire précitée sur la largeur des lots 419, 420 et 421; puis laissant la limite actuelle de la cité de Joliette, la ligne séparative des lots 421 et 422 en allant vers le sud-ouest jusqu'à un point à une distance perpendiculaire de 1600 pieds de la limite actuelle de la cité de Joliette; une ligne parallèle à la limite actuelle de la cité de Joliette traversant les lots 421, 420 et 419 et enfin la ligne séparative des lots 418 et 419 en allant vers le nord-est jusqu'au point de départ.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
564-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

waterways or parts of the same enclosed within the following boundaries, to wit: Starting at the point of intersection of the line separating lots 418 and 419 with a line perpendicular to the extension of the northwest line of lot 220; the said perpendicular line originating at a point on said extension at a distance of 300 feet measured on said extension to the southwest of the south side of the railway right of way Ottawa Canadian Northern Quebec; thence, successively, the following lines; Following the present boundary of the city of Joliette on the aforementioned perpendicular line on the width of the lots 419, 420 and 421; then, leaving the present boundary of the city of Joliette, the line separating lots 421 and 422 going towards the southwest as far as a point at a perpendicular distance of 1600 feet from the present limit of the city of Joliette; a line parallel to the present boundary of the city of Joliette, crossing lots 421, 420 and 419, and finally the line separating lots 418 and 419 going towards the northeast as far as the starting point.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
564 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Département de l'Instruction publique

La corporation d'écoles secondaires de Duvernay

Demande est faite de changer le nom de « La corporation d'écoles secondaires de Duvernay », en celui de « La commission scolaire régionale Duvernay ».

Québec, le 7 septembre 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

583-37-2-o 1950-60

Laniel

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B de la loi de l'Instruction publique, l'annexion du territoire actuel de la municipalité scolaire de Laniel, dans le comté de Témiscamingue, à la municipalité scolaire de Fabre, dans le même comté.

Québec, le 6 septembre 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

584-37-2-o 529-62

La corporation d'écoles secondaires des Laurentides

Demande est faite de changer le nom de « La corporation d'écoles secondaires des Laurentides », en celui de « La commission scolaire régionale des Laurentides ».

Québec, le 7 septembre 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

585-37-2-o 836-59

La corporation d'écoles secondaires de Le Gardeur

Demande est faite de changer le nom de « La corporation d'écoles secondaires de Le Gardeur », en celui de « La commission scolaire régionale Le Gardeur ».

Department of Education

La corporation d'écoles secondaires de Duvernay

Application is made to change the name of "La corporation d'écoles secondaires de Duvernay" to "La commission scolaire régionale de Duvernay".

Quebec, September 7, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

583-37-2 1950-60

Laniel

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to the provisions of section 71-B of the Education Act, the annexation of the present territory of the school municipality of Laniel, in the county of Témiscamingue, to the school municipality of Fabre, in the same county.

Quebec, September 6, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

584-37-2 529-62

La corporation d'écoles secondaires des Laurentides

Application is made to change the name of "La corporation d'écoles secondaires des Laurentides" to "La commission scolaire régionale des Laurentides".

Quebec, September 7, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

585-37-2 836-59

La corporation d'écoles secondaires de Le Gardeur

Application is made to change the name of "La Corporation d'écoles secondaires de Le Gardeur", to "La commission scolaire régionale Le Gardeur".

Québec, le 7 septembre 1962.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.
586-37-2-o 318-61

La corporation d'écoles secondaires des Mille-Isles

Demande est faite de changer le nom de « La corporation d'écoles secondaires des Mille-Isles », en celui de « La commission scolaire régionale des Mille-Isles ».
Québec, le 7 septembre 1962.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.
587-37-2-o 285-61

St-Athanase

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de St-Athanase, dans le comté de Kamouraska, les lots 1 à 46 inclusivement du rang IX du canton Bungay, territoire non encore organisé au point de vue scolaire.
Québec, le 6 septembre 1962.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.
588-37-2-o 314-62

St-Augustin

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Augustin, dans le comté des Deux-Montagnes, les lots 2, 3 et 8 du cadastre officiel de la paroisse de St-Augustin, pour les annexer à la municipalité scolaire catholique de la paroisse de St-Eustache, dans le même comté.

Québec, le 5 septembre 1962.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.
589-37-2-o 1492-61

La corporation d'écoles secondaires de St-Eustache

Demande est faite de changer le nom de « La corporation d'écoles secondaires de St-Eustache», en celui de « La commission scolaire régionale de St-Eustache ».
Québec, le 7 septembre 1962.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.
590-37-2-o 1792-60

St-Léonard-de-Port-Maurice Diss.

Demande est faite d'annexer, pour les protestants seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Léonard-de-Port-Maurice, dans le comté de Bourget, à la municipalité scolaire protestante de Montréal.
Québec, le 11 septembre 1962.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.
604-37-2-o 374-51

Quebec, September 7, 1962.
O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.
586-37-2 318-61

La corporation d'écoles secondaires des Mille-Isles

Application is made to change the name of "La corporation d'écoles secondaires des Mille-Isles" to "La commission scolaire régionale des Mille-Isles".
Quebec, September 7, 1962.
O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.
587-37-2 285-61

St-Athanase

Application is made to annex to the school municipality of St-Athanase, in the county of Kamouraska, the lots 1 to 46 inclusively on Range IX in the township of Bungay, territory not yet organized from a school point of view.
Quebec, September 6, 1962.
O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.
588-37-2 314-62

St-Augustin

Application is made to detach from the school municipality of St-Augustin, in the county of Two Mountains, lots 2, 3 and 8 in the official cadaster of the parish of St-Augustin, in order to annex them to the Catholic school municipality of the parish of St-Eustache, in the same county.
Quebec, September 5, 1962.
O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.
589-37-2 1492-61

La corporation d'écoles secondaires de St-Eustache

Application is made to change the name of "La corporation d'écoles secondaires de St-Eustache", to "La commission scolaire régionale de St-Eustache".
Quebec, September 7, 1962.
O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.
590-37-2 1792-60

St-Léonard-de-Port-Maurice Dies.

Application is made to annex, for the protestants only, the present territory of the school municipality of St-Léonard-de-Port-Maurice, in the county of Bourget, to the protestant school municipality of Montreal.
Quebec, September 11, 1962.
O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.
604-37-2 374-51

Ministère des Richesses naturelles

Avis de Révocation de Concessions Minières

Vu l'article 50 de la Loi des Mines de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre

Department of Natural Resources

Notice of Revocation of Mining Concessions

On view of section 50 of the Quebec Mining Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter

196), imposant une taxe annuelle de dix cents l'acre sur les concessions minières inexploitées, et donnant au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir d'annuler les lettres patentes émises pour des concessions sur lesquelles deux années d'arrérages de cette taxe sont dues.

Avis est donné que les concessions minières et concessions minières souterraines dont suit la liste redeviendront la propriété de la Couronne et les lettres patentes seront annulées, si, dans les six mois après la première publication du présent avis, les impôts arriérés et les frais de publication dudit avis ne sont pas payés;

Liste des Concessions

1° Concession minière No 332, comprenant le lot 20, rang III, canton Ascot, district électoral de Sherbrooke, correspondant aux lots de cadastre 20A, 20B, 20C et 20D et la partie du lot de cadastre 29 comprise entre la ligne nord et la ligne sud dudit lot 20 (232.96 acres), concédée à Aldermac Copper Corporation Limited le 19 septembre 1944 et patentée le 7 février 1945.

2° Concession minière No 418, comprenant la demie est de la demie nord du lot de cadastre 2*b*, la demie est de la demie ouest du lot de cadastre 3*a* et la demie est du lot de cadastre 4*d* dans le rang XI, canton Ascot, district électoral de Sherbrooke (149.27 acres), concédée à Suffield Metals Corporation Limited le 17 mai 1955.

Québec, le 15 août 1962.

Le Sous-ministre,
P. E. AUGER.

506-36-4-o

196) placing an annual tax of ten cents per acre on unexploited mining concessions, and giving the Lieutenant-Governor in Council the power to annul the letters patent issued for the concessions on which two years in arears of taxes are due.

Notice is hereby given that the mining concessions and underground mining concessions, the list of which follows, will revert to the Crown and the letters patent will be annulled, if, within the six months following the first publication of the present notice, the arrears in taxes and the costs of publication of said notice have not been paid;

List of Concessions

1. Mining Concession No. 332 comprises the lot 20, range III, township of Ascot, electoral district of Sherbrooke, corresponding to cadastral lots 20A, 20B, 20C and 20D and the part of cadastral lot 29, enclosed within the north line and the south line of said lot 20 (232.96 acres), ceded to Aldermac Copper Corporation Limited on September 19, 1944, and patented on February 7, 1945.

2. Mining Concession No. 418, comprising the east half of the north half of cadastral lot 2*b*, the east half of the west half of cadastral lot 3*a* and the east half of cadastral lot 4*d* of range XI, township of Ascot, electoral district of Sherbrooke (149.27 acres), ceded to Suffield Metals Corporation Limited, on May 17, 1955.

Quebec, August 15, 1962.

P. E. AUGER,
Deputy Minister.

506-36-4-o

Ministère du Travail

Avis d'approbation de règlements

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les règlements spéciaux dont le texte suit, adoptés par le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation de Jonquière, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1454 du 6 septembre 1962; section « E » et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit Comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1406 du 30 août 1962. section « C ».

« Règlements spéciaux

Art. XXVII. *Tenue du registre.* Conformément au paragraphe « *g* » de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1158 du 19 juillet 1962 et ses modifications ultérieures, la tenue d'un registre où sont indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

Art. XXVIII. *Rapport mensuel.* Conformément au paragraphe « *h* » de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1158 du 19 juillet 1962 et ses modifications ultérieures, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé

Department of Labour

Notice of approval of by-laws

The Honourable René Hamel, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the following special by-laws, adopted by "Le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation de Jonquière", have been approved by Order in Council number 1454 of September, 1962,, section "E", and added to the constitution and general by-laws of the said Joint Committee, already approved by Order in Council 1406 of August 30, 1962, section "C".

"Special by-laws

Art. XXVII. *Keeping of a register:* Pursuant to subsection "*g*" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for all professional employers governed by the decree number 1158 of July 19, 1962, and its amendments, the keeping of a register giving the name in full and address of every employee in their employ, his qualification or classification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wages paid, with mention of the mode and period of payment, as well as any other information rqquired for the proper enforcement of the decree.

Art. XXVIII. *Monthly report:* Pursuant to subsection "*h*" of section 20 of the Act, the Joint Committee requires every professional employer governed by the decree 1158 of July 19, 1962 and its amendments, to submit to it a monthly report, in writing, signed by himself or by an authorized

par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le 15 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport. »

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 septembre 1962. 566-o

Avis d'approbation de règlements spéciaux

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements) que les règlements spéciaux suivants adoptés par le Comité Paritaire de l'industrie de la Construction du district électoral de Saguenay, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1454 du 6 septembre 1962, section « D », et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit comité déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1406 du 30 août 1962, section « A ».

« 26° *Tenue du registre:* Conformément au paragraphe « *g* » de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1323 du 16 août 1962 et ses modifications ultérieures, la tenue d'un registre où sont indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

27° *Rapport mensuel:* Conformément au paragraphe « *h* » de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1323 du 16 août 1962 et ses modifications ultérieures, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires affectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire à C.P. 1540, Hauterive, le ou avant le 20 de chaque mois et doit courrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport. »

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 septembre 1962. 566-o

Avis de modification

Débardeurs — Port de Sorel

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements),

person in his employ, which shall mention the name in full and address of all employees in his employ, their qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid. The said report shall be forwarded to the Joint Committee on or before the 15th day of each month and shall cover the preceding month. The professional employer may obtain report forms from the Joint Committee."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 15, 1962. 566-o

Notice of approval of special by-laws

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), that the following special by-laws adopted by the Building Industry Parity Committee of the Electoral District of Saguenay have been approved by order in Council number 1454 of September 6, 1962, section "D", and added to the constitution and general by-laws of the said committee already approved by order in council number 1406 of August 30, 1962, Section "A".

"26. *Keeping of register:* Pursuant to paragraph "*g*" of article 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for all professional employers governed by the decree number 1323 of August 16, 1962, and amendments the keeping of a register in which are shown the name in full and residence of every employee in their employ, his qualification or classification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and wages paid, with mention of the method and time of payment, as well as all information needed for the applicationof the decree.

27. *Monthly report:* Pursuant to paragraph "h" of article 20 of the Act, the Parity Committee obliges every professional employer governed by the decree number 1323 of August 16, 1962, and amendments to submit to it a montly report in writing, signed by himself or by a duly authorized person in his employ, on which shall be given the name in full and residence of every employee in his employ, his qualification or classification, the number of regular or extra hours worked each week, the nature of such work and the wages paid. Such report must be transmitted to the Parity Committee at P.O. Box 1540, Hauterive, on or before the 20th of each month and shall cover the preceding month. The professional employer may obtain report forms from the Parity Committee."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 15, 1962. 566-o

Notice of amendment

Longshoremen — Harbour of Sorel

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that

que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux débardeurs du port de Sorel, rendue obligatoire par le décret numéro 94 du 25 janvier 1951 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'article III sera remplacé par le suivant:

« III. Pour le chargement du grain, les taux de salaires sont comme suit:

a) Pour le travail exécuté entre 7 a.m. et 5 p.m., le taux de salaire est de deux dollars et douze cents ($2.12) l'heure pour l'année 1962 et deux dollars et vingt-deux cents ($2.22) l'heure pour l'année 1963.

b) Pour le travail exécuté entre 5 p.m. et 6 p.m., entre 7 p.m. et 12 a.m. (minuit), entre 1 a.m. et 6 a.m. et le samedi entre 1 p.m. et 6 p.m., le taux de salaire est de trois dollars et dix-huit cents ($3.18) l'heure pour l'année 1962 et de trois dollars et trente-trois cents ($3.33) l'heure pour l'année 1963. »

2° L'article IV sera remplacé par le suivant:

« IV. Pour le déchargement du grain des navires océaniques et des grands lacs aux élévateurs, les taux de salaires sont comme suit:

a) Pour le travail exécuté entre 7 a.m. et 5 p.m., le taux de salaire est de deux dollars et deux cents ($2.02) l'heure pour l'année 1962 et de deux dollars et douze cents ($2.12) l'heure pour l'année 1963.

b) Pour le travail exécuté entre 5 p.m. et 6 p.m., entre 7 p.m. et minuit: entre 1 a.m. et 6 a.m. et le samedi de 1 p.m. à 6 p.m. le taux de salaire est de trois dollars et trois cents ($3.03) l'heure pour l'année 1962 et de trois dollars et dix-huit cents ($3.18) l'heure pour l'année 1963. »

3° L'article V sera remplacé par le suivant:

« V. 1. Pour le chargement et le déchargement des cargaisons dont il n'est pas fait mention spéciale, dans les vaisseaux et wagons, pour le nettoyage et le charbonnage ainsi que le montage d'appareils de toutes sortes, le taux de salaire est comme suit:

a) Pour le travail exécuté entre 8 a.m. et 5 p.m. le taux de salaire est de deux dollars et sept cents ($2.07) l'heure pour l'année 1962 et de deux dollars et dix-sept cents ($2.17) l'heure pour l'année 1963.

b) Pour le travail exécuté entre 5 p.m. et 6 p.m., entre 7 p.m. et minuit, entre 1 a.m. et 6 a.m., entre 7 a.m. et 8 a.m. et le samedi entre 1 p.m. et 6 p.m., le taux de salaire est de trois dollars et dix cents et demi ($3.10½) l'heure pour l'année 1962 et de trois dollars et vingt-cinq cents et demi ($3.25½) l'heure pour l'année 1963.

2. Pour le chargement et le déchargement de marchandises, dont il n'est pas fait mention spéciale ailleurs, sur des navires transportant du grain ainsi que le montage d'appareils pour la manipulation du grain et le nettoyage, le taux de salaire est comme suit:

a) Pour le travail exécuté entre 7 a.m. et 5 p.m., le taux de salaire est de deux dollars et sept cents ($2.07) l'heure pour l'année 1962 et deux dollars et dix-sept cents ($2.17) l'heure pour l'année 1963.

b) Pour le travail exécuté entre 5 p.m. et 6 p.m., entre 7 p.m. et minuit, entre 1 a.m. et 6 a.m. et le samedi de 1 p.m. à 6 p.m., le taux de salaire est de trois dollars et dix cents et demi ($3.10½) l'heure pour l'année 1962 et de trois dollars et

the contracting parties to the collective labour agreement relating to the longshoremen of the Harbour of Sorel, rendered obligatory by the decree number 94 of January 25, 1951 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Article III will be replaced by the following:

"III. For the loading grain, the minimum rates of wages are as follows:

a) For time worked between 7:00 a.m. and 5:00 p.m., the rate of wages shall be two dollars and twelve cents ($2.12) per hour for the year 1962 and two dollars and twenty-two cents ($2.22) per hour for the year 1963.

b) For time worked between 5:00 p.m. and 6:00 p.m., between 7:00 p.m. and 12:00 a.m. (midnight), between 1:00 a.m. and 6:00 a.m. and, on Saturday, between 1:00 p.m. and 6:00 p.m., the rate of wages shall be three dollars and eighteen cents ($3.18) per hour for the year 1962 and three dollars and thirty-three cents ($3.33) per hour for the year 1963."

2. Article IV will be replaced by the following:

"IV. For the unloading of grain out of Great Lakes or ocean vessels into the elevators, the minimum rates of wages are as follows:

a) For time worked between 7:00 a.m. and 5:00 p.m., the rate of wages shall be two dollars and two cents ($2.02) per hour for the year 1962 and two dollars and twelve cents ($2.12) per hour for the year 1963.

b) For time worked between 5:00 p.m. and 6:00 p.m., between 7:00 p.m. and midnight, between 1:00 a.m. and 6:00 a.m. and on Saturday from 1:00 p.m. to 6:00 p.m., the rate of wages shall be three dollars and three cents ($3.03) per hour for the year 1962 and three dollars and eighteen cents ($3.18) per hour for the year 1963."

3. Article V will be replaced by the following:

"V. 1. For the loading or unloading of cargoes not otherwise specified from or to vessels and or railroad cars, cleaning and bunkering of vessels and erection gears of all kinds; the rate of wages shall be as follows:

a) For time worked between 8:00 a.m. and 5:00 p.m. the rate of wages shall be two dollars and seven cents ($2.07) per hour for the year 1962 and two dollars and seventeen cents ($2.17) per hour for the year 1963.

b) For time worked between 5:00 p.m. and 6:00 p.m. between 7:00 p.m. and midnight, between 1:00 a.m. and 6:00 a.m., between 7:00 a.m. and 8:00 a.m. and, on Saturday, between 1:00 p.m. and 6:00 p.m., the rate of wages shall be three dollars and ten cents and a half ($3.10½) per hour for the year 1962 and three dollars and twenty-five cents and a half ($3.25½) for the year 1963.

2. For the loading or unloading of merchandise not otherwise specified, on, vessels carrying grain, including the erection of grain handling gear and cleaning, the rate of wages shall be as follows:

a) For time worked between 7:00 and 5:00 p.m., the rate of wages shall be two dollars and seven cents ($2.07) per hour for the year 1962 and two dollars and seventeen cents ($2.17) per hour for the year 1963.

b) For time worked between 5:00 p.m. and 6:00 p.m. between 7:00 p.m. and midnight, between 1:00 a.m. and 6:00 a.m. and, on Saturday from 1:00 p.m. to 6:00 p.m., the rate of wages shall be three dollars and ten cents and a half

vingt cents et demi ($3.20½) l'heure pour l'année 1963. »

4° L'article VI sera remplacé par le suivant:

« VI. Pour le chargement et le déchargement (y compris le nettoyage) de vaisseaux ou de wagons de soufre, de cargos d'huile, kaolin, potasse, cyanamide, bois créosotés, bitume, superphosphate, tréphosphate et autres cargaisons du genre, le taux de salaire est comme suit:

a) Pour le travail exécuté entre 8 a.m. et 5 p.m. le taux de salaire est de deux dollars et vingt-deux cents ($2.22) l'heure pour l'année 1962 et de deux dollars et trente-deux cents ($2.32) l'heure pour l'année 1963.

b) Pour le travail exécuté entre 5 p.m. et 6 p.m., entre 7 p.m. et minuit, entre 1 a.m. et 6 a.m., entre 7 a.m. et 8 a.m. et le samedi, de 1 p.m. à 6 p.m., le taux de salaire est de trois dollars et trente-trois cents ($3.33) l'heure pour l'année 1962, et de trois dollars et quarante-huit cents ($3.48) l'heure pour l'année 1963. »

5° L'article VII sera remplacé par le suivant:

« VII. Pour tout travail exécuté le dimanche et le jour de la St-Jean Baptiste, la Fête du travail, la Confédération, l'Ascension, la Toussaint et l'Action de Grâce, la rémunération sera le double du taux en vigueur, selon les stipulations des articles précédents.

Les dimanches, le jour de l'Ascension et le jour de la Toussaint, les débardeurs ne seront pas requis de se présenter au travail avant 9 a.m.

Les appels pour les heures mentionnées à l'article XII, pour le dimanche et les jours de fêtes doivent être faits avant 5 p.m. le jour précédent, sauf lorsque les hommes sont au travail après 5 p.m. le jour précédent et qu'ils reçoivent l'appel avant de quitter le travail. Les hommes appelés pour toutes heures, les dimanches et les jours de fêtes, peuvent être arppelés pour une heure subséquente le même jour; cette clause ne s'applique pas à ceux qui sont préposés à l'amarrage. Ces derniers peuvent être appelés en tout temps aux heures mentionnées à l'article XII.

Les heures des repas, les jours de fêtes, doivent être les mêmes que les jours ordinaires.

Les hommes requis de se présenter un des six (6) jours ci-haut mentionnés et les dimanches et qui ne sont pas mis au travail, doivent recevoir deux (2) heures de salaire au taux en vigueur, pour chaque appel.

Si par décret, statut ou entente entre les parties, la célébration des jours de fête ci-haut mentionnés est remise à un autre jour, cet autre jour sera sensé être le jour de ladite fête pour les fins du présent article. »

6° L'article IX sera remplacé par le suivant:

« IX. Les préposés à l'amarrage des océaniques doivent recevoir une rémunération minimum de deux heures du taux en vigueur. Il doit y avoir pour cette fonction au moins cinq (5) hommes et un (1) contremaître. Toutefois, si ces hommes sont déjà au travail lors de l'accostage des vaisseaux, cette clause ne leur donne pas droit à deux (2) heures de rémunération en plus du salaire régulier. Au moins huit (8) hommes et un (1) contremaître seront employés quand des amarres doivent être déplacées le long du quai pour déplacer le navire plus que sa longueur; dans les autres cas on emploiera quatre (4) hommes et un (1) contremaître. »

7° L'article XII sera remplacé par le suivant:

« XII. *a*) Le travail commencera aux heures suivantes: 7 a.m., 8 a.m., 10 a.m., 1 p.m., et 7 p.m.

($3.10½) per hour for the year 1962 and three dollars and twenty cents and a half ($3.20½) per hour for the year 1963."

4. Article VI will be replaced by the following:

"VI. For loading and unloading vessels and/or railroad cars and cleaning same from sulphur, oil, china clay, potash, cynamid, creosoted wood, pitch, superphosphate, trephosphate and other similar cargoes, the rates of wages are as follows:

a) For time worked between 8:00 a.m. and 5:00 p.m. the minimum rates of wages shall be two dollars and twenty-two cents ($2.22) per hour for the year 1962 and two dollars and thirty-two cents ($2.32) per hour for the year 1963.

b) For time worked between 5:00 p.m. and 6:00 p.m., between 7:00 p.m. and midnight, between 1:00 a.m. and 6:00 a.m., between 7:00 a.m. and 8:00 a.m. and, on Saturday, from 1:00 p.m. to 6:00 p.m., the minimum rates of wages shall be thee dollars and thirty-three cents ($3.33) per hour for the year 1962 and three dollars and forty-eight cents ($3.48) per hour for the year 1963."

5. Article VII will be replaced by the following:

"VII. For work performed on Sundays and Saint Jean Baptiste Day, Labour Day, Confederation Day, Ascension Day, All Saints' Day and Thanksgiving Day, the remuneration shall be double the prevailing rate, according to the preceding articles.

On Sundays, Ascension Day and All Saints' Day, longshoremen shall not be required to report before 9:00 a.m.

Calls for hours mentioned in article XII, for Sundays and holidays, shall be made before 5:00 p.m. the preceding day, except when men work after 5:00 p.m. the preceding day and are notified before leaving. Men called for any hours on Sunday and holidays may be called again for a subsequent hour that same day; this provision shall not apply to men handling mooring lines. They may be called for any hours mentioned in article XII.

Meal hours on all holidays shall be the same as on ordinary working days.

Men called on any of the six (6) days above mentioned and on Sundays and not put to work, shall receive two (2) hours' pay at the prevailing rate for each call.

If the celebration of the aforesaid holidays is postponed by law or decree, or by agreement between the parties, such other day as may be fixed shall be considered as the holiday for the purposes of the present article."

6. Article IX will be replaced by the following:

"IX. Men mooring ocean vessels shall receive a minimum remuneration of two hours of the prevailing rate. Not less than five (5) men and a (1) foreman shall be used. However, if the men are already working at the time the vessels dock this does not entitle them to the two (2) hours' pay over and above the regular wages. At least eight (8) men and one (1) foreman shall be employed when lines have to be displaced along the warf to move the ship more than its length. In other cases, at least four (4) men and one (1) foreman shall be employed."

7. Article XII will be replaced by the following:

"XII. *a*) The starting times are as follows:

7:00 a.m., 8:00 a.m., 10:00 a.m., 1:00 p.m., and 7:00 p.m.

L'appel pour 7 a.m., 8 a.m. et 10 a.m. doit être donné avant 5 p.m. le jour prédédent.

L'appel pour 1 p.m. doit être donné avant 10 a.m. le même jour.

L'appel pour 7 p.m. doit être donné avant 1 p.m. le même jour.

b) Ces heures d'appel ne s'spphquent pas pour les hommes qui sont déjà au travail, de même qu'aux préposés à l'amarrage des navires. Les hommes qui sont au travail ou qui reçoivent la rémunération minimum peuvent être appelés pour toutes heures de début de travail.

c) Les débardeurs qui se présentent à ces heures doivent être rémunérés à compter de ce moment jusqu'à leur renvoi au taux en vigueur de même que ceux à qui on a demandé d'attendre après ces heures, jusqu'à leur renvoi. Qu'ils soient mis au travail ou renvoyés, ils doivent recevoir un minimum de deux (2) heures de rémunération au taux en vigueur pour chaque appel, sauf pour l'appel de 7 a.m., pour lequel ils ne recevront qu'une (1) heure de rémunération minimum. Cette rémunération ne sera pas payée à ceux qui ne se présentent pas au travail. Dans les cas de mauvaise température, il appartiendra aux officers du navire de décider s'il y a travail ou non.

d) Les hommes qui auront été appelés pour travailler à 7 p.m. et qui n'auront pas été mis au travail pour une raison de force majeure pourront être rappelés pour 10 a.m.

Aucun débardeur ne peut être requis de se présenter au travail après 7 p.m. et 7 a.m.

e) Quatre (4) hommes constituent une équipe régulière pour l'arrimage du charbon de soute. Les hommes affectés à ce travail recevront un minimum de quatre (4) heures de rémunération au taux en vigueur.

f) La paye minimum ne s'appliquera pas quand un nombre d'hommes insuffisant se présente pour l'ouvrage et que les hommes refusent de travailler. »

8° L'article XIII sera remplacé par le suivant:

« XIII. *a*) Le Comité a le droit de nommer un représentant qui aura accès à tous les docks, hangars ou vaisseaux dans où sur lesquels travaillent les hommes afin de surveiller la mise à exécution du décret.

b) Tous les contremaîtres et les hommes sont sous la direction du surintendant des compagnies ou des entrepreneurs arrimeurs, mais les ordres des hommes cependant doivent être donnés par l'entremise de leurs contremaîtres respectifs. Ces derniers choisissent leurs hommes.

c) Tout homme qui fume dans la cale, vole ou est sous l'influence de la boisson au travail peut être renvoyé en tout temps.

d) Les baux des écoutilles doivent être enlevés ou boulonnés lorsque les hommes travaillent dans la cale et utilisent un treuil.

e) Les compagnies ou les entrepreneurs-arrimeurs ont le droit de décider de la distribution des hommes d'une équipe, de l'usage de garants accouplés, ainsi que de l'emploi de toute autre méthode sûre et pratique de chargement et déchargement.

f) 1. Dix-huit (18) hommes et un (1) contremaître constituent une équipe régulière pour l'arrimage ou la mise en sac des cargaisons de grain.

2. Quand il s'agira d'arrimer le grain aux moyens d'arrimeurs mécaniques pas moins de neuf (9) hommes et un (1) contremaître seront employés pour un arrimeur mécanique, dix-huit (18) hommes et deux (2) contremaîtres pour deux arrimeurs mécaniques, vingt-sept (27) hommes et trois (3) contremaîtres pour trois

All calls for 7:00 a.m., 8:00 a.m. and 10:00 a.m. shall be given before 5:00 p.m. the preceding day.

All calls for 1:00 p.m. shall be given before 10:00 a.m. the same day.

All calls for 7:00 p.m. shall be given before 1:00 p.m. the same day.

b) The above call hours do not apply to men alread at work and to those doing mooring work. Men already at work or who receive the minimum remuneration may be called for any starting time.

c) Longshoremen reporting at such times shall be paid from the time at which they report until discharged, at prevailing rate, including those who have been told to wait after such starting times. Whether put to work or not, they shall receive a minimum of two (2) hours' pay, at the prevailing rate, for each call, except the call for7 :00 a.m. for which they shall receive but one (1) hour's minimum pay. Such remuneration shall not be paid to thoe who do not report to work. In the event of adverse wheather conditions, the ship's officers shall decide whether there shall be work or not.

d) Men called for 7:00 a.m. who have not been put to work for reasons beyond control may be called again for 10:00 a.m.

No longshoreman shall be required to report for work after 7:00 p.m. and 7:00 p.m.

e) Four (4) men constitute a regular gang for the trimming of bunker-coal. Men employed for this class of work shall receive a minimum of four (4) hours' pay at the prevailing rate.

f) The minimum remuneration shall not be paid when an insufficient number of men report to work and when men refuse to work."

8. Article XIII will be replaced by the following:

"XIII. *a*) The Committee has the right to appoint a representative who will have access to all docks, sheds or vessels where men are working in order to supervise the carrying out of the decree.

b) All foremen and men shall be under the control of Companies' Superintendents and/or Contracting Stevedores but all orders to the men shall be given through their respective foremen. Foremen shall select their men.

c) Any man found smoking in the hold, pilfering or under the influence of liquor while at work, may be discharged at any time.

d) Hatch beams must be taken off or bolted when men are working in the hold and using a winch.

e) The Companies and/or Contracting Stevedores shall have the right to judge how all men in the gang are to be dstributed and shall also have the righ to work with falls together or any other practical and safe method of loading or unloading.

f) 1. Eighteen (18) men and on (1) foreman shall constitute a regular gang for trimming and bagging of grain cargoes.

2. For the trimming of grain cargoes when mechanical trimmer is used, not less than nine (9) men and one (1) foreman shall be employed for a mechanical trimmer, eighteen (18) men and two (2) foremen for two mechanical trimmers, twenty-seven (27) men and three (3) foremen for three mechanical trimmers and thirty-six (36)

arrimeurs mécaniques, et trente-six (36) hommes et quatre (4) contremaîtres pour quatre arrimeurs mécaniques.

3. Les hommes qui sont en disponibilité pour chaque arrimeur mécanique à arrimer le grain ne devront pas être employés à un autre travail pendant que l'arrimeur est en opération.

4. Quand on utilisera un arrimeur mécanique, on devra employer un (1) homme sur le quai pour prendre soin des conduits électriques. S'il y a plus d'un arrimeur mécanique, il devra y avoir deux (2) hommes à cette fonction.

5. Si l'on procède au chargement du grain au moyen de conduit seulement, il y aura deux (2) hommes à employer par conduit. Il y aura un (1) contremaître pour les hommes aux conduits pour le chargement de grain.

6. i. Pour le chargement du grain à bord d'un navire citerne au moyen de conduite, il y aura deux (2) hommes par conduit et un (1) contremaître.

ii. Si le chargement du grain requiert du gréement, on devra employer en plus neuf (9) hommes et un (1) contremaître pour l'appareillage des gréments;

iii. Dans tous les cas où il se fera de l'arrimage manuel, on devra employer seize (16) hommes et un (1) contremaître.

7. On doit employer deux hommes (2) par conduit et un (1) contremaître pour tous les hommes aux conduits. Toutefois s'il est nécessaire de déplacer les conduits, la compagnie ou son représentant pourra appeler deux (2) hommes additionnels par conduit.

g) Treize (13) hommes et un (1) contremaître constituent une équipe régulière pour l'arrimage des cargaisons en bloc à l'exception du travail sur péniches à charbon lequel nécessite au moins huit (8) hommes et un (1) contremaître. Toutefois, lorsque le déchargement se fait au moyen des treuils d'un vaisseau avec tunnel dans la cale, il doit y avoir un surveillant de chaque côté où s'effectue le déchargement.

h) Une équipe régulière pour l'arrimage du manganèse et pour l'utulisation d'une pelle mécanique est composée de huit (8) hommes et d'un (1) contremaître.

i) Une équipe régulière pour l'arrimage du manganèse et pour l'utilisation de deux pelles mécaniques est composée de seize (16) hommes et d'un (1) contremaître.

j) On doit employer quatorze (14) hommes et un (1) contremaître sur chaque bâtiment pour le déchargement des cargaisons mentionnées à l'article VI. Ces hommes seront appelés dès qu'il sera possible de les mettre au travail. Les hommes affectés à ce travail ne seront pas divisés.

k) On doit employer un porteur d'eau quand des hommes travaillent à la manipulation de toute cargaison, y compris le chargement ou le déchargement du grain. Ces rémunérations seront de un dollar et quatre-vingt-dix-sept cents ($1.97) pour l'année 1962, et de deux dollars et sept cents ($2.07) l'heure pour l'année 1963, pour toute heure travaillée entre 7 a.m. et 5 p.m. Entre 5 p.m. et 6 p.m., entre 7 p.m. et minuit, entre 1 a.m. et 6 p.m. et le samedi de 1 p.m. à 6 p.m., la rémunération sera, pour l'année 1962, de deux dollars et quatre-vingt-quinze cents et demi ($2.95½) l'heure, et pour l'année 1963, de trois dollars et dix cents et demi ($3.10½) l'heure.

l) Si les débardeurs sont requis pour le déchargement du grain d'un vaisseau océanique il ne doit y avoir moins de quatre (4) hommes en plus d'un (1) contremaître.

m) On doit employer quatre (4) hommes et un (1) contremaître sur chaque chaland transportant différents produits. Ces hommes seront appelés dès qu'il sera possible de les mettre au travail.

men and four (4) foremen for four mechanical trimmers.

3. Men available for each grain trimmer shall do no other work so long as the said grain trimmer is in operation.

4. When a mechanical trimmer is used, there shall be one (1) man on the wharf to look after the electrical cables. When more than one (1) trimmer is used, there shall be two (2) men to look after the electrical cables.

5. When running grain only, two (2) men per pipe shall be used. There shall be one (1) foreman for the men at the pipes.

6. i. For the loading of grain on board a tanker by means of pipes, there shall be two (2) men per pipe and one (1) foreman.

ii. Should the loading of grain require loading gear, there shall also be nine (9) men and one (1) foreman for the setting up of said gear.

iii. In all cases where manual trimming is done, sixteen (16) men and one (1) foreman shall be employed.

7. At least two (2) men per pipe and one (1) foreman for all men at the pipes shall be employed. However, should it be necessary to move the pipes, the company or its representative may call two (2) additional men per pipe.

g) Thirteen (13) men and one (1) foreman shall constitute a regular gang for the trimming of all bulk cargoes with the exception of coal barges where not less than eight (8) men and one (1) foreman shall be employed. However, when discharging by ship's winches from a hold with a tunnel, a looker-on shall be employed for each side worked.

h) Eight (8) men and one (1) foreman shall constitute a regular gang for the trimming of manganese and when using one shovel.

i) Sixteen (16) men and one (1) foreman shall constitute a regular gang for the trimming of manganese and when using two shovels.

j) Fourteen (14) men and one (1) foreman shall be employed on each vessel for the unloading of cargoes mentioned in article VI. Such men shall be called as soon as they may be put to work. Men doing that kind of work shall not be divided.

k) A water boy must be employed for the handling of any cargo, including the loading and unloading of grain. These remunerations shall be one dollar and ninety-seven cents ($1.97) for the year 1962, and two dollars and seven cents ($2.07) for the year 1963, for any hour worked between 7:00 a.m. and 5:00 p.m. Between 5:00 p.m. and 6:00 p.m., between 7:00 p.m. and midnight, between 1:00 a.m. and 6:00 a.m. and on Saturday from 1:00 p.m. to 6:00 p.m., the remuneration shall be, for the year 1962, two dollars and ninety-five cents and a half ($2.95½) per hour and, for the year 1963, three dollars and ten cents and a half ($3.10½) per hour.

l) If longshoremen are required in discharging grain from ocean vessels, not less than four (4) men and one (1) foreman shall be employed.

m) Four (4) men and one (1) foreman shall be employed on each barge carrying various products. These men shall be called as soon as they can be put to work.

n) Les Compagnies ont le droit d'augmenter le nombre d'homme d'une équipe au besoin.

o) La Compagnie prendra les mesures possibles pour éviter les déplacements anormaux de poussière.

p) La Compagnie doit mettre à la disposition de ses employés et maintenir en bon état de propreté et d'usage, les lieux d'aisance à proximité des lieux de travail.

q) Pour le déchargement des vaisseaux de grain des lacs (barges), les débardeurs seront rémunérés conformément à l'entente intervenue le 8 mai 1959 entre le Syndicat catholique et National des débardeurs de Sorel Inc. et North American Elevators Ltd. Une (1) heure supplémentaire sera payée pour chaque séparation de canevas dans les cales des navires. Trois (3) heures seront payées pour le déchargement d'une barge de grain avec une jante marine pour une quantité de 25,000 boisseaux ou moins ou une quantité de pas plus de 50,000 boisseaux avec deux (2) jantes marines. Ces quantités seront déterminées par la pesée. Quand on effectuera un déchargement avec une (1) jante marine on emploiera douze (12) hommes et un (1) contremaître. Quand on utilisera deux (2) jantes marines, on emploiera vingt-quatre (24) hommes et un (1) contremaître. Cette clause ne s'applique pas aux navires qui, par suite de la canalisation du St-Laurent, se rendront à Sorel. En temps opportun les parties négocieront à ce sujet.

r) Surtout lorsqu'il s'agira d'une cargaison de soufre, la Compagnie s'engage à installer sur les lieux de travail une pompe à eau pour être utilisée en cas de feu; elle s'engage également à prendre toutes les mesures nécessaires pour la plus grande sécurité des travailleurs.

s) Temps double sera payé sur les navires avec la cargaison en feu, cela s'applique seulement dans les compartiments affectés par le feu, la fumée, la vapeur ou le gaz. Si la cargaison dans n'importe quelle écoutille est submergée par l'eau, temps double sera aussi payable pour le manœuvrement de cette cargaison.

t) Pour le chargement ou le déchargement d'un navire, sans l'aide d'équipement mécanique, mais avec le treuil du navire, l'équipe minimum sera de seize (16) hommes et un (1) contremaître.

u) Pour le chargement ou le déchargement d'un navire à l'aide d'un cabrouet mécanique sur le quai et dans l'écoutille on emploiera treize (13) hommes, comprenant les opérateurs et le contremaître. Quand on chargera le centre de l'écoutille et qu'on n'utilisera pas un cabrouet mécanique, on emploiera treize (13) hommes et un (1) contremaître, avec un cabrouet mécanique sur le quai. Le nombre d'hommes employés dans une équipe au début demeurera pour faire le travail jusqu'à la fin de la période.

v) La charge de l'élingue ne doit en aucun cas dépasser les limites de sécurité et doit être soumise à l'inspection des gardiens du port et du capitaine du navire.

w) Les hommes appelés au travail doivent se présenter à l'embarcadère à l'heure du début du travail. Ceux qui habituellement se présenteront au travail après les heures précises et quitteront avant l'heure fixée ne seront rémunérés que pour les heures effectivement travaillées.

x) Les hommes ne seront pas requis de demeurer dans l'écoutille quand on utilisera un électro-aimant. Les hommes préposés aux signaux seront mis au travail au moment même où les grues mécaniques seront mises en opération.

y) Toute mésentente quant à l'interprétation des conditions de travail contenues dans le décret devra être soumise par le représentant des débardeurs sur les quais au représentant de la

n) The companies have the right to incerase the number of men in the gang as required.

o) The companies shall take necessary steps to avoid excessive raising of dust.

p) The company shall maintain proper toilet facilities on the premises for the use of employees.

q) For the unloading of Great Lakes grain vessels (barges), longshoremen shall be paid in pursuance of the agreement entered into on May 8, 1959, between Le Syndicat catholique et national des Débardeurs de Sorel Inc. and North American Elevators Ltd. One (1) additional hour shall be paid for each canvas partition in the hold. Only three (3) hours shall be paid for the unloading of a grain barge when one leg is used for 25,000 bushels or less with a maximum of 50,000 bushels for two (2) legs. These quantities are determined by weighing. When unloading is being done with one (1) leg, there shall be twelve (12) men and one (1) foreman. When two (2) legs are used, there shall be twenty-four (24) men and one (1) foreman. This clause does not apply to ships which will reach Sorel through the St. Lawrence Waterway. In proper time, the parties will negotiate in tihs connection.

r) Specially in the case of sulphur cargoes, the companies agree to install on the premises a water pump to be used in case of fire; they also agree to take all necessary measures to prevent accidents.

s) Double time shall be paid for work on ships with cargoes on fire, but only in respect of hatches affected by fire, smoke, vapour or gas. Double time shall also be paid for work in any hatches where cargo is submerged.

t) For the loading or unloading of a vessel without mechanical equipment but with the ship's winch, there shall be at least sixteen (16) men and one (1) foreman.

u) For the loading or unloading of a vessel with towmotor on the wharf and in the hatch, thirteen (13) men shall be employed, including operators and the foreman. When the center of the hatch is loaded and the towmotor is not used, thirteen (13) men and one (1) foreman shall be employed, with a towmotor on the wharf. The number of men employed in a gang at the beginning shall remain until the expiration of the working period.

v) The slingload shall never exceed safety limits and shall be subject to inspection by Harbour arden and the ship's captain.

w) Men called to work shall be at the gangway at starting time. Those who, habitually, report to work after starting time and leave before finishing time shall only be paid for hours actually worked.

x) Men shall not be required to remain in the hatch when an electro-magnet is used. Hatch men shall be put to work immediately the cranes are in operation.

y) Any dispute as to the interpretation of the working conditions herein contained shall be taken up by the Longshoremen's representative on the wharves with the Company's representa-

Compagnie dans les trois (3) jours de sa naissance. Le représentant de la Compagnie rendra une réponse dans les six (6) jours ouvrables suivants.

Aucun officiel des employeurs ou des débardeurs n'a le droit de faire aucun changement à l'horaire ou aux conditions de travail stipulés dans le décret. »

9° L'article XIV sera remplacé par le suivant:

« XIV. *a) Taux minima des salaires et heures de travail:* Les heures de travail sont réparties comme suit: entre 8 a.m. et midi et entre 1 p.m. et 5 p.m., durant lesquelles le taux de salaire est comme suit:

	L'heure	
	1962	*1963*
Débardeurs	$2.39	$2.49
Porteurs d'eau	2.39	2.49
Contremaîtres	2.59	2.69
Charpentiers	2.49	2.59
« Walking-boss »	2.99	3.09
Préposés aux treuils et écoutilles	2.49	2.59

b) Jours chômés: Les jours suivants seront observés comme jour de fête et de congé et aucun employé ne sera requis de travailler ces jours-là; tout travail exécuté ces jours-là sera rémunéré au taux double de salaire tel qu'énuméré à l'article VII: les dimanches, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, la Toussaint, et l'Action de Grâce.

Si par décret, statut ou entente entre les parties, la célébration des jours de fête ci-haut mentionnés est remise à un autre jour, cet autre jour sera sensé être le jour de ladite fête pour les fins du présent article.

Les employés ne sont pas requis de se présenter au travail avant 9 a.m. les dimanches, l'Ascension et la Toussaint.

c) Appels: Les employés requis de travailler doivent être appelés pour 8 a.m. 10 a.m. et 1 p.m. et rémunérés conformément aux taux réglementaires à compter de ces heures jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés ou mis au travail. Qu'ils soient mis au travail ou non, lesdits salariés doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux (2) heures de travail.

d) Temps supplémentaire: Tout travail exécuté à compter de 5 p.m. sera rémunéré au taux de salaire et demi du taux en vigueur et tout travail exécuté après 6 p.m. sera rémunéré au taux double de salaire du taux en vigueur.

e) Conditions de travail: Tout homme supplémentaire appelé durant une période de travail doit être rémunéré à compter de l'heure ou l'équipe a commencé de travailler jusqu'à l'heure où ladite équipe est renvoyée ou jusqu'à la fin de la période de travail. Si les services des hommes supplémentaires ne sont pas requis pour toute la période mentionnée plus haut, ils peuvent être changés d'équipe, la rémunération ne doit pas être interrompue. Le temps court jusqu'à ce que le débardeur revienne à terre, y compris l'heure du dîner.

f) La Compagnie s'engage à améliorer les moyens de transport des hommes travaillant aux explosifs et à leur fournir un abri confortable pour prendre leur repas. »

10° L'article XIX sera remplacé par les suivants:

« XIX. Les employeurs consentent à déposer dans une compagnie de fiducie désignée à la suite d'une entente entre les employeurs et les employés dix-huit cents ($0.18) pour chaque heure travail-

tive within three (3) days. The employer's representative shall give an answer within the following six (6) working days.

No officer of the employers or longshoremen has the right to make any change in the hours or working conditions stipulated in this decree."

9. Article XIV will be replaced by the following:

"XIV. *a) Minimum wage rates and hours of work:* The hours of work are distributed between 8:00 a.m. and 12:00 (noon) and between 1:00 p.m. and 5:00 p.m. during which time the rates of wages shall be as follows:

	Per hour	
	1962	*1963*
Longshoremen	$2.39	$2.49
Water carriers	2.39	2.49
Foremen	2.59	2.69
Carpenters	2.49	2.59
Walking boss	2.99	3.09
Winch operators and hatch attendants	2.49	2.59

b) Holidays: The following days shall be kept as holidays and no employee shall be required to work on such days (all time worked on holidays shill be paid double the privailing rate as established in article VII): Sundays, St. Jean-Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day, All Saints' Day, and Thanksvining Day.

Should a decree, statute or agreement between the parties stipulate that the celebration of the holidays above mentioned is postponed to another day, this other day shall be deemed to be the holiday for the purposes of the present article.

Employees shall not be required to report to work before 9:00 a.m. on Sunday, Ascension Day and All Saints Day.

c) Calls: Employees required to work shall be called for 8:00 a.m., 10:00 a.m. and 1:00 p.m., and remunerated according to the prevailing rates from such hours until dismissed or put to work. Whether put to work or not, the employees shall receive a minimum remuneration equivalent to two (2) hours of work.

d) Overtime: All time worked from 5:00 p.m. shall be remunerated at the rate of time and one half based on the prevailing rate and all time worked from 6:00 p.m. shall be remunerated at the rate of double time based on the prevailing rate.

e) Working conditions: All extra men called during a period of work shall be remunerated from the time at which the gang began working until such time as the gang is dismissed or until the end of the working period. Should the services of extra men not be required for the entire working period above mentioned, they may be shifted to another gang. Remuneration shall not be interrupted. Time shall count until the longshoreman comes back ashore, including dinner time.

f) The company agrees to improve transportation means of men handling explosives and to provide a comfortable shelter for meals."

10. Article XIX will be replaced by the following:

"XIX. The employers agree to deposit with a trust company designated by agreement between the employers and the employees eighteen ($0.18) cents for every hour worked and for every em-

ée par chaque homme employé pendant les années 1962 et 1963, soit la durée de la présente convention.

Cet argent, moins les frais encourus par la compagnie de fiducie, plus les intérêts gagnés, seront remis à chaque employé à une date qui sera déterminée par le comité d'employeurs et d'employés comme étant celle de la retraite.

Le Syndicat, pour sa part, conservera un relevé de ces sommes, sans frais, au fonds de fiducie ou aux employeurs afin que chaque employé reçoive éventuellement la somme qui lui est due. »

« XX. Le décret demeurera en vigueur jusqu'au 1er janvier 1964. Il se renouvellera automatiquement à moins qu'un avis écrit ne soit donné par l'une des deux parties avisant l'autre de son intention d'y mettre fin et ce, dans une période de pas plus de soixante (60) jours et de pas moins de trente (30) jours avant le 31 décembre 1963 ou le 31 décembre de toute année après son renouvellement. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 septembre 1962. 566-o

ployee in the years 1962 and 1963.

Such money, less the costs incurred by the trust company, plus interests, shall be remitted to every employee at a date to be determined by a committee of employers and employees as being the date of retirement.

The Union, for its part, shall keep an account of such sums, without costs to the trust funds or to employers so that every employee receives eventually the sum owed to him."

"XX. The decree shall remain in force until January 1, 1964. It then renews itself automatically untill one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before December 31, 1963, or before December 31 of any year after its renewal."

The publication of the present notice does not render obligatory, the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 15, 1962. 566-o

Avis de modification

Industrie de la Boulangerie et de la pâtisserie — Régions de Trois-Rivières

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie dans la région des Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 421 du 29 avril 1954, et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'article IV sera remplacé par le suivant:

« IV. *Salaires minima:* Les salaires minima des salariés assujettis au décret ne doivent pas être inférieurs aux aux ci-dessous mentionnés:

a) Boulangers, pâtissiers:

Compagnies:	*par semaine*
1er boulanger	$61.00
1er pâtissier	61.50
2ème boulanger	56.50
2ème pâtissier	56.50
3ème boulanger et les compagnons suivants	53.00
3ème pâtissier et les compagnons suivants	53.00
Apprentis:	
1ère année	35.00
2ème année	39.00
3ème année	43.00

Notice of amendment

Baking and Pastry Making Industry — Region of Trois-Rivières

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the collective agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement, relating to the Baking and Pastry Making Industry in the region of Trois-Rivières, rendered obligatory by decree number 421 of April 29, 1954 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Article IV will be replaced by the following:

"IV. *Minimum wages:* The minimum wages of employees governed by the decree shall not be less than the rates hereunder mentioned:

a) Bakers, pastry-cooks:

Journeymen:	*per week*
1st baker	$61.00
1st pastry-cook	61.00
2nd baker	56.50
2nd pastry-book	56.50
3rd baker and the following journeymen	53.00
3rd pastry-cook and the following journeyman	53.00
Apprenties:	
1st year	35.00
2nd year	39.00
3rd year	43.00

Les parties ont convenu aussi de verser, cette année, en plus des salaires ci-dessus mentionnés un montant de $20.00 comme rétroactivité.

b) Distributeurs:
Vingt pour cent (20%) sur les ventes au détail et dix pour cent (10%) sur les ventes dans le gros.

c) Le salaire de tout vendeur qui achète ses produits des industries ci-haut mentionnées pour les vendre à son propre compte, soit dans les magasins ou dans les maisons privées, ne doit jamais être inférieur à $27.00 par semaine, s'il ne fournit que son temps et, s'il fournit son temps et son véhicule de quelque nature que ce soit, il ne doit jamais être inférieur à $37.00 par semaine. Les boulangeries et les pâtisseries pratiquant cette méthode sont responsables des salaires de ces salariés. »

2° L'article XI sera remplacé par le suivant:

« XI. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 26 février 1964. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 26 février de l'année 1964 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 septembre 1962. 566-o

The parties also agreed to pay, this year, an amount of $20.00 over and above the wages above mentioned as retroactive payment of increases.

b) Distributors:
Twenty per cent (20%) on all retail sales and ten per rent (10%) on wholesale transactions.

c) The wages of a salesman buying his products from the industries hereabove mentioned for the purposes of selling same on his own account, in stores or private homes, shall never be less than $27.00 per week for his time only; should he give his time and supply his vehicle (any kind of vehicle), his wages shall not be less than $37.00 per week. Bakeries and pastry making establishments having enforced that system shall be responsible for the wages of such employees."

2. Article XI will be replaced by the following:

"XI. *Duration of the decree:* The present decree remains in force until February 26, 1964. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before February 26 of the year 1964 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 15, 1962. 566-o

Nominations

Avis est donné que, par arrêté en conseil numéro 993, en date du 18 juin 1962, il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer conseils en loi de la Reine, les avocats et membres du Barreau de la province sont les noms suivent, à savoir:

MM. Laurent-R. Archambault, Allan A. Grossman, Laurin Lapointe, Benjamin L. Louis, Jean-Paul Massicotte Samuel Stein, de Montréal, H.-Aubin Dussault, de Matane, Omer Godbout, Ministère du Revenu National, Service des douanes et accise, Louis Lesage, Secrétariat d'État (Service des compagnies), Jean de C. Nicol, conseiller juridique et examinateur adjoint, Commission des transports aériens, ces trois derniers d'Ottawa.

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 18 juin 1962.

M. Léonidas Gagné, protonotaire de la Cour supérieure du district de Chicoutimi, de Chicou-

Appointments

Notice is hereby given that, by Order in Council number 993, dated June 18, 1962, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to appoint Queen's Counsel, the advocates and members of the Bar of the Province whose names follow, to wit:

Messrs. Laurent-R. Archambault, Allan A. Grossman, Laurin Lapointe, Benjamin L. Louis, Jean-Paul Massicotte, Samuel Stein, of Montreal, H.-Aubin Dussault, of Matane, Omer Godbout, Department of National Revenue, Custom and Excise Service, Louis Lesage, State Secretariat (Companies Service), Jean de C. Nicol, legal counsellor and joint examiner, air transport Commission, the latter three of Ottawa.

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by commission under the Great seal of the Province, to make the following appointments:

Quebec, June 18, 1962.

Mr. Léonidas Gagné, prothonotary of the Superior Court for the district of Chicoutimi,

timi: greffier de la Couronne du district de Chicoutimi, à compter du 1er juin 1962.

M. Geo. Gendron, de Chicoutimi: greffier de la Cour de magistrat et greffier de la paix du district de Chicoutimi, à compter de la date de son assermentation.

Québec, le 19 juillet 1962.

M. Alexandre Bastien, avocat, conseil en loi de la Reine et président de la Commission du salaire minimum, de Québec: nommé, à compter du 19 juillet 1962, juge de district avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Québec, et pour agir, dans la province, selon l'article 21 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions attribuées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de district, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de « magistrat » ou sous celui de « magistrat de district », avec résidence dans la cité de Québec ou dans les environs.

M. le notaire Jérôme Gingras, de Saint-Gabriel-de-Brandon: coroner conjoint pour le district judiciaire de Joliette, avec juridiction seulement sur le district électoral de Berthier, à compter de la date de son assermentation.

Dr Raymond Lemay, médecin à Saint-Jean-Deschaillons, comté de Lotbinière: coroner conjoint pour le district judiciaire de Québec, avec juridiction seulement sur le district électoral de Lotbinière, à compter de la date de son assermentation.

M. John F. Sheehan, avocat et conseil en loi de la Reine, de New-Carlisle, comté de Bonaventure: nommé, en vertu de l'article 267 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 15), à compter du 15 août 1962, juge de district avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Québec, et pour agir, dans la province, selon l'article 21 de la loi 1-2, Elizabeth II, chapitre 29, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions attribuées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de district, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de « magistrat » ou sous celui de « magistrat de district », avec résidence dans la cité de Québec ou dans les environs, ledit M. John F. Sheehan, vu sa présente nomination comme juge de district, étant, sous l'autorité du paragraphe « *b* » de l'article 466 du Code criminel, autorisé à exercer, à compter du 15 août 1962, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 11 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
535-o RAYMOND DOUVILLE.

of Chicoutimi: Clerk of the Crown for the district of Chicoutimi, from and after June 1, 1962.

Mr. Geo. Gendron, of Chicoutimi: Clerk of Magistrate's Court and Clerk of the Peace for the district of Chicoutimi, from and after the date of his swearing in.

Quebec, July 19, 1962.

Mr. Alexandre Bastien, advocate, Queen's Counsel and President of the minimum wage commission, of Quebec: appointed, from and after July 19, 1962, district judge with jurisdiction over the entire Province, but particularly and without restriction, in the judicial district of Quebec, and to act, in the Province, in accordance with section 21 of Act 1-2 Elizabeth II, chapter 29, as district magistrate with respect to the jurisdictions conferred by the acts of the Parliament of Canada upon district magistrates, whether such jurisdictions be conferred under the title of "magistrate" or that of "district magistrate", with residence in the city of Quebec or in the surrounding district.

Mr. Jérôme Gingras, notary, of Saint-Gabriel-de-Brandon: joint coroner for the judicial district of Joliette, with jurisdiction only in the electoral district of Berthier, from and after the date of his swearing in.

Dr. Raymond Lemay, physician at Saint-Jean-Deschaillons, county of Lotbinière: joint coroner for the judicial district of Quebec, with jurisdiction only in the electoral district of Lotbinière, from and after the date of his swearing in.

Mr. John F. Sheehan, advocate and Queen's Counsel, of New-Carlisle, county of Bonaventure: appointed, in virtue of section 267 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 15), from and after August 15, 1962, district Judge with jurisdiction over the entire Province, but particularly and without restriction, in the judicial district of Quebec, and to act, in the province, in accordance with section 21 of Act 1-2 Elizabeth II, chapter 29, as district magistrate with respect to the jurisdictions conferred by the acts of the Parliament of Canada upon district magistrates, whether such jurisdictions be conferred under the title of "magistrate" or that of "district magistrate", with residence in the city of Quebec or in the surrounding district, the said Mr. John F. Sheelan, in view of his present appointment as district Judge, being under the authority of paragraph "*b*" of section 466 of the Criminal Code, authorized to exercise, from and after August, 15, 1962, jurisdiction of a magistrate under part XVI of said Criminal Code.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 11, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
535 *Assistant Secretary of the Province.*

Président d'élection

Il a plû à son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

Returning-Officer

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

District électoral — Electoral district	Nom, prénoms — Name, christian names	Profession ou occupation — Profession or calling	Domicile — Domicile
Montréal-Saint-Henri.....	Lalonde, Léonard (1)....	Comptable — book-keeper.....	Montréal.

(1) En remplacement de monsieur Germain Angrignon.— In place of Mr. Germain Angrignon.

Québec, le 7 septembre 1962.

Le Président général des élections,
565-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Quebec, September 7, 1962.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
565-o *Chief Returning-Officer.*

Proclamation

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada, et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

L'Assistant-procureur général,
C.-E. CANTIN.

ATTENDU qu'en vertu du chapitre 19 de la Loi 11 George VI, les jours fériés dans la province ont été établis et que le pouvoir a été donné au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer, par proclamation, tout jour d'actions de grâces;

ATTENDU QUE notre province est fermement attachée à ses traditions religieuses;

ATTENDU QU'il convient de remercier le Bon Dieu d'une manière publique et solennelle;

ATTENDU QU'il est à propos de déclarer jour férié et jour d'actions de grâce le 8 octobre 1962.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil numéro 1305, en date du 16 août 1962, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que le 8 octobre 1962 soit, pour la province de Québec, jour férié et jour d'actions de grâces.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatrième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

535-o

Proclamation

Proclamation

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada, and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

C.-E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

WHEREAS in virtue of Chapter 19 of Act 11, George VI, holidays were established in Our Province and that the power was conferred on the Lieutenant-Governor in Council to fix, by proclamation, any Thanksgiving Day;

WHEREAS Our Province is firmly bound to its religious traditions;

WHEREAS it is proper to thank Almighty God in a public and solemn manner;

WHEREAS it is expedient to declare October 8, 1962 a holiday and day of thanksgiving.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order in Council number 1305, dated August 16, 1962, We have enacted and ordained, and do hereby enact and ordain that October 8, 1962 be, for the Province of Quebec, a holiday and day of thanksgiving.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of Our province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this fourth day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-two and in the eleventh year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

535

Soumissions

Ville de Repentigny
Comté de L'Assomption

Correction

On est prié de noter que les soumissions pour la vente de $400,000 d'obligations de « La Ville de Repentigny », seront ouvertes mercredi, le 3 octobre 1962, au lieu de mercredi le 26 septembre 1962, tel qu'annoncé dans la *Gazette officielle de* 8 septembre. Toutes les autres informations, concernant l'avis, demeurent les mêmes.

599-o

Tenders

Town of Repentigny
County of L'Assomption

Correction

Please note that tenders for the $400,000 bond issue of the "Town of Repentigny", will be opened on Wednesday, October 3, 1962, instead of Wednesday, September 26, 1962, as announced in the *Qubeec Official Gazette* of September 8. All other information, concerning the public notice, remain the same.

599-o

Ville de Windsor
Comté de Richmond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul-A. Turcotte, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 22, rue St-Georges, Windsor, comté de Richmond, jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi, le 1er octobre 1962, pour l'achat de $237,000 d'obligations de la ville de Windsor, comté de Richmond, datées du 1er novembre 1962 et remboursables par séries du 1er novembre 1963 au 1er novembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 260, tel que modifié — travaux d'aqueduc et d'égouts, drainage, gravelage, pavage et trottoirs.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $237,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1963	$13,000
1er novembre 1964	13,000
1er novembre 1965	11,000
1er novembre 1966	11,000
1er novembre 1967	12,000
1er novembre 1968	13,000
1er novembre 1969	13,000
1er novembre 1970	13,000
1er novembre 1971	13,000
1er novembre 1972	13,000
1er novembre 1973	12,000
1er novembre 1974	12,000
1er novembre 1975	12,000
1er novembre 1976	12,000
1er novembre 1977	12,000
1er novembre 1978	15,000
1er novembre 1979	10,000
1er novembre 1980	9,000
1er novembre 1981	9,000
1er novembre 1982	9,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Windsor Est, comté de Richmond.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 1er octobre 1962 à 7.30 heures du soir, Hôtel de ville, 22, rue St-Georges, Windsor, comté de Richmond.

Town of Windsor
County of Richmond

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul-A. Turcotte, secretary-treasurer, Town Hall, 22, St-Georges Street, Windsor, county of Richmond, until 7:30 o'clock p.m., on Monday, October 1, 1962, for the purchase of an issue of $237,000 of bonds for the town of Windsor, county of Richmond, dated November 1, 1962, and redeemable serially from November 1, 1963 to November 1, 1982, inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 260, as modified — work on aqueduct and in sewers, drainage, gravelling, paving and sidewalks.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $237,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1963	$13,000
November 1, 1964	13,000
November 1, 1965	11,000
November 1, 1966	11,000
November 1, 1967	12,000
November 1, 1968	13,000
November 1, 1969	13,000
November 1, 1970	13,000
November 1, 1971	13,000
November 1, 1972	13,000
November 1, 1973	12,000
November 1, 1974	12,000
November 1, 1975	12,000
November 1, 1976	12,000
November 1, 1977	12,000
November 1, 1978	15,000
November 1, 1979	10,000
November 1, 1980	9,000
November 1, 1981	9,000
November 1, 1982	9,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Windsor East, county of Richmond.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, October 1, 1962, at 7:30 o'clock p.m., in the Town Hall, 22, St-Georges Street, Windsor, county of Richmond.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Windsor, (Comté de Richmond), ce 11 septembre 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL-A. TURCOTTE.

Hôtel de ville, 22, rue St-Georges, C.P. 20,
Windsor, (Richmond), P.Q.
Téléphone: VIctor-5-2252. 600-o

La commission des écoles catholiques de Chicoutimi

Comté de Chicoutimi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Joseph Bonneau, secrétaire-trésorier, 36 est, rue Jacques-Cartier, Chicoutimi, comté de Chicoutimi, jusqu'à 4 heures de l'après-midi, mardi, le 2 octobre 1962, pour l'achat de $410,000 d'obligations de la commission des écoles catholiques de Chicoutimi, comté de Chicoutimi, datées du 1er novembre 1962 et remboursables par séries du 1er novembre 1963 au 1er novembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 21 juin 1962, telle que modifiée — reconstruction de l'école St-Joseph, construction d'une école de huit classes, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $410,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1963	x $54,000
1er novembre 1964	x 57,000
1er novembre 1965	x 61,000
1er novembre 1966	x 64,000
1er novembre 1967	7,000
1er novembre 1968	7,000
1er novembre 1969	8,000
1er novembre 1970	8,000
1er novembre 1971	8,000
1er novembre 1972	9,000
1er novembre 1973	9,000
1er novembre 1974	10,000
1er novembre 1975	11,000
1er novembre 1976	12,000
1er novembre 1977	12,000
1er novembre 1978	13,000
1er novembre 1979	14,000
1er novembre 1980	15,000
1er novembre 1981	15,000
1er novembre 1982	16,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $244,000, accordé par le gouvernement de la province et payable en quatre versements de $61,000 chacun, de 1963 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seu des trois termes L'adjudication sera faite conformément à la loi.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Windsor, (County of Richmond), September 11, 1962.

PAUL-A. TURCOTTE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 22, St-Georges Street, P.O. Box 20,
Windsor, (Richmond), P.Q.
Telephone: VIctor-5-2252. 600

The Catholic school commission of Chicoutimi

County of Chicoutimi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Joseph Bonneau, secretary-treasurer, 36, Jacques-Cartier street east, Chicoutimi, county of Chicoutimi, until 4:00 o'clock p.m., on Tuesday, October 2, 1962, for the purchase of an issue of $410,000 of bonds for the Catholic school commission of Chicoutimi, county of Chicoutimi, dated November 1, 1962, and redeemable serially from November 1, 1963 to November 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, or more than 6%, per annum, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 21, 1962, as modified — reconstruction of St-Joseph school, construction of an eight-classroom school, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $410,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1963	x $54,000
November 1, 1964	x 57,000
November 1, 1965	x 61,000
November 1, 1966	x 64,000
November 1, 1967	7,000
November 1, 1968	7,000
November 1, 1969	8,000
November 1, 1970	8,000
November 1, 1971	8,000
November 1, 1972	9,000
November 1, 1973	9,000
November 1, 1974	10,000
November 1, 1975	11,000
November 1, 1976	12,000
November 1, 1977	12,000
November 1, 1978	13,000
November 1, 1979	14,000
November 1, 1980	15,000
November 1, 1981	15,000
November 1, 1982	16,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $244,000 granted by the Provincial Government and payable in four instalments of $61,000 each, from 1963 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 2 octobre 1962, à 4 heures de l'après-midi, à 36 est, rue Jacques-Cartier, Chicoutimi.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chicoutimi, (Comté de Chicoutimi), ce 11 septembre 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
JOSEPH BONNEAU.

36 est, rue Jacques-Cartier,
Chicoutimi, (Chicoutimi), P. Q.
Téléphone: 543-5017. 601-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Tuesday, October 2, 1962, at 4:00 o'clock p.m., at 36, Jacques-Cartier street east, Chicoutimi.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Chicoutimi, (County of Chicoutimi), September 11, 1962.

JOSEPH BONNEAU,
Secretary-Treasurer.

36, Jacques-Cartier street east,
Chicoutimi, (Chicoutimi), P. Q.
Telephone: 543-5017. 601

Cité de Montréal-Nord
Comté de Bourget

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussign René Bergeron, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, Place de l'Hôtel de ville, Montréal-Nord, comté de Bourget, jusqu'à 7 heures p.m., lundi, le 1er octobre 1962, pour l'achat de $800,000. d'obligations de la cité de Montréal-Nord, comté de Bourget, datées du 1er novembre 1962 et remboursables par séries du 1er novembre 1963 au 1er novembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 448, $260,500. — aqueduc et égouts; 451 — $338,300 — construction de pavage et trottoirs; 457 — $201,500 — pavage en asphalte et trottoirs.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $800,000. — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1963	$ 26,000
1er novembre 1964	29,000
1er novembre 1965	30,000
1er novembre 1966	32,000
1er novembre 1967	34,000
1er novembre 1968	36,000
1er novembre 1969	38,000
1er novembre 1970	40,000
1er novembre 1971	43,000
1er novembre 1972	45,000
1er novembre 1973	34,000
1er novembre 1974	36,000
1er novembre 1975	38,000
1er novembre 1976	40,000
1er novembre 1977	43,000
1er novembre 1978	46,000

City of Montreal-North
County of Bourget

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned René Bergeron, secretary-treasurer, City Hall, Place de l'Hôtel de ville, Montreal-North, county of Bourget, until 7:00 o'clock p.m., on Monday, October 1, 1962, for the purchase of an issue of $800,000. of bonds for the city of Montreal-North, county of Bourget, dated November 1, 1962, and redeemable serially from November 1, 1963 to November 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 448, $260,500. — aqueduct and sewers; 451 — $338,300. — construction work in paving and sidewalks; 457 — $201,500. — asphalt paving and sidewalks.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $800,000. — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1963	$ 26,000
November 1, 1964	29,000
November 1, 1965	30,000
November 1, 1966	32,000
November 1, 1967	34,000
November 1, 1968	36,000
November 1, 1969	38,000
November 1, 1970	40,000
November 1, 1971	43,000
November 1, 1972	45,000
November 1, 1973	34,000
November 1, 1974	36,000
November 1, 1975	38,000
November 1, 1976	40,000
November 1, 1977	43,000
November 1, 1978	46,000

1er novembre 1979	$ 48,000
1er novembre 1980	51,000
1er novembre 1981	54,000
1er novembre 1982	57,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, dans la province de Québec, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 1er octobre 1962 à 7 heures du soir, Hôtel de ville, Place de l'Hôtel de ville, Montréal-Nord, comté de Bourget.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montréal-Nord, (Comté de Bourget), ce 11 septembre 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
RENÉ BERGERON.

Hôtel de ville, Place de l'Hôtel de ville,
Montréal-Nord, (Bourget), P.Q.
Téléphone: DA-2-6271. 602-o

Village de St-Pascal
Comté de Kamouraska

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Adalbert Anctil, secrétaire-trésorier, St-Pascal, comté de Kamouraska, jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 1er octobre 1962, pour l'achat de $165,000 d'obligations du village de St-Pascal, comté de Kamouraska, datées du 1er novembre 1962 et remboursables par séries du 1er novembre 1963 au 1er novembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos 69 — $136,000, travaux d'aqueduc et d'égouts; et 75 — $29,000 — travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $165,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1963	$ 2,500
1er novembre 1964	2,500
1er novembre 1965	2,500
1er novembre 1966	2,500
1er novembre 1967	3,000
1er novembre 1968	3,000
1er novembre 1969	3,000
1er novembre 1970	3,000

November 1, 1979	$ 48,000
November 1, 1980	51,000
November 1, 1981	54,000
November 1, 1982	57,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, October 1, 1962, at 7:00 o'clock p.m., in the City Hall, Place de l'Hôtel de ville, Montreal-North, county of Bourget.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Montreal-North, (County of Bourget), September 11, 1962.

RENÉ BERGERON,
Secretary-Treasurer.

City Hall, Place de l'Hôtel de ville,
Montreal-North, (Bourget), P.Q.
Telephone: DA-2-6271. 602

Village of St-Pascal
County of Kamouraska

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Adalbert Anctil, secretary-treasurer, St-Pascal, county of Kamouraska, until 7:30 o'clock p.m. on Monday, October 1, 1962, for the purchase of an issue of $165,000 of bonds for the village of St-Pascal, county of Kamouraska, dated November 1, 1962, and redeemable serially from November 1, 1963 to November 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, per annum, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos. 69 — $136,000 — work on aqueduct and in sewers; and 75 — $29,000 — work on aqueduct and in sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $165,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1963	$ 2,500
November 1, 1964	2,500
November 1, 1965	2,500
November 1, 1966	2,500
November 1, 1967	3,000
November 1, 1968	3,000
November 1, 1969	3,000
November 1, 1970	3,000

1er novembre 1971	$ 3,500
1er novembre 1972	3,500
1er novembre 1973	3,500
1er novembre 1974	4,000
1er novembre 1975	4,500
1er novembre 1976	5,000
1er novembre 1977	5,000
1er novembre 1978	5,000
1er novembre 1979	5,500
1er novembre 1980	5,500
1er novembre 1981	6,000
1er novembre 1982	92,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Pascal, comté de Kamouraska.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 1er octobre 1962, à 7.30 heures du soir, en la salle du conseil, St-Pascal, comté de Kamouraska.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Pascal, (Comté de Kamouraska), ce 11 septembre 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
ADALBERT ANCTIL.

Adresse postale: C.P. 370,
St-Pascal, (Kamouraska), P.Q.,
Téléphone: 47. 603-o

Ville de Cowansville
Comté de Missisquoi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. R. Ouellette, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Parc municipal, Cowansville, comté de Missisquoi, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 2 octobre 1962, pour l'achat de $536,500 d'obligations de la ville de Cowansville, comté de Missisquoi, datées du 1er novembre 1962, et remboursables par séries du 1er novembre 1963 au 1er novembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 372, $70,500 — travaux d'aqueduc; 374, $91,000 — travaux d'égouts; 377, $13,000 — travaux d'aqueduc et d'égouts; 378, $9,000 — achat de terrain; 380, $340,000 — diverses fins municipales; 381, $13,000 — travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1962.

November 1, 1971	$ 3,500
November 1, 1972	3,500
November 1, 1973	3,500
November 1, 1974	4,000
November 1, 1975	4,500
November 1, 1976	5,000
November 1, 1977	5,000
November 1, 1978	5,000
November 1, 1979	5,500
November 1, 1980	5,500
November 1, 1981	6,000
November 1, 1982	92,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Pascal, county of Kamouraska.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, October 1 1962, at 7:30 o'clock p.m., in the Council Chamber, St-Pascal, county of Kamouraska.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Pascal, (County of Kamouraska), September 11, 1962.

ADALBERT ANCTIL,
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O.B. 370,
St-Pascal, (Kamouraska), P.Q.,
Telephone: 47. 603

Town of Cowansville
County of Missisquoi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J. R. Ouellette, secretary-treasurer, Town Hall, Municipal Park, Cowansville, county of Missisquoi, until 8:00 o'clock p.m. on Tuesday, October 2, 1962, for the purchase of an issue of $536,500, of bonds for the town of Cowansville, county of Missisquoi, dated November 1, 1962, and redeemable serialy from November 1, 1963 to November 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 372, $70,500 — work on aqueduct; 374, $91,000 — work in sewers; 377, $13,000 — work on aqueduct and in sewers; 378, $9,000 — purchase of land; 380, $340,000 — various municipal purposes; 381, $13,000 — work on aqueduct and in sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $536,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1963	$ 7,500
1er novembre 1964	7,500
1er novembre 1965	7,500
1er novembre 1966	8,000
1er novembre 1967	10,000
1er novembre 1968	10,000
1er novembre 1969	13,000
1er novembre 1970	15,500
1er novembre 1971	21,000
1er novembre 1972	23,500
1er novembre 1973	28,500
1er novembre 1974	32,000
1er novembre 1975	36,000
1er novembre 1976	36,000
1er novembre 1977	37,500
1er novembre 1978	40,000
1er novembre 1979	42,500
1er novembre 1980	49,500
1er novembre 1981	50,000
1er novembre 1982	61,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que es offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Cowansville, comté de Missisquoi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 2 octobre 1962 à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, Parc municipal, Cowansville, comté de Missisquoi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cowansville, (Comté de Missisquoi), ce 12 septembre 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
J. R. OUELLETTE.

Hôtel de ville, Parc municipal, C.P. 880,
Cowansville, (Missisquoi), P.Q.
Téléphone: 263-0141. 608-o

City of Chomedey
Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gaston Chapleau, greffier, jusqu'à 1 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 3814, Boulevard Lévesque, Chomedey (Laval), ou jusqu'à 2.30 heures p.m. Salle Val Martin, 830, Boulevard Laval, Chomedey, mardi, le 2 octobre 1962, pour l'achat de $1,970,000 d'obligations de la cité de Chomedey, comté de Laval, datées du 1er octobre 1962, et remboursables par séries du 1er octobre 1963 au 1er octobre 1972 inclusive-

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $536,500 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1963	$ 7,500
November 1, 1964	7,500
November 1, 1965	7,500
November 1, 1966	8,000
November 1, 1967	10,000
November 1, 1968	10,000
November 1, 1969	13,000
November 1, 1970	15,500
November 1, 1971	21,000
November 1, 1972	23,500
November 1, 1973	28,500
November 1, 1974	32,000
November 1, 1975	36,000
November 1, 1976	36,000
November 1, 1977	37,500
November 1, 1978	40,000
November 1, 1979	42,500
November 1, 1980	49,500
November 1, 1981	50,000
November 1, 1982	61,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Cowansville, county of Missisquoi.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, October 2, 1962, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, Municipal Park, Cowansville, county of Missisquoi.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Cowansville (County of Missisquoi), September 12, 1962.

J. R. OUELLETTE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Municipal Hall, P.O. Box 880,
Cowansville, (Missisquoi), P.Q.
Telephone: 263-0141. 608

Cité de Chomedey
County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gaston Chapleau, City Clerk, until 1:00 o'clock p.m., City Hall, 3814, Lévesque Boulevard, Chomedey (Laval), or until 2:30 o'clock p.m., Salle Val Martin, 830, Laval Boulevard, Chomedey, Tuesday, October 2, 1962, for the purchase of an issue of $1,970,000 of bonds for the city of Chomedey, county of Laval, dated October 1, 1962, and redeemable serially from October 1, 1963 to October 1, 1972 inclusively, with interest at a

ment, avec intérêt à un taux de 6% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année.

Règlements d'emprunt Nos: 157 (L'Abord-à-Plouffe) — $115,000, pavage et trottoirs; 160 (L'Abord-à-Plouffe) — 450,000, travaux d'aqueduc, d'égouts et d'éclairage; 183 (L'Abord-à-Plouffe) — $25,000, travaux d'éclairage; 184 (L'Abord-à-Plouffe) — $18,000, travaux d'éclairage; 4 (Chomedey) — $210,300, travaux d'aqueduc et d'égouts; 44 (Chomedey) — $76,000, travaux de pavage, trottoirs et éclairage; 52 (Chomedey) — $24,500, travaux d'aqueduc et d'égouts; 62 (Chomedey) — $32,000, travaux de trottoirs; 82 (Chomedey) — $7,500, travaux d'éclairage; 136 (Chomedey) — $46,400, expropriation; 149 (Chomedey) — $70,000, aménagement de parc; 66 (Chomedey) — $145,300, canalisation; et 68 (Chomedey) — $750,000, canalisation.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $1,970,000 — 10 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1963	$ 34,000
1er octobre 1964	37,000
1er octobre 1965	40,000
1er octobre 1966	46,000
1er octobre 1967	51,000
1er octobre 1968	55,000
1er octobre 1969	60,000
1er octobre 1970	63,000
1er octobre 1971	67,000
1er octobre 1972	1,517,000

Un solde de $1,447,000 pourra être renouvelé en 1972 pour un terme additionnel de trente ans.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 2 octobre 1962, à 2 heures 30 de l'après-midi, en la Salle Val Martin, 830, Boulevard Laval, Chomedey, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chomedey, (Comté de Laval), ce 12 septembre 1962.

Le Greffier,
GASTON CHAPLEAU.

Adresse postale:
Hôtel de Ville, 3814, Boulevard Lévesque,
Chomedey, (Laval), P.Q.
Téléphone: 681-9241. 609-o

Ville de Duvernay
Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le

Loan by-laws Nos. 157 (L'Abord-à-Plouffe) — $115,000, — paving and sidewalks; 160 (L'Abord-à-Plouffe) — $450,000 work on aqueduct, in sewers and lighting; 183 (L'Abord-à-Plouffe) $25,000, lighting; 184 (L'Abord-à-Plouffe) — $18,000, lighting; 4 (Chomedey) — $210,300, work on aqueduct and in sewers; 44 (Chomedey) — $76,000, paving, sidewalks and lighting; 52 (Chomedey) — $24,500. work on aqueduct and in sewers; 62 (Chomedey) — $32,000, — work on sidewalks; 82 (Chomedey) — $7,500, — lighting; 136 (Chomedey) — $46,400, expropriation; 149 (Chomedey) — $70,000, setting up of a park; 66 (Chomedey) — $145,300, canalisation; and 68 (Chomedey) — $750,000, canalisation.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $1,970,000 — 10 years

Year	*Capital*
October 1, 1963	$ 34,000
October 1, 1964	37,000
October 1, 1965	40,000
October 1, 1966	46,000
October 1, 1967	51,000
October 1, 1968	55,000
October 1, 1969	60,000
October 1, 1970	63,000
October 1, 1971	67,000
October 1, 1972	1,517,000

A balance of $1,447,000 may be renewed in 1972 for an additional term of thirty years.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, October 2, 1962, at 2:30 o'clock p.m., in Salle Val Martin, 830, Laval Boulevard, Chomedey, county of Laval.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Chomedey, (County of Laval), September 12, 1962.

GASTON CHAPLEAU,
City Clerk.

Postal address:
City Hall, 3814, Lévesque Boulevard,
Chomedey, (Laval), P.Q.
Telephone: 681-9241. 609

Town of Duvernay
County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Rosaire-G. Brisson,

soussigné Rosaire-G. Brisson, greffier, Hôtel de ville, 2900, Boulevard de la Concorde, Duvernay, comté de Laval, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 2 octobre 1962, pour l'achat de $673,500. d'obligations de la ville de Duvernay, comté de Laval, datées du 1er novembre 1962 et remboursables par séries du 1er novembre 1963 au 1er novembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 458 — $100,000. — travaux de pavage; 463 — $100,000. — achat d'un terrain; 464 — $48,600. — travaux d'aqueduc et d'égouts; 465 — $46,700. — travaux de pavage; 467 — $15,200. — travaux de pavage; 473 — $95,000. — achat de terrain; 474 — $49,600. — travaux de pavage; 476 — $8,500. — travaux de pavage; 482 — $52,800. — travaux de pavage; 484 — $23,400. — travaux de pavage; 487 — $60,700 — travaux d'aqueduc et d'égouts; 488 — $45,600. — travaux de pavage; 501 — $5,700. — travaux d'aqueduc et d'égouts; 502 — $6,700. — travaux de pavage; 509 — $15,000. — construction de trottoirs et travaux d'éclairage.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $673,500. — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1963	$ 12,000
1er novembre 1964	13,000
1er novembre 1965	14,000
1er novembre 1966	15,000
1er novembre 1967	18,000
1er novembre 1968	22,500
1er novembre 1969	23,000
1er novembre 1970	24,500
1er novembre 1971	26,500
1er novembre 1972	27,500
1er novembre 1973	31,500
1er novembre 1974	32,500
1er novembre 1975	32,500
1er novembre 1976	34,500
1er novembre 1977	36,500
1er novembre 1978	38,500
1er novembre 1979	41,500
1er novembre 1980	43,500
1er novembre 1981	48,000
1er novembre 1982	138,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Duvernay, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Town Clerk, Town Hall, 2900 de la Concorde Boulevard Duvernay, county of Laval, until 8:00 o'clock p.m. on Tuesday, October 2, 1962, for the purchase of an issue of $673,500, of bonds for the town of Duvernay, county of Laval, dated November 1, 1962, and redeemable serially from November 1, 1963 to November 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 458 — $100,000. — paving; 463 — $100,000. — purchase of land; 464 — $48,600. — work on aqueduct and in sewers; 465 — $46,700. — paving; 467 — $15,200. — paving; 473 — $95,000. — purchase of land; 474 — $49,600. — paving; 476 — $8,500. — paving; 482 — $52,800. — paving; 484 — $23,400. — paving; 487 — $60,700. — work on aqueduct and in sewers; 488 — $45,600. — paving; 501 — $5,700. — work on aqueduct and in sewers; 502 — $6,700. — paving; 509 — $15,000. — construction of sidewalks and lighting.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $673,500. — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1963	$ 12,000
November 1, 1964	13,000
November 1, 1965	14,000
November 1, 1966	15,000
November 1, 1967	18,000
November 1, 1968	22,500
November 1, 1969	23,000
November 1, 1970	24,500
November 1, 1971	26,500
November 1, 1972	27,500
November 1, 1973	31,500
November 1, 1974	32,500
November 1, 1975	32,500
November 1, 1976	34,500
November 1, 1977	36,500
November 1, 1978	38,500
November 1, 1979	41,500
November 1, 1980	43,500
November 1, 1981	48,000
November 1, 1982	138,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Duvernay, county of Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 2 octobre 1962 à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 2900, Boulevard de la Concorde, Duvernay, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Duvernay, (Comté de Laval), ce 12 septembre 1962.

Le Greffier,
ROSAIRE-G. BRISSON.

Hôtel de ville,
2900, Boulevard de la Concorde,
Duvernay, (Laval), P.Q.
Téléphone: 661-2531. 610-o

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, October 2, 1962, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 2900 de la Concorde Boulevard, Duvernay, county of Laval.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Duvernay, (County of Laval), September 12, 1962.

ROSAIRE-G. BRISSON,
Town Clerk.

Town Hall,
2900 de la Concorde Boulevard,
Duvernay, (Laval), P.Q.
Telephone: 661-2531. 610

Cité de Westmount
District de Montréal

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Andrew W. D. Swan, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Westmount 6, P.Q., jusqu'à deux (2) heures de l'après-midi ce lundi, 1er octobre 1962, pour l'achat de $1,074,000 d'obligations à termes définis de la cité de Westmount, district de Montréal, datées du 1er novembre 1962 et émises en coupures de $1,000 et échéant, la première tranche de $559,000, le 1er novembre 1982, étant une période de vingt ans, et la deuxième tranche de $515,000, le 1er novembre 1992, étant une période de trente ans, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront considérées à un prix moyen seulement, pour l'émission entière.

Le règlement 646, première tranche de $559,000, sur un montant total de $1,004,000 pour l'agrandissement et l'amélioration de l'éclairage des rues et le réseau de distribution de l'électricité et pour l'achat de fournitures au département de l'éclairage. Le règlement 653, première tranche de $515,000 sur un montant total de $1,174,000 — pour l'amélioration de parcs et terrains de jeux, abri pour les ouvriers, dispositifs pour la fonte des neiges et achats de propriétés.

Aux fins de l'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1962.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales au Canada de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, 1er octobre 1962, à deux heures, dans l'après-midi à l'Hôtel de Ville, Westmount 6, P.Q.

City of Westmount
District of Montreal

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Debentures" will be received by the undersigned Andrew W. D. Swan, secretary-treasurer, City Hall, Westmount 6, P.Q., until two (2) o'clock in the afternoon of Monday, 1st October 1962, for the purchase of an issue of $1,074,000 of straight-term debentures of the city of Westmount, istrict of Montreal, dated 1st November 1962, issued in denominations of $1,000 and maturing — first block of $559,000 on 1st November 1982, being a period of twenty years, and second block of $515,000 on 1st November 1992, being a period of thirty years, with interest at a rate of not less than 5%, nor more than 6%, per annum, payable semi-annually on 1st May and 1st November of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered with only one average price for the whole issue.

By-law 646, first instalment of $559,000 on a total of $1,004,000 for extension and improvement of street lighting and the electricity distribution system and for purchase of light department equipment. By-law 653, first instalment of $515,000 on a total of $1,174,000 — for park and playground improvements, workmen's shelters, snow melting plant and property purchases.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from 1st November 1962.

The successful tenderer agrees to pay for the debenutres, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in Canada of the bank mentioned in the loan procedure.

The said debentures shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the debentures to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, 1st October 1962, at two o'clock in the afternoon at the City Hall, Westmount 6, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Westmount, ce 15 septembre 1962.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
A. W. D. SWAN, F.C.I.S.

Hôtel de Ville, 4333, rue Sherbrooke,
Westmount 6, P.Q.
Téléphone: WEllington 5-8531. 612

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Westmount, this 15th September 1962.

(Seal) A. W. D. SWAN, F.C.I.S.,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 4333, Sherbrooke Street,
Westmount 6, P.Q.
Telephone: WEllington 5-8531. 612-o

Syndicats coopératifs

La Caisse Populaire de Montebello

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en date du 23 août 1962, de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « La Caisse Populaire de Montebello », et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Montebello, comté de Papineau.

Québec, le 10 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
582-o RAYMOND DOUVILLE.

Crédit Les Alléghanys Inc.

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en date du 22 août 1962, de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Crédit Les Alléghanys Inc. », et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup.

Québec, le 4 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
597-o 57-62

Cooperative Syndicates

La Caisse Populaire de Montebello

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated August 23, 1962, of the declaration of foundation, as a coopreative syndicate, of "La Caisse Populaire de Montebello", and that such document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Montebello, county of Paoineau.

Quebec, September 10, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
582 *Assistant Secretary of the Province.*

Crédit Les Alléghanys Inc.

Notice is hereby givent hat the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated August 22, 1962, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Crédit Les Alléghanys Inc.", and that such document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup.

Quebec, September 4, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
597 57-62

Syndicats professionnels

L'Association de Chirurgie Cardio-Vasculaire et Thoracique de la Province de Québec The Cardio-Vascular and Thoracic Surgical Association of the Province of Quebec

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association de Chirurgie Cardio-Vasculaire et Thoracique de la Province de Québec — The Cardio-Vascular and Thoracic Surgical Association of the Province of Quebec», a été autorisée par le secrétaire de la province le 4 septembre 1962.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 6 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
575-o 34-62

Syndicat des Producteurs de Bois de L'Estrie (U.C.C.)

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Producteurs de

Professional Syndicates

L'Association de Chirurgie Cardio-Vasculaire et Thoracique de la Province de Québec The Cardio-Vascular and Thoracic Surgical Association of the Province of Quebec

(*Professional Syndicates' Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association de Chirurgie Cardio-Vasculaire et Thoracique de la Province de Québec — The Cardio-Vascular and Thoracic Surgical Association of the Province of Quebec", has been authorized by the Provincial Secretary on September 4, 1962.

The head office of the said professional syndicate is situated in the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, September 6, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
575 34-62

Syndicat des Producteurs de Bois de L'Estrie (U.C.C.)

(*Professional Syndicates' Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des Producteurs de

Bois de l'Estrie (U.C.C.) », a été atuorisée par le secrétaire de la province le 31 août 1962.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Québec, le 6 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

576-o

Bois de l'Estrie (U.C.C.)", has been authorized by the Provincial Secretary on August 31, 1962.

The head office of the said professional syndicate is situated at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Quebec, September 6, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

576

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montréal

No 558-915. SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires en la cité d'Ottawa, Province d'Ontario, et une place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* EDWARD GUMMELS, gardien de gare, autrefois de Châteauguay-Centre, district de Beauharnois, et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

À savoir: « Un emplacement situé dans la ville de Châteauguay, connu et désigné comme étant le lot cent quarante-deux de la subdivision du lot cent quatorze (114-142), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay, mesurant soixante-cinq pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise. Avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Tel que le tout existe présentement, avec toutes les servitudes y attachées, et particulièrement une servitude en faveur de la Compagnie du Téléphone Bell du Canada, passée devant le notaire soussigné, le douzième jour de février 1959, et enregistré à Châteauguay, sous le No 85288. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St. Joachim de Châteauguay, comté de Châteauguay, le VINGT-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE, 1962, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ERNEST POIRIER.

Valleyfield, le 17 août 1962. 384-34-2-o

[Première insertion: le 25 août 1962]

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montreal

No. 558-915. CENTRAL HOUSING AND MORTGAGE CORPORATION, legally incorporated corporation, having its principal place of business in the city of Ottawa, Province of Ontario and a business place in the city and district of Montreal, plaintiff *vs* EDWARD GUMMELS, station guardian, heretofore of Châteauguay-Center, district of Beauharnois, and presently of unknown address, defendant.

To wit: "An emplacement situated in the town of Châteauguay, known and designated as lot one hundred and forty-two of the subdivision of lot one hundred and fourteen (114-142), on the plan and book of reference of the parish of St. Joachim de Châteauguay, measuring sixty-five feet in width, by one hundred feet in depth, English measure. With all the buildings thereon erected.

As the whole now subsist with all the servitudes thereon attached, and especially a servitude in favour of the Bell Telephone Company of Canada, passed before the undersigned notary, the twelfth day of February, 1959, and registered at Châteauguay under No. 85288."

To be sold at the parochial church door of St. Joachim de Châteauguay, county of Châteauguay, on the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER, 1962, at HALF-PAST TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,
Sheriff's Office *Sheriff.*

Valleyfield, August 17, 1962. 384-34-2

[First insertion: August 25, 1962]

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 2131. INTERNATIONAL PAINTS (CANADA) LIMITED, un corps politique et incorporé dument constitué, ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la province de Québec, à 6700, avenue du Parc, en les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* GILBERT H. YENDALL, peintre-entrepreneur, domicilié en la cité d'Ottawa et y résidant à 1071, chemin Héron, province d'Ontario, défen-

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 2131. INTERNATIONAL PAINTS (CANADA) LIMITED, a body politic and corporate, duly incorporated having its head office and principal place of business in the Province of Quebec at 6700 Park Avenue, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* GILBERT H. YENDALL, painting contractor domiciled in the city of Ottawa and residing therein at 1071 Heron Road, Province of Ontario,

deur, et LA BANQUE DE MONTRÉAL, un corps politique et incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, et une succursale à 1556, rue Bank, en la cité d'Ottawa, province d'Ontario, mis-en-cause, et FERNAND G. JOANIS, en sa qualité de régistrateur pour le district d'enregistrement de Gatineau, ayant son bureau à 199, rue Notre-Dame, Maniwaki, Québec, mis-en-cause.

1. Une certaine parcelle de terrain située dans la municipalité de Wakefield-Est, connue et décrite comme faisant partie du lot seize (P. 16) du second rang (R. II) aux plan et livre de renvoi du canton de Wakefield, et étant plus particulièrement décrite comme suit: Commençant à un point situé sur la rive est du ruisseau Blackburn, à une distance de six cent cinquant pieds (650′) mesurée le long dudit ruisseau, au sud, à partir de la limite nord-ouest de la propriété de M. R. Giroux *et al*, ou représentants, de ce point de départ, une distance de cent cinquante pieds (150′) le long de la rive est du ruisseau Blackburn; de là, vers l'est le long d'une ligne tirée perpendiculairement sur le chemin public, une distance de plus de cent pieds (100′) audit chemin public qui conduit au coin Wilson; de là le long de la limite ouest dudit chemin, une distance de cent cinquante pieds (150′); de là, vers l'ouest, le long d'une ligne tirée parallèlement à la limite sud de la parcelle de terrain présentement hypothéquée, une distance de plus de cent pieds (100′) au point de départ; avec le droit en faveur de M. Yendall, d'utiliser l'eau du ruisseau Blackburn; le coin nor-est de la propriété ci-haut décrite à approximativement sept cents (700′) pieds vers le sud à partir du point d'intersection du chemin public et de la limite nord de la propriété de M. Roger Giroux *et al*, ou représentants. Le tout borné comme suit: À l'est par le ruisseau Blackburn; à l'ouest par le chemin public, au nord et au sud par d'autres parties dudit lot, propriété de M. Giroux *et al*, ou représentants.

2. Une certaine parcelle de terrain située dans la municipalité de Wakefield-Est, connue et décrite comme faisant partie du lot seize (P. 16) du second rang (R. II) aux plan et livre de renvoi du canton de Wakefield, et étant plus particulièrement décrite comme suit: Commençant à un point situé sur la rive est du ruisseau Blackburn à une distance de six cent cinquante pieds (650′) mesurée le long dudit ruisseau, à partir de la limite nord-ouest de la propriété de M. Giroux *et al*, ou représentants, de ce point de départ, vers le nord, toute la distance qui s'étnd entre le coin nord-ouest de la propriété de l'emprunteur au coin sud-ouest de la propriété vendue à Mme Winifred McNicholas Yendall. De là vers l'est le long de la limite sud de la propriété de Mme Winifred Yendall à un chemin public. De là vers le sud le long du chemin public, toute la distance qui s'étend entre la propriété de Mme Winifred Yendall au coin nord-est de la propriété de l'emprunteur. De là vers l'ouest le long de la propriété de l'emprunteur au point de départ. Avec le droit en faveur de M. Yendall d'utiliser l'eau coulant dans le ruisseau Blackburn. Le tout borné comme suit: À l'ouest par le ruisseau Blackburn, au nord par la propriété de Mme Winifred McNicholas Yendall, ou représentants, à l'est par le chemin public, au sud par une autre partie dudit lot, propriété de l'emprunteur. Avec toutes les bâtisses dessus érigées, membres et appartenances.

defendant, and THE BANK OF MONTREAL, a body politic and corporate having its head office and principal place of business in the city of Montreal, and a branch office at 1556 Bank Street, in the city of Ottawa, Province of Ontario, mis-en-cause, and FERNAND G. JOANIS, in his quality of registrar for the registry district of Gatineau, having his office at 199 Notre-Dame Street, Maniwaki, Quebec, mis-en-cause.

1. A certain parcel of land situate in the municipality of East Wakefield, known and described as being part of lot sixteen (P. 16) in the second range (R. II) upon the plan and in the book of reference of the township of Wakefield, and being more particularly described as follows: Commencing at a point situate on the easterly edge of the Blackburn creek at a disgance, measured along the said creek, of six hundred fifty feet (650′) southerly from the north-westerly limit of the property of Mr. R. Giroux, *et al.*, or representatives, from that point of commencement a distance of one hundred fifty feet (150′), along the easterly edge of Blackburn creek; thence easterly along a line drawn perpendicular on the public road, a distance of more than one hundred feet (100′) to the said public road, which leads to Wilson's Corner; thence along the westerly limit of said road a distance of one hundred fifty feet (150′); thence westerly along a line drawn parallel with the southerly limit of the parcel of land hereby hypothecated a distance of more than one hundred feet (100′) to the point of commencement; with the right for Mr. Yendall to use the water in the Blackburn creek; the north-easterly corner of the property hereinbefore described at approximately seven hundred (700′) feet southerly from the point of intersection of the public road with the northerly limit of the property of Mr. Roger Giroux *et al.*, or representatives; the whole bounded as follows: On the east by the Blackburn creek; on the west by the public road, on the north and the south by other parts of said lot, property of Mr. Giroux *et al.*, or representatives.

2. A certain parcel of land situate in the municipality of east Wakefield, known and described as being part of lot sixteen (P. 16) in the second range (R. II) upon the plan and in the book of reference of the township of Wakefield, and being more particularly described as follows: Commencing at a point situate on the easterly edge of the Blackburn creek at a distance, measured along the said creek, of six hundred and fifty (650′) feet southerly from the north-westerly limit of the property of Mr. Giroux *et al.*, or representatives, from that point of commencement northerly all the distance, which lies between the north-westerly corner of the property of the borrower to the south-west corner of the property sold to Mrs. Winifred McNicholas Yendall; thence easterly along the southerly limit of the property of Mrs. Winifred Yendall to a public road; thence southerly along the public road all the distance which lies between the property of Mrs. Winifred Yendall to the north east corner of the property of the borrower; thence westerly along the property of the borrower to the point of commencement. With the right for Mr. Yendall to use the water running in the Blackburn creek; the whole bounded as follows: On the west by Blackburn creek, on the north by the property of Mrs. Winifred McNicholas Yendall, or representatives; on the east by the public road, and on the south by another part of said lot, property of the borrower; with all the buildings thereon erected, members and appurtenances.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église St-Pierre de Wakefield, le VINGT-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1962, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. St-Pierre.

Bureau du Shérif,
ce 20 août, 1962. 407-34-2

To be sold, en bloc, at the church door of St. Pierre de Wakefield, on the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER, 1962, at THREE o'clock in the afternoon.

R. St-Pierre,
Sheriff.

Sheriff's Office,
August 20, 1962. 407-34-2-o

JOLIETTE

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, No 17425. INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LIMITED, corps politique légalement incorporé ayant sa principale place d'affaires en la province de Québec, en les cité et district de Montréal, demanderesse, *contre* DAME ALICE SAAD, veuve non remariée, domiciliée et résidant à Terrebonne Heights, district de Joliette, défenderesse.

« Un immeuble connu et désigné comme étant le lot No 25 de la subdivision officielle du lot originaire No 781G (781G-25) de la paroisse de Mascouche, au livre de renvoi officiel de la paroisse de Mascouche dans le comté de l'Assomption, avec les bâtisses dessus érigées, particulièrement un immeuble portant le numéro 16, rue Maple Road, à Terrebonne Heights ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Mascouche, dans le district de Joliette, le JEUDI, VINGT-SEPTIÈME jour du mois de SEPTEMBRE de l'an 1962, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Charles Élément.

Bureau du Shérif,
Joliette, le 20 août 1962. 385-34-2-o

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, No 16,643. ROBERT FERLAND, entrepreneur - électricien, domicilié et demeurant à Joliette, district de Joliette, demandeur, *contre* MARC BROUILLET, demeurant à St-Paul de Joliette, district de Joliette, défendeur.

« Un emplacement connu et désigné comme étant le lot no 337-69 au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Paul de Joliette, de figure irrégulière, borné en front vers l'est par la route 48, vers le sud-est par le lot no 337-52, étant une avenue, vers le sud-ouest et l'ouest par le not no 337-70 et vers le nord-ouest par le lot no. 337-68 mesurant soixante-treize pieds à l'est, quatre-vingt-quatorze pieds et quatre dixièmes au sud-est, vingt-deux pieds et trois dixièmes au sud-ouest, quarante-cinq pieds et soixante-quinze centièmes à l'ouest et cent neuf pieds et neuf dixièmes au nord-ouest, contenant en superficie six mille quatre cent vingt pieds, mesure anglaise ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale du village de St-Paul de Joliette, district de Joliette, le VENDREDI, DIX-NEUVIÈME jour du mois d'OCTOBRE de l'an 1962, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Charles Élément.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 10 septembre 1962. 591-37-2-o

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, No 24727. FERNAND LEMIRE, médecin-chirurgien, membre du Collège des médecins

JOLIETTE

Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, No. 17425. INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LIMITED, a body politic legally incorporated having its head office in the Province of Quebec, in the city and district of Montreal, plaintiff, *against* DAME ALICE SAAD, unremarried widow, domiciled and residing at Terrebonne Heights, district of Joliette, defendant.

"An immoveable known and designated as being lot No. 25 of the official subdivision of the original lot No. 781G (781G-25) of the parish of Mascouche, in the official book of reference of the parish of Mascouche in the county of L'Assomption, with the buildings thereon erected, particularly an immoveable bearing number 16 Maple Road Street, at Terrebonne Heights."

To be sold at the parochial church door of Mascouche, in the district of Joliette, on THURSDAY, the TWENTY-SEVENTH day of the month of SEPTEMBER, of the year 1962, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Charles Élément,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, August 20, 1962. 385-34-2

Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, No. 16,643. ROBERT FERLAND, contractor-electrician, domiciled and residing at Joliette, district of Joliette, plaintiff, *versus* MARC BROUILLET, residing at St-Paul de Joliette, district of Joliette, defendant.

"An emplacement known and designated as being the lot No. 337-69 in the official plan and book of reference for the parish of St-Paul de Joliette, irregular in shape, bounded in front, on the east, by Highway 48, on the south-east by the lot No. 337-52, being an Avenue, on the south-west and on the west by the lot No. 337-70 and on the north-west by the lot No. 337-68, measuring seventy-three feet on the east, ninety-four and four-tenths feet on the south-east, twenty-two and three-tenths feet on the south-west, forty-five and seventy-five-hundredths feet on the west, and one hundred and nine and nine-tenths feet on the north-west, having an area of six thousand four hundred and twenty feet, English measure."

To be sold at the Parochial church door in the Village of St-Paul de Joliette, district of Joliette, on FRIDAY, the NINETEETH day of the month of OCTOBER, in the year 1962, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Charles Élément,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, September 10, 1962. 591-37-2

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 24727. FERNAND LEMIRE, physician-surgeon, member of the College of Physicians

et chirurgiens de la Province dûment inscrit à son registre médical, des cité et district de Trois-Rivières, demandeur, *contre* RENÉ GODDARD, St-Gabriel de Brandon, district de Joliette, défendeur.

« Un emplacement situé à St-Gabriel de Brandon, connu et désigné comme étant une partie du lot deux cent trente-seize (Ptie No. 230-16) du cadastre du village de St-Gabriel de Brandon de la contenance de quarante-cinq pieds de largeur sur cent vingt pieds de profondeur, plus ou moins, dans l'autre ligne la limite de profondeur étant en ligne directe des emplacements de Conrad Turcotte et de Georges Trucotte, ou leurs représentants; borné en front par la rue Dequoy, en profondeur par le surplus dudit lot appartenant à Alphonse Beauvilliers, d'un côté par l'acquéreur et de l'autre côté par Zotique Bibeau, ou représentants; sans bâtisses »,

« Un terrain emplacement situé au village St-Gabriel de Brandon, ayant front sur le côté sud-est de la rue Dequoy, connu et désigné comme étant une partie du numéro deux cent trente-seize (Ptie No 230-16) du cadastre dudit village de St-Gabriel de Brandon, mesurant quarante-cinq pieds en largeur sur cent vingt-cinq pieds en profondeur dans la ligne sud-ouest touchant à la ligne du terrain de Georges Ruisse et cent vingt pieds en profondeur, plus ou moins, dans la ligne nord-est, la limite de profondeur étant en ligne directe avec celle des emplacements dudit Georges Ruisse et de Georges Turcotte (auparavant Maurice Beausoleil) borné en front par ladite rue Dequoy, en profondeur par le vendeur, d'un côté par l'acquéreur et de l'autre côté par ledit Georges Ruisse, avec les bâtisses ».

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale du village de St-Gabriel de Brandon, district de Joliette, le DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1962, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CHARLES ÉLÉMENT.

Bureau du Shérif,
Joliette, le 7 septembre 1962. 592-37-2-o

and Surgeons of the Province duly inscribed on its medical register, of the city and district of Trois-Rivières, plaintiff, *versus* RENÉ GODDARD, St-Gabriel de Brandon, district of Joliette, defendant.

"An emplacement situated in St-Gabriel de Brandon, known and designated as being a part of lot two hundred and thirty-sixteen (P. No. 230-16) in the cadaster of the village of St-Gabriel de Brandon, measuring forty-five feet in width by one hundred and twenty feet in depth, more or less, on the other line the limit of the depth being in direct line with the emplacements belonging to Conrad Turcotte and Georges Turcotte, or their representatives; bounded in front by Dequoy Street, in depth by the remainder of said lot belonging to Alphonse Beauvilliers, on one side by the purchaser and on the other side by the land of Zotique Bibeau or representatives; without buildings".

"A terrain emplacement situated in the village St-Gabriel de Brandon, having frontage on the south-east side of Dequoy Street, known and designated as being a part of number two hundred and thirty-sixteen (P. No. 230-16) in the cadaster of said village of St-Gabriel de Brandon, measuring forty-five feet in width by one hundred and twenty-five feet in depth on the south-west line touching the line of the land of Georges Ruisse, and one hundred and twenty feet in depth, more or less, on the north-east line, the limit of the depth being in a direct line with that of the emplacements belonging to the said Georges Ruisse and Georges Turcotte (formerly Maurice Beausoleil), bounded in front by said Dequoy Street, in depth by the vendor, on one side by the purchaser and on the other side by the land belonging to the said Georges Ruisse, with the buildings."

To be sold at the parochial church door of the village of St-Gabriel de Brandon, district of Joliette, on the EIGHTEENTH day of OCTOBER, 1962, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLÉMENT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, September 7, 1962. 592-37-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, No 21,956. } MARTHE MICHAUD, demandeur, *vs* LÉONARD MICHAUD, défendeur.

« Le lot numéro 40, rang VI, canton Demers, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Hubert, comté de Rivière-du-Loup, le QUATRIÈME jour d'OCTOBRE 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, ce 21 août 1962. 408-34-2-o
[Première insertion: le 25 août 1962]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, Nol 21,956. } MARTHE MICHAUD, plaintiff, *vs* LÉONARD MICHAUD, defendant.

"Lot number 40, range VI, township of Demers, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of St-Hubert, county of Rivière-du-Loup, on the FOURTH day of OCTOBER, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, August 21, 1962. 408-34-2
[First insertion: August 25, 1962]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: No 115-142. } L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et in-

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 115-142. } QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having

corporé, ayant son siège social à Québec, *contre* LOUIS FALARDEAU, Pont-Rouge, comté de Portneuf, Dame MARGUERITE CLOUTIER, (Mme Louis Falardeau) Pont-Rouge, EDMOND FALARDEAU, Pont-Rouge, JEAN-PAUL FALARDEAU, Pont-Rouge, Dame YVONNE FALARDEAU, (Mme J. Matte) Pont-Rouge, J. MATTE, Pont-Rouge, LÉOPOLD DESROCHERS, Chicougamou, comté d'Abitibi, Mme LÉOPOLD DESROCHERS, (Cécile Falardeau) (maintenant connue sous le nom de Mme Rosaire Boily), a/s Restaurant Johnson, Route Nationale No 2, Batiscan, comté de Champlain, Dame MARIA FALARDEAU (Mme Roméo Pelletier) Montréal, 1409, Sanguinet, P.Q., ROMÉO PELLETIER, 1409, Sanguinet, Montréal, P.Q., Mlle ODELIE FALARDEAU, Stone House Motel, Route Nationale No 2, Batiscan, comté de Champlain, Dame PAULINE FALARDEAU (Mme Adrien Bédard), Ste-Anne de la Pérade, comté de Champlain, ADRIEN BÉDARD, Ste-Anne de la Pérade, comté de Champlain, JULES CLOUTIER, ès-qualité, de tuteur à ses enfants mineurs, ÉMILIEN, LORENZO et RÉAL CLOUTIER, 1, rue des Épinettes, Côte Bédard, Notre-Dame des Laurentides, tous héritiers de feu Raymond Falardeau, ci-devant de Pont-Rouge, comté de Portneuf.

« 1° Une terre en la 2e concession de deux arpents de largeur par vingt arpents de longueur, connue et désignée sous le numéro quatre cent quatre-vingt-un (481) au cadastre de la Pointe-aux-Trembles, avec les améliorations, ainsi qu'un emplacement ayant quatre-vingts pieds de largeur par un arpent et demi de profondeur, à prendre sur le lot numéro quatre cent soixante-treize (p. 473) audit cadastre de la Pointe-aux-Trembles; ainsi que le tout a été acquis de Joseph Lacroix, suivant acte de vente devant le notaire soussigné, le 28 décembre 1935, enregistré sous le numéro 90,970;

2° Une terre en la 3ème concession, contenant un arpent et demi de largeur sur quarante arpents de longueur, bornée par devant aux terres du deuxième rang, par derrière à la rivière Noire, d'un côté au sud-ouest à Nap. Defoy ou représentants et au nord-est à Joseph Frenette ou représentant connue et désignée comme étant une partie du lot numéro quatre cent soixante-quatorze (p. 474) audit cadastre de la Pointe-aux-Trembles et tel que acquis de Joseph Lacroix, par l'acte de vente sus-relaté enregistré sous ledit numéro 90,970;

3° Un lopin de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comme étant une partie du lot numéro quatre cent cinquante-deux (p. 452) avec les améliorations, borné vers le nord au C.P.R. vers l'est au numéro quatre cent cinquante et un, vers le sud à la route séparant les deuxième et troisième rang, de ladite paroisse et vers l'ouest par le numéro quatre cent cinquante-trois du même cadastre; ledit lopin de terre mesurant un arpent et deux perches de largeur tel que acquis de Joseph Girard, suivant acte de vente devant le notaire soussigné, le 20 novembre 1940, enregistré sous le numéro 99,158;

4° Un morceau de terre au troisième rang de la Pointe-aux-Trembles ayant un arpent et une perche de front par environ dix arpents de profondeur, borné au nord par le chemin Bernard, au sud à un nommé Bouffard, vers l'est à Eusèbe Defoy et vers l'ouest à l'acquéreur, connu et désigné au cadastre pour la Pointe-aux-Trembles comme étant une partie du lot numéro quatre cent soixante-dix-neuf (p. 479) avec les améliorations;

its head office at Quebec, *vs* LOUIS FALARDEAU, Pont-Rouge, county of Portneuf, Dame MARGUERITE CLOUTIER, (Mrs. Louis Falardeau) Pont-Rouge, EDMOND FALARDEAU, Pont-Rouge, JEAN-PAUL FALARDEAU, Pont-Rouge, Dame YVONNE FALARDEAU, (Mrs. J. Matte) Pont-Rouge, J. MATTE, Pont-Rouge, LÉOPOLD DESROCHERS, Chibougamou, county of Abitibi, Mrs. LÉOPOLD DESROCHERS, (Cécile Falardeau) (now known under the name of Mrs. Rosaire Boily), c/o Restaurant Johnson, National Highway No. 2, Batiscan, county of Champlain, Dame MARIA FALARDEAU (Mrs. Roméo Pelletier) Montreal, 1409, Sanguinet, P.Q. ROMÉO PELLETIER, 1409, Sanguinet, Montreal, P.Q., Miss ODELIE FALARDEAU, Stone House Motel, National Highway, No. 2, Batiscan, county of Champlain, Dame PAULINE FALARDEAU (Mrs. Adrien Bédard), Ste-Anne de la Pérade, county of Champlain, ADRIEN BÉDARD, Ste-Anne de la Pérade, county of Champlain, JULES CLOUTIER, ès-qualité, tutor to his minor children, ÉMILIEN, LORENZO and RÉAL CLOUTIER, 1, des Épinettes Street, Côte Bédard, Notre-Dame des Laurentides, all heirs of the late Raymond Falardeau, heretofore from Pont-Rouge, county of Portneuf.

"1. A farm in the 2nd concession of two arpents in width by twenty arpents in length known and designated under number four hundred and eighty-one (481) on the cadaster of Pointe-aux-Trembles, with the improvements as well as an emplacement having eighty feet in feet by an arpent and one half in depth, to be taken on lot number four hundred and seventy-three (Pt. 473) on the said cadaster of the Pointe-aux-Trembles; as the whole was acquired from Joseph Lacroix, according to deed of sale before the undersigned notary on December 28, 1935, registered under number 90,970;

2. A farm in the third concession, containing an arpent and one/half in width by forty arpents in length, bounded in front by the farms of the second range, in rear, by the River Noire, on one side to the southwest by Nap. Defoy, or representatives and on the northeast by Joseph Frenette or representative known and designated as being a part of lot number four hundred and seventy-four (Pt. 474) on the said cadaster of the Pointe-aux-Trembles and as acquired from Joseph Lacroix, by deed of sale above related registered under the said number 90,970;

3. A strip of land known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of the Pointe-aux-Trembles, as being a part of lot number four hundred and fifty-two (Pt. 452) with the improvements, bounded on the north by the C.P.R. on the east, by number four hundred and fifty-one, on the south, by the road separating the second and third range, from the said parish and on the west by number four hundred and fifty-three of the same cadaster; the said strip of land measuring an arpent and two rods in width as acquired from Joseph Girard, according to deed of sale before the undersigned notary, on November 20, 1940, registered under number 99,158;

4. A piece of land in the third range of the Pointe-aux-Trembles, having an arpent and one rod in front by approximately ten arpents in depth, bounded on the north by the Bernard Road, on the south by one named Bouffard, on the east by Eusèbe Defoy and on the west by the purchaser, known and designated on the cadaster for the Pointe-aux-Trembles, as being a part of lot number four hundred and seventy-nine (Pt. 479) with the improvements;

5° Un morceau de terre de un arpent de largeur par environ quatorze cents pieds de longueur, borné au nord au chemin de Bernard, à l'est à Jos. Lacroix, au sud à Jos. Lacroix et à l'ouest à Armand Bussières, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comme étant une partie du lot numéro quatre cent quatre-vingt-deux (p. 482) avec les améliorations;

6° Une partie du lot vingt-deux (22) du quatrième rang du cadastre de Stoneham et Tewkesburg, mesurant trois acres de largeur, par la profondeur du lot et telle que cette partie est décrite dans un acte de partage entre Joseph Falardeau jr. et Louis Falardeau, devant Maître Maurice Delage, le 12 janvier 1943, enregistré au bureau d'enregistrement de Québec, sous le numéro 276,924. »

Pour être vendu les cinq premier lots ou les (1, 2, 3, 4, 5 lots) « en bloc » à la porte de l'église de Neuville, comté de Portneuf, le DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi, et le sixième lot (6) pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Stoneham, comté de Québec, le DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Me Antoine Bourget, c.r.

Québec, le 11 septembre 1962. 607-37-2-o

[Première insertion: 15 septembre 1962]

[Deuxième insertion: 6 octobre 1962]

5. A piece of land of one arpent in width by approximately fourteen hundred feet in length, bounded on the north by the Bernard Road, on the east, by Jos. Lacroix, on the south, by Jos. Lacroix, and on the west, by Armand Bussières, known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of Pointe-aux-Trembles, as being a part of lot number four hundred and eighty-two (482) with the improvements;

6. A part of lot twenty-two (22) of the fourth range of the cadaster of Stoneham and Tewkesburg, measuring three acres in width, by the depth of the lot and as such as this part is described in a deed of partition between Joseph Falardeau, Jr., and Louis Falardeau, before Mtre Maurice Delage, on January 12, 1943, registered at the registry office of Quebec under number 276,924."

To be sold the first five lots or (lots 1, 2, 3, 4, 5) "en bloc" at the Neuville church door, county of Portneuf, on the NINETEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon, and the sixth lot (6) to be sold at the parochial church door of Stoneham, county of Quebec, on the NINETEENTH day of OCTOBER next at TWO o'clock in the afternoon.

Me Antoine Bourget, q.c.,

Sheriff's Office, *Sheriff.*

Quebec, September 11, 1962. 607-37-2

[First insertion: September 15, 1962]

[Second insertion: October 6, 1962]

Fieri Facias

Québec, à savoir: No 113-755. { DAME ROLANDE PELLETIER, épouse séparée de corps de Raymond Dionne, domiciliée et résidant à Portneuf Village, comté de Portneuf, district de Québec, *contre* RAYMOND DIONNE, restaurateur, domicilié et résidant à Portneuf, Village, comté de Portneuf, district de Québec.

« Un emplacement situé en la paroisse de Notre-Dame de Portneuf, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro dix-huit (P. 18) du cadastre officiel de la paroisse Notre-Dame de Portneuf, comté de Portneuf; cet emplacement contient cent dix pieds (110′) de largeur le long de la route numéro deux de Québec, dans ses lignes sud et nord sur cent quarante pieds (140′) de longueur dans ses lignes nord-est et sud-ouest, et il est borné comme suit: en front au sud à la route numéro deux, en profondeur au nord au résidu dudit lot No 18 appartenant à J. Émile Frenette ou représentants, d'un côté au nord-est aussi à J. Émile Frenette ou représentants, et d'autre côté au sud-ouest partie à Émile Petitclerc et partie à Vve Samuel Frenette; avec les bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Portneuf, comté de Portneuf, le DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Me Antoine Bourget, c.r.

Québec, le 11 septembre 1962. 611-37-2-o

[Première insertion: 15 septembre 1962.]

[Deuxième insertion: 6 octobre 1962.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 113-755. { DAME ROLANDE PELLETIER, wife separate as to bed and board of Raymond Dionne, domiciled and residing at Portneuf Village, county of Portneuf, district of Quebec, *against* RAYMOND DIONNE, restaurateur, domiciled and residing at Portneuf Village, county of Portneuf, district of Quebec.

An emplacement situate in the Parish of Notre-Dame de Portneuf, known and designated as being part of lot number eighteen (P. 18) in the official cadaster of the parish of Notre-Dame de Portneuf, county of Portneuf; the said emplacement contains one hundred and ten feet (110′) in width along Quebec highway, number two, on its south and north lines by one hundred and forty feet (140′) in lenghth on its north-east and south-west lines, and it is bounded as follows: in front to south by highway number two, in depth to north by the residue of the said lot No. 18 belonging to J. Émile Frenette or representatives, on one side to north-east also belonging to J. Émile Frenette or representatives, and on the other side to the south-west part belonging partly to Émile Petitclerc and partly to widow Samuel Frenette; with the buildings thereon erected."

To be sold at the parochial chuch door of Notre-Dame, county of Portneuf, on the NINETEENTH day of OCTOBER next at TEN o'clock in the forenoon.

Me Antoine Bourget, q.c.,

Sheriff's Office, *Sheriff.*

Quebec, September 11, 1962. 611-37-2

[First insertion: September 15, 1962.]

[Second insertion: October 6, 1962.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour Supérieure, No 15-002. { GARAGE RIVIERA LTÉE, corporation légalement constituée ayant une place d'affaires à Tracy, district de Richelieu, et nouveau nom de la corporation Frigon & Bouvier, demanderesse, *vs* PHILIAS LECLAIR, demeurant et résidant à Contrecoeur, district de Richelieu, défendeur.

« Le (1/5) de la partie indivise de l'immeuble ci-après désigné:

« Une terre située sur la seconde concession de ladite paroisse de Contrecoeur, connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels, pour ladite paroisse de Contrecoeur, sous le numéro trois cent six (306), contenant quatre-vingt-trois arpents et cinquante perches en superficie, tenant d'un côté, à Adélard Gervais, et de l'autre côté, à Elie Handfield et Joseph Bonon, avec une maison, granges et autre bâtisses y érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Contrecoeur, comté de Verchères, district de Richelieu, le VINGT-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1962, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 21 août 1962.

411-34-2-o

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Superior Court, No. 15-002. { GARAGE RIVIERA LTÉE, legally incorporated corporation having a place of business at Tracy, district of Richelieu, and the new name of the corporation Frigon & Bouvier, plaintiff, *vs* PHILIAS LECLAIR, living and residing at Contrecoeur, district of Richelieu, defendant.

"The (1/5) of the undivided part of the immoveable hereinafter designated:

"A farm situated on the second concession of the said parish at Contrecoeur, known and designated on the official plan and in the book of reference, for the parish of Contrecoeur, under number three hundred and six (306), containing eighty-three arpents and fifty rods in area, touching on one side Adélard Gervais, and on the other side, Elie Handfield and Joseph Bonon, with a house, barns and other buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of Contrecoeur, county of Verchères, district of Richelieu, on the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER, 1962, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, August 21, 1962.

411-34-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 27,636. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demanderesse, *vs* ALBERT PELLETIER, cultivateur, domicilié à Lac-au-Saumon, district de Rimouski, défendeur.

Une terre située à Lac au Saumon, contenant trois cent soixante et onze acres en superficie, connue et désignée sous les numéros cinquante-six (56), cinquante-sept (57), cinquante-huit (58) et cinquante-neuf (59) du cadastre officiel du premier rang, du canton Lepage, avec la maison et les autres bâtiments y érigés, circonstances et dépendances. Aux présentes intervient Madame Célestine Thibault veuve non remariée de M. Michel Pelletier, en son vivant cultivateur de Lac au Saumon, et demeurant au Lac au Saumon. Laquelle déclare avoir une hypothèque sur les immeubles ci-dessus à la garantie des charges et obligations assumées par Cyprien Pelletier et Albert Pelletier, les donataires, en un acte de donation entre vifs par Michel Pelletier et uxor, devant le notaire soussigné, le 7 décembre 1949, sous le numéro 6,636 des minutes dudit notaire, enregistré au bureau d'enregistrement à Amqui, sous le numéro 34,762, et par Albert Pelletier, seul, suivant un acte de cession par Cyprien Pelletier, devant le notaire soussigné, le 22 mai 1957, enregistré le 18 septembre 1957, sous le numéro 47,021, et céder son rang de créancière à L'Office du Crédit Agricole du Québec, acceptant.

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église de la paroisse de Lac-au-Saumon, le DIX-

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 27,636. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* ALBERT PELLETIER, farmer, domiciled at Lac-au-Saumon, district of Rimouski, defendant.

A farm situated at Lac au Saumon, having an area of three hundred and seventy-one acres, known and designated under numbers fifty-six (56), fifty-seven (57), fifty-eight (58) and fifty-nine (59) in the official cadaster of range one, in the township of Lepage, with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies. In these presents intervenes Mrs. Célestine Thibault, unremarried widow of Mr. Michel Pelleter, in his lifetime farmer of Lac au Saumon, and residing at Lac au Saumon. Which persons declares that she has a mortgage on the above immoveables guaranteeing the charges and obligations assumed by Cyprien Pelletier and Albert Pelletier, the donees, in a deed of donation *inter vivos* by Michel Pelletier and his wife, drawn up before the undersigned notary on December 7, 1949, under number 6,636 in the minutes of said notary, registered at the registry office at Amqui, under the number 34,762, and by Albert Pelletier alone, according to a deed of transfer by Cyprien Pelletier, drawn up before the undersigned notary on May 22, 1957, registered on September 18, 1957, under the number 47,021, and transferring his quality as creditor to the Quebec Farm Credit Bureau, accepting.

To be sold "en bloc" at the parochial Church door of Lac-au-Saumon, on the SEVENTEENTH

SEPTIÈME jour d'OCTOBRE, 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 10 septembre 1962. 593-37-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 27,561. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demanderesse *vs* ALBERT TURBIDE, cultivateur de St-Octave de Métis, district de Rimouski, personnellement et en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs Michel, Monique, Rachel, Marie Paule, Henriette et Raymond Turbide, défendeur.

Une terre située à St-Octave de Métis, de la contenance de trois arpents et deux perches de front sur vingt-deux arpents de profondeur, plus ou moins, bornée au nord à la terre ci-après décrite, à l'est au chemin de front, au sud à Jean Turgeon et à l'ouest aux terres de la Seigneurie, connue et désignée comme étant le lot numéro quatorze (14) ud rang « D » du canton Cabot, suivant le cadastre officiel pour la paroisse de St-Octave de Métis, avec les bâtisses dessus construites, et dépendances.

La moitié sud du lot numéro treize (P.S. 13) du cadastre officiel du rang « D » du canton Cabot étant une terre en la paroisse de St-Octave de Métis contenant environ un arpent et demi de front sur la profondeur du rang, bornée au nord à l'autre moitié dudit lot et au sud à la terre ci-haut décrite circonstances et dépendances.

Une autre terre située dans ladite paroisse de la Seigneurie Lepage & Thivierge contenant trois arpents de front sur la profondeur du rang, bornée au nord à Octave Briand à l'est au canton Cabot au sud aux terres du reste et à l'ouest aux terres de Ste-Angèle de Mérici connue et désignée sous le numéro vingt-deux (22) du diagramme de la Seigneurie Lepage & Thivierge et maintenant connue sous le numéro quarante-deux (42) des plan et livre de renvoi officiels, du cadastre officiel pour la paroisse de St-Octave de Métis circonstances et dépendances.

Pour être vendues « en bloc » à la porte de l'église de la paroisse de St-Octave de Métis, le DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Shérif
Rimouski, 10 septembre 1962. 594-37-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court No. 27,561. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* ALBERT TURBIDE, farmer of St-Octave de Métis, district of Rimouski, personally and in his capacity as tutor to his minor children Michel, Monique, Rachel, Marie Paule, Henriette and Raymond Turbide, defendant.

A farm situated in St-Octave de Métis, measuring three arpents and two rods in front by twenty-two arpents in depth, more or less, bounded on the north by the farm hereinafter described, on the east by the road in front, on the south by the land of Jean Turgeon and on the west by the farms of the Seigniory, known and designated as being lot number fourteen (14) on range "D" in the township of Cabot, according to the official cadaster for the parish of St-Octave de Mégis, with the buildings thereon constructed and dependencies.

The south half of lot number thirteen (S.P. 13) in the official cadaster of range "D" in the township of Cabot, being a farm in the parish of St-Octave de Métis, measuring approximately one and one-half arpent in front, by the depth of the range, bounded on the north by the other half of said lot, and on the south by the farm described above, circumstances and dependencies.

Another farm situated in said parish of the Seigniory Lepage & Thivierge measuring three arpents in front by the depth of the range, bounded on the north by the land of Octave Briand, on the east by the township of Cabot, on the south by the farms of the remainder and on the west by the farms in Ste-Angèle de Mérici, known and designated under the number twenty-two (22) on the diagram of the Seigniory Lepage & Thivierge, and now known under the number forty-two (42) in the official plan and book of reference of the official cadaster for the parish of St-Octave de Métis, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Octave de Métis, on the HEIGHTEENTH day of OCTOBER, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, September 10, 1962. 594-37

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, No 24,869. GAGNON & FRÈRES NOUVEAUTÉS, demandeur *vs* JOSEPH BERGERON, de Girardville, district de Roberval, défendeur.

Avis de vente

« Un terrain emplacement mesurant quatre-vingt-dix pieds de largeur en front le long de la

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No. 24,869. GAGNON & FRÈRES NOUVEAUTÉS, plaintiff, *vs* JOSEPH BERGERON, of Girardville, district of Roberval, defendant.

Notice of sale

"An emplacement lot measuring ninety feet in width in front, along the road, and one hundred

route, et cent cinquante pieds de profondeur (90 x 150) mesure anglaise, faisant partie du lot numéro vingt-sept-un (Ptie 27-1), du cinquième rang, cadastre officiel du canton Girard, borné comme suit:

En front, vers le sud-est, à la route du sixième rang, en arrière, au nord-ouest, et du côté sud-ouest, au résidu dudit lot appartenant au vendeur, et du côté nord-est, à Léon Légaré.

Avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Girardville, dans le comté Lac-St-Jean-Ouest, le VINGT-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1962, à QUATRE heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE.
Palais de Justice,
Roberval, le 21 août 1962. 386-34-2-o
[Première insertion: le 25 août 1962]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Robreval

Cour de Magistrat, No 35,638. { LABORATOIRES MAROIS LIMITÉE, corps politique légalement constitué ayant sa principale place d'affaires au No 8455 de la rue St-Dominique dans les cité et district de Montréal, demandeur *vs* Dr. GEORGES H. BOUCHER, domicilié et demeurant à St-Félicien, district de Roberval, défendeur.

Avis de vente

« Le lot 3-C-3 rang I canton Demeules »

« De figure irrégulière: borné au nord-ouest par le lot 3-C-3, au notd-est par la rivière Ashuapmouchouan, au sud-est par le lot 3-C-1, au sud-ouest par le lot 3-A-34 (Rue principale). Mesurant deux cent soixante-trois pieds (263) au nord-ouest, soixante-cinq pieds et cinq dixièmes (65-5) au nord-est, deux cent soixante-quatorze pieds et trois dixièmes (274-3) au sud-est, quatre-vint-un pieds et trois dixièmes (81-3) au sud-ouest, contenant en superficie dix-neuf mille six cent soixante-onze pieds carrées M. A. (19,671).

Avec maison dessus construite, appartenances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Félicien, dans le comté de Lac-St-Jean-Ouest, le VINGT-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE, 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Palais de Justice, LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE.
Roberval, le 21 août 1962. 387-34-2-o
[Première insertion: 25 août 1962]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, No 26,729. { SIMON TRUDEL, agent d'affaires domicilié à St-Prime, district de Roberval, demandeur; *vs* NAPOLÉON ST-GELAIS, cultivateur domicilié à Girardville, district de Roberval; défendeur.

Avis de vente

« Le lot de terre numéro onze (11) du sixième rang du cadastre officiel du canton Girard, contenant environ cent acres en superficie.

and fifty feet in depth (90 x 150) English measure, forming part of lot number twenty-seven-one (Pt. 27-1), of the fifth range, official cadaster of the township of Girard, bounded as follows:

In front, on the southeast, by the road of the sixth range, in rear, on the northwest, and on the southwest side, by the residue of the said lot belonging to the vendor, and on the northeast side, by Léon Légaré.

With buildings thereon erected, appurtenances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of Girardville, in the county of Lake St-John, on the TWENTY-EIGHTH day of SEPTEMBER, 1962, at FOUR o'clock in the afternoon.

LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Court House,
Roberval, August 21, 1962. 386-34-2
[First insertion: August 25, 1962]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Magistrate's Court, No. 35,638. { LABORATOIRES MAROIS LIMITÉE, a body politic legally incorporated having its head office at No. 8455 on St-Dominique Street, in the city and district of Montreal, *vs* Dr. GEORGES H. BOUCHER, domiciled and residing at St-Félicien, district of Roberval, defendant.

Notice of sale

"Lot of 3-C-3 range I township Demeules"

"Of irregular form: bounded on the northwest by lot 3-C-3, on the northeast by the Ashuapmouchouan River, on the southeast by lot 3-C-1, on the southwest by lot 3-A-34 (Principal Street). Measuring two hundred and sixty-three feet (263) on the northwest, sixty-five feet and five/tenths (65-5) on the northeast, two hundred and seventy-four feet and three/tenths (274-3) on the southeast, eighty-one feet and three/tenths (81-3) on the southwest, containing in area nineteen thousand six hundred and seventy-one square feet E.M. (19,671).

With house thereon erected, appurtenances and dependensies."

To be sold at the church door of the parish of St. Félicien, in the county of Lake St. John West, on the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE,
Court House, *Sheriff.*
Roberval, August 21, 1962. 387-34-2
[First insertion: August 25, 1962]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No. 26,729. { SIMON TRUDEL, business agent, domiciled at St-Prime, district of Roberval, plaintiff, *vs* NAPOLÉON ST-GELAIS, farmer, domiciled at Girardville, district of Roberval, defendant.

Notice of sale

"Lot of land number eleven (11) of the sixth range of the official cadaster of the township of Girard, containing about one hundred acres in area.

Avec toutes les bâtisses construites sur ce lot, circonstances et dépendances.»

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Girardville, dans le comté Lac-St-Jean-Ouest, le VINGT-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif*,
LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE
Palais de Justice,
Roberval, le 21 août 1962. 388-34-2-o
[Première insertion: le 25 août, 1962]

With all the buildings erected on this lot, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of Girardville, in the county of Lake St-John West, on the TWENTY-EIGHTH day of SEPTEMBER, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE,
Sheriff's Office, *Sheriff*.
Court House,
Roberval, August 21, 1962. 388-34-2
[First insertion: August 25, 1962]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, No 6849. { J. DONAT THIBAULT et J. SABIN THIBAULT, marchand de bois ayant leur principale place d'affaire à 104, rue Gamble, Ouest, à Rouyn, district de Rouyn-Noranda, demandeurs, *vs* Dame ALADIE PELLETIER VAILLANCOURT *et al*, défendeur.

Des certains lots de terre connu et désigné comme étant les Nos 1532, 1534 et 1535, Bloc 41 à Rouyn, canton Rouyn, P.Q.

Pour être vendus à la porte de l'église St-Joseph de Rouyn, P.Q., MARDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE 1962 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, DIANIS LAFRENIÈRE.
Rouyn, le 9 juillet 1962. 389-34-2-o

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, No. 6849. { J. DONAT THIBAULT and J. SABIN THIBAULT, lumber dealer having their principal place of business at 104, Gamble Street West, Rouyn, district of Rouyn-Noranda, plaintiffs *vs* Dame ALADIE PELLETIER VAILLANCOURT *et al.*, defendants.

Certain lots of land known and designed as Nos. 1532, 1534 and 1535, Block 41, township of Rouyn Que.

To be sold at the door of the church of St. Joseph, Rouyn P.Q. TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of SEPTEMBER, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

DIANIS LAFRENIÈRE.
Sheriff's Office, *Sheriff*.
Rouyn, July 9, 1962. 389-34-2-o

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Saint-François

Cour Supérieure, No 24 112. { THE WESTERN SAVINGS & LOAN ASSOCIATION, corps politique et incorporé, ayant son bureau chef en la cité de Winipeg, dans la province de Manitoba, demanderesse, *vs* JOSEPH KOMERY, restaurateur, résidant en la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, défendeur.

« Cette certaine étendue ou parcelle de terrain faisant partie du lot deux cent soixante-dix-huit du plan officiel du cadastre et dans le livre de renvoi pour le quartier nord de la cité de Sherbrooke, mesurant quarante-et-un pieds (41′) de largeur par cent trente-deux pieds (132′) de profondeur; ledit lot est borné au nord par le lot 277, à l'ouest par le lot 279, à l'est par la rue Québec et au sud par le résidu du lot 278 — avec les bâtisses dessus construites — portant le numéro civique 287, rue Québec, Sherbrooke. »

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de Justice, Sherbrooke, le VINGT-CINQUIÈME (25) jour de SEPTEMBRE 1962, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif*,
Palais de Justice, DONAT JACQUES.
Sherbrooke, ce 16 août 1962. 390-34-2-o
[Première insertion: le 25 août 1962]

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Saint-François

Superior Court, No. 24 112. { THE WESTERN SAVINGS & LOAN ASSOCIATION, a body politic and corporate, having its head office in the city of Winipeg, in the Province of Manitoba, plaintiff, *vs* JOSEPH KOMERY, restaurant owner, residing in the city of Sherbrooke, district of St-Francis, défendant.

"That certain tract or parcel of land being part of lot two hundred and seventy-eight of the official cadastral plan and in the book of reference for the north ward of the city of Sherbrooke, measuring forty-one feet (41′) in width by one hundred and thirty-two feet (132′) in depth; said lot is bounded to the north by lot 277, to the west by lot 279, to the east by Quebec street and to the south by the residue of lot 278 — with buildings thereon erected — bearing civic number 287, Quebec street, Sherbrooke."

To be sold at the Sheriff's office, Court House, Sherbrooke, on the TWENTY-FIFTH day (25th) of SEPTEMBER 1962, at TEN o'clock, in the forenoon.

Sheriff's Office, DONAT JACQUES,
Court House, *Sheriff*.
Sherbrooke, August 16, 1962. 390-34-2-o
[First insertion: on August 25, 1962]

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Témiscamingue
Province de Québec

Cour Supérieure, No 1677. { GÉRALD DENIS, industriel de Notre-Dame du Nord, dans le district de

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Témiscamingue
Province of Quebec

Superior Court, No. 1677. { GÉRALD DENIS, industrialist, of Notre-Dame du Nord, in the district of

Témiscamingue, demandeur *vs* LOUIS OMER GAITHIER, cultivateur des mêmes lieux, défendeur.

1° Les lots numéros cinquante-neuf, du rang 4, (No 59 rang 4) et cinquante-huit, du rang cinq, (No 58, rang 5) selon le cadastre officiel du canton de Guigues, comté de Témiscamingue.

Sauf à distraire de ces deux lots, la lisière de terrain vendue à la Voirie de la Province, et décrite dans les actes enrégistrés au bureau d'enrégistrement du comté de Témiscamingue, sous les numéros 29,363 et 41,737;

2° La partie est du lot numéro soixante-quatorze, du rang trois (Ptie E. No 74, rang 3) selon le cadastre officiel du canton de Guigues, comté de Témiscamingue, contenant environ vingt-cinq acres en superficie, et bornée à l'est par la Rivière des Quinze, à l'ouest par le résidu de ce lot et la Rivière des Quinze, et au nord par la Rivière des Quinze, et au sud par le lot numéro 73-A;

3° La partie est du lot numéro soixante-treize-A, du rang trois (Ptie E. No 73-A, rang 3) selon le cadastre officiel du canton de Guigues, comté de Témiscamingue, contenant environ quinze acres en superficie, et bornée à l'est par la Rivière des Quinze et la ligne du rang 4 de Guigues, à l'ouest par le résidu ou la partie ouest de ce lot, au nord par le lot numéro 74, et au sud par le lot numéro 72;

4° La partie nord du lot numéro soixante-treize-B, du rang trois (Ptie N. No 73-B, rang 3) selon le cadastre officiel du canton de Guigues, comté de Témiscamingue, contenant environ six acres en superficie, et bornée au sud par le résidu ou la partie sud de ce lot, au nord par le lot numéro 74, à l'est par le lot numéro 73-A, et à l'ouest par le milieu du chemin qui passe sur ce lot.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujet lesdits lots numéro soixante-treize-A, et soixante-quatorze (73-A et 74) à une servitude de flottage du bois, etc, en faveur de Canadian International Paper Co. Ltd. et de Gatineau Power Co., suivant acte enrégistré au susdit bureau d'enrégistrement le 6 mars 1933 sous le numéro 16,999.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Nord, le VINGT-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1962 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
J. P. HALLÉE.

Bureau du Shérif,
Ville Marie, P.Q.,
le 13 août 1962.

391-34-2

Témiscamingue, plaintiff, *vs* LOUIS OMER GAITHIER, farmer of the same place, defendant.

1. Lots numbers fifty-nine, of range 4, (No. 59, range 4) and fifty-eight of range five, (No. 58, range 5) according to the official cadaster of the township of Guigues, county of Témiscamingue.

Save to withdraw from these two lots, the strip of land sold to the Roads Department of the Province and described in the registered deeds at the Registry Office of the county of Témiscamingue, under numbers 29,363 and 41,737;

2. The east part of lot number seventy-four of range three (Pt. E. No. 74, range 3) according to the official cadaster of the township of Guigues, county of Témiscamingue, containing about twenty five acres in area, and bounded on the east by the Quinze River, on the west by the residue of this lot and the Quinze River, and on the north by the Quinze River, and on the south by lot number 73-A;

3. The east part of lot number seventy-three-A, of range three (Pt. E. No. 73-A, range 3) according to the official cadaster of the township of Guigues, county of Témiscamingue, containing about fifteen acres in area, and bounded on the east by the Quinze River and the line of range 4 of Guigues, on the west by the residue or west part of this lot, on the north by lot number 74, and on the south by lot number 72;

4. The north part of lot number seventy-three-B of range three (Pt. N. No. 73-B, range 3) according to the official cadaster of the township of Guigues, county of Témiscamingue, containing about six acres in area, and bounded on the south by the residue or the south part of this lot, on the north by lot number 74, on the east by lot number 73-A, and on the west, by the middle of the road which passes on this lot.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The said lots numbers seventy-three-A, and seventy-four (73-A and 74) subject to a servitude of lumber floating, etc. in favor of the Canadian International Paper Co. Ltd. and of the Gatineau Power Co., according to registered deed at the said Registry Office on March 6, 1933 under number 16,999.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame du Nord, on the TWENTY-EIGHTH day of SEPTEMBER, 1962, at TEN o'clock in the forenoon.

J.-P. HALLÉE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Ville Marie, P.Q.,
August 13, 1962.

391-34-2-o

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 34028. EMCO LIMITED, corporation légalement constituée, ayant son siège social et sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, demanderesse *vs* OTT & COMPANY INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Ste-Adèle, dans les comté et district de Terrebonne, défenderesse.

Avis de vente

Les immeubles ci-après désignés situés dans les limites de la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle dans le septième rang du canton

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 34028. EMCO LIMITED, body legally incorporated, having its head office and main place of business for the province of Quebec, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* OTT & COMPANY INC., body legally incorporated, having its head office and main place of business in Ste-Adèle, in the county and district of Terrebonne, defendant.

Notice of sale

The immoveables hereinafter designated, situated within the limits of the municipality of the parish of Sainte-Adèle on range seven in the

Wexford désigné au plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Adèle comme étant;

a) les lots numéros vingt-cinq, quarante et un et quarante-deux de la subdivision officielle du lot primitif numéro cinq dudit septième rang du canton Wexford; (5-25, 5-41 et 5-42);

b) le lot numéro deux de la redivision officielle du lot numéro huit de la subdivision officielle du lot primitif numéro cinq (5-8-2) dudit septième rang Wexford;

c) les lots numéro neuf, quatorze, quinze, dix-neuf et trente-trois de la subdivision officielle du lot primitif numéro six dudit septième rang du canton Wexford (6-9, 6-14, 6-15, 6-19 et 6-33);

d) le lot numéro deux de la redivision officielle du lot numéro seize de la subdivision officielle du lot numéro six dudit septième rang (6-16-2);

e) le lot numéro deux de la redivision officielle du lot numéro dix-sept de la subdivision officielle du lot numéro six dudit septième rang (6-17-2);

f) les lots numéro quinze, vingt-huit, trente-trois, trente-sept et quarante-quatre de la subdivision officielle du lot numéro cinq dudit septième rang (5-15, 5-28, 5-33, 5-37 et 5-44);

g) les lots numéro vingt, vingt-quatre, trente et un et trente-deux du lot primitif numéro six (6-20, 6-24, 6-31 et 6-32);

h) le lot numéro un de la redivision officielle du lot numéro huit de la subdivision officielle du lot numéro cinq dudit septième rang (5-8-1);

i) les lots numéro dix-huit, quarante-cinq et quarante-six, de la subdivision officielle du lot numéro cinq dudit septième rang (5-18, 5-45 et 5-46);

j) les lots trente-quatre, quarante-sept et quarante-neuf de la subdivision officielle du lot numéro cinq dudit rang numéro sept; (5-34, 5-47 et 5-49);

k) le lot numéro trente de la subdivision officielle du lot numéro cinq dudit septième rang (5-30) et les lots numéro dix, vingt-huit et vingt-neuf de la subdivision officielle du lot numéro six dudit septième rang, (6-10, 6-28 et 6-29);

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale catholique de Ste-Adèle en Haut, MERCREDI, le DIX-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1962 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
le 5 septembre 1962.

595-37-2-o

township of Wexford, designated in the official plan and book of reference of the cadaster of the parish of Sainte-Adèle, as being:

a) the lots number twenty-five, forty-one and forty-two of the official subdivision of primitive lot number five on the said seventh range in the township of Wexford; (5-25, 5-41 and 5-42);

b) the lot number two of the official redivision of lot number eight of the official subdivision of primitive lot number five (5-8-2) on said seventh range in Wexford;

c) the lots number nine, fourteen, fifteen, nineteen and thirty-three of the official subdivision of primitive lot number six on said seventh range in the township of Wexford (6-9, 6-14, 6-15, 6-19 and 6-33);

d) the lot number two of the official redivision of lot number sixteen of the official subdivision of lot number six on said seventh range (6-16-2);

e) The lot number two of the official redivision of lot number seventeen of the official subdivision of lot number six on said seventh range (6-17-2);

f) the lots number fifteen, twenty-eight, thirty-three, thirty-seven and forty-four of the official subdivision of lot number five on said seventh range (5-15, 5-28, 5-33, 5-37 and 5-44);

g) the lots number twenty, twenty-four, thirty-one and thirty-two of primitive lot number six (6-20, 6-24, 6-31 and 6-32);

h) the lot number one of the official redivision of lot number eight of the official subdivision of lot number five on said seventh range (5-8-1);

i) the lots number eighteen, forty-five and forty-six of the official subdivision of lot number five on said seventh range (5-18, 5-45 and 5-46);

j) the lots thirty-four, forty-seven and forty-nine of the official subdivision of lot number five on said range number seven (5-34, 5-47 and 5-49);

k) the lot number thirty of the official subdivision of lot number five on said seventh range (5-30) and the lots number ten, twenty-eight and twenty-nine of the official subdivision of lot number six on said seventh range (6-10, 6-28 and 6-29).

To be sold at the Catholic parochial church door of Ste-Adèle en Haut, on WEDNESDAY, the SEVENTEENTH day of OCTOBER, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
September 5, 1962.

595-37-2

Cour d'Échiquier du Canada

No 170926. DANS l'affaire de la LOI D'IMPÔT SUR LE REVENU et ses amendements; *et* dans l'affaire de DOUGLAS BROWN de la ville de St-Eustache, dans la province de Québec, vendeur d'immeubles.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et en la possession dudit Douglas Brown, d'après son titre d'acquisition à lui consenti par Dame Éva Yolande Lesage, veuve de Émil Fisher, enrg. No 100172.

« Un emplacement ayant front sur l'avenue des Cèdres, dans le village de St-Eustache sur le Lac, composé des lots, subdivision numéros quatre-vingt-quatre, quatre-vingt-cinq et de la demie ouest du lot, subdivision quatre-vingt-deux du lot originaire numéro soixante-dix-sept (Nos 77-84, 85 & 0.½ 82), auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Eustache,

Exchequer Court of Canada

No 170926. IN the matter of the INCOME TAX ACT, and amendments thereto; *and* in the matter of DOUGLAS BROWN of the town of St. Eustache, in the Province of Quebec, real estate salesman.

Notice of sale

The hereinafter described immoveable and belonging to said Douglas Brown, according to his title of acquisition to him agreed by Dame Éva Yolande Lesage, widow of Émil Fisher, regd. No. 100172.

"An emplacement fronting on Cedar Avenue, in the village of St. Eustache sur le Lac, composed of lots subdivision numbers eighty-four, eighty-five and westerly half of lot subdivision eighty-two of the original lot number seventy-seven (Nos 77-84, 85 & W. ½ 82), on the official plan and book of reference of the parish of St. Eusta-

ladite demie dudit lot 77-82 étant bornée en front par le lot, subdivision numéro quatre-vingt-quatre dudit lot originaire (No 77-84), en arrière par le lot, subdivision numéro quatre-vingt-un dudit lot originaire (No 77-81), d'un côté par ledit lot No 77-85, et de l'autre côté par le résidu dudit lot No 77-82. »

Avec la bâtisse dessus érigée, portant le numéro civique 802, de ladite avenue des Cèdres, dans le village de St-Eustache sur le Lac.

Pour être vendu à la porte de l'église Christ Church United Church of Canada à 214, 14e Avenue, St-Eustache sur la Lac, MERCREDI le VINGT-QUATRIÈME jour d'OCTOBRE 1962 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
le 6 septembre 1962. 596-37-2-o

che, the said one half of said lot 77-82 being bounded in front by lot subdivision number eighty-four of said original lot (No 77-84), in rear by lot subdivision number eighty-one of said original lot (No 77-81), on one side by said lot No 77-85 and on the other side by the residue of said lot No 77-82."

With the building thereon erected bearing Civil number 802 of said Cedar Avenue, in the village of St. Eustache sur le Lac.

To be sold at the church door of Christ Church United Church of Canada at 214, 14th Avenue, St. Eustache sur le Lac, on WEDNESDAY, the TWENTY-FOURTH day of OCTOBER, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
September 6, 1962. 596-37-2

INDEX No 37

ARRÊTÉS en conseil — ***ORDERS in Council***

1424 – Enregistrement de certains véhicules automobiles destinés au service public sur des terrains privés 4704
1424 – Registration of certain automobile vehicles destined for public service on private lands 4704
1454-A – Établisssements commerciaux, Rimouski 4705
1454-A – Commercial establishments, Rimouski 4705
1454-B – Confection pour dames, Province 4706
1454-B – Ladies' Cloak and Suit, Province 4706
1454-C – Construction, Duplessis 4713

AVIS — ***NOTICES***

Loi du courtage immobilier (*Règl.*) 4689
Québec, cité – city (*Bill 212*) 4703
Real Estate Brokerage Act (*Regulations*) 4689
Thurso, village (*Dem.- Appl.*) 4703

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des — ***Notices relative to the Act of***

Autorisées à faire des affaires — ***Licensed to do Business***

Alliance et Gestion Commerciale 4713
Homme (A.W.) Ltd. 4714
Patricia Silver Mines Limited 4714

Chartes — Abandon de — ***Charters — Surrender of***

Immeubles Wellington Inc. (Les) 4715
Service des Loisirs St-Nicolas d'Ahuntsic (Les) 4714
United Auto Part (Granby) Ltd. 4715
United Auto Parts of Quebec Limited .. 4715
United Auto Parts (St. Hyacinthe) Ltd. 4715
United Auto Parts (Victoriaville) Ltd .. 4715

Dissoutes — ***Dissolved***

Greater Montreal Enterprises & Real Estate Ltd. 4716
J A F Inc. 4716
Placements Verville Inc. 4716
S.B. Realties Ltd. 4716
St. Lawrence Accessories & Automotive Parts Ltd. 4717
Verville Investments Inc. 4716

Divers — ***Miscellaneous***

Charlebois (Jos.) & Cie Limitée (*Dir.*). 4721
Charlebois (Jos.) & Co. Limited (*Dir.*). 4721
Éditions du Jour Inc. (Les) (*Dir.*) 4718
Escholiers Griffonneurs (Les) – (*Dir.*) .. 4717
Escholiers Griffonneurs (Les) – (*Règl.– By-laws*) 4717
Inspiration Mining and Development Company, Limited (*Dir.*) 4718
Institut Alie Incorporé (*Dir.*) 4720
King Edward Park and Amusement Company (The) – (*Dir.*) 4718
Metrocan Leasing Limited (*Dir.*) 4720
Montreal Jockey Club (The) – (*Dir.*) .. 4719
Mt-Royal Jockey Club Inc. (*Dir.*) 4719
Quebec Structure & Metal Inc. (*Dir.*) .. 4719
Société Professionnelle des Gradués en Administration Hospitalière Inc. (*Dir.*) 4720
Société Professionnelle des Gradués en Administration Hospitalière Inc. (*Règl.– By-laws*) 4721
Superior Window Company Ltd. (*Dir.*). 4721

Lettres patentes — ***Letters Patent***

Ajustement Trans-Québec Ltée 4686
Alsol Limited 4638
Anduca Electronics Ltd 4639
Assistance Hypothécaire R.S. Ltée (L'). 4639
Association des Contribuables de Chapais Inc. 4639
Association Sportive La Chaudière Inc. 4640
Bannantyne Printing Ltd 4640
Barclay Service Station Ltd. 4641
Barna Ltd. 4641
Battez L'Atout Inc. 4641
Beat the Trump Inc. 4641
Bel-Air Fences Ltd. 4642
Belle-Terre Limitée 4642
Best Ever Food Products Ltd. 4642
Bilmor Realties Inc. 4643
Blue Bonnets Turf Limited 4643

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Boulangerie Toto Ltée 4643
Bourget (Paul) Inc. 4644
Bouthillier Frères Inc. 4644
Builders Fuel and Mortgage Corp. 4644
Cameo Investments Inc. 4645
Caribe Holding Corporation 4645
Carignan (H.P.) Inc. 4645
Centre de Consultation Matrimoniale 4646
Centre des Loisirs de Notre-Dame-de-la-Visitation de Havre Aubert, Inc. (Le) 4646
Chapais Ratepayers Association Inc. 4639
Charron (Guy) Ltée 4647
Cinepix Inc. 4647
Cinq-Mars & Fils Limitée 4647
Clôtures Bel-Air Ltée 4642
Club de Pêche et de Chasse de Joliette. 4648
Club de Quilles Trans-Québec Inc. 4648
Club des 4 Saisons de Charlevoix Inc. 4648
Club Estérel 4649
Club Kinsmen Bellerive Inc. 4649
Club Optimiste Champlain de Québec Inc. (Le) 4649
Club Petit Caribou Inc. 4650
Club Social Opéra Inc. 4650
Columbia Specialties Inc. 4651
Comité d'Aide à l'Externat Classique de Sorel Incorporé (Le) 4651
Comité Paroissial de Ste-Thérèse de Lisieux 4651
Compagnie Chaffre Inc. 4652
Compagnie de Gestion d'Hôtellerie Libar Inc. (La) 4652
Continental Galleries Inc. 4652
Crédit La Vérendrye Ltée 4653
Delisle (H. J.) Inc. 4653
Delrose Realties Inc. 4654
Derme Carbon Limitée 4654
Desroches (Robert) Inc. 4654
Domaine de Ripon Inc. 4655
Domaine Lac Mondor Inc. 4655
Duguet Construction Inc. 4655
Dunhill Men's Wear Inc. 4656
Duquette (J.G.) Assurances Ltée 4656
E.T. Transport (Ayer's Cliff 1962) Limited 4657
Eastern Exports Limited 4657
Ego Enterprises Inc. 4657
Embassy Leisure Wear Inc. 4657
Entreprises A.G.P. Tremblay Inc. (Les) 4658
Entreprises Lan-Vin Inc. (Les) 4658
Entreprises Prestige Ltée (Les) 4678
1174 Fort Corp. 4659
Fashion Promotions Inc. 4659
Fédération des Oeuvres de Loisirs du Diocèse de Ste-Anne-de-la-Pocatière (La) 4659
Ferme Ste-Louise Ltée (La) 4660
Ferronnerie Submer Ltée 4660
Frenette Assurances Ltée 4660
G.M. Enterprises Ltd. 4661
Granby Painter's Supply Inc. 4661
Gravel (J. Raymond) Inc. 4661
H.P.L. Furniture Ltd. 4670
High Plains Holding Co. Ltd. 4662
Houle (J.R.) Inc. 4662
Ideal Transport Co. Ltd. 4662
Immeubles Delrose Inc. (Les) 4654
Immeubles Desmarteaux Inc. (Les) 4663
Industrial Concrete Floor Finishing Co. Ltd. 4663
Jaymar Upholstering Co. Ltd. 4663
Krasnow Industries Ltd. 4664
Laboratory Furniture Incorporated 4670
Lanro Holdings Ltd. 4664
Lanshire Manufacturing Inc. 4665
La Vérendrye Credit Corporation Ltd. 4653
Leclerc (Ernest) Meubles Inc. 4665
Lefran Holdings Ltd. 4665
Legault Électrique Inc. 4666
Lido Construction Inc. 4666
Ligue des Propriétaires de la Ville du Lac Sergent Inc. (La) 4666
Loisirs de Disraëli Inc. 4667
Loisirs de la Paroisse St Jean-Baptiste Marie Vianney 4667
Loisirs de St-Basile de Portneuf 4667
Loisirs St-Casimir Inc. 4668
Loisirs St-Damase Inc. 4668
Maltais Auto Ltée 4669
Masse Équipement Ltée 4669
Matrimonial Counselling Center 4646
Mignault (Aimé) Inc. 4669
Miller Investment Corp. 4670
Mobilier de Laboratoire Incorporée 4670
Mobilier H.P.L. Ltée 4670
Mont Mékinac Inc. 4671
Morton's Departmental Stores Ltd. 4671
Motel Claude Inc. 4671
Mounterest Construction Inc. 4672
Mount Royal Air Services (Quebec) Ltd. 4672
Muni Inc. 4772
North American Manufacturers Agents Inc. 4673
Nov-Tex Co. 4673
Oeuvre des Terrains de Jeux de Rivière-au-Renard Inc. (L.) 4674
Oeuvre des Terrains de Jeu de St-Anselme (L') 4674
Optimist Construction Inc. 4674
Orleans Hardware Inc. 4675
Paré (Lucien) & Fils Limitée 4675
Patella (Franz) Incorporated 4675
Pétroles de Marsoui Inc. (Les) 4676
Pinsark Corporation 4676
Pioneer Adventure Camp Association 4676
Place Jeanne d'Arc Holding Corp. 4677
Polyphane Inc. 4677
Prelco Ltd. 4678
Prestige Enterprises Ltd. 4678
Quality Furniture Inc. 4678
Rapid Messenger Service Inc. 4679
Regenex Inc. 4679
Renfrew Realties International Corporation 4679
Restaurant Le Métropolitain Inc. 4680
Ritz Holdings Inc. 4680
Sage Inc. 4680
St-Michel Chairs & Tables Inc. 4681
Saltimbanques (Les) 4681
Satinwood Finishers Inc. 4682
Seaway Realties Co. Ltd. 4682
Sherbrooke Lancs Inc. 4682
Shipshaw Loisirs Inc. 4683
Sineil Development Corp. 4683
Société d'Expansion Financière Ltée 4683
Spécialités J.P. Inc. (Les) 4684
Standard Smoked Meats Ltd. 4684
Super Speed Transport Inc. 4684
Texbern of Canada (1962) Inc. 4685
Therrien (J.P.) (1962) Ltée 4685
Toro Sales Ltd. 4685
Transport Nadon Limitée 4686
Trans-Quebec Adjustment Ltd. 4686
Trans-Quebec Bowling Club Inc. 4646
Trans-Quebec Huile Inc. 4686
Trans-Québec Oil Inc. 4786
Trans-St-Laurent Transport Inc. 4687
Tremblay (A.) Inc. 4687
Tremblay (A.G.P.) Enterprises Inc. 4657
Turgeon & Frère Ltée 4687
Union Holdings Ltd. 4688
W.E.S. Signs Inc. 4688

Sièges sociaux *Head Offices*

Alma & Jonquière Railway Company (The) ... 4722
Alpha Holdings Ltd ... 4724
Aluminium Fiduciaries Limited ... 4723
Army, Navy and Air Force Veterans in Canada ... 4727
Benson Holdings Ltd ... 4724
Compagnie du chemin de fer Alma & Jonquière (La) ... 4722
Entreprises Someca Ltée (Les) ... 4722
Forces Motrices du Saguenay Ltée ... 4723
Fournitures Électriques Frontenac Inc. (Les) ... 4725
Frontenac Electrical Supplies Inc. ... 4725
Immeubles Bourget Inc. (Les) ... 4722
Imprimerie Offset de Montréal Inc. (L') ... 4726
Industrial Concrete Floor Finishing Co. Ltd ... 4726
Iron and Metal Incorporated ... 4725
Jurihome Inc. ... 4726
McAlister (J.W.) Co. of Canada Ltd. ... 4721
Meteor Development Ltd. ... 4724
Montreal Offset Printing Inc. ... 4726
Montreal West Taxi Ltd ... 4722
Poupart (Paul) Inc. ... 4725
Quad Development Ltd. ... 4726
Saguenay-Kitimat Company ... 4723
Saguenay Power Company, Ltd ... 4723
Saguenay Terminals Limited ... 4723
Sherbrooke Auto Radiateur Inc. ... 4724
Shore Holdings Corporation ... 4724
Soeurs des Sacrés-Coeurs de Jésus et de Marie (Les) ... 4725
Someca Enterprises Ltd ... 4722

Demande à la Législature *Application to Legislature*

Sénécal, Marie Germaine Lucie ... 4727

LIQUIDATION *WINDING*

General Automatic Laundry Co. Inc. ... 4727

MINISTÈRES *DEPARTMENTAL*

Affaires municipales *Municipal Affairs*

Arvida, cité – city (*Annex.*) ... 4727
Joliette, cité – city (*Annex.*) ... 4728

Instruction bublique *Education*

Municipalité scolaire de: *School Municipality of:*

Duvernay, corporation d'écoles secondaires (*Dem.– Appl.*) ... 4729
Laviel (*Dem.– Appl.*) ... 4729
Laurentides, corporation d'écoles secondaires (*Dem.– Appl.*) ... 4729
Le Gardeur, corporation d'écoles secondaires (*Dem.– Appl.*) ... 4729
Mille-Isles, corporation d'écoles secondaires (*Dem.– Appl.*) ... 4730
St-Athanase (*Dem.– Appl.*) ... 4730
St-Augustin (*Dem.– Appl.*) ... 4730
St-Eustache, Corporation d'écoles secondaires (*Dem.– Appl.*) ... 4730
St-Léonard-de-Port-Maurice Diss. (*Dem.– Appl.*) ... 4730

Richesses naturelles *Natural Resources*

Révocation de concessions minières ... 4730
Revocation of mining concessions ... 4730

Travail *Labour*

Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*

Alimentation, Jonquière (*Appr.*) ... 4731
Baking and Pastry, Trois-Rivières (*Amend.*) ... 4739
Boulangerie et pâtisserie, Trois-Rivières (*Mod.*) ... 4739
Building, Saguenay (*Appr.*) ... 4732
Construction, Saguenay (*Appr.*) ... 4732
Débardeurs, Port de Sorel (*Mod.*) ... 4732
Longshoremen, Harbour of Sorel (*Amend.*) ... 4732

NOMINATIONS *APPOINTMENTS*

Conseils en loi de la Reine ... 4740
Divers ... 4740
Président d'élection ... 4741
Miscellaneous ... 4740
Queen's Counsel ... 4740
Returning-Officer ... 4741

PROCLAMATION *PROCLAMATION*

Jour d'actions de grâces ... 4742
Thanksgiving Day ... 4742

SOUMISSIONS *TENDERS*

Chicoutimi, c.s.c.– c.s.c. ... 4744
Chomedey, cité – city ... 4748
Cowansville, ville – town ... 4747
Duvernay, ville – town ... 4749
Montréal-Nord – North, cité – city ... 4745
Repentigny, ville – town (*Correction*) ... 4742
St-Pascal, village ... 4746
Westmount, cité – city ... 4751
Windsor, ville – town ... 4743

SYNDICATS *SYNDICATES*

Coopératifs *Cooperative*

Caisse Populaire de Montebello (La) – (*Fond.– Found.*) ... 4752
Crédit Les Alléghanys Inc. (*Fond.– Found.*) ... 4752

Professionnels *Professional*

Association de Chirurgie Vasculaire et Thoracique de la Province de Québec (L') – (*Const.*) ... 4752
Cardio-Vascular and Thoracic Surgical Association of the Province of Quebec (The) – (Inc.) ... 4752
Syndicat des Producteurs de Bois de l'Estrie (U.C.C.) (*Const.– Inc.*) ... 4752

VENTES *SALES*

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Beauharnois *Beauharnois*

Central Mortgage and Housing Corporation *vs* Gummels ... 4753
Société Centrale d'Hypothèques et de Logement (La) *vs* Gummels ... 4753

Hull *Hull*

International Paints (Canada) Limited *vs* Yendall *et al* ... 4753

Joliette *Joliette*

Ferland *vs* Brouillet ... 4755
Interprovincial Building Credit Limited *vs* Saad ... 4755
Lemire *vs* Goddard ... 4755

Kamouraska *Kamouraska*

Michaud *vs* Michaud ... 4756

Québec *Quebec*

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Falardeau *et al* 4756
Pelletier *vs* Dionne 4758
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Falardeau *et al* 4756

Richelieu *Richelieu*

Garage Riviera Ltée *vs* Leclair 4759

Rimouski *Rimouski*

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Pelletier 4759
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Turbide 4760
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Pelletier 4759
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Turbide 4760

Roberval *Roberval*

Gagnon & Frères Nouveautés *vs* Bergeron 4760
Laboratoires Marois Limitée *vs* Boucher 4761
Trudel *vs* St-Gélais 4761

Rouyn-Noranda *Rouyn-Noranda*

Thibault *et al vs* Vaillancourt *et al* 4762

Saint-François *Saint Francis*

Western Savings & Loan Association (The) *vs* Komery 4762

Témiscamingue *Témiscamingue*

Denis *vs* Gaithier 4762

Terrebonne *Terrebonne*

Emco Limited *vs* Ott & Company Inc. 4763
Impôt sur le Revenu *vs* Brown 4764
Income Tax *vs* Brown 4764

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash